

UNE SEMAINE
AVEC
L'ÎLE-DE-FRANCE

Aujourd'hui : les atouts
du mieux-vivre

LIRE PAGES 19 A 30

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Asie-
Europe, 1,20 DM ; Australie, 15 ails. ; Belgique, 36 fr. ;
Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark,
8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B.,
80 p. ; Grèce, 60 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ;
Japon, 378 ¥ ; Libye, 0,850 D. ; Luxembourg, 27 fr. ;
Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
200 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ;
Soudan, 1,40 £ ; Yougoslavie, 150 ml.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4247 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Fait accompli à Chypre

L'imbroglio chypriote s'est enrichi d'un nouvel élément avec la proclamation, mardi 15 novembre, d'une « République turque du nord de Chypre ». Il faut avoir la malice, vraie ou fausse, de M. Rauf Denktaş, qui sera le président de ce nouvel État, pour prétendre que ce fait accompli facilitera les négociations entre les deux communautés qui coexistent sur l'île, sans cohabiter.

Pourtant, la création de cette République qui prend la suite d'un « État fédéré turc » pourrait bien apparaître rapidement comme une simple péripétie, malgré l'indignation d'Athènes et des Chypriotes grecs, et la désapprobation mesurée de la communauté internationale. Elle ne change rien, en effet, à la situation d'un pays où les déchirements et la violence ont survécu à l'indépendance. Tirailles entre leurs deux mères patries respectives, la majorité grecque de Chypre et la minorité turque n'ont jamais réussi à se forger une identité nationale commune.

La proclamation d'une République turque indépendante ne crée pas la partition ; elle en prend acte. La véritable coupure s'est produite en 1974, quand les troupes d'Ankara ont occupé, sans demander la permission à qui que ce soit, 40 % du territoire de l'île, obligeant la quasi-totalité de la population grecque, soit deux cent mille personnes, à se réfugier au Sud. La suite n'a été qu'un long ballet diplomatique, marqué de ruptures définitives et de reprises sans lendemain, sous le regard impassible des Nations unies.

La Grande-Bretagne, puissance garante, de la Grèce et de la Turquie, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de Chypre, « déplore » cette nouvelle violation des traités comme elle a déploré les précédentes. Mais il est bien clair qu'elle n'est pas plus décidée qu'elle ne l'a été à assumer ses obligations envers une ancienne colonie où elle conserve pourtant deux bases militaires importantes. Les États-Unis cherchent surtout à éviter d'envenimer une querelle entre deux de ses alliés en Méditerranée, une Grèce socialiste qui n'a pas besoin de prétexte pour s'en prendre à eux, et une Turquie qui joue un rôle essentiel dans leur stratégie, et où le régime militaire vient de se donner une teinture démocratique. Un regain de tension entre Athènes et Ankara, qui ont été au bord de la guerre en 1964 et en 1974, précéderait la cause de Chypre, ne pourrait que faire le jeu de Moscou.

En prenant une décision unilatérale, M. Denktaş savait qu'il n'avait rien à perdre. Considéré par M. Kyprianou, président de la République de Chypre, comme le simple chef de la communauté turque, il peut se présenter désormais comme le président d'un État indépendant. Mais il lui manquera la reconnaissance internationale, celle d'Ankara ne pouvant suffire à accroître son poids dans les négociations qu'il dit appeler de ses vœux après les avoir rompues. Comme les Nations unies, qui ont maintes fois fait la preuve de leur inefficacité dans cette affaire, restent le seul recours, Chypre conforte sa place sur la malheureuse liste des pays divisés.

Lire page 3
les articles de
DIMITRI ANDREOU
MARC MARCEAU
et ERIC ROULEAU

Les violences redoublent au Liban

L'aviation israélienne a attaqué
une « base de militants pro-iraniens »
près de Baalbek

Tandis que la situation militaire se dégrade dans la région de Beyrouth, où le secteur chrétien de la capitale libanaise a été bombardé ce mercredi matin 16 novembre pour la troisième journée consécutive, les appareils de combat israéliens ont piqué une « base d'entraînement des terroristes d'allégeance iranienne » dans la région de Nabi Chit, à cinq kilomètres de la frontière syrienne et à six kilomètres de la ville libanaise de Rayak. C'est dans ce secteur où se trouvent les quartiers généraux des deux mouvements chiites libanais extrémistes, l'Amal islamique, dirigé par M. Hussein Moussawi, et M. Hizbollah (le parti de Dieu).

Ces organisations passent pour être à l'origine des deux attentats perpétrés le 23 octobre dernier contre les contingents français et américain de la Force multinationale à Beyrouth, qui avaient fait 58 morts du côté français et 239 du côté américain. Les Israéliens les rendent « un autre responsable de l'attentat contre leur quartier général à Tyre, qui avait fait, le 4 novembre, 30 morts israéliens et 32 morts palestiniens ». Les Libanais et les Palestiniens dénoncent au siège du gouvernement militaire.

Selon le haut commandement israélien, la base bombardée était utilisée comme « camp d'entraînement des militants chiites pro-iraniens » et était « un point de départ pour des opérations dirigées contre les Israéliens au Sud-Liban ».

DANS LA RÉGION DE TRIPOLI, des combats fusaient, toujours rage en fin de matinée, à la périphérie du camp de Baalbek entre les fidèles de M. Arafat et les troupes syro-libanaises. Selon le porte-parole de l'O.L.P., « les assaillants se trouvent parfois à moins de deux cent mètres des lignes de défense des Palestiniens ».

(Lire la suite page 7.)

M. Mitterrand explique sa politique à l'égard de l'Union soviétique

Le chef de l'Etat veut faire comprendre
aux Français que la fermeté
n'exclut pas la volonté de dialogue

M. François Mitterrand a choisi l'émission « L'heure de vérité » pour expliquer la politique extérieure de la France, mercredi 16 novembre sur Antenne 2.

Le chef de l'Etat entend dresser un tableau de la situation mondiale qui permette de faire comprendre pourquoi le monde est entré dans une phase de « turbulences » et pourquoi il n'y a pas lieu, pour autant, de céder à un sentiment de panique qui ferait le jeu du mouvement pacifiste et, par là même, de l'Union soviétique.

L'une des causes majeures de ces tensions se situe en Europe et concerne le rapport des forces Est-

Ouest. Il est donc essentiel, à ses yeux, que les Français mesurent bien l'enjeu de l'implantation des euro-missiles. Cela est d'autant plus nécessaire que l'opinion publique a davantage le regard tourné vers le Liban ou la Tchad, ne serait-ce qu'en raison de la présence sur place de troupes françaises, et des images que lui renvoie la télévision.

Dans l'esprit du chef de l'Etat, ni l'un ni l'autre conflit ne peut être séparé de son contexte mondial.

Fréquemment taxé d'atlantisme, M. Mitterrand veut saisir cette occasion pour redéfinir les rapports de la France avec l'Union soviétique. Si ces relations sont rudes, si

l'attitude de la France est aussi ferme, c'est qu'elle considère qu'il y a déséquilibre des forces en Europe au profit de l'U.R.S.S. et que seul l'équilibre peut garantir la paix.

Mais l'équilibre à quel niveau ? A cette question, le chef de l'Etat répondra : le plus bas possible, par la négociation. A condition toutefois que celle-ci ne soit pas vidée de son sens par l'attitude de l'U.R.S.S.

En tout état de cause, M. Mitterrand ne veut pas apparaître, malgré la « franchise » des positions françaises vis-à-vis de ce pays, comme fermé à tout dialogue. Bien au contraire. Il s'agit de rétablir les conditions d'une discussion avec les dirigeants soviétiques.

La quatrième chaîne de télévision
devrait émettre
à compter du 1^{er} novembre 1984

L'Île-de-France
et la région Rhône-Alpes
seront les premières servies.

(LIRE PAGE 40)

Point de vue

A ces messieurs de la gauche

par MARIE-FRANCE GARAUD (*)

Dans le texte qu'elle nous a adressé, M^{me} Garaud, ancienne candidate à la présidence de la République et fondatrice de l'Institut international de géopolitique, lance un appel aux socialistes qu'elle invite à former avec les autres « partis nationaux » un « front uni pour la défense de la France ».

C'est à vous, socialistes, que je m'adresse, puisque, selon le mot si juste de l'un de vos, le parti communiste n'est pas à gauche, il est à l'Est. Vous êtes au pouvoir et vous dirigez tous les pouvoirs. Vous en usiez pleinement, malgré les cris et les grondements de dents de l'opposition. C'est votre droit, mais c'est aussi votre responsabilité.

Bien sûr, vous trouvez la situation économique fort contraignante et vous vous désolerez de voir vos projets et vos desseins se heurter à la dureté des faits. Mais vous ne pouvez pas vous plaindre de l'incompréhension que vous rencontrez et de l'ingratitude de vos électeurs. Il en est souvent ainsi. Les réalités sont des rochers qui surgissent sur les itinéraires les plus habilement tracés et il faut accepter, si l'on a pas le don de prémonition, de faire marche arrière, la pire des solutions étant de les nier.

Vos dirigeants l'ont admis, faites de même et ôtez-vous de l'esprit que vos échecs électoraux sont dus à la malice de vos adversaires politiques. Vous gagnerez du temps et vous éviterez le ridicule de valoriser l'opposition en la créditant d'une telle influence.

L'opposition joue son rôle. Elle ne vous aide pas, et alors ? Le faisiez-vous quand vous la représentiez ?

Vous me pardonnerez de ne pas m'attarder sur vos désillusions, soit pour les déplorer, soit pour en sourire, mais, depuis deux ans, je me tiens volontairement en dehors de

toute activité politique. Pour moi, l'essentiel n'est pas là ; et cet essentiel va nous rejoindre bientôt avec une telle brutalité que nous ferions bien de nous y préparer. Votre responsabilité devant l'histoire sera écrasante — à la dimension de votre pouvoir — puisque des positions que vous soutenez, dépendront, non seulement l'indépendance de notre pays, mais encore notre liberté. Et cela pour des années, et si les choses tournent mal comme je le crains, pour des dizaines d'années.

(Lire la suite page 12.)

(*) Fondatrice de l'Institut international de géopolitique.

AU JOUR LE JOUR

Vérité

C'est au tour de M. Mitterrand de nous offrir son « Heures de vérité ».

Le titre de cette émission est ambigu. D'abord, il pourrait signifier, a contrario, que, le reste du temps, on ne voit et on n'entend, à la télévision, que mensonge, brouillard et dissimulation.

Mais aussi, depuis le début de l'année, nous avons vu défiler M^{me} Garaud et M^{me} Vell, M^{me} Barre, Mauroy, Bérégovoy, Fiterman, Jospin et Chirac. Que d'heures passées à entendre tant de vérités contraires ! Que d'efforts pour convaincre la France des mensonges des autres !

Les esprits sont tellement troublés que si elle jaillissait sur nos écrans, cette vérité vraie, nous n'en croirions pas un mot.

BRUNO FRAPPAT.

A la rencontre de :

- Maurice Pialat, pour son nouveau film « A nos amours ».
- Olivier Messiaen, pour son premier opéra, « Saint François d'Assise ».

(LIRE PAGES 31 A 39
« LE MONDE DES ARTS
ET DES SPECTACLES »)

Un Brozek signé Fred.



Des sculptures devenues Bijoux. Miroslav Brozek a écrit pour Fred une composition mobile qu'il appelle « Le Couple ». Étonnant pendentif d'or jaune et d'or gris sculpté dans la masse et articulé autour de sa chaîne.

FRED

4, rue Royale, Paris. Tél. 263.30.65 - Le Clavier, 74, Champs-Élysées - Hôtel Marignan, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loren, Monte-Carlo - Aéroport d'Orly. 20, rue du Marché, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

« LA FORCE DU VERTIGE », UN LIVRE D'ANDRÉ GLUCKSMAN

Le pacifisme saboteur de la dissuasion

« Mes bons pères, en confidence, oseriez-vous répliquer à Einstein : plutôt Hitler que le nucléaire ? Oui ? Non ? » Le dernier livre d'André Glucksmann n'est certainement pas tout entier dans cette apostrophe enlevée aux évêques américains, coupables, aux yeux de notre auteur, du péché mortel du pacifisme.

L'ouvrage est bien trop riche, intelligent et foisonnant pour être ainsi réduit, — mais il tourne et retourne inlassablement cette question qui dérange plus d'un bon esprit aujourd'hui : dire non à tout prix à Hiroshima, n'est-ce pas, finalement, accepter Auschwitz, celui d'hier, bien sûr, mais aussi celui d'aujourd'hui et de demain tant il est vrai que « celui qui dit la mort nucléaire comme moi suppose et seul inacceptable doit se résoudre à tolérer, comme moindres, les autres maux, donc le rouge » ?

Refuser la dissuasion nucléaire sous prétexte qu'elle peut échouer, n'est-ce pas, finalement, accepter « un mal pire que la mort » — un mal qui enlève, comme il l'a déjà fait, tout sens à la vie ?

Le discours angoissant — mais qu'il faut entendre — de Glucksmann tombe en pleine actualité. Car, c'est aux pacifistes qu'il s'adresse — plus précisément aux pacifistes allemands que l'auteur a bien connus et avec lesquels il fit, jadis, un assez long chemin — ces « voyageurs sans bagages, nés d'un passé inconnu et de parents transparents ».

JACQUES ALMARIC.

(Lire la suite page 4.)

LA PROCLAMATION DE LA « RÉPUBLIQUE TURQUE DU NORD DE CHYPRE »

Le Conseil de sécurité des Nations unies a entamé, dès le mardi 15 novembre, ses consultations sur la situation créée à Chypre par la proclamation, le matin même, de l'indépendance de la « République turque du Nord de Chypre », après que la Grèce eut décidé de porter l'affaire à l'ONU. Ces consultations se poursuivront, ce mercredi, et l'examen en séance plénière devrait débuter jeudi. Plusieurs pays ont, en effet, demandé un délai afin de permettre au dirigeant de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktaş, attendu ce mercredi soir à New-York, de participer au débat.

Mardi, la Grande-Bretagne a fait circuler un projet de résolution, assez modéré, qui ne comporte pas de sanction, mais qui déclare la création d'une République turque du Nord de Chypre « nulle et non avenue ». Le projet exige le retrait de cette procla-

mation d'indépendance et demande à la Communauté internationale de ne pas reconnaître le nouvel Etat. Selon les milieux diplomatiques de l'ONU, la Grande-Bretagne a voulu ainsi éviter que ne soit présenté par d'autres pays un projet de résolution plus dur qui aurait rendu tout compromis difficile et ainsi aurait exigé de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis qu'ils adoptent des sanctions.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a, de son côté, « regretté » l'initiative des Chypriotes turcs « contraire aux résolutions du Conseil de sécurité sur Chypre » et susceptible de compromettre ses propres efforts en vue de promouvoir un accord. La Grande-Bretagne, puissance garante, avec la Grèce et la Turquie, de l'indépendance et de l'unité de Chypre, a indiqué

qu'elle avait informé par avance Ankara et M. Denktaş de sa « désapprobation totale », alors que le projet de déclaration d'indépendance du Nord n'était encore qu'une rumeur. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a souhaité avoir des « entretiens urgents » avec les gouvernements grec et turc.

A Washington, après avoir exprimé, mardi matin, sa « surprise et sa déception » à la suite de la proclamation unilatérale d'indépendance, le gouvernement a « déploré » que la Turquie ait décidé de reconnaître cette nouvelle entité. Les Etats-Unis estiment que l'annulation pure et simple de la mesure prise mardi dans le nord de Chypre est le meilleur moyen d'éviter une nouvelle crise à Chypre et de poursuivre les négociations en vue d'un règlement sous l'égide des Nations unies. Le gouvernement améri-

cain, qui affirme étudier « toutes les options possibles », a cependant refusé de faire allusion à l'aide financière et militaire à la Turquie [pays qui, après Israël et l'Egypte, reçoit la plus importante aide militaire américaine].

Plusieurs autres pays, dont le Canada et l'Italie, ont exprimé, mardi, leur réprobation. A Moscou, l'agence Tass a estimé, mardi, que le problème chypriote doit être résolu « sans tarder et sans aucune ingérence militaire ou autre de l'étranger ». L'agence a longuement cité, sans commentaire, la déclaration du président chypriote grec, M. Kyprianou, sur « la nécessité pressante non seulement d'annuler l'acte illégal, mais de voir les troupes turques quitter l'île ».

Nicosie s'inquiète des menaces pesant sur l'indépendance de l'île

De notre correspondant

Nicosie. — Chypre vit un nouveau fait accompli : la décision du dirigeant chypriote turc, M. Denktaş, de proclamer un « Etat indépendant chypriote turc » séparé, dans la zone nord de l'île occupée par les troupes d'Ankara, est un nouvel acte unilatéral dont la série a commencé dès l'indépendance en 1960 pour culminer avec l'invasion turque du nord de l'île en 1974. A Nicosie, on relève que, dès l'origine de la jeune République, les dirigeants chypriotes turcs, et la Turquie elle-même, ont appliqué une « stratégie de la rupture » qui, appuyée sur une supériorité militaire de la Turquie, a abouti à la situation présente.

Bien que préparés à un tel développement, les dirigeants chypriotes grecs ne l'attendaient pas si tôt. En effet, le lundi 14 novembre, M. Hugo Gobbi, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Chypre, était revenu dans l'île, « apportant aux deux parties certaines idées nouvelles pour promouvoir un règlement par une reprise des négociations substantielles entre les deux parties ». La proclamation de la « République turque du Nord de Chypre » a eu lieu au moment où les Nations unies avaient entamé des consultations pour une rencontre au sommet entre le président Kyprianou et M. Denktaş.

La première conséquence directe de l'action chypriote turque est de torpiller l'initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, et de compliquer un problème devenu, au cours des dernières années, de plus en plus épineux. « Toute rencontre et tout échange de vues entre les deux parties sont désormais paralysés », a déclaré M. Hugo Gobbi. De son côté, le président Kyprianou a souligné que « jamais nous n'accepterons le fait accompli de l'invasion de l'île et nous poursuivrons la lutte jusqu'à la reconnaissance de nos droits, c'est-à-dire la liberté de l'ensemble de l'île ». Le président a, d'autre part, assuré ses compatriotes chypriotes grecs qu'il n'y a aucun motif de panique et que « toutes les mesures sont prises pour défendre les intérêts nationaux du pays ». Il a critiqué les dirigeants chypriotes turcs et invité la communauté internationale à agir pour neutraliser cette action.

Tous les partis politiques de Chypre ont également dénoncé l'action turque. Ils ont invité la communauté internationale à renforcer son unité pour faire face à la situation. Le gouvernement chypriote bénéficie, dans cette crise, de l'appui ferme du gouvernement grec. A Athènes, M. Papandréou a souligné que « la Grèce, en tant que puissance garante de l'indépendance de Chypre, prend toutes les mesures nécessaires pour restaurer l'unité de la République de Chypre dans le cadre des résolutions des Nations unies ». Cette déclaration a renforcé le moral des Chypriotes grecs qui l'interprètent comme la décision du gouvernement hellénique « d'assumer ses responsabilités dans l'affaire de Chypre ».

Soutien américain ?

La position prise par la Grande-Bretagne a également suscité la satisfaction des Chypriotes grecs. Londres a réaffirmé qu'elle ne reconnaît qu'un seul Etat dans l'île, la République de Chypre, et, sous son gouvernement, celui de M. Kyprianou. On relève aussi la décision de la Grande-Bretagne, en tant que puissance garante de l'indépendance de Chypre, d'inviter les deux autres puissances garantes, la Grèce et la Turquie, à des consultations.

● Protestation des étudiants chypriotes en France. — Le Mouvement des étudiants chypriotes en France proteste contre la « proclamation d'un pseudo-Etat soi-disant indépendant, qui est en fait le résultat d'un plan arrêté par la Turquie depuis des dizaines d'années ». Il demandait une manifestation silencieuse devant l'ambassade de Turquie ce mercredi 16 novembre après-midi et prépare une autre manifestation lundi 21 novembre à 13 heures.

Athènes met implicitement en cause les connivences entre Ankara et Washington

De notre envoyé spécial

Athènes. — Le rebondissement de la crise chypriote va sans doute accroître les tensions en Méditerranée orientale et, en tout cas, empoisonner les rapports entre Athènes, d'une part, Ankara et Washington, d'autre part. En effet, le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, paraît persuadé que les Etats-Unis et la Turquie ne sont pas étrangers à la proclamation unilatérale d'un Etat indépendant turc à Chypre.

Que pense-t-il de la « surprise » exprimée par ses deux alliés atlantiques devant l'initiative prise par M. Rauf Denktaş ? Au cours d'un bref entretien qu'il nous a accordé mardi soir, M. Papandréou a répondu sèchement : « Je ne crois nullement à la sincérité des dirigeants d'Ankara. Quant à celle des Etats-Unis, elle est possible, mais en l'occurrence improbable ».

Le premier ministre ne s'attendait visiblement pas à ce « coup de poing » — selon les termes de l'un de ses collaborateurs — à un moment où il croyait pouvoir normaliser les rapports avec Ankara et Washington. L'accord renouvelé, le 1988 a été ratifié par le Parlement le 7 novembre dernier. L'entrée en

fonctions, jeudi 24 novembre, d'un gouvernement civil en Turquie, semblait de bon augure dans la mesure où l'équipe de M. Turgut Ozal était décidée à s'atteler à l'assainissement de la situation économique. Lundi soir, M. Papandréou paraissait radieux. Au cours d'un banquet donné en l'honneur de quelque cent cinquante parlementaires étrangers invités aux célébrations du dixième anniversaire du soulèvement des étudiants de Polytechnique, qui avait ouvert la voie à l'effacement de la dictature militaire en juillet 1974, le premier ministre avait prononcé un discours mesurant et optimiste, imprégné de sa conviction que la Grèce pouvait contribuer à la détente internationale. Il n'avait pas évoqué, même indirectement, les contentieux chypriote ou ses démêlés avec les Etats-Unis.

Mardi soir, le climat a changé du tout au tout. M. Papandréou, le visage fermé, a eu du mal à se frayer un chemin à travers une foule de milliers de manifestants vociférants, qui, après avoir défilé tout l'après-midi les principales artères de la capitale, a assiégé le grand hôtel athé-

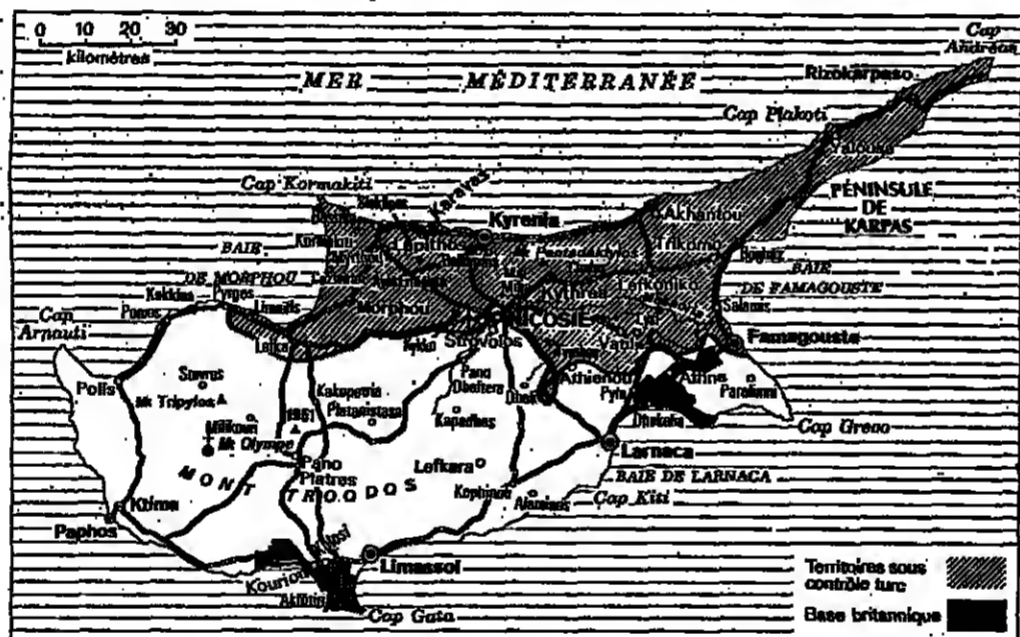
quant à l'efficacité de ces démarches et même de l'éventuelle adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution favorable à leur thèse. L'envoi à Chypre de renforts militaires a été envisagé, mais là encore sans grande conviction. Que pourrait faire le contingent grec face aux forces d'Ankara, dont les effectifs actuels sur l'île s'élèvent déjà à plus de vingt-cinq mille hommes ?

Au sentiment d'impuissance s'ajoute l'inquiétude sur les conséquences que pourrait avoir la crise sur la conjoncture intérieure. La solidarité de l'opposition de droite est, de toute évidence, ténue et provisoire. La droite n'a cessé, ces derniers mois, de reprocher au gouvernement une politique étrangère qui lui aliène ses « alliés naturels », en particulier les Etats-Unis. Elle souligne, sans doute à juste titre, que la campagne menée contre l'installation des euro-missiles américains dès la fin de cette année, que le soutien accordé aux mouvements pacifistes, que les efforts déployés en faveur de la dénucléarisation des Balkans, etc., d'auraient d'autre effet que d'exaspérer les Etats-Unis et les autres membres de l'alliance atlantique.

L'engagement catégorique pris publiquement, il y a une dizaine de jours, par M. Papandréou de « ne jamais plus renouveler le bail des bases » n'a sans doute servi au sein d'une opinion réputée largement anti-américaine, et a coupé l'herbe sous les pieds du parti communiste, qui lui reprochait sa « complaisance » à l'égard de Washington. Mais cette déclaration retentissante n'a pas manqué de réjouir ses adversaires de droite, qui se sont mis à espérer que les Etats-Unis s'appliqueraient, dès lors, à favoriser la défaite du PASOK.

Si les amis de M. Papandréou devaient essuyer un échec aux élections du Parlement européen en juin prochain, il n'est pas exclu que des élections anticipées soient tenues en Grèce avant la fin de 1984. D'où l'ampleur de l'enjeu de la crise chypriote et l'embarras d'un gouvernement qui doit, désormais, faire front simultanément aux pressions extérieures et intérieures. Ce mercredi encore, des manifestants se répandaient par milliers dans les rues d'Athènes pour exiger une rupture de l'alliance atlantique et des mesures concrètes contre les « agresseurs turcs » avant même la marche prévue jeudi pour célébrer le dixième anniversaire du soulèvement de Polytechnique.

ERIC ROULEAU.



Annexée par la Grande-Bretagne en 1914, Chypre est devenue indépendante en 1960 avec Mgr Makarios comme premier président. Le 13 février 1975, les Turcs proclament un Etat fédéré dans la zone qu'ils occupent depuis 1974, au nord de la ligne Kokkine-Famagouste. Cette ligne de démarcation passe au nord de Nicosie. L'île n'est étendue que de 25 kilomètres de la côte turque et de 85 kilomètres de la Syrie. Elle a été jadis colonisée par les Grecs, puis administrée pendant près de trois siècles par les Turcs. Cent cinquante mille Chypriotes turcs vivent dans la partie nord de l'île (40 % du territoire), occupée par l'armée turque depuis 1974. Les Chypriotes grecs sont au nombre de cinq cent mille environ.

Ankara a reconnu aussitôt le nouvel Etat

Il aura fallu peu de temps aux dirigeants d'Ankara pour se remettre de la « surprise » que leur avait causée la proclamation, le mardi 15 novembre au matin, de l'indépendance de la République turque du Nord de Chypre. Dans l'après-midi, le Conseil national de sécurité rassemblant les chefs d'Etat-major des trois armées se réunissait à Ankara sous la présidence du général Evren, puis le gouvernement et le ministre des affaires étrangères, M. Ilter Turkmen, annonçaient la décision d'Ankara de reconnaître la République des « frères chypriotes ».

En réalité, la « surprise » d'Ankara dans la matinée ne pouvait être que feinte. Les préparatifs à cette déclaration d'indépendance étaient engagés dans le nord de l'île depuis la mi-octobre. Un drapeau avait notamment été choisi, semblable au drapeau turc mais avec en plus une barre jaune à côté du croissant et de l'étoile. Il est impensable que ces préparatifs aient pu avoir lieu sans l'accord des forces armées turques, qui maintiennent vingt-cinq mille hommes dans le nord de Chypre. La date choisie, après les élections turques mais avant que les militaires du Conseil national de sécurité d'Ankara ne passent la main, le 24 novembre, à un gouvernement civil dirigé par M. Ozal, n'est pas non plus le fait du hasard, en dépit des dénégations du ministre turc des affaires étrangères, qui déclarait mardi :

« Nous ne sommes pas responsables du moment choisi. »

M. Turkmen a rappelé ce qui reste la position officielle de la Turquie : « Nous avons toujours soutenu une solution pacifique et juste par le moyen des pourparlers inter-communautaires ». Ankara a cependant toujours fait porter à la partie chypriote grecque la responsabilité de l'échec de ces pourparlers. C'est auprès des militaires d'Ankara que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient protesté contre une éventuelle déclaration d'indépendance de l'Etat fédéré, alors que la rumeur l'annonçait.

M. Turkmen a également déclaré que la Turquie continuerait de soutenir la mission du secrétaire général des Nations unies. « L'indépendance ne signifie pas nécessairement que l'île restera divisée éternellement » ni que les Chypriotes turcs refusent de s'unir à un autre Etat au sein d'une fédération, a-t-il ajouté. Il a estimé que la Turquie, n'étant pas responsable de cette déclaration d'indépendance, ne pouvait être la cible des reproches de ses représentations de la communauté internationale.

Il n'en reste pas moins que M. Turgut Ozal, qui a besoin du soutien occidental pour mener à bien sa politique économique, hêtera à son entrée en fonctions d'une situation qui complique les rapports de la Turquie avec Washington et la Communauté européenne, sans parler de ses relations toujours tendues avec son voisin grec.

nien dans lequel il assistait à une réception. Le premier ministre a été accueilli aux cris de « Reagan, assassin ! », « Le peuple l'exige : la Grèce hors de l'OTAN », « A bas la partition ! », et, enfin, « Vive Chypre, Etat uni et indépendant ». Aux drapeaux grecs se mêlaient des étendards rouges, indiquant que les communistes étaient nombreux à répondre à l'appel lancé par l'Union générale des étudiants grecs.

M. Florakis, le secrétaire général du P.C., qui assistait à la réception, disait, à qui voulait bien l'entendre, que son parti avait l'intention de mobiliser ses troupes contre l'« agression américaine ». Il ajoutait : « Le gouvernement a cru apaiser Washington en renouant le bail des bases, mais les Américains sont insatiables : ils entendent maintenant saper la stabilité du gouvernement Papandréou et intégrer Chypre dans la stratégie militaire de l'OTAN en Méditerranée orientale. Il faut avoir le courage de se retirer de l'alliance atlantique ».

Fermets...

M. Panayotis Canelopoulos, ancien premier ministre, et l'un des chefs de file de la droite, affirmait, pour sa part, que « tous les Grecs de toute obédience ne devaient de soutenir le gouvernement dans l'épreuve que lui infligent les Turcs », et la presse athénienne dénonçait, ce mercredi matin, avec une rare unanimité, le « coup de force » de Denktaş et de ses « protecteurs d'Ankara ».

Pour préserver l'unité nationale, le gouvernement a évité de

Le récit captivant et enthousiaste d'une des premières hôtesses d'Air France



CATRY

SOLANGE

Sur les ailes de l'hippocampe

« Un ouvrage qui respire la bonne humeur et la simplicité, où anecdotes piquantes et aventures rocambolesques brossent un portrait éminemment sympathique des temps héroïques de l'aviation commerciale. »

Anne Maratier-Philippe/Le Figaro

« Dans les nuages, mais les pieds bien sur terre. »

La Vie

Buchet/Chastel

DIPLOMATIE

M. CHEYSSON A CANBERRA

Nos ventes d'uranium à la France sont liées aux discussions sur les essais nucléaires français
nous déclare le premier ministre australien

De notre envoyé spécial

Les ventes d'uranium à l'E.D.F. — 300 tonnes par an — sont suspendues jusqu'en octobre 1984 aux conversations sur les essais nucléaires français dans le Pacifique. « Je n'ai pas suggéré l'arrêt de nos ventes. Mais nous devons progresser dans nos discussions »,

M. Bob Hawke, qui vient d'obtenir, avec huit voix de majorité — malgré l'hostilité de l'aile gauche de son parti — un feu vert de son Parlement pour l'exploitation de l'uranium de la mine d'Olympic Dam à Roxby Downs en Australie du Sud — une mine qui contient des réserves exceptionnelles de cuivre et d'uranium, mais aussi d'or et d'argent, — reconnaît que son pays aura « de considérables capacités d'exportation en 1990 » et sait bien que la France est au de ses meilleurs clients potentiels. D'où l'espoir de lever les obstacles « à un accord commercial ». Pas question, en revanche, de transformer les matières premières comme l'avait proposé Paris à son prédécesseur : « Nous n'envisageons nullement la construction d'une usine d'enrichissement ».

L'Asie-Pacifique

Discret sur ses relations avec les Etats-Unis (« ceux-ci n'ont pas d'influence sur notre politique budgétaire, et le budget de la défense de 3 % à 4 % de notre P.N.B. est notre propre décision et

priorité »), le « premier » australien est plus proche lorsqu'il parle de la région Asie-Pacifique. « L'avenir de l'Australie, dit-il, est lié à cette région, tant en matière économique qu'en matière politique et de défense ». D'où la volonté d'avoir avec tous les pays « des relations stables et constructives ». Avec le Japon, bien sûr, dont « les importations sont aussi importantes que celles de nos quatre autres principaux partenaires, et qui représente une source très significative d'exportations ». Mais il faut que la structure des échanges se modifie : « Les matières premières resteront importantes, mais nous cherchons à pénétrer le secteur industriel du marché japonais ».

Avec les pays de l'ASEAN aussi, voire avec la Chine (« Nous aidons les Chinois dans les secteurs minier et agricole et faisons partie d'un consortium chargé de développer le pétrole offshore »). Le Vietnam et le Kampuché, à vis-à-vis duquel l'Australie utilise ses bonnes relations régionales pour « tenter de sortir de l'impasse ».

« Cette zone Asie-Pacifique est la partie du monde dont la croissance économique est la plus rapide et nous devons tirer un large bénéfice d'une contribution de plus en plus importante au développement de la région », conclut M. Hawke. Allez vous étonner après cela que les cartes du monde vendues à Sidney placent ce membre du Commonwealth au centre, tandis que la vieille Europe y apparaît bien excentrée.

BRUNO DETHOMAS.

La visite
du président finlandais
à Paris

M. MITTERRAND
SE MONTRE PESSIMISTE
SUR LES POURPARLERS
DE GENÈVE

M. Mauno Koivisto, président de la République de Finlande, qui est arrivé le mardi 15 novembre à Paris pour une visite officielle de trois jours (le Monde du 16 novembre), a déposé, ce mercredi matin, une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu à l'Arc de triomphe, avant d'être reçu à l'Hôtel de Ville par M. Jacques Chirac, maire de Paris.

Il devait avoir, dans l'après-midi, un second tête-à-tête avec M. Mitterrand, après celui qui a réuni les deux chefs d'Etat mardi, puis participer aux entretiens élargis à l'ensemble des deux délégations, avant d'assister à un dîner offert en son honneur par M. Mauroy à l'Hôtel Matignon. Jeudi, le président finlandais visitera notamment, à Toulouse, les usines de la SNIAS, avant de regagner directement Helsinki.

Le premier entretien que M. Koivisto eut, mardi après-midi, à l'Elysée avec M. Mitterrand a été essentiellement consacré aux relations Est-Ouest. Il a, notamment, donné l'occasion au chef de l'Etat finlandais de préciser sa conception d'une éventuelle zone denucléarisée en Europe du Nord.

M. Mitterrand, de son côté, a rappelé à son hôte la position française sur la question des euromissiles et les raisons pour lesquelles Paris refuse de voir prise en compte dans les négociations américano-soviétiques de Genève sa propre force de dissuasion.

A l'occasion des toasts portés par les deux chefs d'Etat à la fin du dîner officiel, mardi soir à l'Elysée, M. Mitterrand s'est montré pessimiste sur l'avenir de ces pourparlers de Genève :

« En Europe se joue l'affrontement des deux plus grandes puissances, se déroule un grand débat dont le point d'aboutissement ne laisse pas augurer qu'on puisse espérer, dans les jours et les semaines qui viennent, une solution heureuse, c'est-à-dire un accord de désarmement », a-t-il déclaré. (...) Dans cette affaire européenne, il faut retrouver les chances d'un dialogue. (...) Ce conflit ajoute à l'angoisse des autres problèmes, et on peut se demander si quelque solution pourrait être trouvée, ici ou là, tant que le point central n'aura pas été abordé franchement par les deux principaux partenaires. »

• Dixième Biennale de la langue française. — Cette manifestation s'est ouverte mardi 15 novembre à Lisbonne sur le thème « Le français, langue de communication », sous la présidence de M. Senghor, ancien président du Sénégal. Plusieurs centaines de militants de la francophonie venus de France, de Suisse romande, de Wallonie, du Val-d'Aoste, du Québec, des pays du Maghreb et d'Afrique noire doivent participer pendant huit jours à ces assises. — (A.F.P.)

Jeudi, Goebbels sort son revolver.

LES NOUVELLES
Jeudi, c'est le jour des Nouvelles

HANLET
L'UNIVERS DU PIANO
CREDIT GRATUIT ET TOTAL 12 MOIS*

JOYEUX NOËL
254 rue de la République - PARIS 12
Tél. : 750.51.34
21, rue Orange-Ducloux - PARIS 14
Tél. : 946.02.52
Centre Claf - Valenciennes - Tél. : 946.38.57
Centre Claf - Lille - Tél. : 979.78.50
NOUVEAU-LE-CHÂTEAU
Centre Claf - Valenciennes - Tél. : 979.78.50

Une des plus belles éditions du XVIII^e siècle
et l'une des plus audacieuses

Contes et Nouvelles
de
La Fontaine
Edition des
Fermiers Généraux



Nous venons saisir ce livre au nom du Roy

Quand les sbires du lieutenant de police La Reynie pénétrèrent en force dans l'imprimerie du sieur Mitgeon, les compagnons mettaient la dernière main à un petit livre de 12, qui révolutionnait Paris depuis dix ans. Les dévots et les puritains avaient enfin triomphé de ce Monsieur Jean de La Fontaine dont les « Contes et nouvelles » quelque peu gaillards faisaient scandale. Le démon une nouvelle fois était, semblait-il, rassé. Le diable en cette aventure se contenta, comme on faisait alors, de gagner la libérale Amsterdam, où les éditions des Contes se multiplièrent à une cadence proprement infernale. car, c'est la règle, plus on veut étouffer un succès, plus il s'accroît.

Les Fermiers Généraux s'en mêlent

Modèle de narration élégante, fine et gracieuse, comme le note le normilien Emile FAGUET, cet

ouvrage licencieux lit sous le manteau les délices des libertins lettrés de son temps et de ceux qui suivirent. Les 64 récits scabreux et spirituels qu'il contient poursuivirent donc, malgré l'interdit royal, une carrière brillante dont le point culminant fut marqué par l'universellement célèbre édition des Fermiers Généraux que Jean de Bonnot vous restitue aujourd'hui.

Ces Fermiers Généraux, gens riches et dans son intégralité, cette œuvre délicate du grand libelliste. En cette circonstance on a pu les qualifier de Fermiers « généraux » tant les moyens mis en œuvre furent considérables.

Une pléiade d'artistes renommés

Créons les peintres Rigaud et Vispré qui firent les portraits de La

Fontaine gravés par Fiquet pour les frontispices. Vient ensuite Charles Eisen, l'égal de Boucher et le professeur de dessin de Madame de Pompadour, qui réalisa les 80 figures admirables et audacieuses des deux in-octavo. Pierre Philippe Choffard, délicieux ornementiste dont les œuvres sont recherchées avec passion par les amateurs, grave avec une virtuosité miraculeuse les 4 vignettes et les 53 culs de lampe des volumes.

Bref, nous avons là une de ces éditions prestigieuses qui font date et dont la beauté, associée à

Tirage limité.

la rareté, font la gloire des grandes ventes publiques. Jean de Bonnot s'est bien gardé de modifier la mise en page : gravures et composition ont été reprises directement de l'original. Notre apport n'est cependant pas négligeable : restitution de trois figures supplémentaires initialement prévues par l'artiste mais refusées pour des raisons que nous devinons, réalisation d'une superbe reliure pleine cuir aux armes dont les élégants motifs d'époque sont poussés à froid et à l'or véritable sur les deux plats et le dos, tranche supérieure dorée à la feuille d'or 22 carats, signet et tranche filigranée. Le papier est un splendide vergé chiffon filigrané « aux deux canons » dont Jean de Bonnot a l'exclusivité.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui recevront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale, représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot.

Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des « Contes et nouvelles » de Jean de La Fontaine, auquel vous joindrez mon cadeau.
Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.
Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 145,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'envoyerez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom Prénoms
Adresse complète
Code postal Ville
Signature 1

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont authentiques.

PROCHE-ORIENT

Liban

Beyrouth voit dans la reprise des bombardements l'annonce d'un conflit israélo-syrien

De notre correspondant

Beyrouth. - Les bombardements de Beyrouth, essentiellement du secteur chrétien, ont repris ce mercredi matin 16 novembre, pour la troisième journée consécutive, alors que se poursuit après une pause de quelques heures l'offensive contre le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et le dernier bastion tenu par les forces qui lui sont loyales : Tripoli et le camp attenant de Baddaoui.

Sur cette toile de fond, les spéculations fiévreuses sur le risque d'une guerre israélo-syrienne circulent à nouveau à Beyrouth avec de plus en plus d'insistance. Elles sont étayées notamment par les propos du chef de l'Etat libanais, M. Hafez el-Assad, en visite à Washington, qui a déclaré que son pays « était la seule force de dissuasion capable d'arrêter la progression des Syriens au Liban », ajoutant : « M. Assad est en train de jouer gros : il veut dominer complètement le mouvement palestinien, et, apparemment, il va y réussir ; il veut aussi mettre un terme à toute forme d'indépendance libanaise, ou même à toute possibilité d'indépendance ».

On craint ici que les maigres progrès enregistrés au congrès du dialogue libanais de Genève ne soient compromis par l'escalade militaire de ces jours-ci. Déjà les médias chrétiens accusent les milices druzes de M. Walid Joumblatt de rompre la trêve militaire en bombardant la capitale, et le quartier est en particulier. Pour sa part, le P.S.P., le parti dirigé par le général Hafez el-Assad, accuse les forces libanaises chrétiennes d'avoir, par un communiqué catégorique -

tandis que M. Pierre Gemayel faisait des déclarations dubitatives - torpillé l'ébauche d'accord difficilement dégagée à Genève.

Les causes de la dégradation de la situation sont si confuses que les interprétations contradictoires s'entrechoquent. On prête par exemple à la Syrie l'intention de faire tourner court le début d'accord de Genève, et de faire pression sur le parti chrétien pour qu'il revienne sur sa position négative à l'égard des premiers résultats du dialogue national. On entend aussi soutenir que l'escalade est un appel du pied aux Américains pour les amener à intervenir militairement et à lancer une opération limitée permettant à Damas de faire machine arrière sans perdre la face, ou encore qu'il s'agit d'une démonstration à l'adresse des partis chrétiens pour leur faire toucher du doigt que les Etats-Unis n'interviendront pas, quelle que soit la gravité de la situation.

Autre explication : la Syrie cherche à « couvrir » son opération anti-Arafat de Tripoli, d'une part sur le plan international, en détournant l'attention vers Beyrouth où l'Occident est engagé par le biais de la force multinationale ; d'autre part sur la plan arabe en attaquant des zones chrétiennes en même temps que les derniers réduits palestiniens loyalistes.

La bataille de Tripoli a repris en force mardi à l'aube, puis, après une accalmie nocturne, ce mercredi matin. Exercé de toutes parts, le camp de Baddaoui a subi un déluge d'obus, et l'on y a dénombré en une seule journée soixante-dix morts et cinquante blessés. Au total, depuis le début de l'offensive de la Syrie et de ses alliés contre les « arafa-

listes », le nombre des victimes, combattants et civils, dépasse cinq cents morts et mille blessés dans la ville de Tripoli et les camps palestiniens. L'immeuble où résidait dernièrement M. Arafat à Tripoli, au quartier Zahryé, a été touché par des éclats de deux obus tombés à proximité. Mais le chef de l'O.L.P. ne s'y trouvait pas à ce moment-là. Les assaillants ont progressé de quelques centaines de mètres et ont atteint le camp de Baddaoui par le nord, où ils ont occupé un poste du C.L.A.P., qui fait fonction de police palestinienne. Dans Tripoli assiégée, M. Arafat a des alliés solides chez des intégristes musulmans, qui comptent environ trois mille combattants. L'ensemble disposerait à l'intérieur de la ville d'un nombre à peu près égal de fidèles.

A Beyrouth, c'est subitement et par intermittence, aux heures de grande affluence surtout, que les obus s'abattent de façon absolument imprévisible. Ainsi, ce mercredi matin, à 8 heures, au moment où les employés se rendaient à leurs bureaux, plusieurs quartiers du secteur chrétien ont été bombardés : Achrafieh, Sin el Fil, Hazmeh, Jir el Baicha, Mkalieh. Dans la panique, les embouteillages sont devenus encore plus inextricables. Les obus sont tombés en trois temps : le matin, à midi, et en milieu d'après-midi, et ont fait mardi quatre morts et vingt-huit blessés. Les écoles ont été fermées, quelques établissements ayant été touchés.

Le rétablissement du rationnement du courant électrique, une nouvelle annulation du vol d'Air France, ont contribué à entretenir la tension et la psychose de l'innombrable de nouveaux et graves événements dans la capitale libanaise.

LUCIEN GEORGE.

Syrie

SELON UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Les violations des droits de l'homme se comptent par milliers.

« Arrestations arbitraires », « disparitions », « détentions sans procès », « déni des droits au cours de la détention », « procès à huis clos », « jugements sans appel », « tortures », « excès de pouvoir », « détentions extrajudiciaires », etc. Le rapport sur la Syrie, publié à Londres par Amnesty International, constitue un véritable catalogue des violations des droits de l'homme dans le pays du général Hafez el-Assad.

Les témoignages que l'organisation humanitaire est parvenue à réunir sur la période allant de mars 1980 à février 1982 sont accablants pour le régime baasiste de Damas. Ainsi, selon les informations d'Amnesty International, trois membres d'une famille syrienne ont été détenus comme « otages » durant neuf ans ; des prisonniers ont été torturés à l'électricité, flagellés avec des câbles en acier et soumis à des sévices sexuels, le tout en présence d'autres détenus ; un adolescent rescapé a affirmé que ses tortionnaires ont, entre autres, fait mine de lui arracher les yeux pour le forcer à révéler la cachette de son père.

D'après un ancien prisonnier politique, les services spéciaux syriens disposent maintenant d'installations « ultra-perfectionnées », telles qu'une salle de torture insonorisée à Alep, une machine effectuant des violences sexuelles, un appareil pour arracher les ongles, etc. Les massacres massifs relevés en Syrie par Amnesty International durant la période que couvre son rapport sont au nombre de six. En ont particulièrement été victimes des Frères musulmans ou assimilés à Hama (de 10 000 à 25 000 personnes tuées en février 1982) et à la prison de Falmayra (de 600 à 1 000 personnes tuées le 27 juin 1980). Les assassinats d'opposants politiques sur le territoire national ou à l'étranger figurent également au « palmarès » de services, commandos ou brigades relevant souvent de parents ou de proches du chef de l'Etat. Raison de plus sans doute pour que le gouvernement de Damas n'ait toujours pas répondu au mémorandum qu'Amnesty International lui a adressé le 26 avril 1983 sur la situation dramatique au regard des droits de l'homme qui prévaut dans le pays.

Néanmoins, la Constitution de 1973, promulguée par l'actuel régime, reste officiellement en vigueur, précisant notamment que « nul ne peut être torturé physiquement ou moralement ou être traité d'une façon dégradante... ». Amnesty International demande simplement à Damas d'appliquer la loi suprême qu'il a lui-même édictée.

Afghanistan

LES RÉSISTANTS AURAIENT SUBI DE LOURDES PERTES LORS D'UNE ATTAQUE AÉRIENNE

Islamabad (A.F.P., Reuter, A.P.). - De cinquante à quatre-vingts résistants, surpris en terrain découvert, ont été tués, le 8 novembre, au cours d'une attaque par des hélicoptères et des Mig des forces soviéto-afghanes, dans la région de Shomali, au nord de Kaboul, a-t-on appris, mardi 15 novembre, de source diplomatique occidentale.

C'est le plus grave revers militaire de la résistance dans cette région depuis le lancement d'opérations de nettoyage il y a deux mois. L'une de ces opérations, rappelle-t-on, aurait fait plusieurs centaines de victimes civiles dans le village d'Istalef.

Les mêmes sources occidentales indiquent d'autre part que plus de trois cents maquisards regroupés en unités mobiles ayant à leur tête l'un des chefs de la résistance intérieure de la vallée du Panshir, C.M. Masoud, sont arrivés dans la plaine de Shomali.

Birmanie

Après l'enlèvement de deux Français

L'ARMÉE BIRMANE

LANCERAIT UNE OFFENSIVE CONTRE LES INSURGÉS KARENS

Selon des informations parvenues ce mercredi 16 novembre à Bangkok, les forces birmanes ont lancé une opération de ratissage contre les insurgés karens qui ont enlevé, le 18 octobre, un couple de Français, M. et M^{me} Bossu, sur le site d'une cimetière construite par une firme française, à 150 kilomètres à l'est de Rangoon. Fuyant devant les militaires, plusieurs centaines de civils karens se dirigeraient actuellement vers la frontière thaïlandaise.

Les insurgés karens ont adressé un ultimatum au gouvernement français exigeant, en échange de la libération de M. et M^{me} Bossu, que la France cesse toute aide au gouvernement birman et l'ouverture, d'ici au 2 décembre, de négociations entre eux et les autorités françaises à ce sujet. Les chefs des rebelles paraissent toutefois soucieux d'éviter que cette affaire n'aboutisse à une fin tragique. C'est dans cet esprit qu'ils ont notamment laissé leurs otages communiquer avec l'extérieur et faire ainsi savoir qu'ils étaient en bonne santé (le Monde du 11 novembre).

Cinq semaines après l'enlèvement, et la situation n'ayant pas progressé, les insurgés karens auraient cependant fait savoir aux autorités françaises que « le temps pressait » et réclamé que des « propositions concrètes » leur soient faites pour parvenir à une libération des otages. M. Bossu aurait lui-même, rapporte l'A.F.P. à Bangkok, adressé, le 10 novembre, une lettre à l'ambassadeur de France en Thaïlande, demandant que les exigences de ses ravisseurs soient satisfaites.

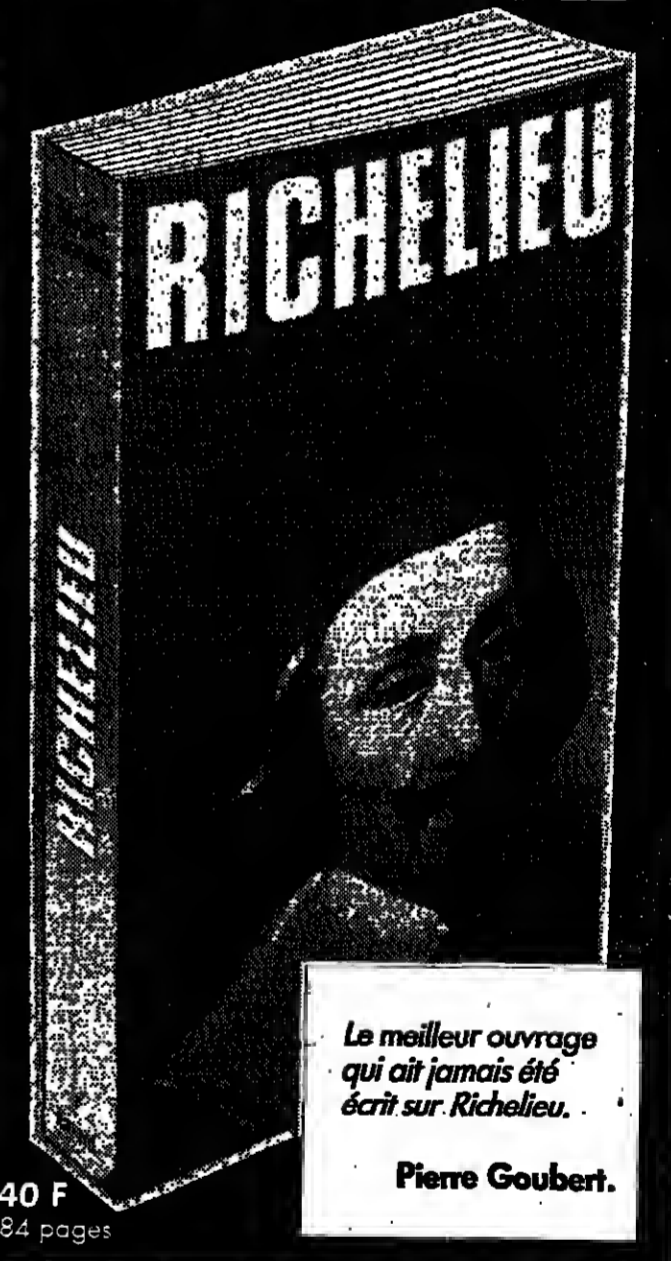
A Paris, les membres de la famille de M. et M^{me} Bossu s'inquiètent de plus en plus du sort de ces derniers et s'impatientent du peu d'informations qui leur sont données sur les démarches en cours. Le frère de l'ingénieur enlevé, M. Pierre Bossu, a notamment déclaré que rien ne lui permettait « d'avoir confiance et d'être convaincu de la compétence du Quai d'Orsay pour obtenir une libération rapide » des deux otages. Ces propos ont fait, mardi, l'objet de la mise au point suivante du ministère des relations extérieures : « Les déclarations excessives qu'on pu susciter l'inquiétude et l'émotion compréhensibles des familles ne nous détourneront pas de notre manière d'agir habituelle. Nous poursuivons nos efforts dans la discrétion, qui, comme le montre l'expérience, est la condition de l'efficacité ».

● Prison à vie pour l'ancien chef de la sécurité birmane. - Le général en retraite Tin Oo, ancien chef des services de sécurité en Birmanie et longtemps considéré comme le successeur désigné de l'ancien président Ne Win, a été condamné, le lundi 14 novembre, à la prison à vie pour corruption et détournement de fonds publics. Il avait perdu toutes ses fonctions officielles au mois de mai dernier. - (A.F.P., Reuter.)

Jeudi, coup de pied au cul de la tête!

LES NOUVELLES
Jeudi, c'est le jour des Nouvelles

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

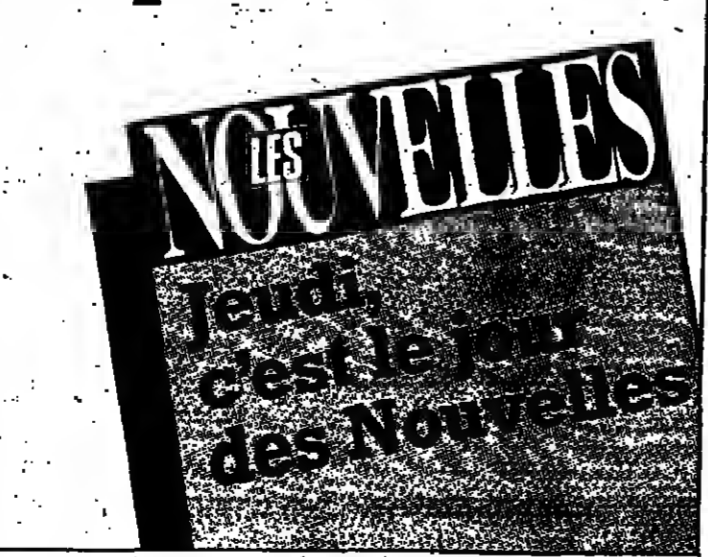


Le meilleur ouvrage qui ait jamais été écrit sur Richelieu.

Pierre Goubert.

140 F
784 pages

Jeudi, les savants ont une âme de poète.



LES NOUVELLES
Jeudi, c'est le jour des Nouvelles

Franck et Fils. 3 jours de bonnes affaires.

16-17-18 nov.

Les bonnes affaires chez Franck et Fils, c'est, pendant trois jours, des prix exceptionnels sur toute la mode et à tous les rayons.

Franck et Fils
Paris 16^e

Franck & Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Muette.

AFRIQUE

Angola

DIX-SEPT EUROPÉENS ENLEVÉS PAR L'UNITA

Dans un communiqué publié mardi 15 novembre, à Paris, l'UNITA a annoncé avoir fait prisonniers cinq ressortissants britanniques et deux portugais, le dimanche 13 novembre, dans la région de Cazombo (province de Moçimbo dans le centre-est angolais). Le mouvement de M. Jonas Savimbi déclare que ces enlèvements ont été effectués « dans le cadre de la deuxième grande offensive généralisée contre l'occupation soviéto-cubaine » et que la province de Moçimbo a été « pratiquement libérée excepté les villes de Luena et Luau ». Les prisonniers seraient des techniciens.

Haute-Volta

ARRESTATION DE DIRIGEANTS DE L'ANCIEN RÉGIME

Une quinzaine de personnalités de l'ancien régime ont été arrêtées par les nouvelles autorités voltaïques, a-t-on appris de source proche des familles. Il s'agit notamment de MM. Maurice Yameogo et Sayé Zerbo, anciens présidents, ainsi que de MM. Gérard Kango Ouédraogo, ancien premier ministre et ancien président de l'Assemblée nationale; Joseph Ouédraogo, ancien président de l'Assemblée nationale; Joseph Comombo, ancien premier ministre; Moussa Kargougou, ancien ministre des affaires étrangères, et de quatre autres ministres (MM. Ali Lan-koanda, éducation; Mahamoudou Ouédraogo, travaux publics; Konate Douamba, éducation; et Paley Issa Welle, développement rural). La plupart de ces personnalités étaient déjà en résidence surveillée.

D'autre part, le commandant Jean-Baptiste Ligan, ministre de la défense et chef d'état-major général, a annoncé lundi 14 novembre à Accra (Ghana), au cours d'une visite à son homologue ghanéen, le général Arnold Quinoo, que les forces armées voltaïques assurent la défense de leur voisin en cas d'agression. Ces propos s'inscrivent dans le processus de rapprochement entre les deux États. Au début du mois, le Ghana et la Haute-Volta avaient organisé des manœuvres militaires communes. (A.F.P., Reuters.)

République Sud-Africaine

DÉMISSION DU MINISTRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pretoria (A.F.P., Reuters, U.P.I.). - M. Fanie Botha, soixante et un ans, ministre de la main-d'œuvre et deuxième personnalité dans la hiérarchie du gouvernement, a annoncé, mardi 15 novembre, sa démission, qui a été acceptée « à regret » par le premier ministre.

Le Sunday Express avait accusé, dans un article paru le week-end dernier, M. Botha d'avoir promis en 1979, alors qu'il détenait le portefeuille des mines, d'accorder une licence de prospection de diamants à un ancien ami contre une enveloppe de 210 000 dollars. M. Botha avait réfuté ces allégations.

• L'ONU hostile à la nouvelle Constitution

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, mardi 15 novembre, par 141 voix contre 7 abstentions, une résolution récusant toute validité au référendum organisé le 2 novembre dernier en République Sud-Africaine, visant à associer de façon partielle et séparée les noirs et les blancs à l'exercice du pouvoir. Les électeurs blancs, seuls à être consultés, avaient approuvé par près de 60 % le référendum constitutionnel. L'Assemblée générale de l'ONU a déclaré que ces propositions constitutionnelles, qui privent la majorité noire « de ses droits fondamentaux », sont contraires aux principes de la charte des Nations unies et estime que les résultats du référendum n'ont aucune validité. (A.F.P.)

• **Assassinat d'un missionnaire au Zimbabwe.** - Un missionnaire autrichien appartenant à l'ordre des maristes, le frère Mathias Sutterluty, a été tué, jeudi 10 novembre, après avoir été enlevé par un groupe de rebelles, dans la province du Matabeleland (au sud-est du pays), a annoncé, samedi 12 novembre, le gouvernement de Harare. Le frère Sutterluty, qui était en Zimbabwe depuis 1963, est le troisième blanc assassiné au Zimbabwe en huit jours. Un premier blanc avait été tué le 5 novembre, et un second le 7 novembre. Au cours des vingt derniers mois, plus de trente fermiers et mineurs blancs et au moins une centaine de civils noirs ont été tués par des rebelles au Matabeleland. (A.F.P., Reuters.)

AMÉRIQUES

DEVANT L'ASSEMBLÉE DE L'O.E.A.

Le groupe de Contadora tente de relancer la négociation en Amérique centrale

A Washington, le groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela) tente de mettre à profit la réunion de l'Organisation des États américains (O.E.A.) pour accélérer une solution diplomatique de la crise en Amérique centrale.

« La négociation doit presser le pas », a déclaré, mardi 15 novembre, devant l'Assemblée générale de l'O.E.A., le ministre mexicain des

affaires étrangères, M. Bernardo Sepúlveda. « Maintenant, plus que jamais, et-t-il dit, les faits et les actions doivent correspondre aux mots et aux intentions. »

Le ministre a, par ailleurs, évoqué les événements de Grenade - « une pratique que nous croyons disparue », qui, selon lui, « ont démontré que sans négociations politiques surgit la violence et l'usage de la force ». « Grenade ne doit en aucun cas être un précédent », a-t-il affirmé.

L'initiative du groupe de Contadora, lancée en janvier, bénéficie de l'appui de tous les pays latino-américains. Le soutien des États-Unis aux travaux du groupe a également été réaffirmé, lundi, par le secrétaire d'État adjoint, M. Kenneth Dam, qui a estimé qu'ils étaient « responsables et appropriés ».

Etats-Unis

L'AMENDEMENT CONSTITUTIONNEL SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EST UNE FOIS DE PLUS REPOUSSE

Washington (A.F.P.). - La Chambre des représentants a repoussé, le mardi 15 novembre, un amendement à la Constitution consacrant l'égalité des droits (ERA) entre les hommes et les femmes, qui fait l'objet de débats depuis une dizaine d'années aux États-Unis. Le texte n'a obtenu que 278 voix, contre 147, soit 6 de moins que la majorité des deux tiers requise pour un amendement constitutionnel.

L'ERA, qui stipule simplement que « l'égalité des droits ne sera pas dénie ou limitée en raison du sexe » de la personne intéressée, avait été adopté par le Congrès en 1972. Pour entrer en vigueur, il devait toutefois être ratifié par les trois quarts des États, et il manquait l'approbation de trois États lorsque le délai limite pour la ratification est venu à expiration l'an dernier.

Le vote sur l'ERA avait été réintroduit mardi par le speaker (président) démocrate de la Chambre des représentants, M. Thomas O'Neill, qui a eu recours à une procédure limitant la durée des débats. Le président Reagan est depuis toujours opposé à l'ERA. Il affirme qu'il n'est pas hostile au principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, mais il ne voit pas l'utilité de l'inscrire dans la Constitution. L'ERA pourrât à nouveau faire l'objet d'un vote à la Chambre l'an prochain.

• **A la Grenade,** un gouvernement provisoire a été officiellement mis en place mardi 15 novembre. Il doit demeurer en fonctions jusqu'à l'organisation d'élections dans un délai de six à douze mois. Le conseil provisoire de neuf membres doit être dirigé par M. Alistair McIntyre, actuellement secrétaire général adjoint de la CNUCED. Celui-ci était absent mardi. Le conseil doit instituer un tribunal spécial qui examinera la situation de la centaine de Grenadiens actuellement incarcérés, notamment les membres du conseil révolutionnaire soupçonnés d'avoir joué un rôle dans l'assassinat de l'ancien premier ministre Maurice Bishop le 19 octobre dernier. Les quatre mille trois cents soldats américains encore présents dans l'île continuent à rechercher une trentaine de « Cubains » qui seraient toujours dans les montagnes, ont indiqué mardi les responsables américains.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

• **DÉMISSION DU MINISTRE DU TRAVAIL.** - M. Ramiro Barbachena, ministre du travail, a démissionné mardi 15 novembre de son poste pour devenir leader du groupe communiste au Parlement. Il a été remplacé par M. Horst Grebe, également membre du parti communiste. Le gouvernement de M. Siles Zuazo comprend un autre communiste, M. Carlos Carvajal, ministre des mines et de la métallurgie. D'autre part, le directeur du bureau de la Lufthansa à La Paz a été enlevé, mardi, par des inconnus. (Reuters.)

Brésil

• **LE PRÉSIDENT FIGUEIREDO EN VOYAGE DANS CINQ PAYS D'AFRIQUE.** - Pour la première fois depuis l'indépendance du Brésil, un président brésilien effectue un voyage officiel en Afrique. Le général Figueiredo a entamé, le lundi 14 novembre, un périple qui doit le conduire au Nigeria, en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Algérie et au Cap-Vert. L'Afrique est aujourd'hui la seconde priorité de la diplomatie brésilienne. (Reuters.)

Cuba

• **LES DÉPENSES MILITAIRES EN HAUSSE.** - Le commandant en chef des forces armées cubaines, M. Raúl Castro, a déclaré, mardi 15 novembre, que son pays allait accroître ses dépenses militaires pour affronter l'« agression américaine ». Il a précisé que des fortifications allaient être construites autour des principales villes du pays. (A.F.P.)

La Grenade

• **M. COARD NIE TOUTE RESPONSABILITÉ DANS L'ASSASSINAT DE MAURICE BISHOP.** - M. Bernard Coard, l'ancien vice-premier ministre grenadin, nie toute participation aux événements qui ont abouti à l'assassinat de Maurice Bishop, premier ministre de la Grenade, le 19 octobre. Détenu à la prison de Richmond Hill, près de Saint-George's, il a affirmé, mardi 15 novembre, que les accusations dont il faisait l'objet « étaient injustes ». La rivalité opposant le vice-premier ministre et Maurice Bishop s'était aggravée dans les jours qui ont précédé la mort de ce dernier. L'offensive avait éclaté le 14 octobre, peu après le retour du premier ministre

d'un voyage en Hongrie, en Tchecoslovaquie et à Cuba. M. Coard avait alors réussi, avec l'aide de l'armée, à faire assigner M. Bishop à résidence. (A.F.P.)

Japon

• **TROIS AVIONS SOVIÉTIQUES VIOLENT L'ESPACE AÉRIEN.** - Trois bombardiers soviétiques ont violé l'espace aérien japonais mardi matin 15 novembre lors d'un vol entre la partie extrême-orientale de l'U.R.S.S. et la mer de Chine, annonce l'Agence de défense japonaise. Selon l'agence, les bombardiers, deux TU-16 et un TU-95, volaient avec sept autres avions militaires lorsqu'ils se sont introduits dans l'espace aérien japonais durent environ quatre-vingt-dix secondes. Dix-huit chasseurs japonais ont décollé immédiatement pour faire des signaux d'avertissements aux appareils soviétiques qui se sont séparés en trois groupes pour s'éloigner. (A.F.P.)

R.F.A.

• **SAISIE D'UN ORDINATEUR AMÉRICAIN DESTINÉ À L'U.R.S.S.** - M. John Walker, haut fonctionnaire du département américain du Trésor, a révélé au New York Times que les autorités ouest-allemandes avaient saisi, vendredi 11 novembre, un ordinateur américain très sophistiqué, un VAX-11-782 de la firme Digital Equipment, quelques minutes avant qu'il ne quitte le port de Hambourg pour l'U.R.S.S. via la Suède. Cet ordinateur, qui peut avoir des applications militaires, ne peut normalement pas être exporté vers les pays de l'Est. Il avait été livré par une compagnie basée à New-York, dont le nom n'a pas été rendu public, à l'une de ses filiales en Afrique du Sud puis transporté à Hambourg.

Vietnam

• **PRISONNIERS AU VIETNAM.** - L'Union des écrivains de France, alertée par Amnesty International, dénonce « les conditions inhumaines et la détention injustifiée du poète vietnamien Bui Hoang Cam par les autorités d'Hanoi ». Arrêté le 20 août 1982, il est notamment accusé d'avoir entretenu des relations culturelles avec des étrangers de passage au Vietnam. De même, l'Union des écrivains de France s'alarme et proteste énergiquement contre les conditions de détention du philosophe Tran Duc Thao.

Le Monde

Comrade sourire

« Comrade » est le mot communiste pour dire « camarade ». C'est le mot que M. Pierre Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot. « Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot. « Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot.

M. Pierre Juquin, député communiste, a déclaré, mardi 15 novembre, que le colonel M. Charles Frérot, ministre de la Défense, était un « comrade ».

« Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot. « Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot.

M. Juquin a ajouté que le colonel M. Charles Frérot était un « comrade ».

M. Valbon a déclaré, mardi 15 novembre, que le colonel M. Charles Frérot était un « comrade ».

C'est ne pas vouloir pas de plus que dit le dit. Les communistes ont répété tout ce que le gouvernement a dit.

« Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot.

« Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot.

« Comrade » est le mot que M. Juquin utilise pour se référer à son adversaire politique, le colonel M. Charles Frérot.



499 F

par mois*

Avec bien sûr, rachat et paiement immédiat de votre voiture actuelle, une proposition qui décoiffe!

*Citroën vous propose une location longue durée avec promesse de vente. Dépôt de garantie de 25 % du prix tarifé de la Visa égal à l'option d'achat final. Soit 12 loyers mensuels de 499 F, suivis de 24 loyers mensuels de 749 F les 2^e et 3^e années, et de 24 loyers mensuels de 969 F les 2 années suivantes. Coût total d'acquisition 56.785 F. Offre valable du 14 novembre 1983 au 31 décembre 1983, sous réserve d'acceptation du dossier par CLV-SOVAC. Modèle présenté: Visa. Prix clés en main au 1/07/1983: 38.260 F.

La Visa, ça décoiffe!

CITROËN présente TOTAL

هكذا من الأصل

Jeudi

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

poys, face à l'assaut de la droite, l'heure de la contre-offensive a sonné (...).

« La France souffre. Mais: elle bénéficie aujourd'hui, grâce à la gauche: de l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe; bien qu'il reste beaucoup trop élevé. Elle fonde ces avantages pour marcher vers une issue nationale.

« Il ne suffit pas de montrer aux Français les réalités d'une aventure de droite. Il est encore beaucoup plus important d'agir pour progresser vers la solution des problèmes de la France et de ses habitants.

« Notre parti, a déclaré

possède l'un des systèmes de protection sociale les plus avancés du monde. Les salariés y bénéficient de acquis légaux importants. Le secteur public peut y jouer un rôle dynamique. Il importe que les Français ne laissent pas détruire cette richesse. Il importe qu'ils utilisent à

semblement des Français. L'expulsion à l'étranger d'un grand nombre de Français influents et actifs est indispensable pour que le mouvement populaire avance. Cela dérange les adversaires de l'union de la gauche et de sa réussite. Voilà pourquoi ils tentent en ce moment d'affaiblir, d'isoler, de discréditer notre parti. De cet antimunisme, la droite tire le plus grand profit. Elle veut empêcher l'union sur son plan de bataille. Car pour réussir son opération de reconquête, de revanche et de régression, elle a besoin que la gauche soit affaiblie et disloquée, et le mouvement ouvrier, chez nous comme dans d'autres pays, désorienté, démoralisé, détruit. Bombarder le parti communiste, c'est ouvrir la

Le porte-parole du P.C.F. e u traité, ensuite, des problèmes nouveaux que posent, dans la pratique, les nouveaux moyens de communication modernes. « Nous nous trouvons, u-t-il dit, du point de vue de notre communication, à un moment de transition. Nous avons régressé dans certaines pratiques de communication, patiemment construites depuis la fondation de notre parti : il faut les réactiver dans un esprit nouveau. Nous n'avons par encore apprehend  la plupart des nouvelles techniques de communication. Il nous faut les assimiler. Nous n'avons pas encore mis à tous les communistes en état d'appliquer et d'exprimer dans le concret notre stratégie sous tous ses aspects : il nous faut les y aider. »

(1) Les secrétaires fédéraux non membres de cette instance avaient été convoqués à cette réunion.

Dans *l'Humanité* du mercredi 16 novembre, M. François Aseini, premier secrétaire de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis député, membre du conseil municipal d'Aulnay-sous-Bois, écrit notamment, à propos du commentaire du *Monde* daté du même jour sur les déclarations faites le 13 novembre par M. Georges Marchais : « En évoquant les résultats du bureau 33 à Aulnay-sous-Bois, Georges Marchais n'a fait que constater ce que d'autres avaient pu vérifier : le score de la gauche dans ce secteur était parmi les meilleurs pour la municipalité sortante puisque, comparativement, les résultats de la gauche dans les autres bureaux de ce secteur étaient en deçà de la normale et il était dès lors normal de constater la fraude ».

« Il est cependant vrai qu'au deuxième tour la participation est sensiblement moins importante qu'en mars dans le même bureau, mais il serait simpliste de tirer des conclusions sans une étude sérieuse du comportement des électeurs entre les deux tours. »

« Quant au fait que vingt-quatre personnes avaient voté dans ce bureau, alors qu'elles avaient quitté la commune, je ferai observer que plusieurs centaines d'électeurs et d'électrices ayant quitté la commune, mais étant toujours inscrits à Aulnay, ont voté les 6 et 13 novembre. Je ne vois rien qui ne soit conforme à la loi. »

● **M. Labbé : le Front national mobilise les électeurs exaspérés.** — M. Claude Labbé, président du groupe FN au Parlement européen, a déclaré, lors de l'Assemblée nationale du 15 novembre, à l'occasion de l'élection municipale d'Aulnay-sous-Bois, « estime que les résultats reflétaient « plus une défaite de la majorité qu'une victoire de l'opposition ». Il a admis que « par ses positions extrêmes, le Front national était capable de mobiliser les électeurs exaspérés, mécontents et, Dieu sait où ! les électeurs indécis ». Nous préférons que ce mouvement s'exprime dans les urnes qu'autrement. Puisque le Front national est une formation politique reconnue, nous n'avons aucune raison de nous opposer à son existence. Ce ceux qui ne sont pas d'accord lorsqu'il y a une liste du Front national dans une élection attire l'ouïdce de demander l'interdiction de ce mouvement. Ce serait logique, sinon on est dans l'absurdité.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE
ou PICARD
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier
15/10°
+
4 goujons d'acier
anti-dégondage
+
renforcement
du bois par
1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le
poutreau de la porte
+
Une barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée)
(au lieu de 3.350 F)
3.200 F TTC
Pose et dépl. compris
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95
CREDIT GRATUIT
3 Mois



POUR VOUS, VOS CADEAUX
des vins, des champagnes,
des chocolats, des spiritueux,
perles rares. A des prix !...

**SPECIAL
FIN D'ANNÉE**
**CHAMPAGNE
PAUL ROGER BRIST**
(cuvée p. 6)

FORMULE :
69,80 F

MAGASIN PRINCIPAL
BOULEVARD CHATELAIN 108 - 10700 BRUNY

103 Rue de l'Armenie 75008 PARIS

Camarade sourire

Porte-parole du parti communiste et, à ce titre, responsable de la communication à la direction de ce parti, M. Pierre Juquin a présenté au comité central un rapport sur ce sujet. « Toute pensée, dit-il notamment dans ce rapport, doit passer, même au niveau où elle se forme, par cet intermédiaire : la communication ».

M. Juquin a donné une illustration de ce principe en s'adressant, mercredi, à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. « Georges Valbois, me-t-il dit, a pris sa décision il y a quelques jours. Il nous l'en a fait connaître. Il serait absurde de penser qu'il ne l'ait pas fait ». Ainsi, la pensée de Georges Valbois, qui a été rendue publique, par le Juquin, à un niveau où elle s'était formée. Nul n'en doutait, à vrai dire, et les affirmations de M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., sur le thème de la « personnalité » de la présidence du président de Charbonnages de France, avaient été prises pour ce qu'elles étaient : la marque d'une volonté d'éviter que cette démission ne prenne, à l'approche du sommet P.S.-P.C.F., une dimension que les dirigeants ne souhaitent pas lui donner.

Cette volonté s'est exprimée, aussi, à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur les crédits de l'industrie, puisque les députés communistes ont voté ces crédits, mais acceptant l'objectif d'une production annuelle de charbon de 13 millions de tonnes, loin des 30 millions de tonnes que, en 1981, la gauche disait possibles. Bien sûr, s'il existait une figure budgétaire particulière pour l'aide à la production charbonnière, les députés communistes ne l'auraient pas votée, a indiqué M. André Lajoinie, président du leur groupe, après la réunion hebdomadaire de celui-ci. Mais pueux-t'il en exister pas...

M. Valbon était en désaccord avec le niveau des aides prévu par le gouvernement. « Je n'ai pas voulu accepter un tel niveau, pas nouveau, il m'a fallu partir plus tôt, mais il avait pensé, avec les communistes, qu'il valait la peine de négocier. En vain, M. Valbon n'appliquera donc pas une politique contraire à celle pour laquelle il avait été nommé. Les mineurs et les habitants du Nord-Pas-de-Calais sauront que ce n'est pas un communiste qui propose la fermeture des puits. »

Après tout, les deux socialistes, nombreux dans la région, connaissent bien la question. Si cela chante à l'un d'eux une note, l'autre n'hésite pas !

C'est net et cela ne veut pas dire plus que cela ne dit. Les communistes, a répété M. Juquin, sont au gouvernement pour que la France trouve une issue « nationale », non « régalienne » ni « théâtralisée », à la crise. C'est bien ce que proposait M. François Mitterrand et ce que prévoit l'accord S.-P.C.F. du 23 juin 1981 : « être toujours, selon les communistes, ce que recherche le gouvernement. La preuve ? La droite ne cesse de l'attaquer et ne trouve rien de bon dans tout ce qu'il fait ».

Pour qu'il n'y ait pas de doute, A. Juquin, très en verve « communicative », a expliqué qu'il n'y a pas un « monsieur sourire au gouvernement » et un « camarade grimace place du Colonel-Labien ».

Donc, le départ de M. Velbon n'est pas un *e coup »* du *carnade grimace »,* pas plus que les déclarations de M. Charles Fiterman — reprises par M. Juquin — sur le fait que *e nous ne sommes pas en 1977 »* n'est un geste de *monsieur souris »*. D'ailleurs, pour que ce soit tout à fait clair, M. Juquin l'a répété aux membres du comité central : *e On dit qu'une succession est ouverte : c'est faux. Tout simplement. »*

Attention aux pièges de la communication ! A force d'entendre M. Juquin dire que c'est faux, on va finir par croire que c'est vrai.

Quant aux socialistes, le discours-parola du P.C.F. les aura révénu : il n'y a pas de désaccord majeur entre les deux partis sur la politique étrangère. Tout au plus une toute petite différence, puisque les communistes pensent que, dès lors que l'on démonte les armes nucléaires existant sur le continent européen, il faut y inclure celles que possède la France. C'est vraiment peu de chose.

La politique du P.C.F., « communiqué » par M. Juquin, c'est camarade sourire ».

PATRICK JARREAU.

Japan

- TROIS ANS DE SOVIET
QUES VIOLENCE L'ESPECE
AERIEN

[illegible]

Vietnam

par mois*

médiation qui

Jeudi, c'est le jour des Nouvelles

POLITIQUE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les communistes adoptent l'objectif d'une production annuelle de 18 millions de tonnes de charbon

L'Assemblée nationale a examiné et adopté, mardi 15 et mercredi 16 novembre, les crédits du ministère de l'Industrie et de la Recherche et ceux de l'énergie. L'ensemble de ces crédits s'élève à 40,852 milliards de francs.

La politique industrielle avait donné lieu à un débat, le 11 octobre, à l'Assemblée nationale (le Monde du 13 octobre), débat dont les grandes lignes se sont retrouvées dans l'examen des crédits de l'industrie.

A propos de l'énergie, la relance du débat sur la politique charbonnière, entre le P.C. et le gouvernement, a éclipsé toute autre considération. L'opposition a laissé face à face les deux protagonistes, non sans ironiser sur l'abandon des objectifs définis par le gouvernement en 1981.

M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat a rappelé que, dès le mois d'avril, M. François Mitterrand avait indiqué qu'un « choix » s'imposait et il a souligné que « cette orientation n'a pas été contestée ». Puis le secrétaire d'Etat a affirmé : « Il nous appar-

tient (...) de donner (...) un avenir (...) à Charbonnages de France, qui doit définir un projet d'entreprise à dimension nationale et internationale (...); un avenir aux régions minières, dans lesquelles toute fermeture de puits devra être compensée, dans une démarche concertée, par l'attribution de tous les moyens nécessaires à la reconstitution d'un tissu industriel, plus prometteur et moins soumis aux contraintes d'un sous-sol national, dont personne ne peut nier les limites. M. Auroux a évoqué, à ce propos, la « formidable mutation technologique » en cours. « N'est-elle pas, a-t-il demandé, l'occasion extraordinaire d'accueillir les premières réalisations de cette nouvelle ère industrielle ? (...) Nous proposons aux mineurs de la faire, d'abord, pour eux et avec eux ».

Le secrétaire d'Etat à l'énergie a conclu en rappelant les crédits prévus par son budget dans le domaine charbonnier, notamment ceux qui sont « nécessaires pour la mise en route de la centrale de Gardanne », ainsi que la contribution annuelle de 325 millions de francs, destinée à la réindustrialisation des bassins miniers.

M. Joseph Legrand (P.C., Pas-de-Calais) a, lui aussi, rappelé les engagements pris par la majorité en matière de politique charbonnière : « La gauche en France, a précisé M. Legrand, prenait acte de la place de cette énergie dans l'approvisionnement de notre pays, lors du débat de l'automne 1981 ». Le député du Pas-de-Calais a ajouté : « Cette décision a pour nous une valeur d'engagement politique. Son esprit ne peut

qu'être respecté. (...) Le fait que la subvention ne soit pas révalorisée ne nous apparaît pas conforme aux engagements pris, et c'est pourquoi nous ne l'acceptons pas ».

Néanmoins, M. Legrand n'a ajouté : « Nous estimons que, pour préserver l'avenir, préparer les conditions de mise en œuvre de la relance, notre objectif devrait être de maintenir une aide équivalente à celle de l'an passé, en vue de produire autour de dix-huit millions de tonnes. Alors que nous nous sommes descendus au-dessous de seize millions de tonnes, et de perdre huit à dix mille emplois, les importations demeureront, encore, d'un niveau équivalent ».

La position des députés du P.S., à propos de la politique charbonnière, a été exprimée notamment par M. Jean-Pierre Kuchida (P.S., Pas-de-Calais), maire de Liévin. M. Kuchida a d'abord rappelé « la dette de la nation vis-à-vis de ceux qui ont permis, par deux fois, le renouveau économique national. (...) Notre région, a-t-il dit, mérite cette solidarité nationale, tant réclamée pendant vingt ans ». Le député du Pas-de-Calais a ajouté : « Nous faisons confiance à M. François Mitterrand et nous savons que les engagements seront tenus : une ligne nouvelle de 325 millions de francs est consacrée à la reconversion des zones minières ; elle sera maintenue pour une durée de cinq ans au moins. Pour réindustrialiser le Pas-de-Calais, il conviendrait que, chaque année, une grande entreprise nationale s'y implante ».

LE PROJET DE RÉFORME DE LA PRESSE MOBILISE LA GAUCHE ET LA DROITE

Sommets

« Projet contre projet », avait souligné M. Jospin. Pour l'heure, ce sera plutôt, entre la majorité et l'opposition, sommet contre sommet. L'annonce, par M. Jean-Claude Gaudin, d'une prochaine réunion des dirigeants de l'opposition, a d'abord, dans l'esprit de celle-ci, une vertu symbolique : faire pièce au sommet P.C.-P.S. qui se prépare dans un contexte difficile : la dis-

corda chez les uns fera mieux apparaître la concordance chez les autres.

Au-delà, l'opposition place autant d'espérance dans le débat qui va se livrer sur la presse qu'elle n'en avait nourri sur la « querelle » scolaire : un bon terrain de mobilisation, croit-elle, et surtout une autre occasion de se pencher sur des valeurs de défense des libertés. Bref, elle mise sur un nouveau bouillonnement de nature à nuire à l'image du pouvoir. C'est précisément la crainte d'un tel remue-ménage qui explique les réserves d'un certain nombre de responsables de la majorité face à un projet que M. Mauroy a eu du mal à faire admettre.

Les adversaires du principe même d'une offensive du gouvernement avaient fait observer qu'il s'agissait d'une mesure de circonstance, d'un coup de main, essentiellement d'origine élyséenne, avec le « trust » qu'il s'agit aujourd'hui de maîtriser.

Dans l'opposition

M. CLAUDE LABBÉ (R.P.R.) : le statut de la presse serait un corset.

A l'issue de la réunion du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé a confirmé qu'une réunion commune des responsables du R.P.R. et de l'U.D.F., en présence de MM. Chirac et Lecanuet, se tiendrait vers la mi-décembre après que sera connu le projet gouvernemental concernant la presse écrite. Il répondait ainsi à une initiative de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F.-M. Labbé a ajouté : « L'idée même d'un statut de la presse est mauvaise car qu'il statue dit forcément corset. Les projets du gouvernement apparaissent davantage dirigés contre un groupe que vers la véritable sauvegarde du pluralisme et de la liberté de la presse. Si le gouvernement veut s'attaquer à ce qu'il appelle les trusts, il doit s'attaquer à l'ensemble du problème c'est-à-dire aux trusts qui sont l'agence Havas ou les Messageries. Parler des problèmes de la presse, c'est également aborder la question de l'existence à côté de la télévision et des radios d'Etat, des télé et radios privées ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., estime que « le pouvoir actuel se caractérise par le désir systématique de tout contrôler ».

Selon M. Raymond Barre, « le gouvernement entend rien moins que contrôler la presse et de l'enseigner dans les tentacules de la pieuvre rose ».

M. Alain Peyrefitte, député R.P.R. de Seine-et-Marne, ancien ministre de l'Information, s'est déclaré favorable à une « loi anti-trust », afin de « démanteler le trust d'Etat sur la télévision et la radio sur lequel la gauche a mis la main ». Il a fait observer que 95 % des foyers français regardent la télévision, que 91 % écoutent la radio et que 20 % seulement lisent les journaux. « Maintenez ce monopole de l'audiovisuel et vous plaiderez », a-t-il ajouté que « l'Etat exerce un quasi-monopole sur la publicité d'Etat et favorise les journaux proches du gouvernement ».

Pour M. Pierre Bas, député R.P.R. de Paris, « le gouvernement, effrayé par ses défaites et ses déstabilisations, tente d'empêcher l'opposition de se manifester ».

Selon les comités d'action républicaine, M. Defferre et Hersant savent très bien gagner de l'argent en entretenant des journaux d'opinion différents. Empêcher cette souplesse, c'est manifester un esprit primaire qui risque de conduire à la disparition de nombreux titres de province ».

L'intergroupe parlementaire pour « le respect de l'objectivité et du pluralisme de l'information », que préside M. Jacques Baumel (R.P.R., Hauts-de-Seine), proteste « contre le projet du gouvernement discriminatoire et restrictif, qui, sous prétexte de s'attaquer à certains journaux qui dépassent un pouvoir, porte gravement atteinte à l'indépendance de l'information, garantie essentielle d'un régime de démocratie libérale ».

M. Philippe Malaud, président du C.N.I.P., dénonce l'intention du gouvernement d'asservir la presse aux pouvoirs politiques et syndicaux « et de céder à la panique électorale ».

M. Jean-Maxime Lévesque, président d'UNIR, rappelle que « le succès d'un journal dépend du libre choix des lecteurs » et craint que « la liberté de penser ne soit maintenant menacée ».

Dans la majorité

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de communication, a déclaré que le seul objectif du gouvernement est « d'assurer le droit du lecteur au lieu de laisser s'imposer le droit du plus fort. Les dispositions prévues ne peuvent en aucun cas heurter les consciences, mais elles peuvent contredire certains intérêts ».

M. Louis Marnaz, député de l'Aisne (P.S.), président de l'Assemblée nationale, assure que « la loi anti-trust permettra aux journalistes d'écrire dans le journal qu'ils souhaitent des choses qu'ils pensent sans être obligés de s'autocensurer au de se taire ».

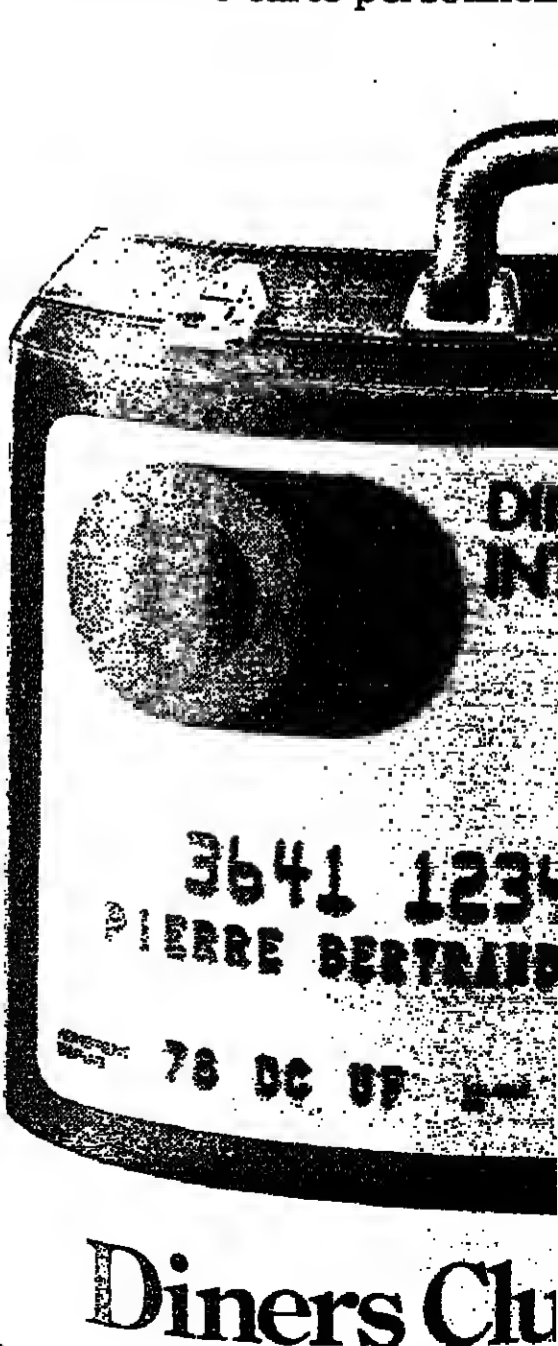
M. Georges Sarre, député de Paris (P.S.), salue « l'avancée démocratique que constitue le retour à la volonté du Conseil national de la Résistance ». Il ajoute : « Il est scandaleux de voir la droite défendre les concentrations abusives et les monopoles de presse. C'est une nouvelle marque de son cynisme, de sa volonté de maintenir sa propriété sur une large partie de la presse ».

Notre C hor

Paris, Rome, Tokyo, Moscou, Pékin, Nairobi... Vos affaires pas de frontières. Elles ne se modèrent d'une quelconque ré- libération. C'est pourquoi, dans la législation actuelle sur le co- ges, le Diners Club a inauguré service.

Un service basé sur la simp- plesse, pour vous permettre d' personnelle Diners, sans restr- le monde entier.

Pour étendre l'utilisation de sonnelle Diners aux 150 pays c- Diners Club, il suffit d'une sim- votre entreprise. Cette dernière toutes vos dépenses de voyage zone Franc, et seulement celles lui sont alors directement factu- ainsi bénéficier de tous les ser- Diners Club aux hommes d'aff- recours à une nouvelle carte. C'est votre carte personnelle



Une démission « oubliée »

La démission de M. Georges Valbon, président de Charbonnages de France, était une décision tellement « personnelle » qu'elle est déjà oubliée. A écouter les députés communistes, qui, lors de la discussion à l'Assemblée nationale, des crédits de l'énergie, n'ont pas cité une fois le nom du président démissionnaire, le désaccord sur la politique charbonnière ne s'agit que des « réserves », dans un budget qui comporte, par ailleurs, des « priorités positives ».

Ces « réserves » ont empêché d'autant moins les députés communistes de voter ce budget qu'ils acceptent maintenant que la production de charbon soit limitée à 18 millions de tonnes.

Les choses sont donc claires. Pour M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, « l'acte politique essentiel », c'est le vote du budget. Le départ de M. Valbon n'est plus que le départ d'un président ; ce n'est pas la première, ni la dernière.

Pour M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, les choses sont tout aussi nettes, mais en sens inverse. Après la démission de M. Valbon, le P.S. et le P.C.F. ressemblent, a-t-il dit dans les couloirs de l'Assemblée, « à un couple qui cherche à divorcer et où chacun accumule le maximum de preuves contre l'autre ». « Cela ne conduira pas forcément, a-t-il indiqué, à une rupture, mais chacun se donne des armes. » Pour M. Labbé, cette « manœuvre » a inscrite dans le cadre de la « double pression » qu'exercent le P.C.F. et le P.S. avant leur rencontre au sommet.

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., avait aussi dit de mal de M. Labbé à « oublier » le départ de M. Valbon. Pour le député des Bouches-du-Rhône, et les communistes ne font rien au hasard. « C'est un pas supplémentaire », a-t-il dit, dans le processus de critique, ce que M. Jospin a appelé le « grand écart ». Selon M. Gaudin, le démissionnaire M. Valbon est, pour les communistes, une façon de dire aux socialistes qu'ils peuvent, d'un jour à l'autre, quitter le gouvernement.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., affirmait à propos des élections municipales perdues par le P.C.F. : « S'il n'y avait pas eu à refaire ces élections, il n'y aurait pas eu de la perdre ». Le départ de M. Valbon pose sans doute un problème du même ordre : parce qu'il aura fallu l'oublier un jour, il faudra peut-être s'en souvenir plus tard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

PRÉCISION. - Dans l'article publié dans le Monde du 16 novembre, nous écrivions que « M. Georges Valbon était le président-directeur général démissionnaire des Charbonnages de France ». M. Valbon était président de conseil d'administration et non pas P.-D.G. de cette entreprise nationale.

LES TRAVAUX DU SÉNAT

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR La gauche refuse d'avaliser un texte qu'elle jugé dénaturé

L'ensemble du projet de loi sur l'enseignement supérieur, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, a été approuvé mardi 15 novembre, au Sénat, par 203 voix contre 106 (P.C., P.S. et M.R.G.). Se sont abstenus six sénateurs : MM. Jacques Habert (non-inscr., Français de l'étranger), Josy Moynet (gauche dém., Charente-Maritime) et quatre R.I. (MM. Michel d'Aillères, Sarthe; Jean Bédaride Mousseaux, Indre; Guy Cabanel, Isère, et Roland du Luart, Sarthe).

Avant d'en arriver au vote final, la Haute Assemblée avait consacré d'examiner les articles et d'approuver de substantielles modifications au texte issu des délibérations de l'Assemblée nationale (le Monde des 28 et 29 octobre et des 10 et 11 novembre).

À l'article 45 (pouvoirs de crise), qui permet au ministre de prendre les mesures imposées par les circonstances, le Sénat sur la proposition de M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, ne retient pas, dans le dispositif, la consultation ou l'information du conseil national de l'enseignement et de la recherche ni celles du directeur ou du président.

Après avoir adopté - à l'unanimité - une nouvelle rédaction de l'article 23, qui énumère les « composantes des universités », le Sénat supprime l'article 47 qui introduit la notion de « communauté universitaire » et fait référence aux « usagers » du service public de l'enseignement supérieur. À l'article 48 (droits et devoirs des usagers), le Sénat suit le souhait de sa commission qui fait dépendre l'attribution de locaux dans le cadre de la liberté d'information et d'expansion des conditions fixées par « le président de l'université ».

Le Sénat supprime ensuite l'article additionnel 51 A introduit par l'Assemblée nationale qui, définissant les droits des personnels, définit le droit à une formation initiale et continue.

La nouvelle rédaction de l'article 51 (recrutement des personnels) élabore par la commission, et approuvée, pose une condition supplémentaire au recrutement par contrat à durée déterminée de personnels enseignants, en exigeant qu'ils exercent « parallèlement et à titre principal » une activité professionnelle rémunérée. Il est, malgré tout, prévue une exception pour les enseignants associés ou invités.

L'article 53, qui énumère les fonctions des enseignants-chercheurs passe la consultation de résidence et de présence et officialise l'institution du tuteur, est supprimé.

Après avoir supprimé l'article 61, qui institue dans chaque département un comité départemental de coordination des formations supérieures, le Sénat refuse de suivre le groupe R.I. qui ne souhaitait pas que soit créé un conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (art. 63), mais il approuve une nouvelle rédaction de l'article qui prévoit la publicité du rapport annuel de ce conseil.

Après une seconde délibération sur les quelques articles dont les nouvelles rédactions avaient soulevé des difficultés lors de l'examen en séance, M. Marcel Lucotte (R.I., Saône-et-Loire) fait part de l'insatisfaction que suscitait tant le débat que le texte élaboré, rendu « moins dangereux », dit-il, par les amendements adoptés. Il relève l'impossibilité qu'il y avait, à ses yeux, de « limiter les dégâts » et de « mettre un pied sur le texte neuf et original ».

Cette opinion est confirmée par M. Pierre Loquet (R.I., Haute-Saône), qui estime que « nulle chirurgie, nulle orthopédie, n'était capable de (...) réparer l'irréparable ». En revanche, pour M. Gontyeron, le texte issu des travaux du Sénat devrait - dans la mesure notamment où il distingue une fausse « sélection-orientation » - servir de référence pour les années à venir, ce que confirme, au nom de l'Union centriste, M. Adolphe Chauvin (Val-d'Oise).

Après que M. Michel Durafour (Loire) ait regretté la non-prise en compte par le gouvernement d'amendements de conciliation présentés par ses collègues de la Gauche démocratique, M^{me} Danielle Bidard (Seine-Saint-Denis), M.M. Franck Sérusclat (Rhône) et Stéphane Boeduel (Charente-Maritime), respectivement au nom du P.C., du P.S. et du M.R.G., condamnent le texte sénatorial et indiquent - comme le propose M. Schwartzberg - qu'ils voteraient contre.

LA PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES M. Étienne Dailly souhaite l'exonération des droits de succession pour l'outil de travail

Intervenir à temps, quand une entreprise est en difficulté, pour tenter d'éviter sa fermeture : tout le monde ne peut que d'accord avec cet objectif. La preuve : dès 1975, la commission sur la réforme de l'entreprise, que présidait M. Pierre Sudreau, s'était efforcée, de mettre au point un dispositif législatif le permettant. En 1979, le gouvernement d'alors avait préparé un ensemble de projets de loi allant dans ce sens : les aléas politiques s'étaient permis qu'ils fussent adoptés avant mai 1981. M. Robert Badinter a donc remis le dossier en chantier et, lui aussi, proposé une réforme en quatre volets : la prévention, les syndicats et administrateurs judiciaires, les procédures judiciaires, les tribunaux de commerce (le Monde des 18 novembre 1982 et 9 juin 1983).

Le premier texte, déjà adopté, en première lecture, par l'Assemblée nationale (le Monde des 6, 7, et 8 juillet 1983), s'est pas fondamentalement différent du projet préparé par M. Alain Peyrefitte lorsqu'il était ministre de la justice. Tout le monde en convient. Le Sénat, qui en a commencé la discussion le mardi 15 novembre, s'est donc montré très coopératif avec M. Badinter. La majorité sénatoriale est même prête à être plus libérale que l'opposition à l'Assemblée nationale. Ainsi,

M. Arthur Moulin (R.P.R., Nord), rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, ne s'est pas opposé, à la différence des députés R.P.R. et U.D.F., même s'il demandait que ses membres soient tenus au secret professionnel.

M. Étienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) a demandé que, d'ici à la deuxième lecture, deux types de dispositions soient ajoutés : l'exonération des droits de succession pour l'outil de travail, comme cela a déjà été fait pour l'impôt sur les grandes fortunes, et la non-prise en compte, pendant un an ou deux, des conséquences, fiscales et législatives, du franchissement des seuils réglementaires dans le nombre d'emplois en cas d'embauche.

Dans la discussion des articles, M. Dailly a obtenu, contre l'avis du gouvernement, la suppression de la possibilité ouverte, par ce projet, aux S.A.R.L. de ne procéder que progressivement à l'augmentation de capital rendue obligatoire. En revanche, une partie de la majorité sénatoriale, allée à la gauche, a refusé d'imposer, comme M. Dailly le souhaitait, une obligation trimestrielle d'information du conseil d'administration des sociétés anonymes par leur président.

THIERRY BRÉHIER.

Echange de magistrats entre cours d'appel et tribunaux de commerce

M. Robert Badinter a tenu, au Sénat, à mettre les choses au point sur les projets gouvernementaux de réforme des tribunaux de commerce.

« Il n'est pas, il n'a jamais été dans les intentions du gouvernement de supprimer les tribunaux de commerce », a-t-il affirmé avec force. Et la ministre de la justice a ajouté : « Il n'est pas dans les intentions du gouvernement de supprimer l'élection du président du tribunal de commerce par ses pairs. Celui-ci restera donc un magistrat consulaire élu. Il ne sera pas, non plus, « porté atteinte à la désignation par le vote électoral des magistrats consulaires par les commerçants ». Simplement, il convient, pour M. Badinter, d'élargir le corps électoral.

Le ministre de la justice a, expliqué que la réforme en cours va donner plus de pouvoir aux juridictions commerciales, tout en soulignant que les problèmes des entreprises en difficulté ne concernent pas seulement les commerçants mais aussi l'Etat.

« souvent principal créancier », et les salariés.

D'où le projet du gouvernement : devraient siéger dans les chambres commerciales des cours d'appel, et qui auront à prendre des décisions fondées sur des considérations économiques autant que juridiques, des conseillers à la cour d'appel, en service extraordinaire, à l'image de ceux que compte le Conseil d'Etat ». Ces conseillers, a expliqué le garde des sceaux, seront choisis parmi les anciens présidents ou présidents des chambres des tribunaux de commerce ».

Inversement, dans les chambres des tribunaux de commerce et qui auront à connaître des entreprises en difficulté, et celles-là seulement, a souligné M. Badinter, siégeront, à côté des deux juges consulaires, un magistrat professionnel qui apportera le concours d'une compétence juridique indiscutable et témoignera, par sa présence, de la diversité des intérêts jugés ».

مكتبة من الأصل

LA PRESSE
A DROITE

Dans l'opposition

M. CLAUDE LABBÉ (R.P.R.)
le statut de la presse serait
un corset.

A l'issue de la réunion du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, M. Claude Lobbé a déclaré qu'il ne renouvellerait pas son mandat au R.P.R. et qu'il se présenterait à l'élection présidentielle de 1988. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle de 1988. Il a également déclaré qu'il ne se présenterait pas à l'élection présidentielle de 1988.

EXCLUSIVITÉ DINERS

votre Carte Personnelle hors Zone Franc

Paris, Rome, Tokyo, Moscou, Rio, New York, Pékin, Nairobi... Vos affaires ne connaissent pas de frontières. Elles ne sauraient s'accommoder d'une quelconque restriction de vos libertés. C'est pourquoi, dans le cadre de la législation actuelle sur le contrôle des changes, le Diners Club a inauguré un nouveau service.

Un service basé sur la simplicité et la souplesse, pour vous permettre d'utiliser votre carte personnelle Diners, sans restriction aucune, dans le monde entier.

Pour étendre l'utilisation de votre carte personnelle Diners aux 150 pays qui accueillent le Diners Club, il suffit d'une simple signature de votre entreprise. Cette dernière s'engage à régler toutes vos dépenses de voyages d'affaires hors zone Franc, et seulement celles-ci. Ces dépenses lui sont alors directement facturées. Vous pouvez ainsi bénéficier de tous les services offerts par le Diners Club aux hommes d'affaires, sans avoir recours à une nouvelle carte.

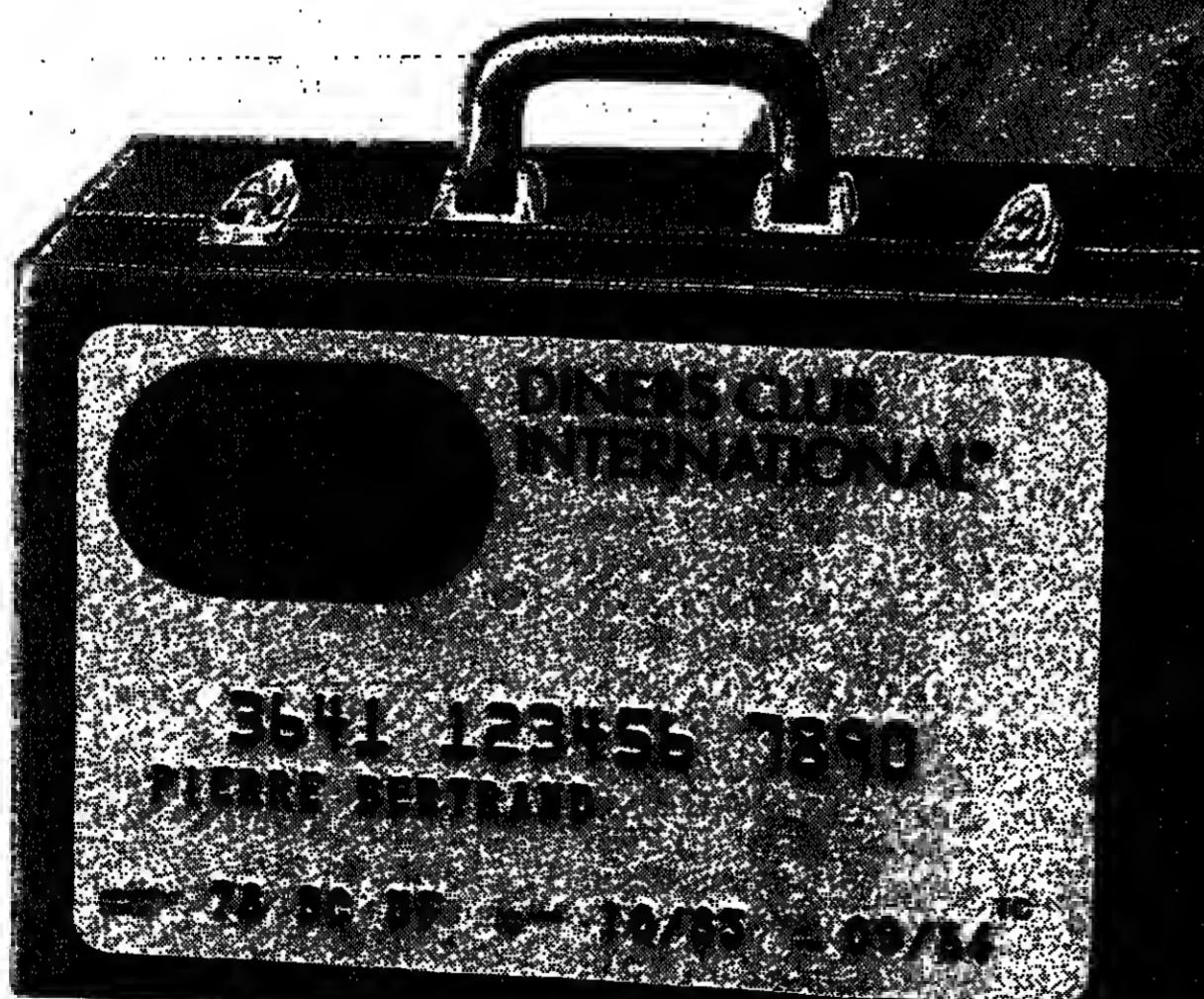
C'est votre carte personnelle, celle que vous

utilisez habituellement en France et dans les pays de la zone Franc, qui vous tient lieu de moyen de paiement universel. Pas de complications inutiles, tant pour vous-même que pour votre entreprise.

Autre avantage: ce nouveau service du Diners Club ne coûte que 100 Francs, soit moins de la moitié du prix d'une carte "société".

L'extension de votre carte personnelle au monde entier, c'est votre liberté retrouvée. En toute souplesse. En toute sécurité.

**Pour tous renseignements
appelez 24 heures sur 24 au:**
(1) 723.78.05



Diners Club: maintenant, nous offrons plus
18, rue François I^{er}

INSÉCURITÉ ET PRÉVENTION

M. Bonnemaison et les maires de bonne volonté

Installé le 21 juillet et présidé par le premier ministre, le Conseil national de prévention de la délinquance (C.N.P.D.) réunit sa seconde séance plénière mercredi 16 novembre. MM. Robert Badinter, ministre de la Justice, et Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, y assistent. Son vice-président et animateur, M. Gilbert Bonnemaison, a fait de la prévention son combat depuis l'été 1982, lorsqu'il prit la tête de la commission des maires sur la sécurité dans les villes.

« Ils sont comme des poils devant un couteau ». Sa rhétorique, faite de lenteur calculée et de réserve maternelle, ne doit pas faire illusion. Militant de longue date, depuis qu'à quinze ans il adhéra à la S.F.I.O., M. Bonnemaison, député (P.S.) de Seine-Saint-Denis et maire d'Épinay-sur-Seine, a aussi parfois la phrase assassine. Les « poils », ce l'occurrence, sont ces élus qui déstabilisent les passionnés de l'insécurité réelle ou supposée. Ceux qui ne savent comment curer celle-ci concrètement et voient dans la prévention une idée générale mais abstraite. Pourquoi le cacher ? Ces élus existent aussi à gauche. M. Bonnemaison pense qu'ils se trompent.

Il a sa méthode personnelle. Pour comprendre, il faut avoir vu cet ambassadeur de la prévention, lors de tournées en province, parler devant des magistrats, des policiers ou des hauts fonctionnaires. Il s'attaque patiemment à démontrer les arguments simplistes, à identifier ces « n'y a qu'à » : « construire des prisons », « renvoyer les immigrés », « condamner les criminels ».

« mettre au pas les jeunes » — qui font fiords, bref, à convaincre que le réalisme est de son côté et l'utopie chez les tenants de « l'exploitation démagogique du filon insécurité ».

Récemment, lors d'une réunion de travail à Toulon, la remarque d'un fonctionnaire, s'inscrivant de ce que le travail d'intérêt général, cette peine de substitution désormais prévue par le code pénal, puisse, « quoique gênante, être une promesse de santé qui laisse la part belle à la délinquance », pliqua au vif M. Bonnemaison. « Non, ce n'est pas de la généralité, mais une mission d'intérêt public ! Oui, la peine de substitution est une sanction ; oui, l'acte délinquant ne doit pas rester gratuit ; mais pourquoi voulez-vous que l'exécution d'une sanction rende le coupable plus mauvais ? Pourquoi faudrait-il l'absoluer qu'il aille dans une prison surpeuplée apprendre tout ce que l'on ne devrait pas savoir : l'adresse du recteur, le crocheteur d'une serrure, le tatouage qui marque à vie, etc. ? Pourquoi la sanction devrait-elle avilir l'homme ? »

Une cage d'escalier

Même chose, continue, à Bordeaux, devant une promotion d'élus de justice de l'École nationale de la magistrature. « Comment peut-on se contenter de voir les problèmes depuis une salle d'audience ou un cabinet d'instruction ? Il est nécessaire de connaître la réalité du monde carcéral, de savoir, par exemple, qu'un détenu peut aujourd'hui sortir de Fleury-Mérogis, à 23 heures, avec seulement un ticket de métro en poche.

Comment s'étonner alors de la récidive ?... Des képis et des prisons, cela ne suffit pas à résoudre les problèmes ! »

Autre refrain favori, le recel, insuffisamment poursuivi en l'état actuel de la législation : « Y aurait-il tant d'acteurs de la petite et moyenne délinquance si l'on s'en prenait systématiquement à ses profiteurs, aux réseaux commerciaux qui en vivent ? La prison sera encore longtemps nécessaire : ne serait-ce pas au recteur d'y aller plutôt qu'aux vingt jeunes démunis qu'il a appelés en leur proposant un moyen facile de s'en sortir ? On exerce, l'appel aux volontés locales, à l'échelle humaine : « Ni le gouvernement ni le préfet ne peuvent analyser réellement la vie des quartiers d'une ville, encore moins les problèmes d'une rue, ou pire ce qui se passe dans la cage d'escalier. Il faut donc rassembler toutes les initiatives dispersées, cloisonnées, autour d'une même table... Aucune administration prise isolément, ne peut seule opprimer le climat de la cage d'escalier, là où, souvent ça commence ! »

Telle est la logique des conseils de prévention et tel est le credo de M. Bonnemaison, en un domaine où peu de responsables politiques s'avancent sans hésitation ni opportunisme. Ce « fils du peuple », de cinquante-trois ans — un père gardien d'usine, une mère femme de service, lui-même dessinateur industriel après plusieurs « petits métiers », est d'une tranquillité, d'une sérénité, d'une confiance, d'une force de conviction. S'il n'est pas écroulé, le P.S. est né en 1971 à Épinay dont il est maire depuis 1967, et il n'en est pas moins convaincu que « si l'on parle concret », règles de vie sociale et bonne gestion d'une ville, l'accord est possible au-delà des « logiques partitiques ». Aussi, à Bordeaux, lors d'une réunion de travail, d'était-ce pas M. Bonnemaison, mais le maire R.P.R., M. Jacques Chaban-Delmas, qui rappelait que « la prévention, c'est d'abord le logement.

l'emploi, le sport, les musées, les activités créatrices pour les enfants... » Les délinquants ne cherchent pas la couleur politique du maire », a coutume de dire M. Bonnemaison.

Délinquance et politique

Cet « appel républicain » aux maires de bonne volonté pourrait faire sourire s'il ne se concrétisait déjà par des résultats. Trois mois et demi après son installation, le C.N.P.D. a mis en place un dispositif national qui est appelé à s'étendre. Quarante et une villes ont des « conseils communaux de prévention », quatre-vingt-cinq des « instances de concertation », soit au total cent vingt-six sur les huit cent soixante-cinq villes de plus de neuf mille habitants. Dix-huit villes pilotes, de toutes couleurs politiques, ont été rapidement désignées. Depuis le mois d'octobre, le conseil national finance à parité les projets proposés par leurs conseils communaux (lire par ailleurs). Rien à voir avec des vitrines de la prévention ; il s'agit de prouver concrètement la viabilité de la démarche de prévention. Dès janvier 1984, sur la foi d'un premier bilan, le nombre de villes pilotes sera étendu. « Nous sommes obligés de réussir, et vite », résume M. Bonnemaison.

Le défi est donc lancé : l'espoir d'une dynamique régionale face au simplisme extrême, à l'intégrisme. Toutefois, une réussite complète supposerait que les administrations, les pouvoirs publics et les responsables politiques fassent totalement leur cette politique. Ce n'est pas toujours le cas. Le programme prioritaire du D.G. Plan, destiné à « améliorer la justice et la sécurité », s'il mentionne « les instances locales de prévention », oublie dans son dispositif, l'existence du Conseil national de prévention de la délinquance. Pas de quoi étonner M. Bonnemaison, lui qui se vante de « toujours voir à moitié pleine une bouteille à moitié vide ».

EDWY PLENEL

Le dernier wagon

Le 343 ne partait qu'à 22 h 27. Mais c'était déjà l'aventure, et ils arrivèrent à la gare en avance, dans la soirée du lundi 14 novembre. Quatre futurs de la Légion et leur sergent recruteur qui devait les accompagner jusqu'à l'état-major d'Aubagne (Bouches-du-Rhône), où ils devaient passer des tests d'incorporation. Pour faire connaissance, ils se mirent à boire comme des légionnaires en bordée. Le caporal-chef Joseph Logel, quarante ans, ne les en empêcha pas. Au contraire.

Sur le quai de la gare Saint-Jean de Bordeaux, Habib Grimi porte sa valise. Il marche dans un compartiment. Il est seul. Les autres se sentent forts comme un corps d'élite. Le train part. Ils sont ivres. Violents et virils. Ils bousculent les passagers dans la courtoisie ; le premier ennemi en vue, c'est l'Arabe qui regarde le paysage dans la nuit. Ils entrent ; ils l'injurient, ils le frappent, ils l'humilient. Le caporal-chef dort, il a bu avec « ses petits gars » qui déjà veulent se montrer de quoi ils sont capables.

Coups de tête et coups de poing. Personne ne bouge. Habib non plus : il saigne. Le contrôleur, ébrié, s'interpose. Il porte un uniforme qui fait lâcher leur proie aux imbéciles. Sous sa protection, Habib est emmené dans le dernier wagon. Mais les deux plus ivres, les deux plus costauds, le poursuivent, le persécutent à nouveau jusqu'à ce qu'il tombe sous leurs coups.

Un troisième s'effondre : l'Arabe est étendu sans connaissance. Ils ouvrent la porte du wagon, le train file à toute vitesse, le jetant Habib dans le vent et dans le froid. On retrouvera le lendemain son corps sur le ballast entre Castelnau et La Villette (Tarn-et-Garonne).

Ensemble El Viro-Vidal, vingt-deux ans, Xavier Blondel, vingt-quatre ans, Alain Karberou, vingt et un ans, et leur caporal-chef sont arrêtés en gare de Toulouse. Marc Béral, vingt ans, qui a fait un peu de sous-main, était descendu à Montauban et reparti vers Bordeaux. Il est aussi arrêté. Habib Grimi était né à Oren. Il avait vingt-deux ans.

● Les toxicomanes du Pérou. — Le docteur Gabriel Nahas, directeur de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), chargé d'une enquête sur la toxicomanie au Pérou, financée par la fondation Cousteau, prépare un rapport sur l'intoxication à la coca dans ce pays. Il y signale également, comme nous l'avons fait dans le Monde du 15 novembre, des cas de cingulotomie à Lima. M. Nahas, qui

condamne ce type d'intervention chirurgicale, a informé les instances internationales.

● L'instruction sur la tuerie d'Avignon. — Jean Roussel père, qui avait été écroué pour détention d'armes dans l'enquête sur la tuerie d'Avignon (sept morts), dans la nuit du 5 au 6 août, vient de voir son inculpation initiale modifiée en complicité de hold-up.

« Non aux « Cayenne » municipales ! »

Les initiatives financées par le Conseil national de prévention de la délinquance (C.N.P.D.) dans dix-huit villes-pilotes sont fort diverses : aménagement d'aires de loisir pour les jeunes, alphabétisation des seize-vingt-cinq ans, aide aux femmes seules, formation professionnelle de jeunes détenus, bureau d'aide aux victimes, centre social pour des nomades, soutien pédagogique dans les collèges, lutte contre l'absentéisme scolaire, voyages d'enfants immigrés en Algérie, sécurité des personnes âgées...

A Bordeaux, une « cellule réparations » associe des jeunes ayant commis des agressions sur des personnes âgées à des travaux chez celles-ci : « Il s'agit de les valoriser, explique M. Simone Noailles, adjointe aux affaires sociales, tout en leur faisant prendre conscience des dégâts moraux de leurs agressions. » A Epiole, un plan d'action vise à réhabiliter l'image de la Z.U.P. Ses thèmes : « L'autre dans la ville » et « Euro différant dans la ville ». A Montroult-sous-Bois, une campagne d'information est lancée

contre la banalisation du recel.

Deux institutions sont particulièrement concernées. La justice, avec les peines de substitution qui obligent à s'inscrire aux municipalités. Elles supposent une information préalable des habitants. La chaîne d'emplois valorisants — « Non aux « Cayenne » municipales ! », dit M. Bonnemaison — et une participation des jeunes de l'application des peines. La police, ensuite, avec la généralisation de la bureautique dans les commissariats des villes-pilotes. Elle permet d'alléger la « paperasserie » qui entraîne les procédures administratives et judiciaires, de rendre plus fiable la connaissance statistique de la délinquance et d'accroître la disponibilité des personnels. De plus, l'itinéraire « un gardien de la paix, à pied, présent durablement dans un espace urbain » continue d'être amélioré : afin d'unifier leurs méthodes de travail, cinq cents policiers titulaires auront fait, en 1983, un stage de formation. — E.P.

EN BREF

Fausse factures de Marseille... à Paris

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction à Paris, est chargé de deux informations ouvertes par le parquet pour « faux et usage de faux, escroquerie, abus de biens sociaux, corruption active et passive de fonctionnaires, complicité et recel », et liées à l'affaire des fausses factures de Marseille. Ce rebondissement fait suite à l'envoi à Paris d'une série de documents par le juge d'instruction marseillais, Mlle Marie-Chantal Coux, chargée de l'affaire. Trois sociétés sont impliquées : la société fictive « BOG », dirigée à Nice par M. Julien Zemor, inspecteur central des impôts locaux déjà inculpé, la société « SIAVIT » à Ivry-sur-Seine, dirigée par M. Roger Sauton, inculpé à Marseille en novembre 1982 et la société Interplan à Paris.

Ces nouveaux documents concernent des majorations de factures dans des fournisseurs marseillais à cinquante-cinq hôpitaux dont huit à Paris et six dans la région parisienne et la construction d'immeubles municipaux et de stations-services dans quatre villes de la banlieue parisienne dont les élus communistes ont été inculpés de corruption, l'été dernier (le Monde du 15 septembre).

Accalmie à la cour d'assises de Paris

Commencé dans la tension la plus extrême avec la mise en cause de M. André Giresse, président de la cour d'assises de Paris, à qui l'on reproche de « manipuler les jurés » (le Monde du 16 novembre), le procès d'Hamid Mazouz, accusé d'un double meurtre, s'est achevé paradoxalement dans une quasi-joie, mardi 15 novembre. Cette

juridiction a finalement condamné Mazouz à vingt ans de réclusion criminelle.

Hamid Mazouz n'avait pas été vraiment logique avec lui-même. Alors qu'il pensait vouloir bloquer la machine de la justice en récusant ses avocats d'origine, il s'est finalement comporté, l'incident passé, en accusé ordinaire, acceptant la discussion des charges, posant ses questions aux témoins et, pour finir, plaçant lui-même sa cause durant une demi-heure. Arrivé la veille tout chargé de bruit et de fureur, Hamid Mazouz est reparti tout à fait enjoué après avoir lancé à l'avocat général un « salut, papy ! » qui méritait le dévou.

La réforme hospitalière est blâmée au Sénat

Le Sénat examine, jeudi 17 novembre, le projet de loi portant réforme hospitalière, déjà adopté en première lecture par l'Assemblée nationale (le Monde du 12 octobre). Ce projet, qui renforce le pouvoir de la tutelle sur le fonctionnement des hôpitaux et institue des « départements » dont les responsables seront élus, fait l'objet des plus vives critiques de la part de la commission sénatoriale des affaires sociales que préside M. Jean-Pierre Fourcade (R.I., Haute-de-Seine), et de son rapporteur, M. Jean Chérioux (R.F.R., Paris).

Le texte, tel qu'il a été adopté par les députés, est rejeté dans sa quasi-totalité par le Sénat. Il s'agit d'un projet « périmé » qui porte atteinte à l'autorité médicale et gâchette l'hôpital, notamment par les contraintes financières accrues que les pouvoirs de tutelle seront en mesure d'imposer aux établissements.

La commission proposera aux sénateurs d'adopter plusieurs modifications de fond au projet.

inattendu !

DICTIONNAIRE INATTENDU DES CITATIONS

Alain DAG NAUD
Olivier DAZAT

28 0101 7

6000 citations d'auteurs classiques et surtout contemporains français et étrangers réunies en 350 thèmes d'actualité. 191 x 143 mm.

HACHETTE DICTIONNAIRES

Pan Am. Seul 747 quotidien Orly-New York.

Départ Orly 13 h 00. Arrivée New York 15 h 05.
De là, plus de 50 villes US en correspondance.
Appelez votre Agence de voyages
ou Pan Am au 266.45.45.

3750 F

* New York
Aller / retour

* Transport aérien soumis à des conditions particulières de vente.

Pan Am. L'Expérience Avion.

Le 7 novembre 1933, le gros lot s'abat sur Tarascon

[illegible]

ÉDUCATION

Des universitaires demandent au chef de l'État de « corriger » le projet de réforme du supérieur

Alors que les sénateurs ont terminé, mardi 15 novembre, l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur, cinquante-cinq professeurs des universités adressent un appel au président de la République pour « que soient corrigées (...) les dispositions et les déviations » qu'ils jugent de nature à entraîner « une dégradation profonde et irréversible de l'université ». Les signataires, dont beaucoup se réclament de la gauche, expliquent dans ce texte, que nous publions ci-dessous, les raisons de leur appel.

Les signataires :

« Considèrent que la nécessaire démocratisation de l'enseignement supérieur commande l'ouverture des universités à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité ». Mais ils estiment que cette démocratisation serait un leurre si les étudiants ne recevaient dans leurs universités que des enseignements insuffisants et sans débouchés réels.

« Demandent donc que soit affirmée, avec le droit pour tout bachelier d'obtenir une place dans l'enseignement supérieur, la possibilité pour les universités de diversifier leurs formations et d'orienter les étudiants, selon des procédures variables avec les disciplines et les filières concernées, en considération des aptitudes des candidats, des capacités d'accueil des établissements et des débouchés professionnels prévisibles.

« Considèrent que les tâches nouvelles imposées aux universités par les besoins de notre époque ne doivent leur retirer ni le droit, ni le temps, ni les moyens d'assumer leurs deux autres missions essentielles, qui sont de recherche et de culture. Car il serait désastreux pour le développement comme pour la liberté de la formation, de la recherche et de la culture, que ces trois formes d'activité de l'esprit soient éclatées et distribuées entre institutions radicalement distinctes et rapidement divergentes.

« Demandent donc très spécialement que des liens organiques, au niveau des structures, des programmes et des échanges, soient maintenus ou rétablis entre les universités, les écoles et les grands organismes de recherche tels que le Centre national de la recherche scientifique.

« Considèrent que les universités ont pour finalité d'« élever le niveau scientifique, culturel et professionnel de la nation et des individus qui la composent » et qu'elles ne pourront le faire que si leur corps enseignant est lui-même d'un haut niveau scientifique, culturel et professionnel. Ils estiment que le maintien de ce niveau exige l'évaluation périodique des mérites de chacun, comme c'est le cas dans les organismes publics de recherche, et, de surcroît, un recrutement régulier de jeunes chercheurs et enseignants.

« Demandent que le projet de loi affirme clairement les responsabilités propres à chacun des corps définis par le gouvernement et que le statut en préparation prévoie des possibilités effectives de promotion pour tous ceux — et ils sont nombreux — qui en ont la capacité, selon un calendrier de création de postes de professeurs défini par une loi-programme et suivant des procédures correspondant aux normes internationales de la profession. Ils insistent pour que le projet de statut soit élaboré au grand jour avec le concours d'une commission composée de personnalités incontestées, commission fonctionnant selon des procédures transparentes. Dans l'immédiat, ils demandent le retrait pur et simple du décret du 16 septembre 1983, texte humiliant et largement inapplicable.

Considèrent que « l'université doit demeurer indépendante de toute emprise politique, économique, religieuse, idéologique ou syndicale et qu'elle doit tendre à l'objectivité du savoir » comme au respect de la « diversité des opinions ».

Demandent donc que « les universitaires demeurent majori-

taires dans les conseils de leurs établissements ; qu'ils y soient désignés en leur qualité propre et non à raison de leurs appartenances politiques, économiques, religieuses, idéologiques ou syndicales, comme y invite le scrutin de liste ; qu'ils y soient élus, conformément aux principes du droit commun électoral, par le collège de ceux qui appartiennent au même corps et que les règles du jeu démocratique demeurent dans les universités ce qu'elles sont dans le reste de la nation ».

(*) Les phrases entre guillemets sont empruntées au texte du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Voici la liste des signataires :

MM. Austro Abragan, physicien ; Henri Barot, économiste (Paris-I) ; Etienne Barthe, biochimiste (faculté de médecine de Bordeaux) ; Jacques-Emile Blumenthal, Hubert Brohier, économistes (Paris-I) ; Henri Cartan, mathématicien ; Raymond Castaing, physicien ; Pierre Chambon, biochimiste (Strasbourg) ; Gustave Choquet, mathématicien ; Cohen-Tannoudji, physicien (Collège de France) ; Alain Connes, mathématicien (directeur de recherche au C.N.R.S.) ; Yves Coppens, préhistorien, (Collège de France) ; Michel Demazure, mathématicien (Ecole polytechnique) ; Paul Didier, juriste (Paris-II) ; Georges Duby, historien (Collège de France) ; Maurice Duverger, politologue (Paris-II) ; Jacques Ellul, histoire du droit (Bordeaux-I) ; Charles Fehrenbach, astronome ; Jean Gaudemer, histoire du droit (Paris-II) ; Paul Germain, mécanique (Ecole polytechnique) ; Mmes Marianne Grunberg-Mannago, biochimiste (directeur de recherche au C.N.R.S.) ; Françoise Héritier, anthropologue ; MM. Paul Jacquot, physicien ; François Jacob, prix Nobel, (Collège de France) ; Vladimir Jankélévitch, philosophe (Sorbonne) ; Alfred Jost, physiologiste (Collège de France) ; Edgar Lederer, biochimiste ; Jacques Le Goff, historien (directeur d'études à l'E.H.E.S.S.) ; Jean Leray (Collège de France) ; Claude Lévi-Strauss, anthropologue (Collège de France) ; André Lichnerowicz, mathématicien (Collège de France) ; André Lwoff, biologiste (Général L. Cohen, juriste (Paris-I) ; Paul Mandel, biologie humaine ; André Maréchal, physicien ; Louis Michel, physicien (directeur d'études à l'E.H.E.S.S.) ; Paul Milner, professeur de médecine ; André Miquel, professeur d'arabe (Collège de France) ; François Morel, physiologiste (Collège de France) ; Louis Néel, physicien ; Nicolas, historien (Paris-II) ; Philippe Nozière, physicien (Collège de France) ; Jean-Claude Pecker, astrophysicien (Collège de France) ; Francis Perrin, physicien ; Jean Pouilloux, archéologue ; Jean Rivoire, juriste (Paris-II) ; Evry Schatzman, astrophysicien (directeur de recherche au C.N.R.S.) ; Laurent Schwach, mathématicien (Ecole polytechnique) ; Pierre-Henri Tjebbe, juriste (Paris-I) ; René Thom, mathématicien ; Jacqueline Thonness, linguiste (directeur de recherche au C.N.R.S.) ; Jacques Tits, mathématicien (Collège de France) ; Alain Tournine, sociologue (directeur de recherche à l'E.H.E.S.S.) ; Jean-Pierre Vernant, historien (Collège de France) ; Pierre Vidal-Naquet, historien (directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études).

MÉDECINE

CORRESPONDANCE

LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ÉTUDE DE LA REPRODUCTION DE MARSEILLE

A propos de l'article sur les mères de remplacement, intitulé « Les apprentis sorciers » (Le Monde du 22 octobre), le docteur S. Geller, président du Centre d'étude de la reproduction (CEFER) de Marseille, nous écrit :

Je vous prie de bien vouloir préciser que le CEFER de Marseille est un organisme à but non lucratif, type loi de 1901 (déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône du 21 juin 1973, J.O. du 5 juillet 1973), ayant pour but en particulier « l'organisation et la gestion d'un centre de conservation du sperme humain destiné à des besoins scientifiques et thérapeutiques ».

Comme toutes les banques de sperme à l'étranger, le CEFER accepte de verser aux donneurs une indemnité forfaitaire (100 F actuellement) pour les dédommager du temps perdu et des contraintes entraînées par ce don. Cette approche, adoptée provisoirement par le CEFER dans l'attente d'un texte de loi, semble bien avoir été prise en compte par le projet de législation en cours dans ce domaine (rapport n° 450, annexe au procès-verbal de la séance du 3 juin 1979, art. 2) et qui est toujours en discussion.

400 000 kilomètres en mer pour le « Jean-Charcot »

Toulon. — Le navire de recherches Jean-Charcot quitte Toulon, vendredi 18 novembre, pour un tour du monde qui ne s'achèvera qu'au milieu de 1987. Il faut probablement remonter aux grands explorateurs du XVIII^e siècle pour trouver un bateau français qui ait fait, dans le passé, un tel périple : 400 000 kilomètres sans revenir en métropole.

Le tour du monde du Jean-Charcot est le résultat d'une longue concertation entre le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEO), le PIR (Programme interdisciplinaire de recherche en océanographie), qui coordonne la recherche dans les universités et dans les laboratoires du C.N.R.S., le Muséum national d'histoire naturelle, l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer, les Instituts de physique du globe de Paris et de Strasbourg, le Comité d'études pétrolières marines, l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes.

Le Jean-Charcot sera à Suez le 25 novembre. Il étudiera la vallée axiale de la mer Rouge et du golfe de Tadjoura. Et surtout il fera, grâce à son Scauba (un scaphandre multifonction à piston à air comprimé), le levé bathymétrique détaillé des fonds marins de Djeddah à Djibouti puis à Colombo (Sri-Lanka) pour le compte d'un consortium international qui veut poser, sur ce parcours, un câble téléphonique sous-marin.

Le 8 janvier 1984 commencera la première grande campagne qui sera consacrée à l'étude géophysique de

De notre envoyée spéciale

l'ouest de l'Océan Indien, en particulier du point triple de Rodriguez (une île située à l'est de la Réunion près de laquelle trois dorsales océaniques se rencontrent (1)).

Vendront ensuite, du 12 février au 22 mars, la recherche de sources hydrothermales dans la dorsale de l'île d'Amsterdam (dans le sud-ouest

de l'Océan Indien) ; du 5 au 31 mai, l'étude des phénomènes volcaniques et hydrothermaux ainsi que celle de la subduction (la plongée d'une plaque sous sa voisine) dans les mers de Célèbes et de Banda.

Trois campagnes auront lieu ensuite autour du Japon. La première, dénommée « Kaito » (l'océan en japonais), aura pour but de faire

en juin et juillet le levé bathymétrique détaillé — grâce au Scauba — du fossé du Japon. En 1985, en effet, aura lieu l'étude in situ de ce fossé par des équipes franco-japonaises qui y plongeront à bord du petit sous-marin français SM 97. Ce sous-marin, qui est en construction, pourra descendre à la profondeur de 6 000 mètres, ce qui lui permettra d'explorer 97 % des fonds océaniques.

Le Jean-Charcot ira ensuite autour des Philippines pour de études géophysiques, géologiques et sédimentologiques, puis dans le nord-est du Pacifique sur la zone connue pour être riche en nodules polymétalliques. Le Jean-Charcot restera dans le Pacifique pour de recherches de biologie d'environnement, de géologie et de géophysique. YVONNE REBEYROL.

FORMATION A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION DU TIERS SECTEUR (ASSOCIATIONS, COOPERATIVES, MUTUELLES)

800 heures d'enseignement de novembre 1983 à juin 1984
Il reste encore quelques places disponibles pour ce stage.
Nous contacter d'urgence.

Renseignements et inscription :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tél. 829.23.00



PARIS pas cher
Edition 84

1950
adresses sélectionnées
pour leurs prix
et leur qualité

Par Françoise Hinzinger et Bernard Delteil

Le guide du bien vivre à Paris...
pas cher ! 78 F

Par Francfort, c'est plus court.

Courir d'un terminal à l'autre, chercher partout votre porte d'embarquement, cela ne vous arrivera pas en transit à Francfort. Parce que tout se passe au même endroit, vous ne risquez pas de perdre votre temps. L'horaire de nos quatre vols quotidiens vers Francfort est soigneusement calculé pour vous permettre des correspondances immédiates. A peine arrivé, vous repartez. Quelle que soit votre destination.



Lufthansa

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa 21-23, Rue Royale, 75008 Paris, Tél: 2653735, Lyon, Tour Crédit Lyonnais 129, Rue Servient, Tél: (7) 863666. Aéroport Nice Côte d'Azur Cedex 06056, Tél: (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél: (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaures, Tél: (61) 628066.

SPORTS

PR
20
21
22
23
DE
22
23
TF
20
21
PF
14
17
18
19
D
11
12
13
2
2
2
1
1
2
2

Décès
MAURICE CORNETTE

M. Maurice Cornette, député R.P.R. de la 12^e circonscription du Nord, est mort mardi 15 novembre, à Lille. Il était âgé de soixante-six ans.

[Né le 25 octobre 1919 à Ghyvelde, dans le Nord, médecin vétérinaire à Bergues depuis 1943, suppléant de M. Jules Houcka, élu député de la 12^e circonscription en 1982. M. Cornette avait été, à son tour, élu à l'Assemblée nationale en 1967, et conservateur républicain. Il était membre du comité central de l'U.D.R., puis du R.P.R. - où il avait particulièrement en charge les dossiers agricoles - depuis 1967. Il présidait la Modération R.P.R. du Nord, mais avait été remplacé, depuis plusieurs années, cette charge à M. Arthur Moulin, député, maire d'Armentières, délégué régional par intérim.

M. Cornette sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Georges Paccou, maire R.P.R. d'Armentières depuis 1969. Né le 1^{er} mai 1924 à Wargemont (Nord), M. Paccou est agent d'assurances. Il est conseiller général du canton de Camille depuis 1965.]

- M. et M^{me} Pierre Boucheny ont la douleur de faire part du décès, le 10 novembre 1983, à l'âge de soixante-sept ans, de leur frère et beau-frère,

Louis BOUCHENY,
ingénieur général des mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
président
de l'Association des anciens élèves
du collège Stanislas.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8.

L'inhumation aura lieu le même jour, vers 15 heures, au cimetière communal d'Ivry-sur-Seine (métro Mairie d'Ivry) dans le caveau de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- Le conseil d'administration,
la direction,
la communauté éducative,
l'Association des parents d'élèves de Stanislas,
l'Association des anciens élèves,
ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Louis BOUCHENY,
ingénieur général des mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
président
de l'Association des anciens élèves
du collège Stanislas.

survenu le jeudi 10 novembre 1983, en son domicile, 10, rue Félouze, Paris-8, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8.

22, rue Notre-Dame-des-Champs,
75279 Paris Cedex 06.

A l'occasion de la parution des ouvrages sur
« Le Cheval »
la Librairie
« Bibliothèque des Arts »
serait heureux de vous accueillir en
présence des auteurs et des artistes qui
dédicaceront leurs livres :

Louis Leygue, de l'Académie des beaux-arts
Général Dumont Saint-Priest
Philippe Grandjean
Philippe Carré-Toussaint
Monique et Jean D. Dossinbach
le jeudi 17 novembre, à partir de 17 h
3, rue Cornille, 75006 Paris - Tél. 634-06-62

2

2

2

1

1

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

- On nous prie d'annoncer le décès de
Marguerite CHARAGEAT,

chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Instruction publique,
chevalier du Mérite agricole,
lauréat de l'Institut de France,
membre de l'Académie d'Arras,
conservateur honoraire
des musées nationaux,

survenu à Paris le 14 novembre 1983,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

De la part de,

M^{me} et M. Lafon
sa sœur et son beau-frère,
Ses frères et sœurs,
Ses frères et sœurs,
Des familles Billel, Lorrain,
Drouillet, Bachelet, Prud'homme,
De son fils,
M. et M^{me} Dominique Baratte.

Le service religieux sera célébré en
l'église Saint-Thomàs-d'Aquin, place
Saint-Thomàs-d'Aquin, 75007 Paris, le
lundi 21 novembre 1983, à 13 h 45, suivi
de l'inhumation dans le caveau de
famille au cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

21, rue Soufflot,
75005 Paris.

- M^{me} Alice Deschandel, son épouse,
M. et M^{me} Daniel Deschandel
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Deschandel
et leurs enfants,
M^{me} veuve Léon Leconte,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Germaine, Andrée et Suzanne
Deschandel,
M^{me} veuve Fouquet,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès sur-
venu le 10 novembre 1983, dans sa
soixante-seizième année, de

M. Eugène DESCHANDOL,

ancien président directeur général
et fondateur de T.A.S.,
président d'honneur de Deschandel S.A.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 18 novembre 1983, à
11 heures, en l'église Saint-
Vincent-de-Paul de Paris, 5, rue de Bel-
zunce, 75010 Paris (rue La Fayette)
suivi de l'inhumation à l'ancien cime-
tière de Clichy (92).

- M^{me} Emmanuelle Fauré-Fremiet,
M. et M^{me} Jacques Domini-Valcroix,
M. et M^{me} Daniel Joussier,
Les familles Domini-Valcroix, Fauré,
Cazalis-Sorel, Salmon, Delaunay,
L'Association des Amis de Gabriel
Fauré,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Philippe FAURÉ-FREMIET,

survenue à Louveciennes le 15 novembre.

Les obsèques auront lieu le vendredi
18 novembre 1983, à 9 h 30, en l'église
réformée de l'Annonciation, 19, rue
Cortambert, Paris-16^e.

- Je veux que là où je suis, ceux
que tu m'as donnés soient avec
moi. Jean XVIII, v. 24.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Cornille, 75006 Paris - Tél. 634-06-62

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

2

- M^{me} Alfred Godefroy,
M. et M^{me} Paul Godefroy
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-François Godefroy
et leur fille,
M. et M^{me} Etienne Godefroy,
M. et M^{me} Serge Vandembrouck
et leur fille,
M^{me} Marie-Laure Godefroy,
M^{me} Gisèle Godefroy,
M. et M^{me} Pierre Monnier,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Josette et Marie-Aimée Mon-
nier.

Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred GODEFROY,

H.E.C.,
ancien administrateur principal
après de la Commission
des Communautés européennes,

leur époux, père, grand-père, frère,
beau-frère, oncle et cousin,

enlevé subitement à leur affection, à
Bruxelles, le 9 novembre 1983, à l'âge
de soixante-six ans.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées le vendredi 18 novembre, à
11 heures, en l'église Notre-Dame de la
Cambre à Bruxelles, et l'inhumation
aura lieu à Saou (Drôme) le mardi
22 novembre, à 15 heures.

Selon la volonté du défunt, prière de
ne pas envoyer de fleurs.

Belgique - 1338 Lasne.
Clos du Bois d'Ayvières, 10.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri LAOUST,

membre de l'Institut,
professeur honoraire
au Collège de France,

survenu le 12 novembre 1983 à Aix-
en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

De la part des familles Laoust,
Ambrosini et parentes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Parc Van Lee D1,
13090 Aix-en-Provence.

- M^{me} Alfred Loewenguth,
Eveline, Alain, Martine, Jean-Luc,
M^{me} Louise Chevalier-Loewenguth,
M. et M^{me} Roger Loewenguth,
François-Yves, Claire, Dominique
et leurs enfants,
Les familles Chauvenon et Legris,
ont la grande douleur de faire part de la
disparition de

Alfred LOEWENGUTH,

chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Arts et Lettres.

L'inhumation aura lieu le jeudi
17 novembre 1983, à 11 h 30, au cime-
tière intercommunal des Joncherolles,
95, rue Marcel-Sembat, 93430 Villeta-
neuse.

Ni fleurs, ni couronnes.
Selon les vœux d'Alfred Loewenguth,
les dons seront distribués aux enfants
handicapés.
5 bis, rue Henri-Thirard,
94240 L'Hay-les-Roses.

Le Quatuor Loewenguth,
Roger Loewenguth,
Philippe Langlois,
Jacques Bonaparte,
L'Association des Orchestres de
Jeunes Alfred Loewenguth,
Les Amis de la Musique de Chambre,
Le Festival de l'Orangerie de Soaux,
Les Samadys Mieux de Soaux,
Tous ses élèves, disciples et amis, ont
la douleur de faire part du décès de leur
cher ami.

Alfred LOEWENGUTH

survenu le 12 novembre 1983 à Aix-
en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

De la part des familles Laoust,
Ambrosini et parentes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Parc Van Lee D1,
13090 Aix-en-Provence.

</

LA DÉFENSE :

Le « monstre » ingouvernable
(Lire pages 24 et 25.)

PARIS :

Sous neufs pour une ville propre
(Lire page 22.)

SOIRÉE :

Au gai Piano-zinc
(Lire page 30.)

Le Monde

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

LES ATOUTS DU MIEUX-VIVRE

Un schéma d'aménagement taillé très grand...

On craignait le pire : une ville, ou plus exactement une agglomération, peut-être créée dans le secret des bureaux de la haute administration ? Car il s'agit bien de cela. Ceux qui se sont penchés sur la conception d'une Ile-de-France moderne, à l'urbanisme organisé, étaient des grands commis de l'Etat. C'étaient les débuts de la V^e République ; décentralisation était presque un gros mot.

Aujourd'hui, on commence à respirer. S'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'ordinaire des dix millions d'habitants de l'Ile-de-France, on peut rendre justice aux pères bâtisseurs de la région parisienne : admettons qu'ils n'ont pas trop raté leur coup.

Profitant d'un effort financier exceptionnel de l'Etat, ils ont dessiné routes et autoroutes, réseaux ferrés et aéroports. Les grandes infrastructures ne manquent pas, cela n'est pas négigeable. Pourtant, et curieusement, les concepteurs ont choisi Paris pour point d'appui de leur complot : comme jadis Notre-Dame a marqué le point de départ des routes nationales, l'ensemble des voies nouvelles, les lignes de transport en commun, toute la région s'organise autour de son centre.

Pour oublier les années 60

Mais, paradoxalement, on avait « oublié » Paris dans les schémas d'aménagement. La capitale devait se débrouiller seule, pensait-on. Du même coup, alors que la grande banlieue se développait assez harmonieusement autour de nouveaux centres — les cinq villes nouvelles et quelques pôles d'équilibre — elle était livrée, non sans remous, à la férocité des affairistes et se vidait de sa substance, de ses habitants et de ses espaces de loisirs.

Il reste que les préoccupations des habitants, telles du moins que les imaginait l'administration, ont reçu des réponses et conditionnent toute nouvelle décision. L'Ile-de-France ne bénéficie-t-elle pas d'un des plus beaux métros du monde, urbain et régional ? Ne conduit-on pas dans les villes nouvelles les expériences les plus intéressantes de vie collective et, après de nombreuses bavures, d'architecture plus recherchée ? Ne vient-on pas de créer ici, comme en province, un parc naturel régional dans la vallée de Chevreuse et de décider d'une vraie politique de la forêt ?

Pourtant, certains efforts n'ont pas été engagés assez tôt, voire pas engagés du tout. Est-il admissible que Paris et la proche banlieue, en raison du prix prohibitif des logements, soient devenus inaccessibles à la grande majorité ? Cela n'est peut-être pas le plus grave lorsqu'on sait que plus de huit cent mille logements dans toute la région sont recensés « inconfortables », ce qui veut dire, en clair, inhabitables pour des hommes et des femmes d'aujourd'hui. Que dire encore des banlieues dégradées, baptisées pudiquement « zones sensibles », où vivent, en deçà de la décadence, les plus démunis de nos concitoyens ? Faut-il de temps, de volonté ou d'argent, on n'a pu encore venir à bout de l'immense effort de justice qui permettrait d'oublier définitivement la ville malheureuse des années 60.

OLIVIER SCHMITT.

« CETTE banlieue parisienne, on ne sait pas ce que c'est ! C'est un merdier ! Delouvrier, il faut mettre de l'ordre dans tout cela ! » L'ancien patron du district se souvient, devant nous, du ton pris par le général de Gaulle, ce 7 août 1961, pour l'inciter à prendre en main le destin des alentours de la capitale.

Vingt-deux ans plus tard, on a oublié : Paris bien équipé, plein comme un œuf, tout-puissant au conseil général de la Seine ; un boulevard périphérique encore en gros pointillés, un métro proche de la saturation, deux bouts d'autoroutes vers l'ouest et le sud, des zones de pavillons des années 20 ; des Sarcelles en chantier ; la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne ; une population de huit millions d'habitants qui menace de doubler avant la fin du siècle.

Paul Delouvrier a relu les mémoires d'Hausmann avant d'accepter d'être le délégué général du district qu'on va créer. A l'époque, personne ne parle encore de la réforme administrative qui verra la création, en 1966, de nouveaux départements. L'actuel président du parc de La Villette revêt Roger Frey, ministre de l'intérieur, obligé d'admettre devant le général qu'il y aurait un département dominé par les communistes : la Seine-Saint-Denis.

« Et alors, qu'est-ce que ça peut nous faire ? », grogne de Gaulle. « Ils vont vivre cinquante ans, cent ans, et puis quoi ? Vous croyez qu'ils vont descendre de Saint-Denis pour aller à la Bastille ? Elle est prise. Frey, il est trop tard ! »

« L'Etat était absent de la banlieue », raconte Paul Delouvrier : « Nantière avait quatre-vingt mille habitants et le commissariat de police était à Levallois. »



(Dessin de J.Y.)

Homme de décision et d'autorité, grand commis apprécié des présidents successifs de la V^e République, direct et chaleureux sur le terrain comme il venait de le

montrer avec panache en Algérie, le délégué visitait son territoire le dimanche dans une Studebaker décapotable. « Les gosses venaient la voir, et on parlait. »

La région parisienne n'existait pas dans les structures administratives. L'INSEE ne faisait pas de projections de population au-delà de quelques années. Il fallait commencer par les études. Il y avait bien un plan d'aménagement — le Padeg — qui désignait une limite d'urbanisation à ne pas dépasser : « Chaque fois qu'on me présentait un paquet de cinq cents logements, il était au-delà des limites du Padeg. Pourtant il y avait encore de l'espace à l'intérieur, mais les promoteurs allaient construire à la campagne. L'exemple de Sarcelles avait frappé. » En suivant les lignes de chemin de fer et les grandes routes, on aurait pu tracer la carte « fatale » de l'urbanisation, en toile d'araignée, en doigts de gant, avec ramplissage par la suite.

Même en essayant de freiner la croissance, les besoins d'espace

allaient augmenter. L'idée d'un urbanisme volontaire, fondé sur trois axes forts, pour éviter la croissance en tache d'huile, est venue d'abord. Plus tard, celle de créer des villes nouvelles.

« Les mots gouvernent les hommes qui font les choses : villes nouvelles, c'était le mot-clé ; j'y tenais, de préférence à centres urbains. Nous allions en avoir besoin pour convaincre toutes sortes de gens : à commencer par le ministère des finances », dit l'inspecteur général.

Le schéma directeur est publié en 1965. Un blocage administratif du prix des terrains nécessaires à la construction des villes nouvelles (44 000 hectares) a été opéré par surprise : des motards partirent au même moment vers les mairies concernées ; les documents portaient, comme à l'armée, « hypothèse n° 4 » pour décourager les indiscrets... La spéculation ne joua pas sur ces terrains-là.

MICHELLE CHAMPENOIS.
(Lire la suite page 22.)

TRANSPORTS

La note salée du confort

« A PRES tout, moi aussi j'ai payé le R.E.R. ! » Entendu dans les salons de Carpentras comme dans les fermes de la Creuse, cette charge veinasse conclut généralement une discussion ardente tendant à prouver que « la province paie pour Paris ».

Pourtant, l'exemple choisi pour illustrer la démonstration n'est certainement pas le meilleur. En matière d'infrastructures de transports, la capitale et sa région ne bénéficient guère de privilèges.

Prenez le cas de la R.A.T.P. Cette année, elle aura investi 2,7 milliards de francs à quatre titres :

— Extension des réseaux (R.E.R., interconnexion, prolongements de lignes urbaines, construction d'ateliers), soit 625 millions de francs ;

— Modernisation des réseaux, opérations de confort et de productivité : 370 millions de francs ;

— Gros entretien et renouvellement des installations : 650 millions de francs ;

— Achat de matériel roulant : 1 milliard de francs.

Le financement de toutes ces dépenses a été assuré de trois manières : le « programme spécial », l'autofinancement et l'emprunt. C'est évidemment le « programme spécial » — couvrant les investissements d'infrastructure prévus au titre I — qui prête le plus à malentendu lorsqu'on parle de discrimination entre Paris et province.

Mais sous une appellation peut-être maladroite se cache une réalité fort simple : comme en province, l'Etat et la région subventionnent chacun 30 % de la dépense. C'est au niveau des 40 % restants que se situe une différence qui n'est guère favorable à Paris : alors que, dans le cas des

métros de Lyon ou de Marseille, les collectivités locales ont pris à leur charge cette part de l'investissement, la R.A.T.P. doit, elle, se débrouiller pour trouver ses financements. En l'occurrence, elle se voit offrir des prêts spéciaux garantis par la région Ile-de-France à environ deux points au-dessous des taux du marché. En gros, on peut donc dire que ces 40 % d'investissements d'infrastructure sont payés par le contribuable en province et par l'usager à Paris.

La capitale constitue à cet égard une exception non seulement française mais mondiale : « Quand je dis à mes collègues américains que la construction du R.E.R. figure à mon bilan, ils ouvrent des yeux ronds », dit M. Philippe Essig, directeur général de la R.A.T.P. Une situation peu enviable, car elle n'est pas sans conséquence sur l'équilibre financier de la Régie : relativement faible il y a une quinzaine d'années, son endettement atteint aujourd'hui 12 milliards de francs et les remboursements d'emprunts (550 millions de francs en 1983) accaparent plus de la moitié de la capacité d'autofinancement de l'entreprise. Et pour la seule présente année, elle a dû encore accroître sa dette de 1,8 milliard de francs.

La modification de ce mécanisme de financement est à l'ordre du jour depuis plusieurs années. Une loi votée en 1976 a même prévu une reprise du système des transports parisiens par la région. Mais l'article le stipulant expressément n'est jamais entré en application. Il avait d'ailleurs soulevé de farouches oppositions dans les milieux politiques régionaux, qui voyaient dans cette disposition, avant tout, une volonté de l'Etat de se désengager de ses responsabilités à l'égard de la capitale.

Le gouvernement de M. Pierre Mauroy s'est donc attaqué au problème que n'avait pu, ou su, résoudre celui de M. Raymond Barre. Annonce périodiquement depuis 1981, et autant de fois ajournée, la réforme des transports parisiens vient d'être une nouvelle fois renvoyée sine die, ainsi qu'on l'a appris lors de la discussion à l'Assemblée nationale du budget des transports pour 1984. Elle bute évidemment sur le refus de la région d'assumer un « héritage » financier aussi lourd, d'autant que celle-ci demeure dans l'ignorance des ressources qui lui seront dévolues lors de la décentralisation. Quelle que soit la future autorité tutélaire, la Régie souhaite, en tout cas, une nouvelle clé de répartition de la charge des investissements.

Les infrastructures et les opérations lourdes seraient assurées, comme en province et à l'étranger, par des financements extérieurs à l'entreprise ;

Le renouvellement et l'entretien du matériel seraient payés par autofinancement ;

Les améliorations de productivité et de confort, qui ont un effet positif sur le compte d'exploitation, seraient à la charge de la Régie.

Le cas de la desserte aérienne est probablement encore plus typique du peu d'empressement de l'Etat à favoriser « sa » capitale. Aéroport de Paris est un établissement public autonome (comme d'ailleurs la R.A.T.P.) ayant pour tâche, en vertu d'une ordonnance de 1945, d'aménager, d'exploiter, et de développer l'ensemble des installations de transport aérien civil ayant leur centre dans la région parisienne.

JAMES SARAZIN.
(Lire la suite page 23.)

A Evry, dès aujourd'hui, vous trouverez une clientèle exceptionnelle de matière grise parce que les premières entreprises qui l'ont choisie comme port d'attache appartiennent pour beaucoup à des secteurs de pointe. Ses aménageurs ont prévu et mis en place des structures de formation, d'accès à l'information, de communication inter-entreprises et inter-individuelles.

Ces entreprises, ces structures ont commencé à jouer leur rôle : elles ont offert d'autres. Des semblables, des différentes, des complémentaires. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, on peut voir les signes concrets d'une mutation dont tout le



monde porte : le passage de l'ère industrielle à l'ère dite de la « ressource humaine ».

Créer Evry comme elle l'a été, était une façon d'avoir compris cette mutation. Décider d'y installer une entreprise petite ou grande en est une autre. Décider d'y vivre est peut-être la plus déterminante.

Etablissement Public d'Aménagement de la Ville Nouvelle, E.P.A.V.N., Av. de la Préfecture - 91011 Evry Cedex - Tél. : (0) 777 82 00.

HELVY
VILLE NOUVELLE

R.A.T.P. : LES VOIES D'UN NOUVEAU DÉVELOPPEMENT

Une entreprise nationale, une vocation régionale, une ambition internationale

CHACUN jour, la R.A.T.P. assure plus de sept millions de voyages. Pour répondre à cette demande, qui est croissante, l'entreprise a développé un important potentiel.

Depuis deux ans, un effort particulier de croissance et d'amélioration des services rendus a été accompli. Cet effort et le renouvellement de l'image de l'entreprise sont à l'origine d'un redressement du trafic (+ 6 %, soit 123 millions de voyages) et de meilleurs résultats financiers.

Le métro s'est accru depuis 1970 de 21 kilomètres, essentiellement en proche banlieue. Il s'étend aujourd'hui sur 192 kilomètres, demain sur 200 kilomètres. Trois mille cinq cents voitures modernes l'équipent, les dernières, datant des années 30, venant d'être retirées du service cette année. Trois cent quatre-vingt-dix escaliers mécaniques, contre quatre-vingt-sept en 1965, facilitent les déplacements des voyageurs. Le R.E.R.-R.A.T.P.-S.N.C.F. comprend 274 kilomètres, dont 103 exploités directement par la R.A.T.P. Demain, il s'étendra sur 450 kilomètres, et, depuis juin 1983, l'interconnexion au niveau de la ligne B (axe Nord-Sud), entre les sections R.A.T.P. au sud et S.N.C.F. au nord est devenue une réalité. Pour remplacer l'ancien matériel et faire face au trafic en progression régulière, cent cinquante nouvelles voitures ont été mises en service par la R.A.T.P., depuis 1980, et deux cent cinquante autres sont en commande.

Près de quatre mille autobus desservent Paris et la banlieue.

Pour répondre aux nouveaux besoins, la R.A.T.P. aménage le réseau, principalement en moyenne banlieue, et passe des conventions d'association avec des sociétés privées de l'A.P.T.R. (1). Dans deux ans, un nouveau matériel, plus confortable, plus pratique, sera mis en service et remplacera progressivement l'autobus « standard ». Parallèlement, le parc se diversifie avec la mise en service de minibus et d'autobus articulés.

Outre cet indispensable accroissement du potentiel matériel, la R.A.T.P. a poursuivi, ces deux dernières années, une politique de développement mesuré de l'emploi rendu nécessaire par l'amélioration du service offert aux voyageurs et des conditions de travail du personnel. C'est ainsi que le nombre d'agents est passé de trente-six mille, en 1981 à environ trente-neuf mille aujourd'hui.

Les réseaux de la R.A.T.P. et le service offert s'inscrivent ainsi dans une perspective de priorité aux transports collectifs : ces deux dernières années, l'offre a augmenté de 7,3 %. Bien entendu, cette croissance s'accompagne d'une très grande rigueur de gestion : l'entreprise recherche le maximum d'efficacité dans l'emploi de ses ressources. Ainsi, une réflexion approfondie sur la productivité de l'entreprise est en cours, afin de dégager de nouveaux moyens de développement.

En 1983, le budget d'exploitation se monte à 12,3 milliards de francs, dont 52 % correspondent aux recettes directes du trafic et aux remboursements de pertes de recettes pour réductions tarifaires, et 9 % à des re-

cettes commerciales (publicité, etc.) diverses. Le solde est à la charge de l'Etat et des collectivités locales depuis que l'Etat a décidé, dès 1960, de verser une indemnité pour compenser son refus de laisser augmenter les tarifs conformément aux demandes de l'entreprise. Cette indemnité est ainsi devenue une ressource normale de la R.A.T.P. Depuis 1981, l'amélioration de la gestion, le bon pilotage des dépenses ainsi que la croissance du trafic ont conduit à la fin de chacune des années 1981 et 1982 à des excédents de 169 et 61 millions de francs après indemnité compensatrice, ce qui a rendu possible la limitation à 4 % de l'augmentation de l'indemnité compensatrice prévue pour 1984.

La R.A.T.P. continue de réaliser, avec 2,7 milliards de francs en 1983 et 2,9 milliards de francs en 1984, le plus fort taux d'investissement par habitant en région d'Ile-de-France dans le secteur des équipements publics.

Les efforts portent maintenant sur l'extension du réseau en banlieue à partir de moyens de surface diversifiés, la modernisation des installations et l'amélioration du confort et de la qualité du service. Mais le mode actuel de financement des investissements conduit à un endettement excessif de l'entreprise en raison d'une réduction continue des investissements subventionnés (12 % des ressources totales d'investissement en 1983). Une réforme de ce financement est devenue indispensable.

Entreprise à vocation régionale, la R.A.T.P. est également une entreprise nationale en raison de l'importance économique

et sociale de la région d'Ile-de-France dans le pays. Par ses commandes de matériels routiers, forés et routiers, ses travaux de génie civil, ses achats de matériel électrique et électronique, sans parler de ses activités de recherche, elle contribue directement à l'activité économique nationale. Sur le plan de l'emploi, chaque tranche de 100 millions de francs d'investissement représente quelque quatre cent cinquante à cinq cent cinquante emplois en année

pleine pour les entreprises françaises.

Enfin, la R.A.T.P., par l'intermédiaire de sa filiale d'ingénierie SOFRETU (Société française d'études et de réalisation de transports urbains), a un rôle national mais surtout international en faisant bénéficier des villes françaises et étrangères de son expérience en matière de transports urbains. Elle enrichit celle-ci au bénéfice des réseaux dont elle a la charge. SOFRETU s'est également

donné pour vocation d'être un « entraîneur » pour l'ensemble des secteurs économiques français concernés. Aussi constate-t-on aujourd'hui que 1 million de francs d'exportation d'ingénierie entraîne en moyenne plus de 8 millions de francs d'exportation de produits industriels. SOFRETU constitue ainsi pour la R.A.T.P. une véritable « vitrine » internationale.

(1) Association professionnelle des transports routiers de voyageurs.



Projet de réseau de sites propres pour la banlieue

Une stratégie pour aujourd'hui et pour demain

Si rien n'était entrepris pour adapter le réseau de transport des personnes aux nouveaux besoins qui se manifestent en région parisienne et pour augmenter son attractivité auprès des habitants, la part de la R.A.T.P. sur le marché des déplacements - 31,6 % aujourd'hui - régresserait d'un point et demi, d'ici à 1995, au profit de la voiture particulière.

Une telle éventualité ne peut être admise. Sur le plan social, elle compromettrait la mobilité des 40 % de la population qui ne disposent pas en permanence d'un moyen individuel de transport et entraînerait de nouvelles atteintes à la qualité de vie dans la ville. Sur le plan économique, elle serait source de nouveaux gaspillages et alourdirait, par la diminution des recettes, les charges supportées par la collectivité.

Aussi la R.A.T.P. a-t-elle orienté sa stratégie de développement vers une croissance du trafic de l'ordre de 2 % par an. L'évolution récente de ce trafic - trois points par an ces deux dernières années - est à cet égard encourageante. Il n'est pas certain cependant que cette « tendance portante » se maintienne seule, sans initiatives de l'entreprise. Elle est en effet contrariée par l'évaluation géographique du peuplement et des activités dans la région et par les nouvelles formes d'organisation du travail.

Le nouveau marché du transport se déplace en banlieue

La population de l'Ile-de-France ne progresse plus que très lentement. Elle régresse même à Paris et dans les communes les plus proches de la capitale. C'est-à-dire précisément dans le secteur où la R.A.T.P. a développé la partie la plus maillée et la plus dense de son réseau. Trente années plus tôt, la R.A.T.P. était présente dans la totalité de la partie urbanisée de l'agglomération. Aujourd'hui, on peut estimer qu'elle n'en couvre plus que 75 %. C'est là une première distorsion entre l'offre et la demande de transport.

Une deuxième s'y ajoute : très maillé dans le centre, le réseau se caractérise par la prédominance des axes radiaux Paris-banlieue. Une telle structure s'est longtemps justifiée par la traditionnelle concentration des emplois dans le centre. Cette situation se modifie rapidement : Paris perd des emplois au profit de la zone extérieure, et cela aussi bien pour le secteur tertiaire que pour le secteur secondaire de l'économie.

C'est dire que la demande de transport se portera de plus en plus sur les déplacements de banlieue à banlieue. Même pour leur travail, 60 % des habitants de la banlieue ne se déplacent plus qu'en banlieue, tandis que 40 % doivent se rendre à Paris. Or, sur ce marché en expansion des déplacements internes à la banlieue, la part des transports collectifs n'est que de 13 %. Pour l'actuelle, il faut à la fois adapter les réseaux et les rendre plus attractifs.

Créer des rocadés régionales

Le réseau régional existe en grande partie avec le R.E.R. et les lignes banlieues de la S.N.C.F. Le handicap de ce réseau est d'être presque entièrement constitué de radiales. La desserte des différents pôles de banlieue est ainsi mal assurée.

Le projet à long terme de la R.A.T.P. est d'aboutir, au-delà d'une petite ceinture modernisée par l'amélioration de l'efficacité de la ligne d'autobus Petite Ceinture et l'implantation, dans la partie sud, du système ARAMIS, à la création de deux rocadés : l'une desservant les communes limitrophes de Paris, située à environ 2 kilomètres, l'autre, située en moyenne banlieue, à environ 5 kilomètres, et suivant à peu près l'itinéraire de la R.N. 186.

L'originalité du réseau régional ainsi complété de rocadés serait de n'être plus uniquement ferroviaire, au sens strict du terme. Il sera en ma-

jeur partie exploité par l'autobus, simple ou articulé, le trolleybus, le tramway ou des modes nouveaux comme ARAMIS.

Les projets actuels de ligne de tramway Saint-Denis - Bobigny au de site propre à hauteur de la R.N. 186, dans le département du Val-de-Marne, s'inscrivent dans cette perspective.

Dans les interfaces de ce réseau régional, découpé par les intersections des lignes radiales et de rocadé, prendront place de petits réseaux locaux, desservis par autobus, dont les lignes auront soit une vocation de rabattement sur les lignes régionales, soit une vocation de desserte interne, les deux fonctions pouvant d'ailleurs, à cet échelon, être conciliées.

Ces projets impliquent une réorientation des investissements, par rapport aux années 70, caractérisée par la priorité aux infrastructures lourdes, vers des équipements plus légers, établis en surface, favorisant la circulation de modes plus souples, diversifiés, adaptés à la variété des besoins et aux contraintes locales de l'urbanisme.

Cette stratégie est celle du réalisme. Elle doit permettre la satisfaction des besoins à des coûts compatibles avec des moyens financiers plus mesurés qu'autrefois.

En contrepartie, elle remet à l'ordre du jour le problème du partage de la voirie entre l'automobile et les transports collectifs, mal résolu aujourd'hui. Le développement important des sites propres qu'elle suppose peut néanmoins être une source importante d'économies pour la collectivité : soit-on suffisamment que la congestion de la voirie obère aujourd'hui, chaque année, l'exploitation des autobus de quelque 400 millions de francs ?

Des solutions imaginatives pour les zones les moins denses

Aux limites du tissu urbain aggloméré se situent des zones peu denses, dont les habitants voient leurs possibilités de déplacement très limitées. Ils disposent rarement d'autre moyen que d'utiliser leur voiture. La desserte de ces zones exige la recherche de solutions originales, encore entièrement à définir. La ligne d'autobus classique, à horaire et itinéraire fixes, supposant un minimum de trafic, n'apporte pas de réponse. La R.A.T.P. a lancé des études visant à la mise sur pied, avec les collectivités locales concernées, de systèmes de transport très décentralisés, étroitement adaptés à la demande locale, organisés en coopération avec les communes ou le département. Le bus à la demande, le taxi collectif, l'utilisation collective de la voiture individuelle, peuvent constituer autant de solutions. Le rôle du transporteur peut être ici non d'exploitation directe, celle-ci relevant d'entreprises locales, mais de gestion et d'organisation.

Des transports collectifs d'accès facile et attrayants

Il existe toute une série de lacunes physiques ou psychologiques qui constituent autant de freins à une plus grande utilisation des transports en commun.

Il est encore possible de réaliser des progrès vers une plus grande simplicité d'usage. D'abord, l'information n'est pas toujours suffisante, surtout en ce qui concerne le réseau d'autobus, dont les cent cinquante lignes forment un ensemble touffu. Ce n'est pas un hasard si 1 % seulement des voyageurs correspondent d'une ligne à une autre au cours d'un voyage. De ce fait, les possibilités offertes par le réseau, notamment dans Paris, sont méconnues. La cartographie étant impuissante à rendre compte d'un réseau aussi complexe, la R.A.T.P. mettra l'année prochaine à la disposition du public, à titre expérimental, un indicateur électronique d'itinéraires capable de donner au voyageur les moyens de se déplacer en bus d'un point à un autre de Paris, avec indication des points de correspondance, de la durée des trajets, etc. (système SITU).

Il est également nécessaire de rendre plus uniformes les régimes de fonctionnement des divers réseaux. Les lacunes principales sont ici du côté du réseau d'autobus : les heures des premiers et derniers départs ne sont pas les mêmes partout ; les fréquences sont très variables d'une ligne à une autre, surtout en banlieue ; les services des jours ouvrables, du samedi, du dimanche et de soirée sont très hétérogènes.

Enfin, l'offre est, en banlieue, très disparate selon les secteurs. La R.A.T.P. a engagé une réflexion afin de garantir, pour chaque secteur de l'agglomération, des normes minimales, liées bien entendu aux caractéristiques du secteur, à même d'assurer aux populations une accessibilité normale aux différentes fonctions urbaines : administrations, loisirs, commerces, etc.

Enfin, la gamme des titres de transport doit faciliter l'accès aux réseaux et le passage de l'un à l'autre. La carte orange a constitué à cet égard un progrès décisif. Il faut aller plus loin. La R.A.T.P. propose, en 1984, un abonnement permanent au paiement fractionné par prélèvement automatique. Un titre journalier viendra, vers 1986, compléter la gamme orange. Est également à l'étude le remplacement de la tarification par sections, complexe et contraignante, par une tarification zonale du type « orange ».

La R.A.T.P. s'attache enfin à promouvoir une meilleure continuité d'un mode de transport à un autre, tant par la signalétique que par des équipements diminuant la pénibilité des correspondances, particulièrement aux points d'échange métro-bus. Une action nouvelle est indispensable en matière de parcs de stationnement près de gares et des stations. En effet, il faut que l'automobiliste ait toutes les raisons de ne pas pénétrer dans la zone centrale encombrée. Pour cela, les parkings doivent faire partie de la chaîne de transport, et leur tarification doit être liée au système général à la carte orange par exemple. Les parkings associés aux futurs terminus du métro de Villejuif et de Bobigny fonctionneront selon ce principe.

Cerner ce qui va changer

Il ne suffit pas qu'une stratégie de développement prenne en compte les tendances déjà perceptibles et reconnues. Elle doit envisager le futur. C'est vrai en matière de technologie : les décisions qui engagent l'avenir de l'entreprise doivent être prises dix, quinze, voire vingt années à l'avance. C'est vrai aussi en matière socio-économique, pour ne pas être surpris par les inevitables « ruptures » qui surviendront.

La stratégie de recherche de la R.A.T.P. se concrétise à travers un projet « réseau 2000 », qui répond au souci de préparer, dès les années 80, ce que pourra être le réseau adapté à l'environnement et aux besoins des habitants de l'Ile-de-France en l'an 2000. Il inclut les domaines de recherche se rapportant aux techniques de transport, mais aussi aux demandes potentielles des utilisateurs comme à celles des personnels de l'entreprise. Il prend aussi en considération les développements futurs des technologies de communication dans leur impact sur les modes de vie, le transport, l'entreprise.

Parallèlement à cette recherche multidisciplinaire mobilisant dans un esprit nouveau les chercheurs intérieurs et les partenaires de l'industrie et de l'Université, la recherche prospective technique est déjà commencée en ce qui concerne les futurs matériels TRAX (trottoir roulant accéléré), ARAMIS (système de transport léger et automatique) - autobus futur - (dont les premières voitures verront le jour fin 1985) - métro 2000 - (dont la conception générale fait déjà l'objet d'hypothèses précises).

Tous ces projets concrétisent la dynamique de développement que se donne la R.A.T.P. pour toujours mieux adapter le service public dont elle a la charge.

L'arc

bravement
deux pôles
commerce
arc, faire
tant aussi
des transp
pointe du
La pour
tion atter
de l'après
l'accès au
ont des cer
ments son
superposés
sages », de
ques sur a
traditionne
tut univers
les classes
publies, de
l'École sup
Mais l'ea
nement as
des abstru
quartier de
chamier re
Après (de
marché con
le carré et
jus ?

Composé
centre de c
la fus plus
articulé. Es
disponibles
drillage de
tion des pou
de ville, la p
mémorial, à
brée ? L'ou
ensemble d
virgules loge
squares d'au
quartier.

Une long
centre pench
à Noyes-le-G
dans les plan
complètement
ne dissimule
s'échappe et
poctives. Les
de bureaux o
logements de
sans ordonn
ieux.

Les centre
mément de li

La Mairie de
pour gérer, adm
la capitale de la

La Mairie de Pa
40 000 hommes et fe
14 milliards de budg
4 milliards de budget
Pour que demain
comme aujourd'hui
il fasse bon vivre à Pa

VILLES NOUVELLES

L'architecture contre-ennui

MÊME Le Corbusier, à qui bien des gens ne prêtent pas volontiers ce souci du plaisir urbain, se méfiait : « Il ne faut pas qu'un jour l'on s'ennuie dans la ville. » Les urbanistes et les architectes, les ingénieurs et les sociologues qui ont fabriqué les villes nouvelles depuis une dizaine d'années y ont pensé. Effrayés par la froideur des grands ensembles, la tête barée d'images d'Italie, de béguinages flamands, de villes neuves de Hollande, de Finlande, ils ont voulu répondre à toutes les critiques. Tenter d'obtenir, dans un espace limité, un « précipité » de ville.

Pour savoir où en sont les villes nouvelles de l'Île-de-France, où vivent près de six cent mille personnes, et si elles méritent déjà leur nom de ville, on peut regarder ce qu'elles ont fait de leur futur centre dix ou douze ans — c'est bref — après les premières pierres.

Il y a celles qui ont choisi pour l'instant le vide : Melun-Sénart, volontairement dispersées dans la campagne et les bois, discrètes, sans éclat ; Saint-Quentin-en-Yvelines, pourtant déjà très peuplée, qui négocie avec un groupe privé le « quartier de la gare », que les communes refusent d'appeler « contre-ville ».

Le complexe du vide

Evry et Cergy-Pontoise ont vécu l'expérience contraire. Une préfecture (respectivement l'Essonne et le Val-d'Oise) a fondé la ville sur une réalité et un symbole : voulues par l'État pour ordonner la croissance urbaine de la région, elles recevaient un signe tangible de cette volonté. Plus ou moins vite, un fort équipement commercial — d'un seul bloc — a répondu à la présence administrative : à Cergy, c'est le classique volume incassable, habillé de brique, barbelé de parkings ; à Evry, au contraire, il a été intégré à un ensemble complexe de salles de spectacles et de sports. On était si fier de ce montage qu'on le baptisa

bravement « Agora ». Entre ces deux pôles, l'administration et le commerce, on espérait tendre un arc, faire passer un courant en profitant aussi des foules déversées par les trains (la gare est la troisième pointe du triangle).

La peur du vide, née de l'observation attristée des grands ensembles de l'après-guerre, a conduit ici à l'excès inverse. Les villes nouvelles ont des centres complexes ; les bâtiments sont juxtaposés, imbriqués, superposés. A Evry, dans les « Passages », on trouve à la fois des boutiques sur un morceau de boulevard traditionnel (un peu court), un institut universitaire de technologie dont les classes ouvrent sur un passage public, de superbes ateliers pour l'École supérieure de topométrie. Mais l'ensemble reste pour le moment un peu artificiel et coupé des chemins. Sans doute le quartier de la Butte creuse, dont le chantier se termine entre la gare et l'Agora (logements, boutiques, et marché couvert), va-t-il compléter le carré et inviter à de nouveaux trajets ?

Composé des mêmes éléments, le centre de Cergy-Pontoise semble à la fois plus aéré et plus soûlement articulé. Est-ce le système d'amples diagonales qui donne du jeu au quadrillage de base ? Est-ce la répartition des points forts (la gare, l'hôtel de ville, la préfecture, le centre commercial...) qui est mieux équilibrée ? L'ouverture prochaine d'un ensemble de trois cent quatre-vingts logements autour de plusieurs squares devrait donner sa logique au quartier.

Une logique que n'aura jamais le centre principal de Marne-la-Vallée, à Noisy-le-Grand : l'hexagone tracé dans les plans d'urbanisme est resté complètement virtuel. Sur place, on ne discerne rien, sinon un espace qui s'échappe et fuit par toutes les perspectives. Les masses des immeubles de bureaux ou l'énorme Palais (les logements de Boffill) se juxtaposent sans ordonner véritablement les lieux.

Les centres des villes nouvelles méritent de figurer dans les anthologies

de l'urbanisme moderne pour avoir tenté de tout concilier : variété des services (restaurants, cinémas, piscine, Sécurité sociale, dispensaire), diversité du spectacle visuel, protection contre la pluie, sécurité physique... Les voitures sont écartées, oubliées, avalées par les parkings géants. Selon les statistiques, on vient deux fois plus en voiture au centre d'Evry que dans la plus motorisée des villes de France, Clermont-Ferrand. Le principe des circulations séparées (ici on piétonne, là on se voiture) fonctionne bien partout, sauf sur les bords.

Persone n'a jamais su comment terminer une dalle, comment passer de l'espace privilégié, protégé, à l'espace banal. Et les dimensions de la voirie, généralement calculées pour la voiture, créent des landes de bitume qu'aucune architecture ne peut effacer. Persone n'a jusqu'ici osé traiter comme de véritables « acropoles » ces morceaux de ville surélevés que les Anciens auraient peut-être entourés d'escaliers monumentaux. Mais nous avons des complexes...

Collectivement honteux des interminables façades grises picorées de fenêtres de certains H.L.M. d'après-guerre, urbanistes et architectes se nous épargnent plus aucune mimique, aucune pirouette pour faire sourire leurs contemporains. Les villes nouvelles sont le lieu préféré de cette fantaisie à la parade, de ce luxe de détails entrechoqués, de ce manque de simplicité psychologique. Il y a, de bonnes choses dans ce florilège, dans cette revue des styles en vogue ; les uns après les autres, depuis une dizaine d'années : le centre culturel et administratif de Vasconcelos et Peneira à Cergy, ouvert sur une grande halle publique (blanc, bleu roi et vert pomme) ; les géométries savantes de l'école d'art de Boffill (marbre vert pâle), dans un genre si différent qu'il fait grimacer le cotolement... Et la brique des logements en cours d'achèvement est sympathique, mais c'est encore un nouveau matériau au catalogue.

A Evry, on s'en tient ces temps-ci au carrelage blanc, genre R.E.R., qui unifiera des architectures assez variées, face au béton soigné des « Passages ».

A Marne-la-Vallée, le souci de l'unité était tel qu'on avait imaginé d'imposer aux constructeurs une tonalité bleue ; cela a été fait, avec plus ou moins de bonheur, jusqu'à l'arrivée du béton rose de Boffill... Impossible de fixer le bleu.

Des monuments involontaires

La débauche de formes et de couleurs s'estompe peut-être avec le temps. Elle compense la trop grande jeunesse de ces bouts de ville qui veulent se faire plus mûrs qu'ils ne sont. On pense à une bibliothèque qui commencerait à l'âge de la B.D. Pas de classiques, pas même de nouveau roman. Sans parler du grec ou du latin.

En affectant d'être aimables mais d'abord fonctionnels, ces cours de ville sont très difficiles à lire : les monuments, les repères, manquent.

Même les préfectures, construites au temps encore récent du jacobinisme triomphant, se sont vite fait oublier. A Cergy, la pyramide inversée d'Henry Bernard est remplacée dans le paysage par une indigente tour qui clame alentour « E.D.F. C.D.F. » en néon bleu. A Evry, on ne voit rien, et surtout pas la préfecture, grand paquebot ancré sur un lac, dans un parc de onze hectares. Plus hauts que le reste, émergent deux immeubles de bureaux très ordinaires ; et c'est la ridicule pergola de « Franco-Evry » (arcades blanches sur un miroir brun) qui sert de signal.

A Marne-la-Vallée enfin, l'accès par l'autoroute dans la ville est marqué par une épaisse tour de guet, rampe d'accès au parc de stationnement, due à l'architecte Jacques Kalisz. Sainte Bagnole, prenez garde... On ne va pas encore se promener dans les villes nouvelles pour le plaisir. Mais on ne s'y ennuit pas trop.

M. Ch.

Six copains dans la verdure

CHARLES, c'est le petit rouquin de dix ans, bavard comme un pie. Pierre, à six ans, n'a rien à envier au Kid de Charlott : il en a route la gouaille. Aurélien, sept ans, se découvre parachutiste depuis que ses cheveux ont été coiffés en brosse. Les jumeaux Jean-Marie et Jean-Yves, du haut de leur onze ans, se veulent plus sérieux, mais s'énervent quand il s'agit d'essayer, de voler la parole à Charles. Quant à Bertrand, six ans, son silence cache mal son envie de jouer, sa seule préoccupation pour l'heure.

Ce sont tous des enfants de Cergy-Pontoise. Nés dans la ville nouvelle ou arrivés peu après leur naissance. Leurs parents sont psychanalyste, journaliste, bibliothécaire, infirmière, aide-soignante. A l'image de la clientèle cadre moyen de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Leur décor : des immeubles collectifs qui ne dépassent pas trois étages, des pavillons individuels entourés de jardins. Pour Charles, Pierre, Aurélien, Jean-Marie, Jean-Yves et Bertrand, le cri est unanime. Ce qui leur plaît à Cergy-Pontoise, c'est la verdure.

« Ici, il y a moins de pollution, plus de calme », commente Charles. « Ici, il y a moins de voitures », explique Jean-Yves. Ici, c'est Cergy-Pontoise, là-bas, l'élément de comparaison, c'est la ville ancienne, classique, Paris. « A Paris, il n'y a pas de bois, il n'y a que des trottoirs », fait remarquer Bertrand. Charles s'enflamme : « Cergy, c'est la ville quatre étoiles. C'est écrit quand on arrive par la route. Il y a les étangs à la base de loisirs où on peut faire du cheval, du pédalo. » Comment ne pas se laisser emporter lorsqu'on parle de cabanes dans le bois, de pique-niques, de fleurs, et, comme dans

la « promenade imaginaire » de Charles, de « la colline de la lavande, du grand et du petit bois de Cergy, des rives de l'Oise et des randonnées à cheval à la base de loisirs » ?

A Cergy, on a les Trois Fontaines. Le mot est lancé : les Trois Fontaines, ce centre commercial d'une centaine de magasins qui satisfait pleinement le besoin de sensations, de foule, de lumières de ces enfants. Là encore, le cri est unanime : les jeux, les manèges, les magasins, c'est bien.

Quant aux écoles, « Je pense qu'à Paris les cours doivent être petites », réfléchit Jean-Marie. « Alors qu'à l'école des Châteaux », poursuit-il, chaque classe a son jardin. Seule fausse note dans ce concert de louanges : l'architecture de certaines maisons est diversement appréciée. Le quartier des Ponceaux, par exemple, de toutes les couleurs et de toutes les formes, est cloué au pilori en un clin d'œil : « Les maisons sont déformées », explique Charles.

Paris ? C'est pour Pierre un voyage au long cours depuis les musées jusqu'aux zoos en passant par la tour Eiffel. La conversation est relancée : Paris-Cergy, Cergy-Paris. « C'est mieux ici », s'entête Jean-Yves, qui se rappelle qu'en hiver il essaye, le plus artistiquement possible, de glisser sur les bassins verglacés des jardins de la préfecture.

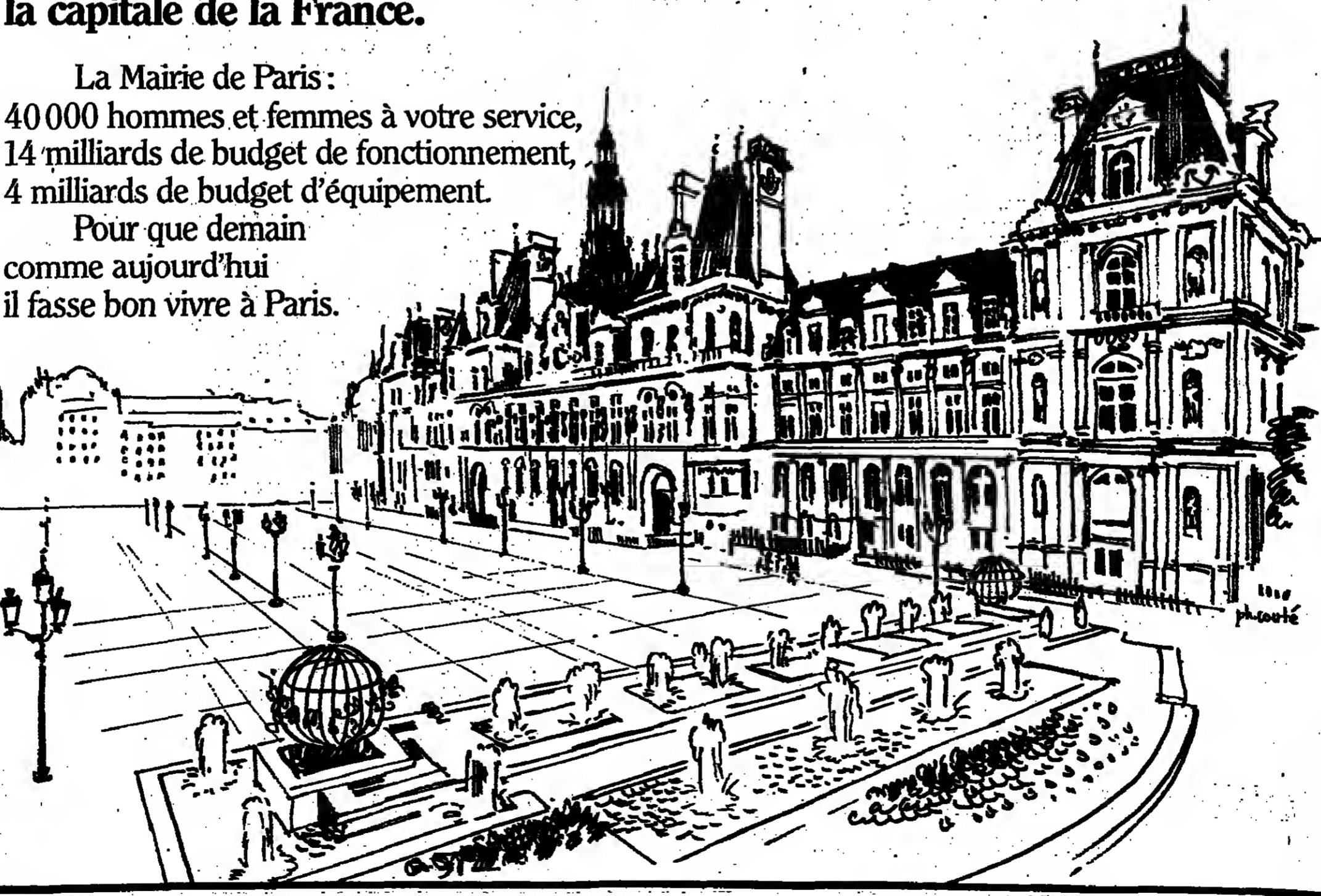
Et puis un léger frisson traverse la salle : « Il paraît qu'un jour on sera 200 000 à vivre ici », lance quelqu'un. Moment de silence. Et puis la sentence de Charles : « Alors, ce jour-là, Cergy sera beaucoup plus grand que New-York ! »

JACQUELINE MEILLON.

La Mairie de Paris, une grande entreprise pour gérer, administrer, moderniser, embellir la capitale de la France.

La Mairie de Paris :
40 000 hommes et femmes à votre service,
14 milliards de budget de fonctionnement,
4 milliards de budget d'équipement.

Pour que demain
comme aujourd'hui
il fasse bon vivre à Paris.



Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

Un schéma d'aménagement taillé très grand...

(Suite de la page 19.)

Le schéma directeur a-t-il été appliqué ? Était-il volontariste ou seulement réaliste, fataliste ? Dans quel sens ont joué les circonstances ? A-t-on péché par excès ou par défaut ?

Révisé en baisse en 1969 et en 1975, publié officiellement en 1976, le SDAU fait l'objet d'une nouvelle demande de révision, depuis 1980 : les élus et surtout l'actuel président du conseil régional, Michel Giraud (R.P.R.), demandent notamment qu'on cesse de punir la région sur le plan économique et qu'on lui redonne les moyens de se battre pour l'emploi.

D'une certaine manière, l'aménagement du territoire, le démantèlement au profit de la province, auraient trop bien réussi ! Les objectifs de contrôle de la croissance démographique aussi ont été magnifiquement respectés... car le schéma se fondait sur des extrapolations qui se sont révélées très exagérées quelques années plus tard : la natalité, le flux de l'immigration provinciale et même étrangère (vers 1974), se sont calmés pour diverses raisons, indépendantes de toute planification.

Le schéma était tracé pour accueillir un quasi-doublement de la population à la fin du siècle : on pense maintenant s'en tenir à douze millions d'habitants. Des projets qui ne pourraient en aucun cas être lancés aujourd'hui étaient sur les rails : le quartier d'affaires de la Défense, dont la masse excessive aurait dû être plus judicieusement répartie... Mais aussi les villes nouvelles, qui ont bénéficié, au moins au début, d'une sollicitude inégalée : achat de terrains (18 000 hectares), financement spécial des investissements, équipes nombreuses et

qualifiées (une centaine de personnes par ville depuis quinze ans), orientation vers elles des entreprises qui tenaient à rester dans la région Ile-de-France.

Même si les promesses d'équipements lourds, et « entraînants » (hôpitaux, universités) n'ont pas été tenues, l'effort d'organisation de la croissance a été réel : de 10 % des logements construits dans la région en 1974 (sur 115 000 logements), la part des villes nouvelles est passée en 1982 à 20 % d'un total devenu bien moindre (42 000 logements).

Même si elle n'est pas — sauf à Cergy-Pontoise — parallèle et égale au nombre de logements construits, la création d'emplois a suivi aussi. L'ennui est que les villes nouvelles (on avait parlé de 500 000 à 1 million d'habitants : on vise aujourd'hui 200 000 personnes au maximum) sont arrivées trop tard. Et précisément juste après le boom immobilier. Comme par hasard, les ensembles de Parly II, près de Versailles (lancé avant la publication du SDAU), de Grigny II dans l'Essonne, ou des Ulis, les ont prises de vitesse. Les villes nouvelles sans le titre et sans les mêmes exigences que sont Créteil (Val-de-Marne) et Vélizy (Yvelines), grâce à d'influents maires R.P.R., ont poussé beaucoup plus vite que les « vraies ».

Assez efficace dans les opérations où l'Etat jouait à fond son rôle de créateur autoritaire, ne s'embarrassant pas trop d'avis locaux, le SDAU a péché, ailleurs, par indulgence. Il n'a pas pu éviter que, à la faveur des plans d'occupation des sols, les bourgs et les villages accueillent des lotissements et des constructions dispersés, au-delà des possibilités des moyens de transport

existants. Les « zones naturelles d'équilibre », délimitées en 1975, ont été la réponse tardive à la colonisation des paysages ruraux.

Outil d'une époque d'administration puissante et d'aisance économique, le SDAU s'est inscrit sur le terrain en routes et en voies de communication nouvelles. Affirmées dès 1970, la « priorité aux transports en commun » n'a été traduite dans les faits qu'après une sourde mais efficace lutte du corps des ponts et chaussées, comme le rappelle le professeur Pierre Merlin, ancien président de l'université de Paris-VIII à Vincennes, et co-auteur du schéma. Bien que les investissements pour faire circuler un usager soient cinq à dix fois moins élevés s'il utilise un transport collectif, un a continué de privilégier la route jusqu'à la fin des années 70. Jusqu'en 1975, les crédits pour les transports en commun n'ont jamais dépassé le tiers du total.

De plus, les autoroutes radiales (vers le Nord et vers l'Est) ont été construites bien avant les rocade, et le fameux « périphérique de l'Ile-de-France », l'autoroute A 86, n'en est qu'au tiers de son parcours.

Les succès dont tout le monde se félicite aujourd'hui fit l'objet d'une âpre bataille interministérielle en octobre 1970 : la réalisation du tronçon central du R.E.R. (liaison Auber-Nation, raccordement de la ligne de Sceaux à Châtelet et prolongement vers la gare du Nord). On a peine à imaginer ce qui se serait passé sans cet investissement crucial. La crainte de nouvelles manifestations d'usagers inquiétait le gouvernement et aurait joué un rôle non négligeable dans la décision.

Aussi surprenant que cela puisse être dans un pays où l'on

aime bien l'autoritarisme, les experts considèrent que l'application du SDAU mérite la mention assez bien. « Nous avons été les moins mauvais dans une classe de Londres ou Moscou », estime Pierre Merlin. Rédigé quinze ans trop tard, le SDAU a tout de même eu l'esprit — et la chance — de voir trop grand : la démographie et l'économie générale ont devancé ses objectifs, et l'équipement actuel de la région est à peu près à la hauteur des besoins.

« S'il n'y avait pas eu cette planification, estime Pierre Pommellet, actuel directeur de l'Institut d'aménagement, on aurait continué de dégrader au Padog et on n'aurait rien créé : ni réserves foncières, ni villes nouvelles, ni politique des transports. On aurait construit, vers l'ouest, des dizaines de Parly II... Orgeval serait submergé ».

Mais l'accalmie de la pression démographique et immobilière (trop calme, vraiment trop, diraient certains) ne doit pas masquer les problèmes qui demeurent. En pensant à équiper des banlieues lointaines, en aménageant des zones encore agricoles, les auteurs du schéma avaient un peu « laissé tomber » Paris, assez grand pour se débrouiller tout seul, et même la proche banlieue, là où les problèmes surgissent aujourd'hui.

Un Paris qui se dépeuple et s'embourgeoise très vite, une banlieue lointaine pour les cadres moyens, et la petite couronne pour ceux qui n'ont pas le choix, ce n'est pas l'image de l'Ile-de-France en l'an 2000 que l'on souhaite. Il est urgent d'y songer.

MICHEL CHAMPENOIS.

La R.A.T.P. autour du monde

Montréal, à Mexico, à Santiago du Chili, le métro ressemble à s'y méprendre à celui que les habitants d'Ile-de-France utilisent chaque jour. Oui, il plait, le métro français, non seulement à un nombre croissant de Parisiens — ticket chic oblige — mais à beaucoup d'étrangers chez qui nous l'exportons.

Nous ou plutôt la Sofretu — en clair : société française d'études et de réalisation de transports urbains — filiale de la R.A.T.P. qui bénéficie de l'immense savoir-faire de la vieille Régie et en profite pour le diffuser à l'étranger.

« Notre grande chance, explique M. Maurice Ernst, P.D.G. de la Sofretu, c'est qu'à Paris la R.A.T.P. est chargée de la totalité des tâches de transporteur régional : études, lancement des appels d'offres, maîtrise d'ouvrage des constructions et responsabilité de l'exploitation. Ainsi, elle dispose de son propre service d'ingénierie et a les moyens de s'en servir pour d'autres villes ».

A l'étranger, en effet, les sociétés d'exploitation du métro sont cantonnées à l'exploitation et ont donc un champ d'activité restreint, qui ne leur permet pas de s'ouvrir sur l'extérieur. La Sofretu, créée en avril 1961, a eu pour mission depuis cette date d'exporter le savoir-faire de la Régie.

A un personnel de deux cents personnes en permanence, dont les trois quarts sont détachés de la R.A.T.P., s'ajoutent selon les contrats de l'entreprise deux cents autres personnes également détachées de la Régie. La Sofretu a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 230 millions de francs dans un contexte économique difficile.

D'autant plus qu'après la période facile des années 60 — l'automobile triomphait et personne ne misait un sou sur les transports en commun — où la concurrence était inexistante, et après le choc pétrolier de 1973 qui a réveillé les ardeurs de nouveaux venus sur le marché, la Sofretu doit désormais se battre pour chaque centimètre de rail, chaque centimètre de banquette...

Après les succès des premiers jours viennent les marchés plus difficiles de Caracas et Rio. Puis l'Afrique prend le relais d'une Amérique latine bien équipée. Sofretu emporte la création d'une ligne du type

R.E.R. au Caire, la première ligne du métro d'Alger et celle du métro de Lagos, capitale du Nigeria. Une aubaine qui permet d'espérer effacer le naufrage de Téhéran : la révolution islamique balaye en 1979 le shah d'Iran et le marché de 70 kilomètres du métro de la capitale enlevé par la Sofretu.

Depuis la société se diversifie techniquement et géographiquement pour éviter les accidents de ce type. Elle mène une action systématique pour pénétrer en Asie, qui est actuellement le plus grand marché avec les Etats-Unis, seconde cible privilégiée.

En Asie, il faut compter avec la concurrence très rude des Japonais et s'adapter à des états d'esprit bien différents de ceux du monde occidental. La Sofretu se joue lentement de ces difficultés et obtient un contrat de préétude pour le métro de Singapour, suivi d'autres pour Kaohsiung à Taiwan et Djakarta en Indonésie.

Aux Etats-Unis, la filiale de la R.A.T.P. prend la mauvaise habitude d'arriver seconde des appels d'offres. Cela lui permet tout de même de se faire connaître. Elle décroche en 1977 son premier contrat : le contrôle en usine de la fabrication du matériel roulant français du métro d'Atlanta (Géorgie). Récemment, deux contrats ont été signés à New-York pour le contrôle du matériel roulant et l'étude du système de péage.

Les grands échecs de la société à l'étranger ont été subis à San-Paulo, Tunis, Bagdad ou encore Manille. Mais la Sofretu a plus d'une corde à son arc. Elle propose plusieurs types de transports à ses interlocuteurs : autobus, trolleybus, tramway et métro léger, métro automatique (VAL), métro urbain et régional.

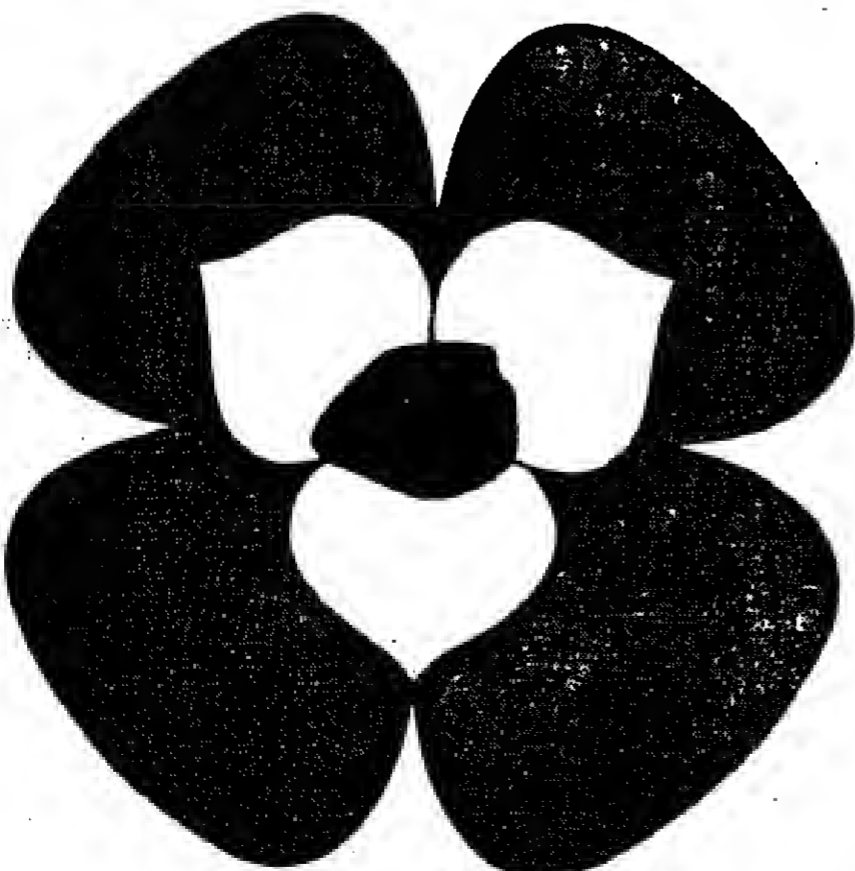
Elle participe ainsi à la réalisation du tramway de Nantes et effectue des études de métro léger pour Abidjan, Rabat et Casablanca et des études d'autobus pour Recife, Dakar et Le Caire.

Son ambition : devenir le service d'ingénierie et développer l'action commerciale de tous les entrepreneurs de transports en France. Avec le poids des réalisations de Paris, Lille, Lyon et Marseille, elle est bien armée et le fera savoir.

O.S.

"LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE parlons-en"

LE BUDGET ET LE LOGEMENT



CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33 rue Barbet de Jouy 75007 PARIS



Ce soir, mercredi 16 novembre, sur le Poste Parisien (101 FM), de 18 h à 20 h, vous pouvez appeler deux vice-présidents du Conseil Régional qui répondront en direct à vos questions :
Alain GRIOTTERAY
sur le budget de la Région d'Ile-de-France : comment votre argent est utilisé en Ile-de-France, la répartition du budget entre les grands secteurs d'équipement, la fiscalité régionale.
Raymond LAMONTAGNE
sur l'action régionale en faveur de l'amélioration de l'habitat.
Téléphone : 359.31.21

Par la suite, ces...
avant de disparaître...
même plus...
DES Outre...
ment qui couvre...
des besoins, il...
un développement...
financier, à...
activités locales...
pas non plus dans le...
De ce fait, l'Aérop...
construite si mass...
construire Roissy q...
un beau jour dans...
face à ses obli...
à demander un...
ses anciens d'emp...
Mise à genoux pou...
l'entreprise vient à...
à bout de ses des...
Ses responsables...
que être mieux qu...
sollicitude des...
transporta de provin...
tous de Bâle-Mulh...
même statu...
B...
Les liais...
appuyées sur le déve...
organisation écono...
région, étaient les p...
ment rentables et uti...
Aujourd'hui, avec...
ment du centre au p...
de banlieue, grâce...
traditionnelles ou vi...
le réseau de transpo...
ment adapté. Si l...
trafic banlieue oues...
ce nord-est est m...
mieux assurée par...
marchés du R.E.R. e...
de gares de correspo...
to et en service, ou s...
« cours d'aménage...
nombreux points noi...
auxquels le IX^e Plan...
porter des solutions a...
Du côté de la S.N...
privilegiant l'utilisa...
tures existantes, un...
bre de projets deve...
pour raccourciment d...
Nord-Ouest (Argente...
C du R.E.R. pa...
points d'écriture. Aut...
et mise en service...
raccordement de la...
Pontoise-Saint-Lazare...
du R.E.R. Ainsi pour...
quartier son siège, rel...
Trocen en 1986-1987...
En 1985 commenç...
vau de la ligne D...
Orly-Orlyville-Creil...
aboutissement à la g...
mise en service en...
gène devant dans les a...
relatie au réseau sud...
gène C devrait être...
jusqu'à la Défense et...
ture du tronçon nord...
ceinture (Sartroville...
tenay) est actuelleme...
entre l'Etat et la régio...
dre des contrats de pl...
ront réalisés des cou...
responsabilité mécani...
gares de l'Est et du...
gares de Lyon et d'Au...
Du côté de la R.A.T...
pue sur la révision du...
recteur d'aménagemen...
même d'Ile-de-France...
pour inscrire en prio...
tion d'une rocade de t...
site propre sur la r...
naie 186...
Deux sites sont en c...
nagement : au nord, l...
CHEFS D'ENTREPRISE
POSEZ-VOUS LA
Pour réduire v...
Pourquoi pa...
ville en plein essor...
Plus de 700 entrepris...
Des maintenant...

Transports : la note salée du confort

(Suite de la page 19.)

A ce titre au moins, Aéroport de Paris a donc des responsabilités particulières qui pourraient justifier une attention spéciale.

Or c'est exactement l'inverse qui se produit. L'Etat ne met pas un sou dans ces investissements. Il s'étale, certes, laissé aller à quelques largesses lorsque la saturation d'Orly impose la création d'un nouvel aéroport international, une entreprise colossale — le coût total de Roissy atteint à ce jour 4,3 milliards de francs — qui dépassait de loin les capacités de l'établissement public.

L'Etat offre donc quelques prêts aidés ainsi que des dotations en capital (rémunérées à 5 % par le « bénéficiaire ») chichement mesurés : en 1973, l'une des années les plus lourdes pour Aéroport de Paris, qui vit ses investissements (536 millions de francs) égaux son chiffre d'affaires, la dotation de l'Etat ne dépassa pas 95 millions, soit 13,5 % des besoins en capital.

Par la suite, cette aide s'étiola avant de disparaître — depuis plusieurs années, Aéroport de Paris n'a même plus droit aux prêts F.D.E.S. Outre un autofinancement qui couvre une bonne moitié de ses besoins, il paie désormais son développement par appels au marché financier, principalement à l'étranger. A noter que les collectivités locales n'interviennent pas non plus dans le processus.

De ce fait, Aéroport de Paris a emprunté si massivement pour construire Roissy qu'il s'est trouvé un beau jour dans l'incapacité de faire face à ses obligations et qu'il a dû demander un moratoire de ses annuités d'emprunt F.D.E.S. Mise à genoux pour des années, l'entreprise vient tout juste de venir à bout de ces dettes.

Ses responsables ont donc de quoi être jaloux quand ils voient la sollicitude dont bénéficient les aéroports de province. A l'exception de Bâle-Mulhouse, qui vit sous le même statut que Paris, il

suffit qu'un investissement se profile, et l'Etat apporte aussitôt son obole. Non pas, certes, pour ceux qui sont directement rentables, par exemple les aéroports, mais pour toutes les opérations « lourdes » nécessitées par le trafic ou la sécurité et qui ne sont généralement pas de bonnes affaires sur le plan financier, comme la construction, le renforcement ou l'extension des pistes.

En général, l'Etat prend à sa charge à peu près 20 % de la dépense, les chambres de commerce les deux tiers, et les collectivités locales le reste.

En revanche, on peut dire que les investissements de la S.N.C.F. en banlieue parisienne sont certainement privilégiés par rapport à ce qu'ils sont ailleurs. Comme la R.A.T.P., la S.N.C.F. bénéficie, en effet, pour toute extension ou amélioration de ses infrastructures en Ile-de-France, du « programme spécial » subventionné à 30 % par l'Etat et autant par la région.

Sur le reste de son réseau, en effet, la S.N.C.F. a dû jusqu'ici assumer seule le financement de ses investissements d'infrastructures, ce qui les met donc à la charge de l'usager (mais aussi, pourrait-on dire, à celle du contribuable à travers le déficit de la société).

Le « programme spécial », très variable en ampleur selon l'échelonnement des travaux (1 175 millions de francs en 1978, 260 millions en 1981), a permis ces dernières années d'aménager la ligne C du R.E.R. et de réaliser les dessertes d'Evry et de Cergy, en attendant Ermont-Invalides, Cergy-Puteaux et diverses interconnexions. Le réseau voyageurs de la S.N.C.F. en Ile-de-France s'est accru de 60 kilomètres ces six dernières années, pour atteindre 927 kilomètres. Comparé aux 24 000 kilomètres du réseau national, il est peut-être surdimensionné par rapport à la superficie, desservie, mais certainement pas

au regard de la population concernée : 1,5 million de voyageurs empruntent quotidiennement ses lignes.

Les achats de matériel roulant pour la banlieue parisienne sont également favorisés financièrement. La S.N.C.F. les paie, en effet, en totalité sur son programme normal d'investissements, c'est-à-dire par des emprunts, alors que, pour moderniser son parc roulant dans les banlieues des grandes métropoles provinciales, elle demande généralement l'aide des collectivités locales concernées.

La région Nord-Pas-de-Calais, la première, a ainsi « avancé » à la S.N.C.F. l'argent nécessaire à l'acquisition de rames de banlieue modernes, alors que les 3,2 milliards de francs que représente l'achat des 640 éléments d'automotrice à deux niveaux pour la banlieue parisienne ne seront aucunement pris en compte par la région.

Les investissements en matériel de la S.N.C.F. pour la région Ile-de-France atteignent, bon an, mal an, 600 à 700 millions de francs ; ajoutés au programme spécial ils représentent 18 % à 20 % du montant total des investissements de la société nationale.

Enfin, la route n'est pas non plus traitée avec davantage de générosité en Ile-de-France qu'ailleurs. Avec quelque 300 kilomètres de voies rapides et 12 000 kilomètres de voies principales (dont 2 600 kilomètres contrôlés), on sait combien le réseau a peine à suffire à la tâche. En huit ans, de 1976 à 1983, près de 12 milliards auront été consacrés à l'agrandir et à l'aménager.

Mais, au cours de cette période, la part de l'Etat dans le financement aura sensiblement décroché, passant, en francs courants, de 850 millions à moins de 700 millions (encore cette contribution s'est-elle stabilisée depuis 1982), tandis que la région aura vu passer la sienne de 450 millions à

plus de 1 milliard. Ainsi la part relative de l'Etat a-t-elle baissé de 57,5 % à 37,3 %, tandis que celle de la région augmentait de 30,2 % à 54,9 %.

Les prochaines années marqueront un désengagement encore plus net de l'Etat, qui prévoit de n'attribuer aux routes d'Ile-de-France, pendant la période d'application du IX^e Plan, que 450 à 550 millions de francs par an, selon qu'on prend en compte ou non l'apport éventuel du fonds spécial de grands travaux.

JAMES SARAZIN.

MÉTRO MOINS CHER A MARSEILLE

Pour l'usager marseillais des transports en commun le problème est simple : si on lui faisait payer le coût réel de son transport, il devrait déboursier 7,80 F par trajet. Or on ne lui demande que 3,80 F sous forme d'un titre de transport tiré d'un carnet de six tickets qu'il paie 22,70 F. Mais, comme la ville supporte — sans aucune aide extérieure — l'intégralité du déficit de la Régie des transports marseillais (R.T.M.), évalué à 400 millions de francs, c'est sous forme d'impôt local que le Marseillais devra participer au financement de ses transports.

Les recettes procurées par l'achat de titres de transport s'élèvent à 330 millions (48 %). Les 52 % qui restent sont payés grâce, d'une part, au versement représentatif de la taxe de transport (R.T.P.) exigée des chefs d'entreprise (calculée sur 1,5 % de la masse salariale), soit 220 millions de francs en 1983, et, d'autre part, par les impôts locaux.

Chaque Marseillais paie 450 F par an d'impôts pour son transport, mais l'ironie de la situation tient au fait que, en tant que contribuable, le Marseillais paie également pour éponger le déficit de la R.A.T.P. — J. C.

BANLIEUE-BANLIEUE

Les liaisons hasardeuses

LES dix millions d'habitants d'Ile-de-France effectuent chaque jour au moins dix-huit millions de déplacements dans l'agglomération parisienne autrement qu'à pied. Ils utilisent à plus de 50 % leurs automobiles pour des raisons essentiellement professionnelles ou scolaires.

Ces chiffres, déjà anciens puisqu'ils sont les résultats d'une enquête menée en 1976, devraient être prochainement actualisés par une enquête lancée le mois dernier par la direction régionale de l'équipement auprès de treize mille ménages de la région.

Si le chiffre global des déplacements ne devrait pas changer sensiblement, la nature de ces déplacements évoluerait, comme on a pu le constater dès le début des années 70 : les trajets de banlieue à banlieue (61 % en 1976) deviendraient encore plus nombreux.

Or, pour des raisons historiques et économiques, l'Ile-de-France est désormais bien armée pour les liaisons internes à la capitale et de la banlieue vers Paris, mais reste notablement sous-équipée pour les liaisons de banlieue à banlieue.

Autant il est aisé de se rendre de l'ouest à l'est ou du sud au nord de l'agglomération, autant les trajets ouest-nord ou sud-est restent très délicats. Aussi l'Ile-de-France devra-t-elle connaître une nouvelle phase de l'aménagement régional qui fera porter l'effort d'investissement de la collectivité et des entreprises de transports sur les liaisons banlieue-banlieue.

Cette nouvelle phase devrait permettre de corriger les insuffisances des deux périodes qui l'ont précédée. La première, de 1900 à 1930, fut celle de la création du métro parisien et donc des transports Paris-Paris. La seconde, des années 30 à aujourd'hui, fut consacrée aux liaisons Paris-banlieue. Elle vit se tisser la toile des réseaux S.N.C.F. et connut plus récemment le prolongement des lignes de métro vers les communes voisines de la petite couronne, ainsi que la création, véritable révolution pour les usagers, des lignes du R.E.R. Ces liaisons,

appuyées sur le développement et l'organisation économique de la région, étaient les plus immédiatement rentables et utiles.

Aujourd'hui, avec le dépeuplement du centre au profit des pôles de banlieue, grosses communes traditionnelles ou villes nouvelles, le réseau de transport est relativement inadéquat. Si la fluidité du trafic banlieue ouest-est ou banlieue nord-sud est désormais mieux assurée par les interconnexions du R.E.R. et la création de gares de correspondance (Châtelet, en service, ou Saint-Michel, en cours d'aménagement), de nombreux points noirs demeurent auxquels le IX^e Plan devrait apporter des solutions appropriées.

Du côté de la S.N.C.F., tout en privilégiant l'utilisation des structures existantes, un certain nombre de projets devraient voir le jour : raccordement de la banlieue nord-ouest (Argenteuil) à la ligne C du R.E.R. par le tronçon petite ceinture Auteuil-Pont Cardinet (mise en service en 1987), raccordement de la ligne Cergy-Pontoise-Saint-Lazare à la ligne A du R.E.R. Ainsi pourra-t-on, sans quitter son siège, relier Cergy à Torcy en 1986-1987.

En 1985 commenceront les travaux de la ligne D du R.E.R. (Ory-Chantilly-Creil) et de son aboutissement à la gare du Nord (mise en service en 1988). La ligne devant dans les années 90 être reliée au réseau sud-est. La ligne C devrait être prolongée jusqu'à la Défense et la réouverture du tronçon nord de la grande ceinture (Sartroville-Val de Fontenay) est actuellement négociée entre l'Etat et la région dans le cadre des contrats de plan. Enfin seront réalisés des couloirs de correspondance mécanisés entre les gares de l'Est et du Nord et les gares de Lyon et d'Austerlitz.

Du côté de la R.A.T.P., on s'appuie sur la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France de 1980 pour inscrire en priorité la création d'une rocade de transports en site propre sur la route nationale 186.

Deux sites sont en cours d'aménagement : au nord, la traversée

de Colombes jusqu'à Gennevilliers et, au sud, une liaison Choisy-Vitry. Un troisième projet est très avancé pour relier Saint-Denis à Bobigny, en Seine-Saint-Denis.

Si le principe du site propre est accepté par tous, le choix de la technologie à employer sur ce dernier tronçon fait l'objet d'une polémique entre le conseil régional et la Régie. M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président (U.D.F.) du conseil, chargé des transports, estime que « la priorité doit être accordée à remettre en service la grande ceinture S.N.C.F. et, pour ce qui est de la liaison Saint-Denis-Bobigny, il faudrait recourir au trolleybus bi-moteur (à alimentation électrique et à moteur à essence) plus maniable et moins coûteux ».

M. Claude Quin, P.-D.G. de la Régie, n'est pas de cet avis : « Le mode de transport le moins cher est incontestablement le tramway pour cette liaison. Le coût du trolleybus est peut-être de 22,30 francs par véhicule et par kilomètre contre 23,40 francs pour le tramway, mais le coût direct par place offerte et par kilomètre est de 0,14 franc pour le tramway contre 0,22 franc pour le trolley. Si l'on considère le coût direct par voyageur, les résultats de nos études donnent 1,40 franc pour le tramway, 1,80 franc pour l'autobus, 2 francs pour le trolleybus. Le tramway est donc incontestablement la technique la moins coûteuse pour le compte d'exploitation de la Régie ».

Un second argument vient renforcer le choix du tramway : il permettrait de relancer l'industrie française dans cette branche, Saint-Denis-Bobigny devenant la vitrine d'une technologie que l'industrie est prête à mettre en œuvre et la Régie à défendre à l'exportation.

La R.A.T.P. entend améliorer aussi le fonctionnement des autobus de la petite ceinture en créant des protections par site propre aux barrefours et en les dotant d'appareils électroniques de commande des feux afin qu'ils soient prioritaires.

Le projet Aramis sur les voies de la petite ceinture au sud de la capitale n'est pas abandonné. « Il est très intéressant pour nous, en raison des possibilités qu'il nous offre de le « mailler » avec la liaison Montrouge-Bagneux et le 13^e arrondissement », explique M. Banahuk, directeur du marketing de la Régie.

La R.A.T.P. souhaite enfin renforcer son activité en zone urbaine peu dense — la zone 4 de la carte orange — où elle est encore très peu représentée et où le marché se développe rapidement.

O. S.

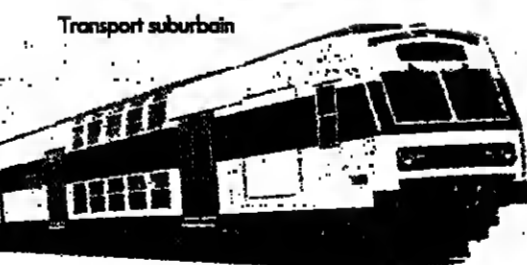
Au service du rail.



Transport urbain



Grande traction



Transport suburbain



Interconnexion

Depuis 1983, à la suite du regroupement ALSTHOM-CEM, ALSTHOM, CMT et TCO forment un ensemble ferroviaire de près de 10 000 personnes. Chaque Société apporte au groupe sa longue tradition ferroviaire.

Rappelons notamment que des usines Alstom-Atlantique sortent les rames TGV-PSE, que CMT, spécialiste du matériel de transport, réalise les voitures double étage, que TCO, constructeur d'équipements de traction, est leader dans le domaine des convertisseurs.

L'ensemble ainsi formé réalise toute la gamme des produits ferroviaires : locomotives, automotrices, métros, voitures, tramways, trolleybus et tous les équipements électriques et mécaniques : appareillage classique et électronique, hacheurs, convertisseurs, bogies, moteurs de traction, signalisation, automatismes ferroviaires.

ALSTHOM avec **CMT** et **TCO**

Leader Mondial de la Construction Ferroviaire.

CHEFS D'ENTREPRISES POSEZ-VOUS LA QUESTION

Pour réduire vos coûts Pourquoi pas Cergy ?

Cergy, une ville en plein essor à 30 minutes de Paris. Plus de 700 entreprises installées.

Que vous décidiez ou non de vous installer à Cergy, l'équipe de la Ville Nouvelle sera heureuse de vous recevoir. Elle vous présentera toutes les

possibilités d'implantation et les atouts offerts par Cergy-Pontoise. Elle vous donnera tous les conseils utiles pour étudier un transfert. Rompez au contact avec les

entreprises — elle en a installé 700 — l'équipe de la Division Emplois-Logements saura conserver à votre démarche toute la discrétion nécessaire.

Dès maintenant, nous vous offrons le « Dossier Entreprises » de Cergy-Pontoise.

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____ Activité : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

VILLE NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE
B.P. 47
95012 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (3) 030.16.00

Une semaine avec... L'ILE-DE-FRANCE

Le logement dans sa traversée du désert

Le logement, la construction. Deux points noirs aussi bien économiques que sociaux. A cet égard, l'île-de-France est une région de contrastes, une région d'excès. Tous les problèmes que connaît l'ensemble de la France y trouvent leur expression la plus exacerbée.

Les grands ensembles y sont plus nombreux qu'ailleurs, les quartiers résidentiels les plus luxueux, et le contraste s'intensifie à mesure que l'on s'approche de l'épicentre de la région qu'est Paris. Paris, où, si l'on est pauvre, on est plus pauvre qu'ailleurs, où si l'on est riche, on est plus riche qu'ailleurs. Paris où les grands appartements sont plus grands et plus luxueux que dans n'importe quelle métropole régionale ; Paris où les petits logements sont plus exiguës qu'ailleurs (24 m² pour une pièce en 1978, contre 27 m² pour la France entière), plus nombreux qu'en banlieue (59 %, contre 29 %). Paris, où les logements sont moins confortables qu'en banlieue (36,5 % des résidences principales ont le confort - w.c., salle de bains, chauffage central - contre 50,6 % en banlieue), où les logements sont anciens (plus des deux tiers datent d'avant 1949, contre 30 % en banlieue). Paris, où les prix de vente au mètre carré ont doublé de 1975 à 1980, où les loyers des appartements vides atteignent des sommets inaccessibles aux ménages de revenus modestes.

Rien d'étonnant que l'on observe depuis plusieurs décennies maintenant, un mouvement centripète constant vers la grande banlieue. En 1954, 39 % des 7,3 millions d'habitants de l'île-de-France étaient parisiens, et 23 % résidaient dans la grande couronne. En trente ans, la situation s'est inversée : 21,6 % des 10 millions d'habitants de la région résident à Paris et 39,6 % dans la grande couronne. En chiffres absolus, la capitale intra-muros se dépeuple : de 1962 à 1982, elle a perdu 614 000 habitants.

Autre contraste : les deux tiers des Parisiens sont locataires, et les banlieusards, propriétaires, dans la même proportion. Enfin, les logements locatifs encore soumis à la loi de 1948, bien que diminuant chaque année (démolition, réhabilitation), restent à Paris trois fois plus nombreux que les H.L.M. locatives, alors qu'en banlieue cette proportion est inverse. On peut considérer que, à Paris même, ces logements, régis par la loi de 1948, constituent un parc de logements sociaux de fait.

Des prix dissuasifs

Rachetés essentiellement par des marchands de biens, ces immeubles, trop souvent rctapés sans que les travaux de réelle mise en état du gros œuvre aient été effectués, sont alors revendus en copropriété. A Paris, le problème foncier, comme le problème du logement social, se confond avec celui du rachat par les organismes sociaux de ces immeubles de la loi de 1948. C'est un des moyens d'accroître le nombre des logements locatifs sociaux, seuls accessibles aux ménages de faibles revenus.

M. Jean Lemoine, président de l'Association des organismes d'H.L.M. de la région d'île-de-France (1), a estimé, dans une communication présentée en juin 1982 au comité économique et social de la région, que la loi du marché - vide Paris de ce qui lui donne force et vie -, et qu'il est impérieux, pour l'équilibre sociologique de Paris, de se donner pour objectif de maintenir un patrimoine locatif social qui soit ou minimum de l'ordre de 20 % du patrimoine parisien et qui atteigne si possible le taux de 30 %, qu'il n'est pas illusoire de prétendre conserver pour la proche banlieue. Récemment, M. Roger Courbey, président du même comité économique et social, affirmait : « Il est inadmissible de continuer à reporter sur la banlieue les catégories moyennes et défavorisées ».

La crise du logement locatif dans Paris et dans sa proche banlieue ne cesse de croître depuis cinq ans, sans que pour autant l'accession à la propriété soit plus simple. Bien que stagnants depuis deux ans, les prix des logements neufs sont tout à fait dissuasifs (de 10 000 F à 16 000 F le mètre carré), et ceux des logements anciens, variables selon le quartier, l'état de l'immeuble, son environnement immédiat.

Sans un revenu mensuel d'environ 10 000 F, sans l'espoir d'une aide personnelle de logement substantielle et surtout sans un apport personnel important (représentant au moins 40 % du prix du logement), il est hasardeux d'envisager d'accéder à la propriété dans Paris ou dans la proche banlieue. L'état, évidemment, se desserre au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre.

Emplois perdus

Ces difficultés, essentiellement financières, du logement en région parisienne se traduisent par une véritable crise économique du bâtiment. En 1982, le bâtiment en île-de-France, c'est 19 600 entreprises (dont 80 % sont artisanales) employant 234 500 salariés pour un chiffre d'affaires de 66 milliards de francs.

Près de la moitié de ce chiffre d'affaires (43,7 %) est réalisée en travaux sur les bâtiments existants, un tiers (32,8 %) grâce à la construction de bâtiments autres que des habitations (usines, commerces, bureaux, écoles, etc.), le reste (23,5 %) représentant la construction de logements neufs. La profession a perdu en 1982 7 500 emplois.

De 1978 à 1982, le nombre de logements mis annuellement en chantier est tombé de 58 600 à 43 200 (-26,3 %), tandis que la baisse pour les autres types de constructions était de 11,4 %. Dans le même temps, la profession a perdu 18 500 emplois. Pour

les sept premiers mois de 1983, on a mis en chantier 23 066 logements, contre 23 145 durant la même période de 1982 (-0,3 %). Les chefs d'entreprise sont plus que pessimistes : une enquête réalisée en juin par la fédération parisienne du bâtiment auprès d'une centaine d'entreprises laisse prévoir, en 1983 et en 1984, une nouvelle réduction de 14 % des effectifs.

La situation du bâtiment, grave dans tout le pays, l'est encore plus en île-de-France, et le redémarrage de l'activité n'est pas en vue. Certes, le gouvernement a prévu le lancement, d'ici à juin 1984, de 3 000 logements « intermédiaires » (à loyer moyen) à Paris sur des terrains cédés par les administrations ou par les grandes entreprises publiques auxquels viendront s'ajouter 6 000 « fûts » locatifs aidés. En tout, 10 000 logements en deux ans. Certes, M. Giraud, président du conseil régional d'île-de-France, a proposé et obtenu en janvier 1982 la création d'un fonds garantissant aux organismes financiers le remboursement des emprunts des accédants à la propriété. Tout cela est loin d'être suffisant.

Et, comme le logement, en île-de-France comme ailleurs, a toujours pour toile de fond la chose politique, cette dimension teinte fortement actions et revendications. Les plus hautes autorités locales - M. Chirac, M. Giraud - sont membres du R.P.R. et n'ont pas de mots assez durs pour flétrir la loi sur les rapports entre locataires et propriétaires, dite loi Quilicot, seule responsable à leur sens de l'aggravation de la crise du logement en région parisienne. L'arrivée de M. Paul Quilès, adversaire malheureux de M. Chirac aux dernières municipales, au ministère de l'urbanisme et du logement n'a que peu de chances de détendre l'atmosphère.

JOSÉE DOYÈRE.

La Défense : le « monstre »

Ou trouve-t-on, rassemblés sur 742 hectares, plus d'un million de mètres carrés de bureaux, 50 000 employés, 19 000 places de parking, 12 000 logements, près de 60 000 résidents, un centre commercial parmi les plus grands du monde, 20 hectares de dalles piétonnes, 25 hectares de parcs paysagés, quelques œuvres d'art gigantesques ? Inutile d'en dire davantage, car la réponse est vraiment enfantine : « A la Défense, une entreprise unique en son genre, l'opération d'urbanisme la plus compliquée qu'on ait inventée au monde », affirme M. Jean-Paul Lacaze, l'actuel directeur de l'EPAD (Etablissement public pour l'aménagement de la Défense).

Pour mener à bien une opération d'une telle envergure, la puissance publique devait se doter d'un outil ad hoc aux pouvoirs et aux prérogatives fatalement très larges, et parfois exorbitantes du droit commun : ce fut l'EPAD, créé en 1958 pour une durée de trente ans.

Les trois dernières opérations (quartier Michelet, quartier du Parc et Tête-Défense) sont en bonne voie, ce qui permet à M. Lacaze d'affirmer : « Au rythme actuel de travail, nous aurons terminé dans les délais ». En 1988, l'EPAD devrait donc disparaître, sa mission d'aménagement terminée. Restera alors le problème épineux de la gestion du « monstre ». Il faudra bien que les parkings, les espaces publics et les locaux communs continuent d'être surveillés et entretenus, que les escaliers mécaniques, les systèmes d'alarme, de sécurité et de ventilation continuent de fonctionner, que l'animation du quartier soit assurée, que la dalle soit balayée.

Jusqu'ici, cet aspect de fonctionnement du quartier de la Défense a été pris en charge maté-

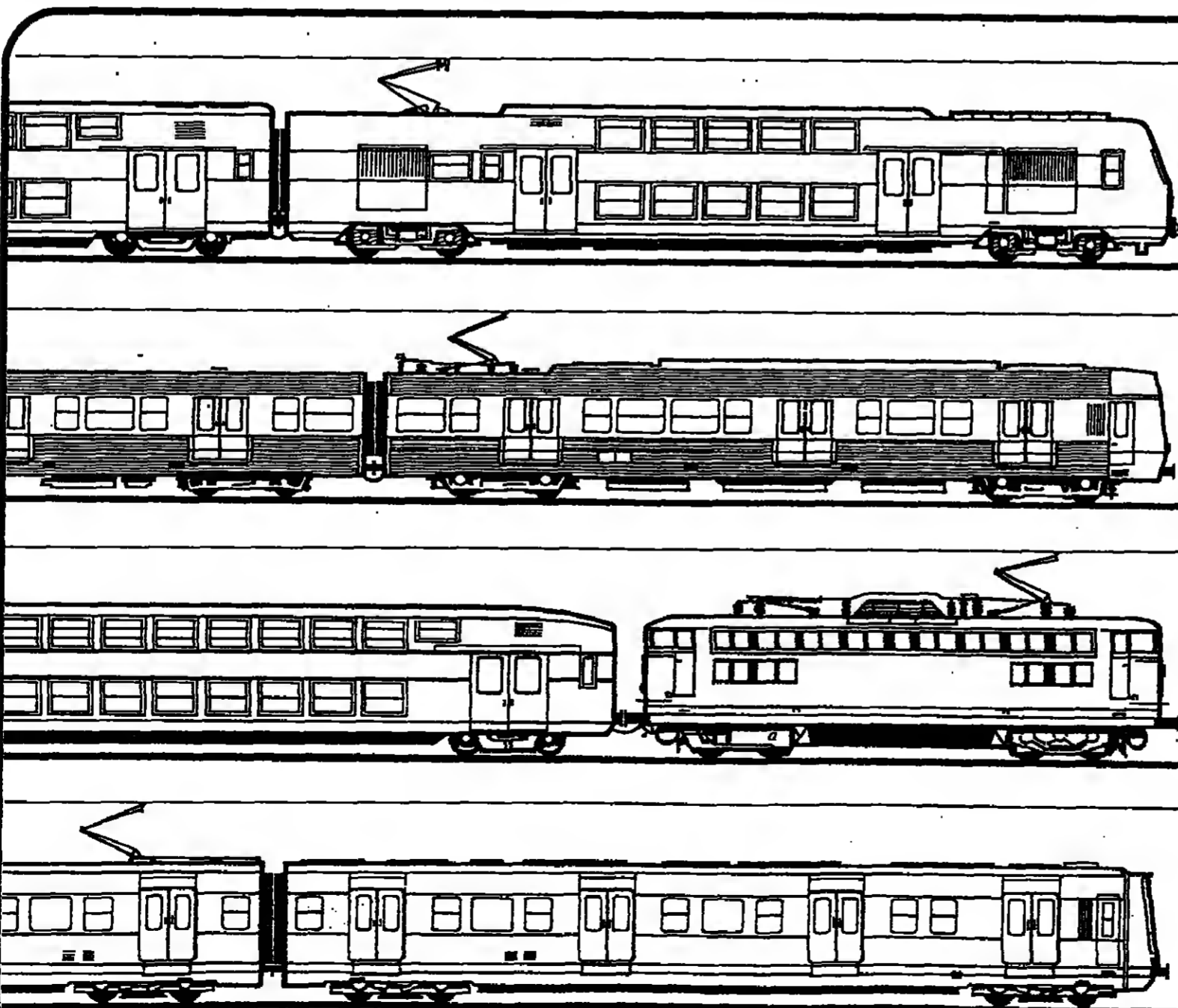
riellement et financièrement par l'EPAD. Il lui en coûte actuellement 18 millions de francs par an, et son déficit d'exploitation pourrait atteindre quelque 70 millions de francs à l'horizon 1990.

Qui donc en 1988 prendra la relève ? « La question doit être examinée dès maintenant », explique M. Joseph Belmont, président du conseil d'administration de l'EPAD. « A la fois parce que l'échéance est proche, et pour une question de principe : l'EPAD a une mission d'aménageur et non de gestionnaire, ajoute M. Lacaze. N'oublions pas que ce sont les sociétés acheteuses qui ont fait le succès de la Défense et que nous avons à leur égard le devoir de service après-vente ».

Bien que l'ensemble de l'opération couvre 160 hectares des communes de Puteaux et Courbevoie (zone A, dite quartier d'affaires) et 580 hectares de la commune de Nanterre (zone B, dite quartier du Parc), les maires de ces trois communes ont dû se contenter d'une vice-présidence au conseil d'administration de l'EPAD, où neuf membres sur dix-huit sont des représentants de l'Etat. « On n'avait apparemment pas réfléchi à l'après-EPAD », regrette M. Charles Ceccaldi-Raynaud, maire R.P.R. de Puteaux.

Plus tard, on imagina de confier la gestion à des ASA (associations syndicales autorisées), structures exhumées pour la circonstance des tréfonds du droit administratif, chargées de collecter et de gérer les budgets des parties communes. Jusqu'à présent trois ASA ont fonctionné tant bien que mal, et pour tout dire plutôt mal que bien.

Une des ASA a même tout récemment saisi le médiateur. L'idée d'une fédération des ASA est donc définitivement compromise. « La solution d'une commune unique de la Défense n'est



Banlieue de Paris

Avec :

□ 930 km de lignes dont 170 km de RER

□ 326 gares dont 24 nouvelles et 193 à proximité de parcs de stationnement

□ 3.000 voitures dont 670 à 2 niveaux

c'est, par jour ouvrable :

□ 4.900 trains

□ 1.500.000 voyageurs

Trains de banlieue. Du temps gagné



gouvernable

un des facteurs de développement économique. Courbevoie, près de la gare de Courbevoie, est d'ailleurs le quartier à la fois le plus riche et le plus pauvre de la région parisienne.

Valent-ils mieux que les autres ? Pour l'instant, Nanterre, M. P.C.F. est dire qu'il n'est pas sans par d'intérêts qui majoritairement avant tout la région d'île-de-France, dans A et B, dans l'ère d'un moment de développement qui n'a pas été d'ailleurs cette à moi serait cette solution de profiter de l'arrivée à l'heure.

Je me demande aussi, pour l'instant, avec l'arrivée de la Haute-Seine, sans doute voir, président, M. (R.P.R.), est qu'il est urgent de trouver une solution de sauvegarde, circulant tout à fait l'heure de la Défense pris.

Si les décisions sont prises, il y a de quoi s'inquiéter. Mais, d'autre part, M. Jean-Paul Lacaze, président de l'EPAD, ne peut pas cependant ignorer une telle situation. L'EPAD sera-t-elle de nécessité, pas de retard, mais, ce ne sera pas une solution politique, prendra, confie-t-il, M. Belmont, l'effacement des maires de Courbevoie, de Nanterre, de Puteaux. Quant à la Défense, il va plus loin : c'est l'EPAD, qui, ainsi, et tant m'importe.

FRANÇOIS

Ni Paris, ni province, anonyme.

Le Conseil Général de la Seine, présidé par Paul Chassagnon, affirme le caractère du département.

A chacun de le découvrir à travers ses loisirs, du nord au sud.

Des hectares pour courir, un lac, une ferme, un terrain, c'est le parc départemental de Chantonnay.

ingouvernable

pas plus envisageable. Pas question d'abandonner un seul mètre carré du territoire de Courbevoie », avertit sans nuances M. Charles Deprez, maire U.D.F.-P.R. de cette commune. Quant à la perspective de laisser chaque maire appliquer « chez lui » ses propres solutions, elle signifierait tout simplement la faillite du projet d'ensemble.

Il faudra donc inventer un organisme nouveau, « trouver une solution hors du commun pour un quartier hors du commun », selon les termes du directeur de l'EPAD. « Des négociations ont été engagées dans ce sens, mais elles avancent péniblement. Tous les partenaires affirment leur bonne volonté », ajoute M. Joseph Belmont, mais les hommes ne semblent pas réellement pressés d'aboutir. « On les comprend mieux lorsque l'on sait que, tandis que l'EPAD continue de supporter le déficit d'exploitation, les communes de Courbevoie et de Puteaux ainsi que le département des Hauts-de-Seine perçoivent chacun, annuellement, sous forme d'impôts et de taxes levés à la Défense... quelque 200 millions de francs. Ce que l'on peut appeler une bonne affaire, ou encore, comme ose à peine le dire M. Lacaze, très soucieux de ne pas froisser ses interlocuteurs, « une certaine forme d'enrichissement sans cause ».

Des coups à prendre

M. Ceccaldi-Raynaud a une autre vision des choses. « Certes, dit-il, je perçois aujourd'hui une taxe professionnelle confortable : environ 3 milliards de centimes. Elle me permet de faire une politique sociale pour tous les Puteauxiens. Si je dois demain prendre en charge un tiers du déficit, cette taxe n'y suffira plus, et mes administrés les plus pauvres devront contribuer, par un impôt supplémentaire, ou bon confort des grandes firmes multinationales installées à la Défense ».

Le maire de Puteaux suggère dès lors une contribution plus importante des entreprises ou de l'Etat, ou peut-être encore du département, « qui profite, avant que nous de la Défense sans en subir aucun des inconvénients ». Pour M. Ceccaldi-Raynaud, une seule chose est sûre : « Dans cette affaire, il n'y a que des coups à prendre et des sous à donner. Alors, c'est vrai, je ne suis pas pressé ».

Son de cloche un peu différent à Courbevoie : « Depuis deux ans, j'attire l'attention de l'EPAD sur l'urgence de régler le problème, affirme M. Charles Deprez, mais pas à n'importe quelle condition. » La contribution de cha-

cun au futur organisme de gestion ne doit pas forcément être identique », estime le maire de Courbevoie, qui ajoute : « Je n'en tends pas abandonner tous mes pouvoirs de gestion, car j'ai bien l'intention de rester maître chez moi », et d'exclure, par exemple, de confier l'animation de son quartier à un organisme commun. La polémique se dessine... « J'ai toujours joué le jeu de la Défense », affirme à juste titre M. Deprez. Mais si aucun accord n'est possible, je reprends mes billes », prévient-il sèchement.

Solution ou cul-de-sac ?

Voient-ils juste ceux qui affirment que « les maires n'arriveront jamais à s'entendre » ? A Nanterre, M. Yves Sautmann (P.C.F.) est plus confiant. Il faut dire qu'il n'est concerné que d'assez loin par la question, n'ayant d'intérêts qu'en zone B, à vocation majoritaire d'habitation. « Nous vivons toujours suavisés que l'opération soit globalisée, zones A et B confondues. Si elle doit l'être un jour, que ce soit ou non au bénéfice de Nanterre, qui n'a pas eu la plus belle part dans cette affaire », M. Sautmann verrait donc d'un bon œil cette solution qui lui permettrait de profiter un peu de la manne réservée à Courbevoie et à Puteaux. « Je me demande bien ce que ces deux-là font de leur argent », conclut-il avec amertume.

Reste le conseil général des Hauts-de-Seine, qui se laissera sans doute volontiers oublier. Son président, M. Paul Graziani (R.P.R.), estime cependant qu'« il est urgent de réfléchir à une solution définitive », mais demeure circonspect : « Encore faut-il faire l'inventaire de ce qui devra être pris en charge ».

« Si les négociations s'enlisaient, deux options resteraient ouvertes : soit bien le Parlement devrait légiférer et l'Etat faire octroi d'autorité », explique M. Jean-Paul Lacaze, qui ne veut pas cependant se résoudre à imaginer une telle extrémité, ou bien « l'EPAD serait prorogé ». « En cas de nécessité, et notamment en cas de retard dans l'aménagement, ce ne serait pas une décision politique très difficile à prendre », confesse comme à regret M. Belmont. Cette perspective n'effraie pas non plus les maires de Courbevoie et de Nanterre. Quant au maire de Puteaux, il va plus loin : « Pour l'instant, c'est l'EPAD qui paie, c'est bien ainsi, et tant mieux si cela doit durer ».

FRANÇOIS ROLLIN.

Cent quartiers en habits de misère

Pour leurs habitants, ce sont des « ghettos invivables ». Pour l'administration, ce sont des grands ensembles remarquables en raison « de leur isolement et de leur particularisme architectural et social et des difficultés de vie qui y sont concentrées ». Not sensible, emphatique à peine innocent, est l'épigramme que l'on a collée en 1980 à cent grands ensembles d'Ile-de-France, rassemblant quelque 100 000 logements, terriblement dégradés et objectivement invivables.

Relais des bidonvilles d'hier, construits à la hâte et aussitôt aimés, ils sont le toit des miséreux d'aujourd'hui : une population de près de 500 000 personnes. Oubliés du gouvernement précédent le scrutin du 10 mai 1981 — à l'exception d'un programme restreint de 1978 baptisé « habitat et vie sociale », — ils sont devenus l'un des chevaux de bataille du gouvernement de gauche après les événements souvent dramatiques des étés 1980 et 1981 dans les banlieues des grandes villes.

C'est M. Hubert Dubedout, ancien maire (P.S.) de Grenoble, qui, sur le terrain, mène d'abord l'offensive à la tête de la commission de développement social des quartiers dès l'automne 81. En Ile-de-France, à la même date, à l'initiative de M. Lucien Voche, commissaire de la République, le conseil régional saisissait le dossier et arrêtait un programme : vingt-deux îlots sensibles étaient reconnus prioritaires et 20 millions de francs étaient inscrits au budget régional.

« Nous voulions mener, en concertation avec la commission nationale, une politique propre et de pointe », explique M. Raymond Lamontagne, nouveau maire (modéré) de Sarcelles et vice-président du conseil régional en charge du logement. « Les îlots sensibles posent une foule de problèmes urgents que nous devons commencer de résoudre sans attendre les cantrats de plan. Nous avons pu ainsi régler en 1982 les problèmes de la dégradation des constructions dans onze des vingt-deux îlots ».

prioritaires de la région. Nous accompagnons la politique nationale des Politos (prime à l'amélioration du logement social) en finançant 20 % des travaux et jusqu'à 30 % de ceux qui concernent les économies d'énergie ».

Le conseil régional participe aussi au financement d'espaces verts et de petits équipements publics, notamment sportifs. Car la caractéristique majeure d'un îlot sensible, outre la dégradation des constructions, est bien le sous-équipement, voire l'absence totale d'équipements collectifs et l'isolement par rapport aux centres-villes.

Situés en marge des centres urbains, peu ou pas desservis par les transports en commun, ils sont devenus, dans l'indifférence, des verrous de pauvreté et de crasse. Les statistiques rassemblées par la préfecture de région, qui concernent 17 des 22 îlots sensibles, donnent de précieuses indications sur la population de ces grands ensembles.

L'âge moyen de cette population est de près de vingt-huit ans, de sept ans inférieure à celui de la population régionale. Près de 40 % des habitants ont moins de vingt ans. Près d'un tiers (31,6 %) de la population est d'origine étrangère, et ce sont les Maghrébins qui constituent le groupe le plus important.

« Cette concentration de la population étrangère n'est pas un problème en soi, indique M. Lamontagne, mais elle fait partir la population française calme. Il ne reste souvent que les familles à problèmes. Par exemple, dans le ZUP Nord d'Argenteuil, les familles ordinaires sont peu à peu parties pour laisser la place à tous les mauvais payeurs que l'office d'H.L.M. n'a rassemblés là, français ou immigrés. Il y a ceux qui ne veulent pas payer, et ceux qui ne peuvent pas payer, souvent des immigrés ».

L'origine de cette population et son âge moyen influent sur le taux d'activité constaté dans les îlots sensibles : 39,3 % contre 48,6 % pour l'ensemble de la région. Le taux de chômage est de 50 % plus

élevé : 11,6 % contre 7,3 %. Un chômage sur trois a moins de vingt-cinq ans.

La qualification professionnelle est très faible : la moitié de la population de plus de dix-sept ans n'a aucun diplôme scolaire. Trois quarts des diplômés n'ont obtenu que le certificat d'études primaires ou un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.).

Aussi la préfecture coordonne-t-elle les services de l'Etat pour diriger vers les îlots sensibles une partie des crédits de formation professionnelle. Aussi, depuis deux ans, le conseil régional consacre-t-il, au total, près de 100 millions de francs chaque année à l'amélioration du cadre de vie dans ces ensembles, soit un peu moins que l'effort de l'Etat.

Dans cette période de difficultés financières, un premier pas a bien été réalisé. Mais une visite dans ces quartiers en pleine décrépitude permet de constater que les actions en cours restent très insuffisantes. Au rythme adopté aujourd'hui, il faudra au moins dix ans pour donner à ces quartiers une mine tout juste présentable. Est-ce un constat dont il faut se satisfaire ou ne faut-il pas plutôt décider aujourd'hui de réviser à la hausse les efforts entrepris ? La politique actuelle des grands chantiers menés par l'Etat laisse supposer, au regard des chiffres, que le prestige a pris le pas sur l'intérêt général. On aurait souhaité que ces deux domaines soient traités sur un pied d'égalité. Un mot creux ?

O. S.

la-microthèque
communiqué

POUR RÉUSSIR L'ACHAT DE VOTRE ORDINATEUR INDIVIDUEL

LE MARCHÉ AUX "PUCES"

DEPUIS LES PUCES JOUEUSES
JUSQU'AU PUCES SÉRIEUSES ET
MINUTIEUSES — LES PUCES DE
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL SE
LAISSENT APPROPRIER À LA
MICROTHÈQUE.

TOUTES SORTES DE NEURONES
EN PLUS, POUR CERVEAUX
AMATEURS OU SURDOUES DE 7 A
107 ANS, VOUS ÉCOUTENT ET VOUS
PARLENT 127 RUE SAINT-CHARLES.
IL Y A AU MOINS TROIS BONNES
RAISONS D'ALLER À LA
MICROTHÈQUE : LE CHOIX, LE
CONSEIL ET LES PRIX.

la-microthèque
L'INTELLIGENCE-SERVICE.

Le progrès au quotidien

Ni Paris, ni province, ni banlieue anonyme.

Le Conseil Général des Hauts-de-Seine, présidé par Paul Graziani, affirme le caractère du département.

A chacun de le découvrir, ici et là, à travers ses loisirs, du nord au sud du 92.

• Des hectares pour courir, un petit train, un lac, une ferme, un stand de tir, c'est le parc départemental des Chanteraines.

• Jardin de jardins, mémoire photographique avec des milliers de clichés autochromes, Maison de la Nature, c'est l'ensemble unique des jardins départementaux Albert Kahn.

• Jouer au tennis, monter à cheval, découvrir les poneys, se promener dans un cadre préservé, aux airs normands, c'est le parc départemental des Haras de Jardy.

• Un musée de nos histoires locales, le souvenir de Colbert et un festival

d'été de musique, c'est le parc départemental de Sceaux.

• Bientôt la maison de Chateaubriand va revivre au cœur du parc départemental de la Vallée-aux-Loups.

92
CONSEIL GÉNÉRAL DES
HAUTS-DE-SEINE

Les Hauts-de-Seine
Des atouts pour mieux vivre

CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE HÔTEL DU DÉPARTEMENT. 167-177, AVENUE JOLIOT-CURIE. 92015 NANTERRE CEDEX. TÉLÉPHONE : 725.95.00 - TELEX CGHDS/610169

les offres d'emplois Ile-de-France les offres d'emplois Ile-de-France les offres d'emplois Ile-de-France les offres

J'exerce une profession libérale dans une grande entreprise.

Ingénieur des Mines de Nancy, j'ai choisi IBM à la sortie de l'Ecole. Je me suis dit que l'informatique était un secteur plein de promesses et que, si je choisissais de travailler dans ce domaine, mieux valait être chez IBM. Aujourd'hui, quelques années ont passé et je ne regrette pas ce choix. Tout a commencé par une bonne formation très diversifiée : gestion, économie, technique, portée entre mon agence et le centre d'éducation. Dans cette agence je suis donc devenue ingénieur technico-commercial. J'y ai trouvé une ambiance et des conditions de vie que l'on n'imagine pas dans une multinationale. Surtout une grande liberté dans l'organisation de mon travail dans lequel je suis pleinement responsable. Et aussi des rapports simples et directs avec la hiérarchie. En fait, j'ai souvent l'impression d'exercer une profession libérale, tout en bénéficiant des avantages d'une grande entreprise.

Il y a le travail en équipe aussi, avec l'ingénieur commercial, au service des clients qui me sont confiés et que je connais bien. J'ai un rôle d'assistance, de formation, de conseil. Je définis avec eux ce qu'ils vont faire de leur système et comment ils vont le faire, je les aide au démarrage, puis j'assure le suivi. Mon avenir ? Pour l'instant je suis très bien là où je suis, car je continue d'apprendre beaucoup de choses : c'est d'une grande variété intellectuelle. Je pourrais, si je le désire, poursuivre dans cette voie ou au contraire changer l'orientation de mon métier et me tourner vers le marketing, le labo ou le management. Tout est possible. Bien sûr, aucune entreprise n'est parfaite, mais je pense quand même avoir fait un très bon choix.

Catherine CHEN
Mariée - 2 enfants
Ingénieur technico-commercial IBM.



Comment devenir ingénieur technico-commercial IBM ? Posséder une formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de commerce, être débutant ou avoir une première expérience professionnelle. Nous vous demandons aussi d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais. Des postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adressez votre candidature sous référence ICM16/11 à IBM France Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS



ÉCOLE PUBLIQUE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SPÉCIALISÉ

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Diplômé d'études supérieures (sciences po + DES ou ESC ou DECS ou équivalent).
- Expérience professionnelle de quelques années de préférence dans le secteur public.
Il aura la maîtrise de l'ensemble des aspects financiers, budgétaires, fiscaux et comptables d'un établissement public. Il sera chargé de la gestion des contrats passés par l'école avec les industriels.
Il aura également la responsabilité de la gestion du personnel, ainsi que de l'ensemble des questions administratives et juridiques. Il devra mettre en place un système informatique de gestion.

Poste à pourvoir rapidement
Lieu de travail : PARIS

Adressez lettre de candidature + curriculum vitae + prétentions à
DÉLEGATION AUX ARTS PLASTIQUES
Ministère de la Culture
27, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICE INFORMATIQUE EN PLEINE EXPANSION

recherche URGENT

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT DEVRA POSSÉDER :

- une bonne formation supérieure ;
- un très grand dynamisme ;
- une bonne connaissance du milieu informatique ou de celui de la formation ;
- le désir d'avoir une rémunération très élevée fonction de ses résultats.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à
REGIE-PRESSE, sous n° T 042.927 M
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

COMPAGNIE DE NAVIGATION

recherche pour son
SERVICE EXPLOITATION

CADRE ENVIRON 35 ANS

Justifiant de plusieurs années d'expérience dans une société de transport maritime.
Poste à pourvoir : Région parisienne.

C.V. manuscrit, photo et prétentions sous n° T 042.995 M.
Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

LOGIREP

S.A. d'I.L.M.
Principales régions d'activité :

ILE-DE-FRANCE
et HAUTE-NORMANDIE
Location et accession,
sans aucun
18 000 logs locat.

recherche
CHARGÉ DE
PRODUCTION
IMMOBILIÈRE

Formation supérieure :
Université ou école d'ingénieur, ESSEC, SUP de Co ou équivalent. Exp. indop. de 10 ans minimum.

Candidature exclusivement par écrit à adresser à
SOCIÉTÉ LOGIREP
G. Bonney
28, r. Auguste-Blanche,
92004 Paris-16.

BANQUE PRIVÉE

recherche

UN RESPONSABLE DU SERVICE ARCHIVES

pour prendre en charge la mise en place et la réalisation des nouvelles techniques d'archivage.

Pour gérer et développer le service.

Le candidat :

- 30 ans ou plus ;
- Bonne formation de base ;
- Formation informatique indispensable ;
- Capacité à l'encadrement.

- AVANTAGES SOCIAUX
- STATUT BANCAIRE

Envoyer C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE sous n° T 042.849 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GROUPE SOCIÉTÉS NÉGOCE INTERNATIONAL

recherche

DIRECTEUR SERVICES COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

capable de remplacer dans proche avenir le titulaire actuel, suite départ en retraite.
Bonnes connaissances anglaises et nouveau plan comptable exigés.
Age minimum 35 ans. Lire rapidement.

Adressez C.V. et prétentions sous n° T043.015M
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



Ministère de l'Éducation Nationale

AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

L'A.D.E.P. est un établissement public à caractère industriel et commercial intervenant pour le compte de toutes collectivités publiques ou privées, en France et à l'étranger, dans le domaine de l'ingénierie de la formation.

L'A.D.E.P. a acquis une expérience éprouvée dans le conseil auprès des collectivités locales françaises ou étrangères (communes, départements et régions) pour la préparation et la mise en œuvre d'actions de formation professionnelle articulées sur des objectifs de développement économique et social.

Elle doit répondre à une demande de conseil, d'intervention et d'évaluation des collectivités locales dont les responsables assurent un rôle nouveau en matière de formation professionnelle comme élément de politiques régionales et locales de l'économie et de l'emploi.

Elle souhaite élargir l'équipe de :

CHARGÉS DE MISSION

Se consacrant à ces tâches au sein de son Département Développement Territorial, Emploi et Formation.

Ceux-ci pourront se prévaloir d'une expérience approfondie dans le domaine de la gestion, de la ressource humaine au niveau régional et local dans le cadre d'institutions publiques et/ou privées, d'une pratique de la planification tournée vers le développement et l'emploi et des relations avec les entreprises et les secteurs d'activités économiques.

RÉMUNÉRATION A DÉBATTRE

Adressez curriculum vitae et prétentions à

M. Xavier GIZARD

Agence Nationale pour le Développement de l'Éducation Permanente

(A.D.E.P.)

Immeuble « Le Central »

La Courtille Mont-d'Est

93160 NOISY-LE-GRAND

Banlieue sud Paris
Société spécialisée dans
la fabrication d'articles
en latex naturel
et synthétique

recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE PRODUCTIF
ET DU LABORATOIRE

Ce poste s'adresse à :

- Ingénieur de formation ayant une bonne expérience dans les latex ;
- une personnalité affirmée ;
- une expérience des problèmes de production de série acquise si possible dans la fabrication de produit en latex.

Candidat 35 ans minimum.

Envoyer C.V. et photo sous n° T042.956M
REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

Villes de Romainville et Noy-le-Sec (93)

recherche

en vue ouverture prochaine Cinéma Intercommunal

UN(E) DIRECTEUR (TRICE) PROGRAMMEUR

Responsable de la programmation,
la gestion et le personnel.

Expérience professionnelle indispensable.

Salaires net mensuel : 8.000 F.

Adressez candidatures et C.V. à :
Monsieur le Maire, Mairie de ROMAINVILLE
93230 ROMAINVILLE.

les offres d'emplois de France

Premi
Premiers en
Premiers en
Nous rec

Ingénieurs

de projets - Ingén

Managers

Marketing Product, Recherche e
Report Technique, Industrialis

Nous sommes en contact avec
SULLY TRANSAC - SULLY TRANSAC

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

FINANCIER

les offres d'emplois Ile-de-France les offres d'emplois Ile-de-France les offres d'emplois Ile-de-France les offres

**Premiers en Bureautique.
Premiers en Informatique Distribuée.
Premiers en Informatique Bancaire.**
Nous recherchons des leaders.

Vous êtes motivés par un constructeur qui se veut très en avant dans le domaine des technologies de pointe, et qui l'a prouvé. Avec un CA en augmentation régulière de 25 à 30 % par an, son rattachement à l'un des plus grands groupes français ne peut en outre que conforter cette position.

Jeunes ingénieurs

avec une première expérience informatique.

Chefs de projets - Ingénieurs systèmes

ayant à votre actif de 3 à 10 ans d'expérience, pour le compte d'une SSI ou d'un constructeur.

Managers

C'est bien le titre qui vous revient puisqu'avec plus de 10 ans d'expérience vous êtes à présent capables de piloter de grands projets informatiques.

Vous êtes intéressés par une fonction
**Marketing, Produit, Recherche et Développement,
Support Technique, Industrialisation.**

Bull

Transac

N'hésitez pas à prendre contact avec
Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour son SIEGE SOCIAL à PARIS

UN CADRE TRANSPORT

30 ans minimum

- Négociations avec tous transporteurs (rail, route, mer).
- Mise au point et suivi des assurances pour ses produits et ceux de ses filiales.

Première expérience nécessaire avec bonne connaissance des problèmes douaniers.
Anglais souhaité.

Envoyer C.V. + photo à RÉGIE-PRESSE sous n° 043.077 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

VOUS

possédez 4 à 5 ans d'expérience en exploitation et êtes prêts à prendre la Direction d'une Agence. A ce titre vous pouvez faire la preuve de vos compétences sur les plans :
- commercial (gérer et développer le portefeuille clientèle)
- technique (sens du risque)
- humain (gestion des hommes).

NOUS

des professionnels

qui vous ressemblent pour accompagner notre développement sur les 5 départements de l'Ouest de Paris où nous sommes fortement implantés (80 agences).

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence AG à B P R O P
Direction des Relations Humaines - 9, avenue Newton
78183 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
(PARIS-17)
FILIALE D'IMPORTANTES
COMPAGNIES D'ASSURANCE
A FORME MUTUELLE

recherche
pour assister son Directeur Général

UNE(E) JEUNE ATTACHÉ(E) DE DIRECTION ADMINISTRATIVE

Futur(e) Secrétaire Général, qui sera chargé(e) progressivement de la supervision de l'ensemble des fonctions :

- Administratives ;
- Comptables ;
- Sociales et fiscales.

Ainsi que de la constitution et du suivi de dossiers (SICAV, Fonds Commis de Placement...).

Pour postuler à ce poste, une formation supérieure est exigée (BEC, ESSEC, DESS) ainsi qu'une première expérience réussie dans une fonction administrative à haut niveau.

Adresser C.V., photo et prét. sous n° T 043.084 M à :
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL

recherche
pour son siège social à La Défense

AGENTS COMMERCIAUX

B.T.S. - BAC + 2

- Administration des ventes France + export.
- Utilisation de l'informatique.

Première expérience souhaitée.
Anglais indispensable.

Envoyer photo + C.V. à RÉGIE PRESSE
sous n° T043 078 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GESTIONNAIRE

Maison de retraite 80 lit.

siège région parisienne 80 km

de Paris.

- Conventions collectives

de 1967.

- Coeff. de départ 582.

- Appartem. de fonction.

- Expér. demandée dans la

gestion d'établissements

sociaux similaires.

Adresser C.V. à :

RÉGIE PRESSE

Sous n° T043.110 M.

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE CARAVANIER, LE VAN et LE CAMPING CAR

recherche

2 JOURNALISTES RÉDACTEURS

plein temps, pour rubriques technique et divers.

Connaissances auto et moto (prix de vue) souhaitées.

Envoyer C.V. et prétentions (accréditées) à EDUREGIE
B.P. 379, 75069 PARIS CEDEX 18.

Filiale de Société Internationale
Distribution de biens d'équipement
Siège banlieue Est
Centres Régionaux Lyon et Marseille

recherche

CADRE COMPTABLE

ayant acquis expérience de gestion informatisée
pour succéder la Direction Générale.

Adresser C.V. à :
CONNELL SPERS AND ASSOCIÉS
27, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Cabinet d'expertise comptable

recherche

STAGIAIRES

1^{re} et 2^e années

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
CONTROLE ET EXPERTISE
41, rue Roublot, 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

SOCIÉTÉ DE SERVICE
EN FORTE EXPANSION

recherche URGENT

1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN

niveau débutant

Niveau grandes Ecoles ou équivalent

INTÉRESSÉ PAR PÉDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE
DE SYSTÈME E.A.O.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
RÉGIE-PRESSE sous n° T 043.079 M.
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

LE SALON DE L'EMPLOI DES JEUNES DIPLOMÉS

A

ider les jeunes diplômés et ceux
qui cherchent un emploi à mieux
connaître les possibilités de carrière
que leur offrent les entreprises.

Aider les entreprises à rencontrer
leurs futurs candidats.

C'est l'objet du Salon de l'Emploi
des jeunes diplômés organisé par
Le Monde du 6 au 9 Mars 1984 au Palais
des Congrès, dont Régie Presse assurera
la commercialisation.

Pour toute demande d'information, s'adresser à :

régie presse

J. Degave - D. Le Dren
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS
Tél. 233.44.21 et 296.15.01.

Le Monde

H. Guinaudeau
5, rue des Italiens, 75009 PARIS
Tél. 246.72.23.

INFORMATIQUE

la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment
utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier.
Mais cette passion survivra-t-elle aux mutations qui se font jour dans
l'industrie informatique ?

Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises,
Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier :
les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi,
le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E.
Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite
de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre
de Régie-Presse INFO 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

Sous neufs pour une ville propre

Paris n'est pas non plus une ville comme les autres : un million de banlieusards viennent y travailler et y déjeuner quotidiennement. Quant aux touristes, ils abondent en toute saison. Or si les Parisiens sont indisciplinés, ces « passagers » sont parfois bien négligents eux aussi. Les rappeler

En surface se déploie pendant ce temps l'équivalent d'une brigade mécanisée alignant sept mille lascars portant un uniforme vert, des gants spéciaux et des

Tout ce que les éboueurs ramassent et qui ne disparaît pas dans les bouches d'égout est, dans l'heure qui suit, brûlé dans trois immenses usines d'incinération situées aux portes de la capitale à Saint-Ouen, Issy-les-Moulineaux et Ivry. Nouveau record : cette dernière est la plus grande unité d'incinération du monde. Elle tourne nuit et jour à l'instar des bataillons du nettoie-qui sont

MARC AMBROISE-RENDU.

Le faucon de

L'urbanisation de la région parisienne n'a pas fait dévier les

D'autres espèces, en revanche, ont profité de la situation. Le pigeon ramier, si sauvage quand il porte le nom de palombe dans le Sud-Ouest, est devenu familier à Paris. Quelques-uns élisent même domicile dans les garde-manger sur les balcons ! Le tadorne, un canard migrateur qui tient un peu de l'oie, a tendance à devenir domestique sur le lac de Saint-Mandé. La turterelle turque, partie des Balkans il y a une trentaine d'années, est aujourd'hui installée en banlieue pavillonnaire où son chant lancinant retentit à toute heure du jour et de la nuit. Plus inquiétante est l'installation

L'emploi du gaz favorise à la fois l'amélioration de la qualité du produit et l'économie globale d'énergie. Les équipements à gaz permettent par exemple de tirer le meilleur parti des progrès généraux de la thermique moderne, notamment des procédés les plus avancés de régulation. Mais ce qu'il faut particulièrement souligner, c'est la permanence de progrès technologiques accomplis depuis la percée du gaz naturel en France à la

Ce ne sont là que quelques exemples. Partout en Ile-de-France, les utilisateurs du gaz sont chaque jour plus nombreux. Gaz de France est en mesure, partout, de les satisfaire.

La protection de l'environnement a toujours été une

Le stockage, désormais souterrain, a permis de supprimer ces affreux gazomètres dont le dernier a disparu il y a plus de six ans dans la région. L'Île-de-France compte six réservoirs souterrains en exploitation, dont celui de « Beynes supérieur », dans les Yvelines, où fut implanté en 1956 le tout premier stockage français de gaz naturel en nappe aquifère. Aménagés à l'abri des secousses sismiques et à de telles profondeurs qu'ils ignorent tranquillement les racines de la végétation qui les surplombe, ils nous garantissent un approvisionnement sûr et permanent, été comme hiver, et respectent le mieux possible, en l'améliorant, notre cadre de vie. L'occupation essentielle de Gaz de France.

CAPITALE

Saint-Sulpice

à demeure de mouettes et de goélands. Ils ont envahi l'arrière-pays comme des rats, profitant du voisinage de l'humain», constate M. de Beaufort. C'est aussi le cas de l'étroucan (dont une petite colonie s'est établie dans le bois de Vincennes). Mais, comparé à des villes comme Clermont-Ferrand ou Perpignan, où on a observé des colonies de plusieurs centaines de milliers d'individus, Paris est encore relativement préservée.

A l'échelle de Paris, les bois de Boulogne et de Vincennes font figure de réserves africaines. M. Dominique Cloutiers, responsable d'un club C.P.N. (Connaissance et protection de la nature) (1), observe depuis cinq ans les mammifères du bois de Vincennes : « Il y en a partout : des faulx, des mulots, des écureuils, des taupes, des hérissons, et même des belettes. » Et bannière, on a signalé une hermine à Neuilly-sur-Seine; une fouine à

Vigneux, à Bagneux et à Brunoy; un putois à Meudon. Des renards, la nuit, viennent faire les poubelles.

Certains mammifères ont disparu. Qui se rappelle encore, par exemple, que le bois de Boulogne a abrité un troupeau de daims avant-guerre ? « Rien n'empêcherait de recommencer avec cette espèce ou avec une autre, suggère M. de Beaufort. La capacité des animaux de s'installer dans un secteur comme la région parisienne, est presque infinie. » Un exemple ? Un petit troupeau de kangourous wallabies, échappé d'un zoo, vit déjà en liberté vers Rambouillet...

FRANCIS GOUGE.

(1) Les clubs C.P.N. renseignent le public, organisent des sorties et font des projections dans les écoles. On peut joindre M. Cloutiers au 374-43-38.

ALERTE !

Les forêts piétinées

France, y est particulièrement intensive.

Ce petit miracle s'explique aisément : depuis le Moyen Âge, les forêts d'Ile-de-France ont servi de lieux de détente. D'abord, pour les rois de France, qui s'y réservaient le plaisir exclusif de la chasse au cerf ou au loup. Ce sont eux qui ont mis en réserve de vastes massifs comme Fontainebleau, Rambouillet ou Saint-Germain, qui ont sauvé les bois les plus proches de Paris comme Vincennes, Boulogne et Versailles, eux enfin qui ont fait aménager ces forêts « royales » - aujourd'hui domaniales - en établissant un rigoureux quadrillage de chemins larges et droits pour permettre à la cour de suivre les chasses et offrir des bûches de tir.

Dix millions de visiteurs

Les forêts domaniales de la région parisienne, aujourd'hui, ne jouent pratiquement plus ce rôle - on ne chasse plus à courre qu'à Fontainebleau et à Rambouillet, et au tir que dans des conditions très strictement limitées. Mais les forêts privées, qui représentent les deux tiers de la surface boisée en Ile-de-France (190 000 hectares sur 270 000) (1), servent encore pour la plupart de réserves de chasse. Parmi les quelque cent mille propriétaires qui se partagent ce patrimoine - dont neuf cents seulement possèdent plus de 25 hectares d'un seul tenant, - bien peu ont pour souci principal l'exploitation du bois.

La forêt d'Ile-de-France, qu'elle soit publique ou privée, est donc essentiellement une forêt de loisirs, un immense terrain de jeux offert aux chasseurs et aux promeneurs du dimanche. Mais ce terrain est inégalement réparti, et surtout inégalement accessible au public. Entre les Yvelines, dont le taux de boisement est de 28 %, et la Seine-Saint-Denis, qui n'a que 6 % de son territoire couvert de forêt, la marge est grande (2). D'autre part, seul un tiers des bois (les 77 000 hectares gérés par l'Office national des forêts) est systématiquement ouvert au public. « La qualité des Parisiens vient chez nous », observe M. Gérard Tondron, chef du centre O.N.F. de Fontainebleau. Pour des forestiers habitués à gérer une fonction de l'exploitation du bois, c'est là une tâche nouvelle... et qui n'est pas de tout repos.

Rien qu'en forêt de Fontainebleau, où l'on pratique comme partout la marche, la cueillette des champignons, mais aussi l'équitation et surtout l'escalade, on reçoit bon an mal an quelque dix millions de visiteurs par an -

plus de deux cent cinquante mille en même temps certains jours de mai ! Au total, les forêts gérées par l'O.N.F. en Ile-de-France reçoivent plus de cent millions de visiteurs par an, soit plus que l'ensemble des cinémas, théâtres et musées de la région ! En une douzaine d'années, selon une enquête menée de mai 1979 à février 1980, la fréquentation des forêts d'Ile-de-France a plus que doublé, et même triplé dans les forêts domaniales.

Cet afflux, évidemment, ne va pas sans difficulté pour les forestiers. Il faut équiper la forêt pour l'accueil du public tout en assurant sinon la rentabilité, du moins sa survie. « On en vient à planter des pelouses ! », note avec une pointe d'amertume M. Jean-François Larrivé, directeur régional adjoint de l'O.N.F. Dans un premier temps, en effet, il a fallu aménager des « abcs de fixation » c'est-à-dire sacrifier des parcelles pour en sauver d'autres. On a créé des parcs de stationnement, des aires de pique-nique et de détente, on a défriché pour aménager des terrains de jeux. Aujourd'hui, la mode est aux « équipements linéaires » (sentiers de découverte, allées cavalières, voire pistes cyclables) pour mieux répartir au contraire la charge des visiteurs. On s'est aperçu en effet que les promeneurs s'écartent peu des chemins balisés et qu'il est donc possible de leur faire traverser même des zones sensibles sans dommage pour la végétation. L'abcès de fixation, en revanche, devient vite un *no man's land*, surpeuplé, où toute régénération naturelle - et même artificielle - de la forêt est compromise.

Destructions

L'afflux de visiteurs se traduit aussi par des dégâts de toutes sortes. Dans le massif de Fontainebleau, les promeneurs et pique-niqueurs abandonnent chaque année 6 000 mètres cubes de détritus. Ils détruisent en moyenne six cents cadences, deux cents barrières et cinquante corbeilles de propreté, sans compter les branches cassées, les jeunes plants arrachés ou piétinés. Des vrais vandales... Pour surveiller ses massifs, l'O.N.F. emploie beaucoup plus de personnel en Ile-de-France qu'ailleurs : en moyenne un agent pour 500 hectares au lieu d'un pour 1 000 dans les autres régions. « La gestion des forêts domaniales coûte beaucoup plus cher en Ile-de-France », souligne M. Roland Elard, chef du service régional d'aménagement forestier (S.R.A.F.) au ministère de l'Agriculture. « A elle seule, l'Ile-de-France consomme la moitié des crédits nationaux consacrés à l'accueil du public en forêt. »

En contrepartie, la production forestière est relativement faible. En 1983, la forêt d'Ile-de-France soumise au régime forestier n'a fourni que 160 000 mètres cubes de bois (dont 40 % sont restés invendus). Globalement, on évalue sa production à 1 % du bois français pour une surface boisée représentant 2 % du territoire. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que son exploitation soit lourdement déficitaire : pour 30 millions de francs de recettes en 1982 (vente du bois, droits de chasse et concessions diverses), la forêt publique d'Ile-de-France a coûté trois fois plus. Le coût de l'accueil du public, évalué à 40 millions de francs, est financé à 60 % par l'Etat, 18 % par la région, 22 % par les départements et les autres collectivités territoriales.

Malgré ce bilan, l'Etat et la région - par l'intermédiaire de l'Agence des espaces verts - continuent à acquérir de nouvelles surfaces boisées, au rythme moyen d'environ 1 000 hectares par an. L'acquisition d'espaces verts par la puissance publique est, en effet, le seul moyen de sauvegarder ce qui reste de la forêt en Ile-de-France, tout en la mettant à la disposition de ses habitants. Depuis 1966, c'est-à-dire depuis qu'a pu être mise en œuvre la circulaire de M. Edgar Pisani (1964), alors ministre de l'Agriculture, la forêt publique a gagné 15 000 hectares en région parisienne, soit une augmentation de 25 %. La région seule, entre 1977 et 1983, a dépensé 88 millions de francs pour acquérir ou aménager ses 4 500 hectares actuels. Elle se propose d'en acquérir encore 2 900.

Les forestiers procèdent en outre à un rajeunissement général du patrimoine que l'Etat avait laissé vieillir pour des raisons économiques (en forêt privée) ou écologiques (en forêt domaniale). Non seulement le domaine public s'agrandit, mais il se bonifie grâce à une politique systématique de conversion des taillis en futaie - avec priorité au chêne - et de régénération des parcelles de bois vieillies sur pied. La région Ile-de-France, depuis une douzaine d'années, est activement engagée dans la reconquête de son patrimoine forestier.

ROGER CANS.

(1) Les forêts publiques se répartissent comme suit : Etat (domaniales) : 70 000 hectares; région (Agence des espaces verts) : 4 500 hectares; départements : 1 400 hectares; communes : 1 800 hectares; établissements publics : 900 hectares.

(2) Pour les autres départements, les taux de boisement sont de 25 % (Essonne), 21,3 % (Seine-et-Marne), 17 % (Val-d'Oise), 14 % (Hauts-de-Seine), 11 % (Val-de-Marne).

HAUTE VALLÉE DE CHEVREUSE

Barbelés à promoteurs

PREMIER du genre en Ile-de-France, le parc naturel régional de la haute vallée de Chevreuse va être mis en place en 1984. Il constitue un périmètre protégé dans un secteur très menacé.

Le parc naturel de Chevreuse s'étendra du massif forestier de Rambouillet aux limites de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, sur une superficie totale de 28 000 hectares, avec une population de 38 000 habitants, répartie sur une vingtaine de communes. La région de Chevreuse est marquée par une alternance de vallées sinueuses, telle celle de la Remarde et de l'Yvette, de plateaux agricoles, de bois et de forêts, d'un grand nombre d'édifices de valeur, tels que les châteaux de Breteuil et de Dampierre, l'abbaye de Port-Royal, l'église Notre-Dame de la Roche, la mairie du Mesnil-Saint-Denis. L'ensemble constitue un patrimoine naturel, historique et culturel d'une exceptionnelle richesse. Un patrimoine demeuré presque intact qui mériterait la plus haute des protections : l'établissement d'un parc naturel régional.

Cette idée simple, lancée par le Dr Claude Dumond, maire de Dampierre, aura pourtant mis dix ans pour aboutir. Dix années au cours desquelles les communes du secteur se sont groupées, organisées, puis se sont efforcées de convaincre les assemblées territoriales et les administrations

disposant de moyens financiers (1).

Aujourd'hui, elles touchent au but. Le conseil général des Yvelines et le conseil général de l'Ile-de-France ont approuvé les statuts du syndicat mixte de gestion, les modalités de financement et surtout la charte constitutive du parc qui fixe les objectifs principaux : protéger le patrimoine et l'aménager; ouvrir la vallée au public; assurer les activités artisanales, voire industrielles; maîtriser l'urbanisation; organiser l'occupation des sols ainsi que les transports.

La constitution du parc a d'abord répondu à des besoins défensifs. L'extension géographique de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, les tentatives des promoteurs immobiliers, les manœuvres des énergiques pour ouvrir une route ou une carrière, représentaient autant de menaces qu'il fallait écarter. Toutefois la charte n'exclut pas la création de petites activités économiques, tout comme elle encourage celles ayant trait à l'agriculture et à l'exploitation forestière. De même, la développement du tourisme n'est pas refusé mais envisagé autrement. En un mot, les instigateurs du projet entendent maîtriser leur environnement.

Reste à savoir si ces élus acceptent de puiser dans leurs réserves financières, surtout dans

le contexte de la décentralisation. Les maires vont avoir d'importantes responsabilités vis-à-vis de leur patrimoine. Comment usent-ils des pouvoirs importants dont ils disposent ? M. Jean-Pierre Courreau, inspecteur des sites à la direction régionale de l'architecture et de l'environnement, explique : « Il faut accroître la sensibilisation des élus à ces problèmes, c'est-à-dire les mettre au courant des projets qui visent leurs communes, les conseiller, les informer des moyens qui leur sont proposés et, enfin, éventuellement, les mettre en garde ».

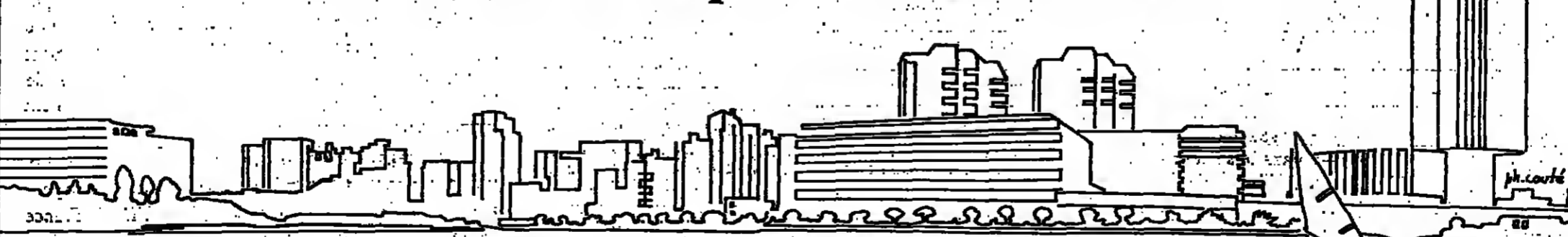
Déjà, d'ailleurs, une menace se précise : l'administration de l'équipement a l'intention d'écarter la périmètre protégé en y faisant passer l'autoroute A 12 (déviation de Trappes et de Coignères). Le très beau vallon de Bettepierre, à l'ouest de Dampierre, risque de prendre là un coup mortel. La défense pourrait être la première grande bataille des responsables du parc naturel.

PATRICK DÉSARVÉ.

(1) Deux communes ont refusé leur inclusion dans le parc : Rochefort-en-Yvelines, situé en périphérie et Saint-Forges-les-Sablons, complètement enclavé dans le parc. D'autres, en revanche, s'apprêtent à demander leur intégration : Saint-Amand-en-Yvelines, Ponthévrard et Prunay-sous-Ablis.

CRÉTEIL !

Si vous n'avez aucune raison particulière de vous installer chez nous, nous en avons pour vous convaincre.



Benson, Essilor, Goupil, Nashua, Pernod et d'autres sont à Créteil.

Service économique
Ville de Créteil :

898 92 94

Société d'économie mixte d'aménagement
et d'équipement
de la ville de Créteil :

898 92 01

Les

asseoir, elle joue.
 asseoir, elle joue.
 asseoir, elle joue.

RIVE GAUCHE

LA BARBACANE F/jeu., dim., lundi midi
13, rue Cardin-Lemoine, 5 326-37-01
SPÉCIALITÉS ANTILLAISES. Sa fougasse marinée des Caraïbes. Ven., sam. soir : ambiances folkloriques.

AU LAC DE COME 322-52-95
129, bd de Montparnasse, 6 F/dim., lun.
Spécialités de pâtes fraîches et de plats typiques. Une belle image de la gastronomie italienne.

LE SYBARITE 222-21-56
6, rue du Sabot, 6
Café traditionnelle. Menu gastronomique 125 F.s.c. Foie gras maison. Escargot auailé. Feuilleté saumon aux morilles. Margarine chocolat. Salle 30 à 100 personnes.

L'ALSACE A PARIS 326-89-36
9, pl. St-André-des-Arts, 6 T.L.J.
UNE SOIRÉE A SAINT-GERMAIN... Choucroutes, grillades, poissons, coquillages. SALONS. Parking Ecôle de médecine.

ANISSA FILS F/dim., lundi
5, rue Saint-Beuve, 6 548-07-22
Jusqu'à 0 h 30, dans un cadre typique. Cuisine marseillaise de FES. Pastilla, Couscous-Beure. DESSERTS MAISON. Réservation à partir de 17 h.

CHIZ FRANÇOISE 351-87-20/705-49-03
Agréable des Invalides, 7 Fermé le lundi
Menu à 90 F. Grand cru de Bordeaux en entrée. Deux ou trois de vermouth. Ambiance musicale. Ouvert dim. ar. c.d. F/dim. soir et lundi. Parking privé, entrée libre ar. n° 2, rue Fabert.

HORS PAYS

CHATEAU DE LA CORNICHE 061-21-74
PANORAMA AUTOMNAL EXCEPTIONNEL sur les bords de la Seine. Une époque pourvue. Sa table, son vin d'eau de mer. A 40 min. de Paris, et ses châteaux merveilleux.

CUISINE CHINOISE
AUX DÉLICES DE SZECOUEN
 Une cuisine d'une grande délicatesse
 40, av. Duquesne - 306-22-55.

241-99-99
PALAIS DE L'EST 186, J. St-Martin
 Bienôt, un nouveau style de cuisine
 chinoise. Menu 38 F s.m.c.

CUISINE BRÉSILIENNE
O' BRASIL 10, rue Grégoire, 6
 354-98-56
 Spectacle NORDINO DISCOTHEQUE
 Fejunda, Marmado samedi midi.

6, rue Mabilion, 6
UGUY 354-87-61
 CUISINE BRÉSILIENNE avec ORCHESTRE
 Tous les samedis pour le dîner.
 Dîner, souper et les soirs si dim.

CUISINE JUIVE

PITCHI POI 7, rue Caron, 4
 277-46-15
 Cuisine française blanc. Cuisine facile à la carte.
 Troussing au CONFIT de CANARD.
 SALON DE THÉ.

CUISINE VIETNAMIENNE
PHONQUE VIETNAMIENNE 950-05-42
 T.L.J.
 PHENH IMPERIAL, 3, pl. Clém. Vermeil

OUVERT APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS
 Pas de jour de fermeture
 171, boulevard du Montparnasse
 326-70-50 et 354-21-68
 Au piano : Yvan MEYER.

6, rue Mabilion, 6
UGUY 354-87-61
 PRIX DE LA MEILLEURE
 CUISINE ÉTRANGÈRE EN FRANCE

POISSONS
CHEZ NICK 13, rue Taylor, 10°
 268-68-72
 AMBIANCE MARSEILLAISE
 La vraie bouillabaisse, ailoli complet.

NICOLAS 246-84-74 170-10-72
 12, rue Fidélité, 10°
 Ses soufflés frais frais. Ses poissons.
 Ses grillades feu bois. F.J.n.s., s.m.

LA CAGOUILLE Bistrot charentais
 322-09-91
 Parce que Paris est aussi fait
 de la province (poissons et cognacs).

FRUITS DE MER/POISSONS
Robert VATTIER 14, r. Coquillière, 1°
 236-51-60
 24 h sur 24 même dimanche et fêtes
 Fruits de mer, coquillages, poissons.

LE LOUIS XIV 238-56/40-205-10
 8, bd Saint-Denis. Huitres, Fruits de
 mer, Crustacés, Rôis, Gibiers. Par-
 king privé assuré par voiriurer.

CUISINE IMAGINATIVE

AUX CLOCHES DE VILLEDIEU
 19, r. d'Antin, 2° - 265-42-74
 Eric et AS recettes personnalisées.

LA PALETTE 66, bd de Picpus, 12°
 307-46-27
 Restaurant de poissons
 Ses viandes et les propositions de chef

INDIENNES ET PAKISTANAISES

MAHARADJAH
 15, rue Jules-Clapain, 6° 325-12-84, F/mar.
 72, bd St-Germain. 5° 354-26-07, F/mar.

CUISINE ANTILLAISE
LE MACOUBA 346-98-07, F/mar.
 94, bd Diderot, 12°
 Crabe farci. Aterra. Lambie.
 Colombo. Ambiance musicale.

L'AJOUPA 233-45-85
 8, pl. St-Opportune. 1°
 Ambiance musicale. Vendredi.
 samedi on danse au sous-sol.

SPECIALITÉS TOURANGELLES
LE TRAVERSIERE 344-02-10
 T.L.J.
 40, r. Traversière, 12° rangle r. Charente
 Spot: Tourang. Ris de veau, Champ des Boûs

CUISINE ALSACIENNE
AU GOURMET D'ALSACE
 16, rue Favart, 2° 296-60-86.
 Menu suggéré av. confit coq 40 F s.n.c.

SUD-OUEST
LES BALADINS 14, rue Manin, 19°
 255-44-97, F.s.m.s. dîn.
 CASSOLET, MAGRET CANARD
 FOIE GRAS - St-JACQUES 221 CÈPES

CUISINE CONTEMPORAINE
GUY SAVOY F. 23 h
 F.s.m. dim.
 28, rue Duret, 10° 500-17-67
 MENU DÉGUSTATION 250 F + va et serv.

CADRE EXCEPTIONNEL
LA BELLE FRANCE TOUR EFFEL
 1° étage, Champ-de-Mars - 855 20-04
 La Tour vaut le détour OUV. DIM.

VIANDS ET GIBIER
AU CLAIR DE LA LUNE
 Dans le Vieux Montmartre
 9, rue Poullot, 18° - 258-97-05
 CHEVRIER, MARCASSIN, LIÈVRE.

AU GRILLADIN 546-30-38 F/mar.
 13, rue Médicis
 Ses poissons et plats du jour selon le
 marché. Cadre rustique.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La sortie du film « A nos amours »

PARCE que tous ses films se ressemblent, à eux seuls et à aucun autre, parce que cette singularité même, pour le moment, est à la fois la limite et la garantie de l'œuvre qu'il construit, Maurice Pialat est comme le frère de François Truffaut.

Un frère ennemi, bien sûr, qui déplace dans son univers des masses de réel, quand l'obsession de Truffaut relève d'une fantaisie onirique. Et qui détestera que l'on ose avancer une telle parenté. Mais avec A nos amours, Pialat rejoint définitivement la famille des élus, ce petit groupe constitué naguère en mafia et désigné alors sous le nom de Nouvelle Vague.

Plus âgé (il est né en 1925) que Truffaut (1932) et Godard (1930), il signe son premier long métrage, L'enfance nue, en 1967, alors que les 400 Coups datent de 1959 et A bout de souffle, de 1960. Il ne va réaliser que six films en quinze ans, dont un pour la télévision, la Maison des bois.

Nous ne vieillirons pas ensemble. (1972, avec Jean Yanne et Marlène Jobert) est un succès commercial. Passe ton bac d'abord (1979) est une sorte de relance. Avec Loulou, sélectionné au festival de Cannes en 1980, il trouve enfin des moyens financiers conséquents et il n'a plus l'impression d'être perpétuellement à son premier film.



Au nom du père et de la fille

Pourtant, on le sent bien, c'est Suzanne, rebaptisé A nos amours, qui en termine avec les années difficiles, et aussi la complexité de l'incompris. Le scénario, écrit avec Ariette Langmann, sa coéquipière habituelle, a été refusé par les gens (tant pis pour eux) qui sont censés aider les auteurs en leur octroyant une « avance sur recettes ». Mais les entretiens accordés par Pialat le montrant plus détendu, plus heureux.

A la manière de Godard, il obtient des acteurs les plus grands efforts, et cette exigence commune, d'où naissent parfois des conflits, se retrouve à l'écran. Ici, Sandrine Bonnaire, une comédienne de dix-sept ans, une découverte, illumine le film. Pialat interprète le père de l'héroïne. Il y a entre eux une si belle complicité qu'elle met en doute la réputation du cinéaste, une réputation de violence, de sale caractère.

Vers la fin de A nos amours, le père, qui avait quitté les siens, débarque imprudemment dans un dîner familial et assèche crûment des vérités. C'est une scène où Pialat règle ses comptes avec la calomnie, les compromis, l'hypocrisie, demande à chacun de choisir son camp. Quant à lui, le père, l'artiste, trop honnête pour être poli, il est libre, et il veut bien assumer, solitaire, son rôle de révélateur.

C. D.

Les théorèmes de Maurice Pialat

Passe ton bac d'abord et A nos amours racontent une histoire d'adolescents en plein désarroi. Y a-t-il un rapport entre les deux ?

— A l'origine des deux, il y a un scénario identique, dont on devait tirer un film qui ne s'est pas tourné. L'histoire d'A nos amours est antérieure à Passe ton bac, elle a été écrite dans les années 60 et sensiblement modifiée, puisqu'il s'agit d'un film des années 80.

— Au début, Suzanne et une amie jouent. On ne badine pas avec l'amour. C'est un symbole ?

— L'idée est venue du décor de la colonie de vacances, la fontaine, les grilles. C'est ça qui m'a fait penser à Musset. Je n'ai pas développé la scène comme je le voulais, et d'abord je l'imaginai dans le corps du film. Là, en ouverture, elle prend un sens trop appuyé. Ensuite, j'ai eu envie de tourner toute la pièce — avec des coupures... De romancer la vie de ces adolescents. On s'emballe, on a un film sous la main, et il faut quémander, attendre l'argent de l'éducation nationale. J'ai laissé tomber. J'ai fait cette scène aussi, pour couper court aux jugements habituels quand une comédienne tient son premier rôle : « Elle joue son personnage ». Bon, elle joue Camille. C'est amusant de penser qu'une fille d'origine populaire est capable d'interpréter cette conventionnelle gourgande. Ni elle ni Perdican ne sont romantiques. Au-delà du langage, je les trouve très terre à terre.

— Qui est Suzanne ?

— La clef du personnage de Suzanne est cette phrase qu'elle dit : « J'ai peur d'avoir le cœur sec ». Elle a seize ans au début, son incertitude est normale. Mais le film se passe sur deux ans et, à la fin, elle n'a pas changé, on peut s'inquiéter. Après tout, c'est une question de rencontre. Elle a besoin de rencontrer un homme qui lui dise « je t'aime » et qui lui ait prouvé, déjà, qu'il l'aime. Sandrine Bonnaire prétend qu'elle ne ressemble pas à Suzanne. Elle ne ment pas, elle ne se rend pas compte. Elle possède cette sorte d'égoïsme tranquille des enfants, cette faculté aussi de s'abriter, brusquement. Le moment où elle vit le plus, c'est quand elle joue. Elle ne joue pas intérieure, elle lance son texte. Quand elle a fini, elle se retire.

— En tous cas, le film ne présente pas d'archétype. On ne parle pas de l'adolescence, du « marasme des

jeunes ». Je ne sais pas s'il existe beaucoup de filles comme Suzanne, je ne crois pas aux statistiques. Quant au marasme, l'histoire est autobiographique, la scénariste Ariette Langmann s'est racontée.

— Si je tournais le film maintenant, je changerais peut-être de milieu. Le père ne serait plus fourreur, mais chirurgien, ou architecte. Des métiers-bateau au cinéma. Il n'y aurait pas grand-chose de changé, peut-être un peu moins de vulgarité... Quoi que...

— Vous racontez des histoires « terre à terre » et d'une grande violence.

— Ce n'est pas un parti pris. Je ne tourne peut-être pas assez, je n'ai pas assez l'occasion de me défouler. Et puis, je laisse une grande liberté aux acteurs, et ils y vont... Évelyne Kerr, la mère, elle a mis toute la gomme. Je ne lui en demandais pas tant. Elle n'était pas censée taper sur Suzanne. Les scènes de violence familiales ont été tournées à la suite. Évelyne Kerr souffrait, sans doute, de ne pas avoir eu grand-chose à faire jusqu'à elle. Elle a pris les choses en main et domine son dynamisme au tournage. C'est à dire que, jusque-là, tout se passait bien, mais tienne ! Et l'attitude d'Evelyne Kerr a stimulé les énergies. A la fin, à la scène du repas, je ne m'attendais pas à ce

qu'elle me giffe. A ce qu'elle m'oblige à sortir. Je ne voulais pas m'en aller, j'ai bien été obligé.

— C'est un transfert, elle avait envie de me taper dessus, et comme j'étais en administration devant elle, j'étais le punching-ball idéal.

— Je ne suis pas tellement à l'aise en acteur. Surtout dans mon propre film. Je flote, je suis à côté de mes pompes. On a besoin de quelqu'un qui observe. Pas seulement le public des techniciens. Quelqu'un qui marque son approbation ou sa désapprobation. S'il manque, on sent le vide. On ne sait pas s'il faut reprendre. On se rend compte si on est malade, mais parfois, aux rushes, ça ne

se voit pas, surtout chez les comédiens qui ont des moyens physiques : la prestance, la voix. Le cinéma est un art en surface.

— Vous improvisez beaucoup ?

— Je me plie mal aux plans de travail rigoureux. Je m'en accommode par force. Je n'improvise pas, pas tellement. Je ne change pas les scènes prévues. Il s'agit plutôt d'une évolution. Ça entraîne une grande consommation de pellicule. Les champions sportifs, ils n'attendent pas leur but du premier coup. Mais arrive le moment où ils plafonnent. Comment savoir si on ne fera pas mieux ? Quand un plan est

réussi, je le garde tel quel. C'est presque une affaire de superstition... J'aimerais tourner différemment. Si je tournais plus souvent, je perdrais moins de temps. On est là sur le plateau, sept ou huit heures de suite, on est là pour faire de son mieux. Je répète beaucoup la technique, mais pas le jeu.

— Je suis devenu plus calme. Avant, quand un comédien me posait une question, je coupais court, je disais « moteur ». Aujourd'hui, je les écoute par politesse. De toute façon, ils ont le scénario, ils sont informés de ce qui se passe, je ne fais pas de cachotteries, sauf accidentellement.

— Vous préparez d'autres films sur l'adolescence ?

— J'ai plusieurs projets. J'espère ne pas être spécialisé dans les histoires d'adolescents. Je ne fantasme pas sur les jeunes filles. J'ai tourné ce scénario parce qu'il était écrit et que je le trouvais toujours bon. On a changé de sujet pendant la préparation. On avait pensé à ce fait divers qui date de 1972 : deux auto-stoppeuses ont tué le type qui les avait prises en voiture. La violence encore, et où on ne l'attend pas. Je prépare le Soleil de Saan, et j'écris un film, très long, six ou sept heures, il s'appellera Ruptures.

— Ce sera un règlement de comptes. Il y aura la reprise de thèmes que j'ai déjà traités, mais ils le seront différemment. Ce sera un film sur la froideur et l'indifférence, cette attitude qui passe pour de la force, et qui est une faiblesse. Un film sur la peur du cœur sec, sur cette phrase : « C'est pas mon problème ». On pourrait s'en servir comme titre, en dérision. L'histoire se passera dans les milieux du spectacle. On parle bien de ce qu'on connaît bien. J'ai eu la chance, ou la malchance, pendant dix ans, de faire d'autres métiers, mais, pour l'instant, c'est le monde du spectacle qui m'intéresse. J'écris l'histoire depuis des années, c'est rare que j'écrive si longtemps. Depuis que j'ai commencé, certaines personnes vieilles ont évolué, se sont dégradées. Ce qui leur arrive est plus cruel que mon scénario. Le sujet est là : il n'y a pas de compte à régler si on a la force d'attendre. La fameuse expression « la vengeance est un plat qui se mange froid » est dépassée. Ce n'est même plus que le plat soit refroidi, il n'y a plus de plat.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD

La faute de Suzanne

ON fait la connaissance de Suzanne dans le rôle d'une autre : elle répète On ne badine pas avec l'amour. En même temps c'est l'été, elle rayonne ; les regards du désir masculin se croisent sur sa fraîcheur. Le premier homme à l'attirer vers lui est son frère (1).

Deux autres garçons nous sont présentés, qui accompagneront de loin en loin l'évolution de Suzanne. L'un est Michel, un ami du frère. Pour le moment, il est un peu condescendant, elle est trop jeune. L'autre s'appelle Luc, il a l'âge de Suzanne, beauté fragile, inachevée. Elle le repousse.

Pendant une bonne partie du film, on croit savoir de quelle adolescence Pialat nous parle : celle de Passe ton bac d'abord. Suzanne a seize ans de nos jours ; elle dit : « J'ai les boules », « c'était super quand j'm'a embrassée », « tu rigoles mais c'est pas marrant tu vois ». Suzanne couche avec qui bon lui semble, ce n'est pas un problème.

Femme, elle n'est qu'une gamine qui pleure, qui en a marre, qui fait des confidences, et n'arrive pas à imaginer que ses parents aient eu une vie avant de se rencontrer. Enfant, encore toute ronde, elle a des répliques d'adulte, et le doreur de la colonie de vacances, puis les mises en garde familiales, sont pour le moins anachroniques. Femme, en-

fant, le visage de Sandrine Bonnaire reflète savamment l'ambiguïté.

D'un côté la vie sexuelle de Suzanne (il n'y a qu'avec un mec que je suis heureuse), de l'autre le désespoir de n'être pas amoureuse (« souvent je me dis que ça n'arrivera jamais »). Elle dit avoir aimé Luc, comment la croire ?

Le voisinage douloureux de la précocité et de l'immaturité est un des thèmes de A nos amours. En exposant le cas de Suzanne, Pialat apporte cependant des éléments qui poussent le personnage dans une autre direction, plus complexe. Car dès qu'il apparaît dans le rôle du père, voix douce et stature imposante, réconfortante, la cinéaste-acteur attire le film à lui. On ne sait pas si sa force centrifuge est due à l'importance que lui donne le scénario, ou si c'est le contraire.

Le père est fourreur, et l'appartement, superbe idée de décor où le caméra peut glisser à son aise, abrite également l'atelier. Le père, omniprésent, va être « omniabsent » à partir du moment où la fille annonce : « Papa nous a quittés ». L'absence n'est pas directement montrée. Mais elle est si dense que le film lui-même s'en ressent, ne recommence à ébouriffer que lorsque le père intervient de nouveau dans la vie de sa fille, gentiment cruel.

Suzanne était prévenue de ce départ. Pialat aborde en gros plan un dialogue entre lui et la jeune fille, séquence serrée, sublime, où la complexité culmine, s'exprime enfin.

Quand le rempart du père s'effondre, le frère et la mère exultent peu à peu Suzanne, ils tombent sur elle à bras raccourcis. L'abri vole en éclats, il n'y a plus de maison : il est mort, la théâtre habituel parents-enfants, qui attendait les derrières personnes.

Suzanne fait souffrir sa mère, Suzanne est coupable. Coupable aux yeux de sa mère, puisqu'elle mène, sans se marier, une vie de dépravée, coupable aux yeux de son frère (le frère beaucoup moins sûr, mais je protégerai toujours ma mère). Le drame de Suzanne est qu'elle se sent coupable.

Pour qu'elle aime un homme, il faudrait, elle le dit, qu'il plaise à son père. Luc ? Ce qui est arrivé, qu'elle épouse lorsque Luc vient enfin lui dire « je t'aime », parce que « c'est la seule personne qui me rend calme », et « je ne peux pas toujours faire du mal aux autres ». Elle est incapable d'être, ce serait de sa faute.

Suzanne reproche à sa mère de l'avoir mise au monde. Le film suggère que la responsabilité, dans le malheur de Suzanne, revient au

père. Pialat n'explique pas en quoi. Comme si ce thème-là la dépassait, avait débordé en cours de tournage, et qu'il l'avait acceptée à son insu.

Le cinéma de Pialat est ainsi, constitué de moments. Il raconte une histoire mais celle-ci ne transporte pas le spectateur le long d'un fil apparent. Le récit est sous-jacent, ce n'est pas un cinéma romanesque. Pas de sociologie non plus. Libre à chacun de s'identifier aux personnages, suivant les généralités, mais le cinéaste ne rebat pas la réalité pour en tirer des lois générales.

A nos amours, film réaliste, propose des êtres particuliers dont la « raison sociale », soigneusement mise au point, a été tournée. L'art de Pialat consiste à susciter, et à capter, toutes les informations psychologiques qu'un acteur peut apporter à un individu de fiction, afin que chaque image puisse ensuite vivre sa vie, et dévoiler des mystères inédits.

CLAIRE DEVARREUX.

* Voir les films suivants.

(1) Dominique Besnehard, qui s'occupe ordinairement des castings sur les tournages, interprète magistralement le rôle du frère pervers. Non moins impressionnants sont le jeune assistant réalisateur Cyril Collard (Jean-Pierre) et Jacques Fieschi, critique de cinéma, ici transformé en intellectuel pédant.



L'Opéra

Lorsque Rolf Liebermann a quitté l'Opéra de Paris, on savait qu'il laissait à ses successeurs un cadeau d'importance, un cadeau luxueux, encombrant, coûteux... Depuis 1975, date de la commande, le monde musical attend avec impatience qu'on ouvre le paquet. Dans quelques jours, le 28 novembre, on saura à quoi s'en tenir, encores qu'il soit bien téméraire d'espérer jurer en une soirée le fruit de huit années de travail. Comme toujours en pareil cas, l'avenir aura le dernier mot, et ce qui apparaît aujourd'hui comme une « immense machine » — quatre heures de musique, cent vingt musiciens, cent cinquante choristes — sur un sujet « impossible » : la vie de saint François d'Assise, sera peut-être demain un ouvrage du répertoire, une manière de *Parsifal* du vingtième siècle.

Toutefois, à la différence de Wagner, musicien de théâtre consommé qui s'accordait le privilège de clore sa carrière avec un « Festival scénique sacré » presque dépourvu d'action, Olivier Messiaen se trouve à bien des égards dans la même situation que César Franck, qui, à soixante ans passés, écrivit, sans aucune expérience de la scène, deux opéras qui n'ajoutèrent rien à sa gloire et laissèrent perplexes ses disciples les plus ardents.

Le chant de

« La mélodie est le point de départ, qu'elle reste souveraine. »

UN praticable à gauche, et un praticable à droite, qui débordent sur la scène et approchent tant les rangs réservés au public qu'il faudra bien considérer comme « places mortes » toute une série de sièges. D'un côté, on voit sept flûtistes, dont trois au piccolo, sept clarinettes (toutes clarinettes mélangées), trois hautbois, un cor anglais, trois bassons, un cor de basset, bien symétrique, est, celle-là, encombrée de tous ces claviers qu'a toujours adorés Olivier Messiaen. Il a fait le plein : xylophone, xylorimba, marimba, vibraphone, glockenspiel, et ne parlons pas des cuivres : ils sont tellement nombreux, en plus des trompettes rituels, qu'on a mis les trombones, les trois tubas et les six cors dans les loges d'avant-scène. Côté cour, côté jardin, ça déborde. Ces instruments « visibles » sont ceux qu'affectionne le plus le compositeur, bois, cuivres, claviers, sans compter les ondes Martenot...

Ce n'est pas la seule marque de fabrique, mais on reconnaît tout de suite à cela que « c'est du Messiaen » : depuis 1934, où il les a utilisés — après Honegger précurseur dans *Jeanne au bûcher* — Olivier Messiaen a écrit et réécrit pour les ondes Martenot. Sa unique concession à l'électricité.

N'allez pas croire que c'est tout : la fosse est remplie des cordes et des accessoires au grand complet de la percussion — gong, gong, gong, — des tambores, de la grosse caisse en passant par le recoeco et, le last but not the least, les machines à vent et à sable (téléphone, géophone).

Arrive Seiji Ozawa, saie de sport en bandoulière contenant une partition qui pèse des kilos, chaussures

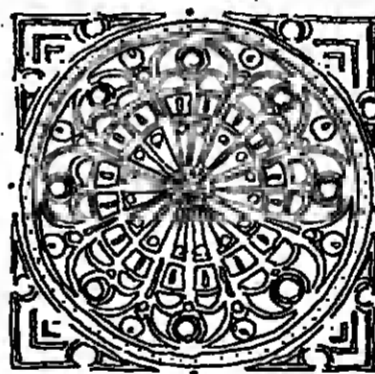
de jogging, tunique blanche à col droit, sourire imperturbable de perpétuel adolescent un peu farceur. Arrivent les chanteurs. En tête, dans le rôle titre, José Van Dam : en plus de sa voix, de sa résistance à toute épreuve (il chantera dans sept des huit tableaux, soit au total une heure et demie), en plus de ses qualités humaines évidentes — José Van Dam a le physique de l'emploi. Une tête de peinture du quatorzième siècle, un visage serin, des yeux clairs, ce sourire réservé qui convient à l'illustration de la vertu.

Saint François d'Assise aimait bien les bonnes choses : à moitié

azimuts romancés au non). Cependant, il s'est inspiré seulement de deux textes anonymes de l'époque : les *Florenti* et les *Considérations sur les stigmates*, et des écrits de saint François.

Pas de petites histoires... ni de sainte Claire. Il n'a voulu traiter que de ce qui était « merveilleux, religieux et calant de chants d'oiseaux ».

Humble, pauvre, chaste comme le Christ dont il a reçu les exacts stigmates : tel on verra José Van Dam, pris dans une affaire uniquement intérieure. Ne pas s'attendre à des rebondissements dramati-



« Ce que tu ne vois pas, sursaute-tu en rêver ? »

provençal par sa mère, il fut un joyeux jongleur avant d'être touché par la grâce. Mais chut : ce côté-là — toute la légende du troubadour qui ne s'en faisait pas — a été gommé par le compositeur. Auteur de son propre livret, Olivier Messiaen a lu certainement la littérature autour de saint François (biographies-floues, exégèses aus-

ques : le baiser au lépreux, les apparitions de l'ange, la scène de la stigmatisation figurée grâce à des rayons lasers traçant de leurs lumières une croix de plus en plus grande, constitueront la seule part spectaculaire. « Je n'aime pas les objets », dit Olivier Messiaen.

Dès les répétitions, entamées en septembre, les chanteurs ont pris l'habitude de se déplacer comme les frères d'un couvent calme : mains jointes, yeux souvent baissés, au regard tourné vers Dieu. Comme ils ne portent pas encore la bure et le capuchon, cela produit un effet d'étrange lenteur.

Ce matin-là où les musiciens n'en finissent pas de trouver leurs places possibles, José Van Dam s'est inquiété : « Pas question de relever le capuchon, n'est-ce pas ? Je viens de chanter un *Faust* avec un bonnet sur les oreilles, c'est impossible : on ne s'entend pas. » Et le metteur en scène, Sandro Sequi, de vite rassurer le compositeur. (Messiaen aura été présent tout du long, de la première à la dernière séance.)

« On ne s'entend pas » : la phrase est revenue souvent aux oreilles de Seiji Ozawa, quand ce n'était pas « on ne voit pas assez bien ». Une fois, c'est l'andiste du deuxième balcon qui se penche au-dessus du vide, demandant au chef d'élargir encore ses gestes, pourtant extrêmement amples. Une autre fois, le corniste enfoncé dans la loge du dessous se plaint de ne pas savoir ce qui se passe dans les pupitres voisins. Et quand débarque le chœur, cent cinquante personnes au fond du plateau, l'équation prend des allures d'impossibilité (Olivier Messiaen a souvent parlé du « charme des impossibilités... »). Ozawa, quoi qu'il arrive, garde le

sourire. « On va arranger ça », répète-t-il, consolant, à ceux qui souffrent. L'étonnant, c'est que ça finit par aller bien, justement. La bonne humeur, dansante, d'Ozawa semble contagieuse. Tante en vigueur calme, en précession enjouée, son énergie impressionnante électrise. Nous l'avons vu dans ce boudoir tendu de gris perle et meublé de petits fauteuils et guéridons couleur rose saumon pâle, loge d'honneur si « délicate » réservée aux chefs d'orchestre : évidemment pas son genre. Il revient là « épaulé », les bras encombrés de la machine à café qu'il a achetée pour les répétitions (« I am the coffee man here »). Et il se remet à rire. « Je crois, dit-il, que Messiaen est amoureux de saint François. Jusqu'à se prendre pour lui. Il n'a pas pensé « après » : c'est un drame musical, une pièce religieuse. Cela pourrait se donner dans une église. D'ailleurs, le décor sera ça : une église. « Moi, j'aime bien », ajoute-t-il, faisant savoir tout de suite qu'il se sent plus proche du François d'avant la conversion... Mais, précise-t-il, j'ai vécu dans une atmosphère chrétienne : mon père était bouddhiste, ma mère catholique. L'évêque de Tokyo me demande deux fois par an de faire des concerts dans sa cathédrale pour collecter de l'argent. Je connais tout cela. J'ai la foi. Pas de problème. Je pense qu'il en va de Messiaen comme de Mozart : comme si quelqu'un, là-haut, ailleurs, s'était servi de lui pour faire entendre des harmonies, des couleurs... »

Ceux qui s'attendent à voir *Mozart* et *Aaron* d'être surpris, lui, on ne sort pas de ce qui se passe dans la tête de François, c'est-à-dire du rêve d'oiseaux de Messiaen. Cent musiciens pour jouer, par instants, un seul oiseau ! Il y a presque trop de sons si l'on n'est pas entraîné à tout reconnaître, à écouter. Ozawa raconte encore : « J'ai déjà dirigé les Oiseaux exotiques, Choralbambas, Turangalila. C'était dur. Cette fois, c'est exactement pareil, mais tout est multiplié au moins par dix, et il me faut indiquer simultanément jusqu'à trois tempos différents. Pour les musiciens aussi, cela exige beaucoup de concentration. Mais c'est fantastique, c'est comme créer une œuvre de la taille de *Falstaff*, avec le compositeur vivant à ses côtés. Sa femme, Yvonne Loriod, est là, elle sait tout par cœur, elle peut tout jouer. Elle m'aide. Il m'arrive de demander à Messiaen des changements. Dès la première répétition, au printemps dernier, j'ai pris le sixième tableau beaucoup plus vite, mon assistant — qui, en fait, a été proposé par Messiaen lui-même — était affolé : je me suis retourné vers le Maître, et je lui ai demandé : « Comme ça, vous aimez, n'est-ce pas ? » Il était d'accord ! Pour d'autres choses, il y a eu de longues discussions... »

On l'imagine sans peine, à voir la complexité des répétitions, et avec quelle scrupuleuse attention le Maître suit tout, jusqu'au plus infime des détails, double dans cette tâche — précédé, suivi, épaulé, appuyé —

Christiane Eda-Pierre au ciel et aux anges

« J'ai de la chance, répète Christiane Eda-Pierre. Ma parole est sublime, très légère à l'orchestre. Les instruments se glissent à peine sous ma voix. » Même ce matin où le rhuma guatta, Christiane Eda-Pierre n'exprime que jubilation. On le savait d'humour indéfectiblement allégre, cette Antillaise qui, en 1988, fit ses débuts au Palais Garnier dans *Lucia de Lammermoor*, cette soprano colorature, triomphante dans *Mozart* : on avait entendu parler de sa déjà légendaire simplicité : à commencer par ceux et celles qui le côtoient au Conservatoire où elle a choisi d'enseigner. « Elle aime ça, les gens, et rire et parler. »

Aujourd'hui, malgré cette hantise de la grippe, malgré le trac le multiplié par cent dès qu'il s'agit d'une création, malgré « la galère » (les répétitions à n'en plus finir, et, côté soufflage et rythmique, c'est redoutable : Olivier Messiaen exige une lenteur à laquelle on n'est pas habitué) — alla parle ainsi, drait au but — malgré tout cela donc, elle donna carrément l'impression d'être au ciel, déjà,

Seule femme appelée à tenir un rôle, elle sera l'Ange. Cet Ange dont Messiaen a trouvé le thème musical en écoutant les oiseaux de l'île des Pins, au Nauvau-Calédonie — et à vingt-neuf heures d'avion une île où le sable est blanc, la mer violette, où les feuilles des arbres sont rouges et les pigeons verts », dit-il. Au printemps passé, Christiane Eda-Pierre chantait, pour une création également, la diabolique *Erzgebiet* — sorte de Barbe-Bleue hongroise, perverse, sanglinaire, mise en musique par Charles Chaynes et en scène par Michaël Lonsdale — et là voilà « à l'autre pôle » : « Un personnage de douceur, dit-elle. Olivier Messiaen a écrit pour une tessiture de soprano moyenne, il ne veut pas que la voix éclate. Pas de mi-vieilles, mais

jamais d'aigu vraiment, ni de forte. Rien à voir avec le bel canto. »

« Si je n'étais pas croyante, je ne sais pas si j'y arriverais, car il y a question de foi. Mais j'ai une foi très profonde, alors je le fais passer en espérant que le public pourra accueillir, ou plutôt reconnaître, ce qui est si simple et si beau. Elle sourit et continue : « Il s'annonce », il vient dire des choses évidentes, rassurer le lépreux, houspiller un moine trop préoccupé de ses sous, en se moquant un peu. L'ange ne manque pas d'humour, mais comme ceux de son époque, il n'a pas de sexe. Ainsi, je me sens sur scène complètement asexuée, extatique. C'est bizarre. »

« Il me faut être très calme, s'annonce : cela nécessitera un contrôle de soi-même, au plus

profond. Pour les gestes, les attitudes, j'ai regardé des bas-reliefs d'églises, des images pieuses, des peintures. Ça qui m'amuse surtout, c'est d'avoir des ailes — des ailes quincolorées, comme les papillons de la Guyane ! »

« Deux ailes déployées et divisées en bandes verticales de couleurs différentes : rouge, bleu, noir, jaune-bleu, jaune-vert... et, au centre de l'aile, une énorme pastille bleue. » Messiaen indique expressément que l'ensemble doit faire penser à « deux harpes, ou à deux jeux de tuyaux d'orgues » : il décrit là méticuleusement l'Annonciation de Fra Angelico qui se trouve à Florence, au musée Saint-Marc.

Quand la coiffeuse vient le chercher pour essayer la perruque longue, blonde et bouclée de l'ange, plus son auréole, Christiane Eda-Pierre ajoute, rêve : « J'aurai aussi un sacré maquillage. Je dois être méconnaissable, ne plus être Eda-Pierre : ça me remplit de joie. » Avant même d'avoir la perruque, elle avait accepté le rôle, pour le bonheur de « pousser des notes encore vierges, des notes du vingtième siècle. » M.-L. B.



J.P. 11.50

...ann à quitter l'Opéra de Paris, les successeurs d'un cadavre d'importance, librant, coûteux. Depuis 1975 des musiciens attendaient impatiemment quelques jours le 28 novembre, encore qu'il soit bien tentant de réer le fruit de huit années de travail, l'avenir aura le droit de paraître comme une immense machine à vapeur, cent vingt musiciens, cent et sujet « impossible » la vie de se suif-être demeuré un ouvrage du répertoire du vingtième siècle.

...nce de Wagner, musicien de théâtre, le privilège de sa carrière, ré et presque obscur, d'accomplir bien des regards dans la même salle, à soixante ans, les yeux écartés, scène deux heures qui ne jouent, ent perplexes ses disciples les

L'erreur de Franck était sans doute d'avoir choisi des sujets dramatiques, au sens courant, tandis que Messiaen a délibérément tourné le dos à une théâtralité pour laquelle son langage musical n'est pas fait. En ce sens, l'idée de commander un opéra à Messiaen, musicien essentiellement contemplatif, pouvait sembler absurde, car il n'est pas une seule de ses œuvres antérieures où se révèle un compositeur de théâtre ; mais, à partir du moment où, ayant la liberté de choisir son sujet et d'écrire son livret, il a pris un parti aussi radical, on peut à l'avance être assuré que Messiaen était le seul à pouvoir tenter et mener à son terme une entreprise qui échappe au sens commun. Or la plus haute justification d'un artiste n'est-elle pas, précisément, de réaliser ce que personne ne pourrait faire à sa place ?

Cette dernière remarque, d'ailleurs, peut aussi bien s'appliquer à l'œuvre de Messiaen dans son entier ; ayant dès ses débuts trouvé un style qu'il n'a jamais cessé de raffiner, de systématiser ou d'élargir, il e treuquillement édifié une véritable cathédrale sonore dont Saint François d'Assise devrait constituer la flèche monumentale.

Il n'est pas moins remarquable que ce créateur solitaire, dont il suffit d'entendre deux mesures pour les lui attribuer sans risque d'erreur, ait pu, par son enseignement et par la diffusion de certaines techniques élaborées pour son propre usage, exercer une influence aussi durable sur plusieurs générations de compositeurs. Peut-être cela est-il dû en partie au besoin qu'il e éprouvé, très tôt, de théoriser (comme en témoigne la publication, dès 1944, de *Technique de mon langage musical*) à une époque où, les anciennes théories devenant caduques, le besoin se faisait sentir d'en énoncer d'autres. Un volumineux *Traité du rythme* reste encore à paraître, c'est dire l'importance de la réflexion et de la spéculation théorique chez Messiaen, qui, d'autre part, est passionné pour le langage spontané des oiseaux. Donc il s'inspire très scrupuleusement, et de façon très créative, s'élargissant largement aux sources de la foi catholique, de son propre aveu, un certain nombre de ses œuvres sont destinées à mettre en lumière les vérités théologiques de la foi catholique. « C'est là, dit-il, le premier aspect de mon œuvre, le plus noble, sans doute le plus utile, le plus valable, le seul peut-être que je ne regretterai pas à l'heure de ma mort ».

GÉRARD CONDÉ



« La musique n'est pas dans le temps, mais
le temps, c'est la musique. »

l'église de la Trinité, à Paris (-Au nom du Père, du Fils, et du Saint-Esprit-, le verbe fait chair, le signe de la croix!). C'est joli, aussi. Les Méditations sur le mystère de la Sainte Trinité n'ont été publiées par Messiaen qu'en 1969 - après bien d'autres splendeurs œuvres pour orgue, dont la fameuse Messe de la Pentecôte. Ceux qui, une fois - ou fidèlement, dimanche après dimanche, - ont eu le bonheur d'entendre le maître improviser à cette tribune savent quelle somme les Méditations contiennent de génie religieux et non pas strictement liturgique.

Tandis que les autres sont en dehors des modes tempérés et des rythmes humains rationnels - mis à part, peut-être, le virapura d'Amazonie, dont le chaos est, dit-on, présage de mort pour celui qui l'entend.

Avec Yvonne Loriod, en 1962, Olivier Messiaen se rend au Japon, en voyage de noces, pour entendre un jeune chef de vingt-sept ans, Seiji Ozawa, diriger la *Turangalia*. *Symphonie*. Chant d'amour, hymne à la joie (« tout à la fois temps mouvement, rythme, vie et mort »), ce premier des grands monuments de l'œuvre de Messiaen — construit autour du mythe impossible de *Tristan et Yseult*, de l'amour bumain sublimé — avait été créé par Léonard Bernstein, avec Yvonne Loriod au piano, en 1949 à Boston.

• Aujourd'hui, Seiji Ozawa est chef permanent de l'orchestre... de Boston. Il a conduit souvent des œuvres de Messiaen. Tirons par les cheveux : disons Ozawa ressemble phonétiquement à « Hosanna ». En réalité, O-Zawa, en japonais, signifie « petit ruisseau » et Seiji veut dire « moi-même » et ce mouvement vers l'avant. « Un ruisseau qui va » : voilà qui trouve aussi correspondance dans les circonscriptions législatives.

pondance avec les oiseaux et les histoires que sait raconter le vent; si on l'écoute, comme Debussy le conseillait.¹

Et puis... «Seiji» ressemble à la «Meije», le nom du pie que Messiaen voit de sa maison de Petitcheb, dans le Dauphiné, où il habite le plus possible, et où il compose depuis très longtemps - depuis qu'il sait qu'il n'est pas un Français cartésien, mais un Français des montagnes, comme Berlioz ».

Oo devrait éviter le mauvais goût. Mais tant pis. Celle qui va chanter l'ange s'appelle Christiane (il y a Christ, là-dedans), et dans le oom de José Van Dam (saint François), on entend âme... (mais sans accent circonflexe !). Messiaen aime Chagall, s'est inspiré de lui dans *les Rechants*, et le plafond de l'Opéra de Paris a été repeint par

Chagall. Symbolique des lieux : par exemple, *Exspecto resurrectionem mortuorum*, requiem pour les morts de la guerre, commandé à Messiaen par André Malraux, fut créé à la Sainte-Chapelle, où, petit gargon, il se découvrit, ébloui par la rocaie, l'amour des vitraux. Une fascination pour leur catéchisme en couleurs, son goût de la teinte violente, de la nouveauté, de l'original, autre « monument » — fut créé en 1974 à New-York, en l'honneur du bicentenaire des États-Unis ; c'était une commande d'Alice Thulry, grande dame de Manhattan. A cause de ce morceau, Messiaen a « sa » montagne dans le désert de l'Utah : un sommet baptisé, *Mount Messiaen* (de son vivant à lui dont l'optimisme foncea que quelques « vandales » Missy, y ont gravé, « l'Utah est un lieu ; dessein de porter la parole à un lion ; sera probablement préséle le 28 novembre à Paris.

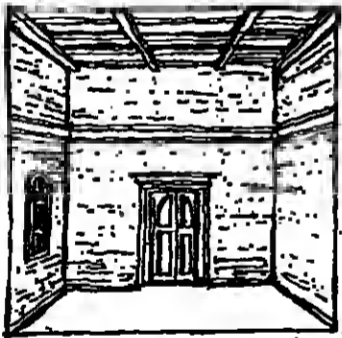
Finissons-en : Messiaen est ou Sagittaire, comme Palestrina, Beethoven, Berlioz, Franck, Sibelius et Falla, comme Anton Webern le botaniste, et comme Franck Zappa, qui sera bientôt l'invité de Pierre Boulez à l'IRCAM. Des références au langage ou au langage, dans un journal sérieux? Pourtant, les élèves de Messiaen, dans cette classe où, à son retour de captivité, il commençait à faire parler dans le monde, entier de ses dons prodigieux d'analyste, les membres de ce groupe, ou se retrouvaient Boulez et Liorid à côté d'autres comme Jean, Nigg, Barraqué, Clostre, Le Roux... s'étaient baptisés « les Flèches », à cause du signe astrologique de leur guide; la flèche lançée par l'archet file d'un point à un autre sans s'arrêter, dans d'énormes sauts de travers, d'un bout d'un travail, j'ai des doutes; et après, le travail fini, il arrive que je doute, dit Olivier Messiaen, mais pendant... je travaille.

MLB

par Yvonne Loriod, tout aussi apparemment modeste, tout aussi affable et encore plus vigilante.

Pour ceux qui ont travaillé à la préparation de cette œuvre, la présence constante de ce couple étonnant restera comme une image, déjà historique. Messiaen, démar- che préconisation d'ecclésiasti- que, au fond c'est la douceur du regard des myopes, derrière ses lunettes. Messiaen avec son ineffi- cable costume gris, rosettes à la bou- manière, ressemble peut-être à ces graveurs d'enluminures du Moyen-Âge, soucieux du juxtafina, des courbes exactes.

Les chemises à col ouvert de Messiaen, ces chemises coupées dans des tissus de couleur turquoise, orange ou vert tendre, imprimées de petits motifs cachemire réguliers, sont entrées dans la légende. Mais cela fait tout de même quelque chose de le voir sortir de sa poche, méticuleux, sa gomme et son crayon, pour une annotation supplémentaire, une remarque infinie en marge de ces cent cinquante de pages à soixante-dix portées — fabriquées



« L'harmonie naturelle : la vraie, l'unique, la voluptueusement jolie par essence, la voulue par la mélodie, issue d'elle, préexistante en elle, depuis toujours, encluse en elle, attendant manifestation. »

spécialement pour lui — où il a, avec *Saint François*, écrit une sorte de « récapitulation » de son œuvre entier.

Puisaot dans les richesses de l'Océan de musique, traité indien du treizième siècle où sont exposés, entre autres, les secrets rythmiques des doct-lahls, Messiaen, qui a su se faufiler entre les pièges de la tradition et les impasses de la modernité, en provoquant que l'accord parfait de la majeur égalait, pour lui, les couleurs bleues, ce dernier des Mobicans de l'harmonie semble, en ce moment, inquiet à mourir et tout à la fois ébloui de ce qui arrivera. Un éblouissement presque naïf. « Vous avez entendu la chouette hulotte, là ? » nous a-t-il demandé, ajoutant : « C'est un oiseau qui fait peur la nuit, c'est la crainte, l'angoisse... ». A celle, ou celui, qui dit : « La chouette hulotte, pour moi, n'a rien de pareil au cri d'un enfant qui n'a, assésant, elle nous paraît gentille, familière comme sont les chouettes », il lance un regard interrogateur, et si on lui demande : « Êtes-vous un peu superstitieux ? », vite, il répond : « Non, non, pas du tout. »

Le même compositeur, en janvier 1941: dans un camp de Silésie où, captif, il avait réussi à se procurer

un crayon et une gomme, présentait aux autres prisonniers, qui rêvaient recettes de cuisine, le *Quatuor pour la fin du temps*; tenant lui-même la partie de piano, en compagnie d'un violoniste, d'un clarinetiste et d'un violoncelliste dont l'instrument n'avait plus que trois cordes. A l'époque, à cause de la faim, il voyait les sons en couleur comme son ami le peintre Blanc-Gatti. Aujourd'hui, en 1983, en un temps qui ressemble bien à celui de l'Anti-Crist décrit dans l'Apocalypse, Messiaen a eu - *tout ce qu'il a voulu, ou demandé* - pour faire du Messiaen.

Comme, quand il était petit, il voyait dans Shakespeare que les fées, les djinns, les êtres, les belles invraisemblances, il ne veut pas trop savoir que le monde va mal ! Il a la foi. La vraie vie, pour lui, est ailleurs. Là où les ressuscités se retrouveront appelés par un autre nom. Et attendant, « nous sommes terrestres », et il retourne arrêter, dans les dix-huitième arrondissement, comme le professeur ses élèves très français qu'il est resté. La mort, de ce qu'il appelle « l'appartenance conjugal » à tous deux, chacun des époux à son sündio est rose grenat, un rouge de liturgie, et les rideaux aussi sont rouges. La petite pipe noir il reçoit ou contient, en gros, qu'un grand piano noir : le tout, noir sur rouge, de goût déconcertant, rappelle l'ensemble un tableau de Nicolas de Stael.

Qu'importe alors si Messiaen ne nous a pas parlé beaucoup des pierres précieuses qu'il aimait collectionner. *« J'ai arrêté, j'ai écrit ruineux. Les oiseaux, on peut les écouter gratuitement. »* Et il s'est mis à parler de saint François, des stigmates. *« Certainement reprocheront que cet opéra coûte trop cher. Mais ça ne change rien du tout. »* Mais ça ne change rien du tout. Saint François était comme les enfants, il était si cher de tout ce qu'il sentait, riche de la nature autour de lui. Bien sûr, Messiaen nous a montré des passages de sa partition, ses indications de mise en scène, de couleurs, de costumes, écrites sur le même papier à musique de son écriture sage et large. Messiaen est généreux de son temps.

On avait envie de lui demander d'écouter cette cassette où, lui seul chantant les sept rôles, et Yvonne Loriod au piano, ils ont enregistré l'intégralité de *Saint François*. Cinq heures de musique en dun, une bande magnétique qui a servi de point de départ au travail de tous les autres. La pièce à conviction.

MATHILDE LA BARDONNE.

★ Olivier Messiaen, par Harry Halbreich (532 pages, Fayard/SACEM).

★ *Messiaen*, par Alain Perier
(Le Seuil, coll. « Solfèges »,
191 pages).

★ Album-programme du Festival
Messiaen (1978) publié par La recher-
che artistique (241, rue Saint-Jacques,
Paris 5^e) contenant les textes complets
des analyses de toutes ses œuvres par
le compositeur.

★ Ses œuvres musicales ont été éditées principalement chez Durand et Leduc. Presque toutes ont été enregistrées.

«**M**ESSIAËNIQUE » : adjectif se rapportant à l'œuvre de Messiaen. Possibilité de confondre parfois avec « messianique », qualificatif à écrire sans « e » muet, celui-là. Le jeu de mots bienvenue a été fait depuis longtemps, à propos du compositeur aux inspirations théologiques.

Né en décembre 1908, à Avignon (la Cité des papes), Messiaen a pour prénoms Eugène, Prosper, Charles et Olivier : l'olivier est l'arbre de la paix, celui de la colline où Jésus est mort. Le prénom du père de Messiaen, traducteur de Shakespeare, était Henri - Pierre, ce qui signifie que cette œuvre se situe au bairni mot Eglise... La sainte s'appelait Cécile Sauvage ; sainte Cécile est la patronne des musiciens, et « sauvages » suggère la forêt, celle où les oiseaux du ciel, qu'ils n'atteignent point, ne s'éloignent pas du lendemain. Cécile Sauvage, alors qu'elle était encore de son premier enfant, donnait que le monde souffre d'un lointain musical que j'ignore. Elle l'écrivit dans des poèmes sur la maternité.

Pressentiment, intuition, ou simple hasard ? Messiaen ne croit pas au hasard. « Lui plait davantage l'idée de prédestination : « Mes parents, n'étaient ni spécialement musiciens ni spécialement religieux, mais je suis né sous la double étoile de la musique et de la foi catholique », a-t-il inlassablement affirmé, parlant surtout de sa mère : elle se disait « sa - dame et lui - son chevalier au bouclier rose ».

Son apprentissage, en solitaire d'abord, eut lieu à Grézoble, ville de montagne. Il disposait d'un vieux piano. Plutôt que du chocolat, on lui offrait pour cadeaux d'anniversaire des partitions d'opéras. Puis, déménagement à Nantes : La destinée continue de faire bien les choses : là, un professeur d'harmonie sera lui aussi assez « intuitif » pour mettre dans les mains de l'élève de neuf ans un exemplaire de *Pelléas et Mélisande*.

Revenons aux «douces» coïncidences. Au Conservatoire de Paris, le jeune Olivier suit l'enseignement de Jean et de Noël Gallon (Jean, l'apôtre préféré; Noël, le jour du Seigneur). Un autre professeur s'appelait Maurice Emmanuel (Emmanuel égale «Dieu est avec nous»), et celui qui lui avait l'orgue était Marcel Dupré (dans les prés aussi les oiseaux chantent). Dupré, cela ne rappelle-t-il pas Josquin Des Prés, le «prince de la musique» — un Franco-Flamand (or Messieen revendique ses origines nordiques) ?

A l'âge de vingt-deux ans, Messiaen devint titulaire de l'orgue de



EXPOSITIONS

CAPPIELLO, 1875-1942. Originaire et installé. 11c des arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Isle (326-02-01). Jusqu'au 15 janvier.

CHARLES DE CASTELBAJAC. Aquarelles et gouaches. Galerie Varior-Guicourt, 100, rue du Faubourg-Saint-Honoré (266-25-45). Jusqu'au 26 novembre.

CHAN KIN-CHUNG. Peintures. Galerie art Yomint, 5, quai de Conti (326-15-35). Jusqu'au 26 novembre.

JEAN COCTEAU. Galerie Prosopium, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

FAUTRIER. Dessins, aquarelles, gouaches. Galerie Heyraud-Bresson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Jusqu'au 17 décembre.

RIEDER. Peintures et gravures. Galerie A. Magli, 42-46, rue du Bac (548-45-15). Jusqu'à fin novembre.

SAM FRANCIS. Œuvres récentes. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (277-32-31). Jusqu'au 23 novembre.

GEISLER. Galerie P. Frégnac, 50, rue Jacob (260-86-31). Jusqu'au 25 novembre.

E.J.M. HAUSER. Galerie du Lion, place des Vosges (887-73-28). Jusqu'au 30 novembre.

HAYDEN. Peintures et gouaches. 1908-1970. Galerie Suillier, 8, rue d'Argenson (265-54-88). Du 17 novembre au 23 décembre.

JOHN HILLIARD. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Rues (277-63-01). Jusqu'au 3 décembre.

ALEXANDRE HOLLAN. Dessins. Nane Stern, 25, avenue de Tourville (705-08-46). Jusqu'au 3 décembre.

PATRICE HUGUES. Galerie A. Cudin, 28 bis, boulevard Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 26 novembre.

FRANÇOISE JOLIVET. Sculptures. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90).

LEOPOLD KRETZ. Galerie A. Pinon, 8, rue de Sévigné (272-87-77). Jusqu'au 15 décembre.

YURI KUPER. Peintures, dessins, sculptures. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 26 novembre.

LAPICQUE. Œuvres de 1925 à 1964. Galerie Mesine, 1, avenue de Mesine (562-25-04). Jusqu'au 16 décembre.

PIERRE LE CLERC. Peinture collage. Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Du 28 octobre au 27 novembre.

LEPROUST. Deux lemmings. Galerie H. Odierman, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré (266-92-58). Jusqu'au 4 décembre.

ODILE LEVIGOUREUX. La Douceur, 26, rue Mazarine (326-02-74). Jusqu'au 26 novembre.

DENISE LIOT. Peintures et pastels récents. Galerie Durial, 2, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 3 décembre.

YVES LOYER. Peintures récentes. Galerie Bolini, 23 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 3 décembre.

MAN RAY. Œuvres de son enfance. Galerie M. Meyer, 15, rue Guénégaud (633-04-38). Jusqu'au 9 janvier.

MARISCAL. 33, rue du Faubourg-Saint-Antoine (233-36-96). Jusqu'au 31 décembre.

JEAN-CLAUDE MEYNIARD. Corps et graphiques. Galerie J.P. Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Isle (633-56-02).

OUZANI. Peintures. Galerie Civange, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 17 décembre.

CHRISTIAN PARISTOT. Mise en scène de la peinture. Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 26 novembre.

ERVIN PATKAL. Sculptures et dessins. Atelier des Maitres, 31, rue Yves-Tondic (208-65-01). Du 17 novembre au 4 décembre.

A. R. PENCK. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 23 novembre.

CLAUDE PLESSIER. Très brève relation de la destruction des Juifs. Galerie G. Laviot, 40, rue Mazarine (326-84-35). Jusqu'au 4 décembre.

DANIEL PONTOREAU. Site-art près de 10, rue Copernic (508-58-96). Jusqu'au 4 décembre.

ROHNER. Toiles récentes. Galerie Frémont, 3, rue des Saints-Pères (260-74-77). Jusqu'au 20 décembre.

ROMBERG. Peintures 1983. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (336-91-10). Jusqu'au 26 novembre.

PETER SAUL. Regards sur l'Amérique 1969-1972. Galerie Dierkes-Spyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 10 décembre.

ANNE SAUSSONS. Au Fond de la cour, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 26 novembre.

BRUNO SCHMELTZ. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-07). Jusqu'au 14 janvier.

SIMON. Aquarelles. Ranelagh, 5, rue des Vignes (288-64-44). Jusqu'au 3 décembre.

VLADIMIR SKODA. Installation. Galerie Daneguy, 57, rue de la Roquette (700-10-94). Jusqu'au 3 décembre.

EVE SONNEMAN. New Photographs. Galerie Faridès Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 23 novembre.

BERNARD STERN. Galerie Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 3 décembre.

THEODORE STRAWINSKY. Pastels. Galerie musée de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (653-16-58). Jusqu'au 17 décembre.

M. VANDEN ECKHOUDT. Zoologies. Photographies. Galerie Ideodidelpire, 13, rue de l'Abbaye (326-51-10). Jusqu'au 26 novembre.

WOLF. Peintures. - L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 19 novembre.

En région parisienne

BOULOGNE-BILLANCOURT. Festival de la sculpture. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (604-82-92). De 10 h à 21 h ; Dim., de 10 h à 12 h. Jusqu'au 20 décembre.

CHOSY-LE-ROI. Janelle : Albert, Bagnard, Eda, Faltre, Martine, Ség. Théâtre P. Eluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges (890-54-87). Sauf dim. et lun. de 16 h à 18 h 30 ; sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 7 décembre.

CORRELL-ESSONNES. Mémoires de la sculpture. Centre culturel, 22, rue de la Belle-Feuille (604-82-92). De 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 10 h à 12 h. Jusqu'au 20 décembre.

CRETEIL. Mithras : Peintures, gravures. - Maison des arts, place S. Allende (899-94-50). Novembre-décembre.

LA DÉFENSE. Novembre-décembre. Eplandse (326-14-70). De 11 h à 19 h ; sam. et dim., de 12 h à 19 h ; mercredi jusqu'à 13 h 30. Jusqu'au 31 décembre.

MALAKOFF. Tabachnik. Peintures 1972-1982. Théâtre 71, 3, place du 11-novembre (635-43-45). A partir du 18 novembre.

MARLY-LE-ROI. Le chemin de la sculpture. Institut national d'éducation populaire, 11, rue Willy-Blumenthal (938-49-11). Jusqu'au 2 décembre.

MEAUX. Dapré. Musée Bonami, ancien palais épiscopal (434-84-45). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 décembre.

MONTGERON. A. Bernadine. Musée de l'art moderne, château de Montgeron de Senlis. Sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

PALESEAU. Dessins français au XVIII^e siècle consacrés à la bibliothèque de l'École polytechnique, route de Sacy. De 10 h à 17 h. Jusqu'au 25 novembre.

PONTOISE. Engèle-Anthoine Durand, 1860-1944. - Musée Pisarra, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi-mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 novembre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Aquarelles orientales d'Emile Bernard. Musée départemental du Prieuré, 2, rue Mainville-Denis (973-77-37).

SÈVRES. De la terre et du feu. 5 poteries contemporaines. Musée national de céramique, place de la Manufacture (027-02-35). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F ; Dim., 6 F (gratuite le mercredi) Jusqu'au 13 février.

En province

ANGERS. Dix-neuf de l'Inde du Sud dans l'imagerie populaire. - Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (88-64-65) - Musée Pinot, 32 bis, rue Lenoir. Jusqu'au 4 décembre.

ARRAS. La bataille électorale. Centre culturel Nord, 9, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 11 décembre.

AVALLON. Voyage en Italie au pays de la bande dessinée. Grenier à sel. Jusqu'au 31 décembre.

BREST. Architecture contemporaine en Bretagne. Musée municipal, 22, rue Trévise (44-66-77). Jusqu'au 12 décembre.

CAEN. Georges Noël. Héliographe 1957-1983. Théâtre municipal (86-12-79). Jusqu'au 10 décembre.

CALAIS. Palais de la culture. Le Gec. Galerie de l'Académie Pont, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 4 décembre.

CASES DE PENE. Jean-Charles Mala. Château de Jau. Jusqu'au 4 décembre.

CHALON-SUR-SAONE. Bellaguet. Toulousiens chroniques. - Musée Dumas (48-01-70). Jusqu'au 13 décembre. - Jean Gerz. Jusqu'au 27 novembre. - Mém Ray photographes. - Ségay. Jusqu'au 30 décembre. Maison de la culture (48-48-92).

CHARTRES. Exigences de réflexion dans la peinture française entre 1830 et 1870. Musée des beaux-arts, cloître Notre-Dame (364-41-39). Jusqu'au 30 janvier.

CHATEAUX. Berthelme. Centre d'art contemporain, place Saint-Hélène (34-86-23). Jusqu'au 31 décembre.

CHOLET. Hémery et André Hémery. Musée des arts, 50, avenue Gambetta (62-21-46). Jusqu'au 4 décembre.

CLERMONT-FERRAND. Orphée en Amérique. Musée Burgin, 43, rue Ballainvilliers (93-37-31). Jusqu'au 31 décembre.

COMPIEGNE. Bernard Turlut. Peinture-éclat 1982-1983. Centre culturel, place Brin-Daubigny. (420-07-57). Jusqu'au 3 décembre.

DIJON. Arpad Szenes. Œuvre gravé et ses albums. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 31 décembre.

DUNKERQUE. Acquisitions, dons et restaurations. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 8 janvier. - Marie Avati. Tendre sans de gravures. Musée d'art contemporain. Jusqu'au 25 novembre.

GRAVELINES. Félix Vallotton : tout l'œuvre gravé et quelques dessins préparatoires. Centre artistique, quatre techniques, quatre médiums. Musée du dessin et de l'estampe (32-08-13). Jusqu'au 26 novembre.

LA ROCHELLE. Le monde fantastique des arts. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jacques-Pérot (41-68-93). Jusqu'au 14 janvier.

LA ROCHE-SUR-YON. Irène Leskine. - Christine Chardon. Musée municipal, rue Jean-Jaures (05-54-23). Jusqu'au 10 décembre.

LE HAVRE. Guyard Pinard. Sculptures-œuvres. Maison de la culture. Jusqu'au 4 décembre.

LYON. Georges Dufrenoy, 1878-1943. Musée des beaux-arts, 20, place des Terreaux (828-07-66). A partir du 18 novembre. - L'Art sans temps. - ELAC. Centre d'échanges de Perrache, niveau 4 (842-27-39). Jusqu'au 28 novembre.

MARCO-EN-BAROEUL. Maurice Utrillo, 1893-1955. Centre Séparation (46-26-37). Jusqu'au 15 janvier.

MARSEILLE. Jean Cocteau, poète, graphiste. Bibliothèque municipale, 38, rue du 141^e R.I.A. (50-25-26). Jusqu'au 10 décembre. - Paul Grand. Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 31 décembre.

MONTAUBAN. Peinture en Occitanie. Musée Jaurès, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Du 19 novembre au 12 février.

MORLAIX. Yves Eliaou, peintre et écrivain. Musée des Jacobins, rue des Vignerons (58-68-58). Jusqu'au 8 janvier.

MULHOUSE. Zella Rosal. Musée de l'impression sur étoffe, 3, rue des Bodennes (45-51-20). Du 17 novembre au 30 janvier.

NANTES. Les photographiques. Château des Ducs de Bretagne (et autres lieux). Renseignements au 47-18-15. Jusqu'au 31 décembre.

ORLÈANS. Jean-Loup Martin. Peintures sur papier. Maison de la culture, carré Saint-Vincent (62-45-68). Jusqu'au 30 novembre.

PONTREUIL. Guillermo Navez. - Musée Sainte-Croix, rue Saint-Simplicien (41-07-55). Jusqu'au 19 décembre.

QUIMPER. Tanguy. Musée des beaux-arts, rue de la Mairie (95-45-30). Jusqu'au 9 janvier.

REIMS. Vitrail en éclat. - Maison de la culture André Malraux, classée Bouquais (40-23-20). Jusqu'au 19 décembre. - La lampe du regard. Hôpital Robert Debré, rue Alcide Carrel (85-06-11, poste 511). A partir du 19 novembre.

RENNES. R. Bess-A. Catherine. Collections de photographies. - Musée de Bretagne, 20, quai Emile-Zola (50-83-87). Jusqu'au 31 janvier. - Barry Flanagan. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (50-83-87). Jusqu'au 18 décembre.

ROANNE. Serge Charbonneau. - Musée J. Déchelette, rue A. Fraunce (71-47-41). Jusqu'au 20 novembre.

ROUEN. Hommage à Reynold Aronson, 1918-1980. - A partir du 20 novembre. - La société du Normand. La société marseillaise du XVIII^e siècle à nos jours. Musée des beaux-arts, rue Thiers (71-34-40). - Léon Zuck. Centre d'art contemporain, 11, place du Général-de-Gaulle (91-06-92). Du 18 novembre au 23 décembre.

SAINT-ETIENNE. Nicky Ried. Diaramas. - Maison de la culture. Jusqu'au 15 décembre.

STRASBOURG. Willi Baumeister. 1893-1955. Musée d'art moderne, ancienne douane (32-46-07). Jusqu'au 27 novembre.

TOULON. François Arzal. - A. Jourdain. Le Moyen Age. - Japon ; Diéoléc. Le dessin-décor dans l'architecture de Kyoto. Musée, 133, boulevard du Général-Leclerc (93-15-54). Jusqu'au 4 décembre.

TOULOUSE. Jacques Tatioulet 1928-1983. Palais des arts. Jusqu'au 25 novembre.

TOURNAI. Joseph Albert. Musée, rue Paul-Doumer (07-38-92). Jusqu'au 30 novembre.

TOURS. Jules Baerle. Caricaturiste tourangeais (1815-1905). Musée des beaux-arts, 118, place François-Sicard (05-68-73). Jusqu'au 2 janvier.

TROYES. Roger de La Frumaye. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (80-57-30). Jusqu'au 27 décembre.

VILLEURBANNE. Carl André - Bernard Lavier. La Nomen Mode, 11, rue Léon-Delord (48-45-10). Jusqu'au 29 novembre.

1983
LA FONDATION ELFA AQUITAINE PRESENTE

EXPRESSIONS SCULPTURES

DU 3 AU 25 NOVEMBRE 1983
AU MUSÉE NATIONAL DES MONUMENTS FRANÇAIS
PALAIS DE CHAILLOT PLACE DU TROCADERO

F. GUALTIERI
Galeries Gallery - Haring
132-136 bd. du Montparnasse
75014 Paris. Tél. 320-92-52
15 NOVEMBRE-31 DÉCEMBRE 1983

LE NOUVEL ESSOR
40, rue des Saints-Pères, Paris 7^e
MICHEL CIRY
Estampes récentes
jusqu'au 23 décembre 1983.

MAIRIE ANNEXE DU III^e
2, rue Eugène-Spiller - M^e Temple
BOLIVAR et la Colombie
11 novembre - 4 décembre
Tous les jours 11 h 30/18 h. Sauf lundi
Visite-conférence tous les jeudis à 16 h.
ENTRÉE LIBRE

FUNDACAO CALOUSTE GULBENKIAN
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS
D.A. DE SEQUEIRA
dessins, 1821
jusqu'au 10 décembre
de 14 h à 18 h
51, avenue d'Iéna Paris 16^e

MANCINI
Peintures récentes
Jusqu'au 29 novembre
Galerie Colette DUBOIS
420, rue St-Honoré - 75008

Galerie LA HUNE
14, rue de l'Abbaye
75006 Paris, 325-54-08
KOZO
lavis
17 nov. - 14 déc. 1983

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Feytaud-3^e
tél. : 271.82.20
du 18 novembre
au 26 décembre
GUSTAV BOLIN
Peintures
CLAES HAKE
Sculptures
An-vin. 12 h-18 h - sam. dim. 14 h-18 h

FIAG 83
SALON ART, VIDEO, CINEMA
Jusqu'au 23 novembre
Tous les jours de 12 h à 18 h
CENTRE ANDRÉ-MALRAUX
112, rue de Rennes 75006 Paris

Françoise CHARPENTIER
présente
RICHARGUY
PEINTURES
DU 8 NOVEMBRE
AU 3 DÉCEMBRE 1983
52, rue Saint-Louis-en-l'Isle
75004 PARIS
Tél. : 354-58-86
Ouvert tous les jours de 11 à 22 h
sauf le lundi

FELIX VERCEL
présente
BOUYSSOU
"guinguettes"
16 novembre - 7 décembre
9 AVENUE MATIGNON
PARIS 8^e 258.25.19

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (7^e) - 556-79-15
Trois générations féminines
dans la photographie mexicaine
T.J. et dim., de 10 h à 18 h, sam. 14 h à 18 h - 27 OCTOBRE - 3 DÉCEMBRE

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
PICASSO
Grouvres
NATURES MORTES
Bonnard, Braque, De Chirico, Delaunay, Derain, Dufy,
Juan Gris, Léger, Marcoussis, Matisse, Picasso, Vuillard...
Novembre-Décembre 1983
LA BANDE DESSINÉE
EN AFFICHES
LIBRAIRIE
Art contemporain, architecture, graphisme.
9, av. matignon paris 8 - 299.16.16
du mardi au samedi de
10 h 30 à 19 h 30.

ARLETTE MAGNIER BONNER
67, rue Saint Dominique, 75007 Paris - 555-19-35
CORNEAU (1894-1977)
Scènes d'intérieur des années 1920-1930 à 1960
Huiles et pastels
du jeudi au samedi jusqu'au 24 décembre de 13 h à 19 h

CHAILLOT
PETER PAR LES HANDKE VILLAGES
Mise en scène de Claude Régy • Création
Grand Théâtre
Du 24 novembre au 23 décembre à 18h-30.
Dimanche à 16 h. 727 81 15

NOUVELLE REVUE NOUVELLE REVUE
Bal du Moulin Rouge
20 h Diner Dansant
Champagne et Revue
370 F
22 h et Dh
Champagne et Revue
255 F
PRIX NETS
SERVICE COMPLIS
femmes, femmes, femmes...
MONTMARTRE-PLACE BLANCHE-606.00.19 ET AGENCES

L'OPERA NATIONAL DE BELGIQUE - THEATRE ROYAL DE LA MONNAIE
Directeur : GERARD MORTIER
LES SPECTACLES A.L.A.P. et LES SPECTACLES LUMBROSO présentent le

BALLET DU XX^e SIÈCLE

DE
MAURICE BÉJART
AU PALAIS DES CONGRES
Porte-Maillot - Paris - A PARTIR DU 14 FEVRIER 1984

au programme :
MESSE POUR LE TEMPS FUTUR
Chorégraphie de MAURICE BÉJART
création mondiale à Bruxelles le 13 décembre 1983

soirées 20 h 30 du mardi au samedi ;
matinée 15 h le dimanche

Prix des places : 180 F - 150 F - 60 F

LOCATION OUVERTE à l'aide du bon
clippé uniquement pour la PERIODE
du 14 au 29 FEVRIER 1984.

Les demandes seront servies dans leur
ordre d'arrivée. Aucune réclamation
ne sera admise après la 1^{re} date choisie.

Renseignements : 266.20.75

BON DE RESERVATION
à retourner avant le 10 janvier 1984
à SPECTACLES A.L.A.P. : 23, rue Royale 75008 PARIS

Nom _____ Tél. _____
Rue _____ N° _____
Localité _____
Indiquer ci-dessous 2 dates et jours différents.

DATES	NBRE PLACES	PRIX UNIT.	TOTAL
Le a n			
du le a n			

Code postal _____
Ci-joint règlement de par chèque bancaire ou postal
5 volets à l'ordre du BALLET DU XX^e SIÈCLE et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.
DATE _____

Compagnie Berio-Ribes
BATAILLES
Ribes/Topor
Jean-Pierre Bacri - Philippe Khorsand
Tonie Marshall
LOCATION 742.67.27 - FNAC - AGENCES

VATER LAND
Le pays de nos pères
Wenzel - Bloch

Télérama
Le récit d'une triple aventure. Celle d'un homme allemand déserteur qui aime d'un amour fou une Française, puis disparaît pour toujours. Celle de son fils qui le cherche, beaucoup plus tard, et le trouve. Celle de la rencontre entre deux pays ennemis, la France, l'Allemagne, après-guerre, et puis, longtemps après la guerre. Un récit écrit en images, en sons, en bribes de paroles, en sensations. Un beau spectacle nostalgique où les fantômes se réincarnent un instant. Comme une lettre au Père, désormais sans objet.
Anne LAURENT
obscurateur
Un étonnant témoignage qu'on ne peut oublier. GUY DEAR

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE DU ROND-POINT

LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES
DE OCTAVE MURBEAU MISE EN SCÈNE PIERRE DUX DÉCOR GEORGES WAKHEVITCH
(COSTUMES YVONNE SASSINOT DE NESTLE AVEC USE DELAMARE ET PIERRE DUX
EN ALTERNANCE
SAVANNAH BAY
DE MARGUERITE DURAS MISE EN SCÈNE MARGUERITE DURAS DÉCOR ROBERTO PLATE (COSTUMES YVES SAINT LAURENT AVEC MADELEINE RENAUD ET BULLE OGER
LUNDI 21 NOVEMBRE 20 h 30
SAROF ALI AKBAR KHAN
JASRA SWAPAN KUMAR CHAUDHURI
DU 2 AU 7 DÉCEMBRE
"NÔ" THÉÂTRE JAPONAIS 3 PROGRAMES
COPIRODUCTION FESTIVAL D'ANTONY
PETIT ROND-POINT
10 DERNIÈRES
LES EXILÉS
DE JAMES JOYCE ADAPTATION FRANÇAISE JEAN-DOMINIQUE DE LA ROCHEFOUCAULD
MISE EN SCÈNE ANDRÉAS YOUTSINAS DÉCOR PACE AVEC MICHELE AMIEL PIERRE ARDITI SABINE HAUDUPIN MARTHE KELLER PIERRE VANECK
26 REPRÉSENTATIONS
DU 1^{er} DÉCEMBRE AU 1^{er} JANVIER
LETTRES D'UNE MÈRE A SON FILS
DE MARCEL JOHANDEAU MISE EN SCÈNE JEAN-PIERRE GRANVAL AVEC MARCEL MARECHAL ET LA VOIX DE MADELEINE RENAUD.
COPIRODUCTION AVEC LE THÉÂTRE DE LA TRÉVISE/MARCEL MARTEL
DU 7 AU 31 DÉCEMBRE 18 h 30
SHIVA-SHAKTI PAR MALAVIKA
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE
EXPOSITION ANDRÉ MASSON ET LE THÉÂTRE
AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS LOCATION 256.70.80

MAISON DES ARTS CRETEIL
Maison de la Culture de Creteil et du Val-de-Marne Direction Jean Morlock. Place Salvador Allende 94000 Creteil Tél. 999.94.50

LA CELESTINE Les fastes de l'Opéra au service du Théâtre
18 novembre-10 décembre
Mise en scène de Petrika Ionesco
Coproduction Compagnie Petrika Ionesco, FR3, Maison des Arts de Creteil, Ministère de la Culture
899.90.50

LES SPECTACLES NOUVEAUX
Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
SEMAINE DE LA MARIONNETTE - A. Delmas (837-97-34), les 18, 19 et 22 à 19 h 30 et 20 h 30; le 20 à 15 h et 16 h.
VAGUE A L'AMOUR OU LE BLUES DE LA SCÈNE - Cartoucherie, Atelier de Chaudron (328-97-04), le 16 à 14 h 30, les 18, 19 à 20 h 30, le 20 à 16 h.
MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE - Église Indépendante Salomon, le 19 à 21 h.
1914. LA MÉMOIRE DE MES VINGT ANS - Fondation de l'Alibi (889-32-26), 20 h 30 (19), Dim. 17 h.
LES SERPENTS DE PLUIE - Madeline (262-07-09), 20 h 45 (16), sam. dim. 15 h, mer. 18 h 30.
BARRE-BLEUE/GOLATHE - Cergy-Pontoise, Th. des Arts/Th. de l'Europe (032-79-00), les 16, 18 et 19 à 21 h et le 20 à 21 h (Golathe).
LA CELESTINE - Créteil, Maison des Arts (899-94-50), 20 h 30 (18).
TONIO KROGER - Nanterre, Th. des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 (16).
BOUVARD ET PÉCUCHE - Orly, Théâtre (884-82-70), 21 h (18).
GRAND-PÈRE - Gant, Montparnasse (322-16-18), 20 h 45 (22).
STELLES - Th. Artistique Athénien (355-27-10), 20 h 30 (22).
TU ÉCRASERAS LE SERPENT - Cité Internationale (359-38-69), 20 h 30 (18).
LYCÉEN ET LE FOU - Th. Gérard-Philippes (243-00-59), 20 h 30 (16).

HORS PARIS
NIMES - Correspondance, par l'Abri Théâtre (66) (38-23-02), du 21 novembre au 10 décembre.
TOULOUSE - Les Larmes auvent de Pierre von Kant de R.W. Fassbinder, par le théâtre du Parc au Grand Théâtre de Toulouse (61) (21-39-07), du 22 au 27 novembre.

Les salles subventionnées et municipales
Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.
OPÉRA (742-57-50), les 16, 19 à 19 h 30 et 18 à 20 h; Madame Butterfly, le 22 à 20 h 30; Sophisticated Ladies, le 22 à 20 h 30.
SALLE FAVART (296-06-11), les 16, 18, à 19 h 30; Vive Offenbach; le 22, à 20 h 30; Cimarosa/K. Weill.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 16, 19, 20 à 14 h 30 et 18, 22 à 20 h 30; La Seconde Surprise de l'Amour.
Dans un dispositif en forme de cirque romain
La joyeuse tragédie de l'horreur
TITUS ANDRONICUS (Roger Mollien) de
WILLIAM SHAKESPEARE
Mise en scène Pierre PEYROU
THEATRE PRESENT - 20 h
Tél. : 203-02-55
SALLE PLEYEL
9 et 10 décembre
LSO
direction
ABBADO
avec
POLLINI
le 10 décembre
le 9 MAHLER 1^{re} SYMPHONIE
WEBERN - BERG
le 10 WEBERN - SCHOENBERG
BARTOK
LOC. 561.06.30 - 549.05.28

MAISON DES ARTS CRETEIL
Maison de la Culture de Creteil et du Val-de-Marne Direction Jean Morlock. Place Salvador Allende 94000 Creteil Tél. 999.94.50

LA CELESTINE Les fastes de l'Opéra au service du Théâtre
18 novembre-10 décembre
Mise en scène de Petrika Ionesco
Coproduction Compagnie Petrika Ionesco, FR3, Maison des Arts de Creteil, Ministère de la Culture
899.90.50

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX
Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer (dim. mar.), les 16, 14 h 30, 19 à 15 h; la Traversée du désert (spectacle pour enfants); les 16, 17, 18, 19 (dernière) à 20 h 30; Tombouctou de gosses ou pauvres petites moines; le 21 à 20 h 30; Rendez-vous de poésie avec D. Kébaner.
ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), les 16, 17 à 20 h; La Tempête (en italien); A partir du 18: Relâche.
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), Relâche jusqu'au 21; le 22 à 18 h 30; Heiner Müller de l'Allemagne.
TEP (797-96-06) (L.), Théâtre; les 16, 17, 18, 19, 22 à 20 h 30 et 19 à 14 h 30 et 20 à 15 h; la Mort de Danton; - Cléopâtre; le 20 à 20 h; le Journal d'une fille perdue.
PETIT TEP (797-96-06) (L.), les 16, 17, 18, 19 et 22 à 20 h 30 et 20 à 15 h; Clair d'usine.
REAUBOURG (277-12-33) (mar.), Début, rencontres-accusé; le 16, à 14 h 30; Cycle contes pour enfants; à 18 h; Angelo Mangiarotti; 18 h 30; Bonheur privé, espace public; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et Ph. Manoury; 20 h 30; Le roman après l'avant-garde; le 17 à 18 h 30; Géographie et géopolitique avec la revue « Hérodote » Sources savantes et sources populaires dans l'œuvre de Balzac; 21 h; Hélios Parmelin; « la Désolure »; le 18, à 18 h 30; L'art corporel aujourd'hui; le 19 à 21 h; Rituel de corps; le 21 à 21 h; Hommage à Ortega y Gasset; - Concerts/animations: Opération « Zig-Zag », les 16, 17, 18, 20, 21 à 19 h; Reverdy et

ET-DES SPECTACLES

THEATRE

Les cafés-théâtres

AU BEC-FIN (296-28-35) (D.) 20 à 30 : *Tobit-Bahut* ; 22 h : *Le Président* ; 23 h 30 : *Mod'Mod'Show*.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.) 1 : 20 h 15 : *Arènes* - MC2 ; 21 h 30 : *Sam* ; 22 h : *Les Démones Loulou* ; 23 h 30 : *Les Sacre Moustros* ; 24 h 15 : *Les Cade* ; 21 h 30 : *Last Lunch*, *Dernier Service* ; (D.) 22 h 30 : *Fonilla*, *1930 : la Spécialité*.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (L. Mar.) 18 h 15 : *Welcome Pinguin* (R. Fontaine et Arek) ; (D. L.) 20 h : *Chant d'épandage* ; (Mer. D.) 22 h 15 : *L'Argent du pavillon 4*.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (L.) 1 : 20 h 15 : *Sam* ; 23 h 30 : *Tiens, voilà deux bouillottes* ; 21 h 30 : *Mangues d'homme* ; 22 h 15 : *Dieu m'a tiré par le nez* ; 23 h 30 : *Le Choucroute chateaufort* ; 22 h 30 : *Fais voir ton Cupidon*.

DIX-HEURES (606-07-48) (D.) 18 h 30 : *Y. Fouquet* (à partir de 20) ; 22 h : *The Double Show*.

L'ECURIE (542-71-16) (D. L.) 20 h 30 : *Poésie de journalisme* ; 22 h : *A. Rivage*.

LA PALETTE (251-01-17) (L. Mar.) 20 h 30 : *C. Le Poulain* ; 22 h : *Les Nymphes aux yeux*.

LE PETIT CASINO (278-36-50) (D. L.) 21 h : *Le Ticket* ; 22 h 30 : *Moi je crève, mes parents raquent*.

POINT-VERGULE (278-67-03) (D.) 21 h 30 : *Le Ticket* ; 22 h 30 : *Moi je crève, mes parents raquent*.

RESTOSHOW (508-00-81) (D. L.) 20 h 30 : *Gribouille* ; 21 h 45 : *J. Canal* ; *Va du Trénet dans l'air*.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D. L.) 20 h 15 : *On est pas des pigeons* ; 22 h : *Vous descendez à la prochaine ?*.

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. L.) 20 h 30 : *Un peu, c'est un peu* ; 22 h : *Les Burlesques*.

TANIZÈRE (337-74-39) 16, 17, 18, 19 à 22 h 30 : *Mario-Claude Vallez*.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D. L.) 20 h 15 : *Sam* ; 24 h : *Phédo* ; 21 h 30 : *Apocalypse Na* ; Sam. 16 h : *L'équipe du Tintamarre*.

VEILLE GRILLE (707-60-93) (D. L.) 1 : 20 h 30 : *P. Misère* ; 22 h 30 : *Chez G. Mélie*, *acompanés au piano*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45) 21 h, dim. 15 h 30 : *On perd les pétales*.

DEUX-ANES (606-10-26) (Mer.) 21 h ; dim. 15 h 30 : *L'impôt et les os*.

En région parisienne

Antony, Théâtre F. Giscard (666-02-74) 18 à 21 h : *W. Sheller*, *Gymnase L. Terry*, le 22 à 21 h : *L'Oiseau vert*.

Aubervilliers, Th. de la Commune (833-16-16) (D. soir. L. Mar.) 20 h 30, Dim. 17 h : *Enlève me sans jamais plus caillier par l'endosse* (dern. le 20).

Bagnoux, Th. Victor-Hugo (663-10-54) (D. soir) 20 h 30, Dim. 15 h : *Opéra sauvage*, (dern. le 20).

Bagnoux, Th. des Matéas (367-77-18) 18 h, Sam. 21 h, Dim. 17 h : *Société adoucie*.

Boulogne-Billancourt, T.R.E. (603-60-44) (D. soir. L.) 20 h 30, Dim. 15 h 30 : *Mariage*.

Bures-sur-Yvette, M.J.C. (907-79-88) 21 h, Dim. 16 h : *Mariage chez la pécasse du Gouvernement* (dern. le 20).

Boissy, M.C. (931-11-45) le 18 à 20 h 30 : *M. le Forceter*.

Cachan, C.C. (665-66-12) le 17 à 20 h 45 : *le Nonbail*.

Champigny, C.C. Gérard-Philipe (880-96-28) 17, 19, 22 à 20 h 30 : le 20 à 15 h 30 : *Le Chariot de terre cuite*.

Chelles-Mathey, le Ritz (660-38-70) le 18 à 21 h : *Groupe Klama*.

Chenou, L. Jovent (952-20-07) le 22 à 21 h : *R. André*.

Chelles, C.C. (421-20-36) le 17, à 20 h 45 : *Fugue en mineur (E)* ; le 20 à 16 h : *Les ballets de Vera-Cruz*.

Cherisy-Larue, C.C. (666-64-48) le 19 à 21 h : *La chanson de Brod*.

Chesay, Th. P. Eluard (890-89-79) le 19 à 20 h 30 : *Articule*.

Clichy, Th. Rastebud (731-11-53) le 19, à 20 h 30 : *H. Christiani*.

Clichy, M.J.C. (783-42-70) le 18 à 20 h 30 : *Théâtre du chant du cygne* ; M.J.C. le 19 à 20 h 30 : *A.M. Stagnoli*, *H. Dubanet*, *P. Gato-Lima*, *R. Hime* (Moussy, Villa-Lobos, Bach) ; le 19 à 20 h 45 : le 19 à 17 h et 20 h 45 : *L'Éclaircie du pied*.

Courbevoie, Maison pour tous (333-63-52) le 17, à 21 h : *G. Ripard* (Fauré, Gounod, Massenet...) ; le 19 à 21 h : *J. Danno*.

Élancourt, APASC (050-13-75) (D. soir) 21, Dim. 17 h : *Figures Theater Triangle* (dern. le 20).

Englades, Th. de Coubert (412-90-00) le 19 à 20 h 45 : *les Arts Chorégraphiques*, *W. Christie* (Purcell).

Ervy, Agora (075-10-00) le 19, 22 à 20 h 30 : *Clo A. Roniller* ; le 20 à 16 h : *Orchestre de l'Île-de-France*, dir. : *J. Mercier*.

Fondation Le Play, C.C. P. Nerval (460-20-65) le 20 à 16 h : *le Prix Martin*.

Gif-sur-Yvette, Ecole supérieure d'Électrocinéma (941-00-36) le 18 à 21 h : *Gala Sapoc*.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27) Théâtre

Bagnoux, Théâtre des Matéas (364-77-18) 17, 18, 19 à 21 h : *Société adoucie*.

COZMOS - STUDIO DE L'ÉTOILE FORUM CINÉMA OLYMPIC ENTREPOT

APRÈS LE DÉMANT DE LA PAROLE ET "VALENTINA"

INNA TCHOURLIKOVA DANS "VASSA"

LE NOUVEAU FILM DE GLEB PANFILOV

Distribué par les Films Cosmos

teatro autonomo di roma

Poi Venne l'Intelletto...

10 Représentations du 14 au 24 nov. - à 20 h 30

Lycée Fénélon, 2, rue de l'Éperon Paris 6

loc. au lycée 1 heure avant le spectacle et 3 franc

Théâtre de Paris

Théâtre de Paris (280-09-30) - Petite salle (D. soir. L.) 20 h 30, dim. 15 h : *Sorcellerie*.

Théâtre de la Bastille (357-42-14) (D. soir. L.) Dim. 17 h : *Les Blouses*.

Concert-Théâtre musical de Paris (261-19-83) 16, 17 à 20 h 30 : *Tango*.

Dance

Théâtre de Paris (280-09-30) 16, 17, 18 à 20 h 30, le 20 à 15 h : *Tristia Brown*, le 22 à 20 h 30 : *Karl's Armata*.

FESTIVAL DE L'ÎLE-DE-FRANCE (773-40-84)

Paris, Musée du Petit Palais, le 20 à 16 h : *Les arts florissants* (Purcell).

Saint-Mandé, Salle des fêtes (328-79-40) le 16 à 20 h 45 : *Orchestre de Chambre J.-F. Paillard*, dir. : *J.-F. Paillard* (Mendelssohn, Britten).

Cachan, Maison des Jeunes (665-66-12) le 18 à 20 h 30 : *Le Chariot de terre cuite*.

Montreuil, Salle des fêtes (857-17-59) le 18 à 21 h.

Elancourt, Maison pour tous (062-62-81) le 19 à 21 h.

Ervy, Hézogone (077-93-50) le 20 à 16 h : *1682* ; le 21 à 15 h : *Le Chariot de terre cuite*.

Boulogne, CC (604-73-93) le 17 à 21 h : *Cory*, *Eglise St-Christophe* (030-09-25) le 18 à 21 h.

Draveil, Eglise St-Rémi (903-77-53) le 20 à 16 h : *Ensemble vocal M. Piquemal*, dir. : *M. Piquemal* (Mendelssohn).

Clichy-sous-Bois, Eglise St-Denis (388-96-04) le 19 à 21 h : *Quatuor parisien* (Locke, Laves, Ball.).

FESTIVAL D'ART SACRÉ (277-19-90)

Eglise Saint-Gervais l'Auxerrois le 16 à 20 h 30 : *Chœur et Orchestre de la Chapelle Royale*, dir. : *P. Herreweghe* (Bach).

Eglise de la Trinité le 19 à 20 h 30 : *Chœur d'Audite nova de Paris*, dir. *J. Sourisse* (Mozart), *S. Sourisse* (Durufle), *Chœur de l'Orchestre Colonne*, chef des chœurs : *J. Sourisse*, *Orchestre Colonne*, dir. : *M. Corboz* (Durufle).

Eglise St-Jacques de Haut-Pas le 22 à 20 h 30 : *E.H. Houbard* (Marchand, Liza, Dupré) ; *Ensemble de cultures promues*, dir. : *J.-S. Bureau* (Tind).



SENS INTERDITS handicaps et culture

16 au 22 Novembre 1983 STUDIO SAINT-SEVERIN

hommage à STEVE DWOSKIN

Projection de 3 films : Times for - Outside in - Behindert en sa présence le 19 Novembre

Films de HERZOG et WISEMAN Courts métrages de Belgique, Italie, Pays-Bas

PROLONGATION - DERNIÈRE LE 20

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS

EMILIE NE SERA PLUS JAMAIS CUEILLIE PAR L'ANEMONE

de Michel GARNEAU Mise en scène de Gabriel GARRAN avec

EMMANUELE RIVA NELLY BORGEAUD

"Les voix de ces merveilleuses comédiennes caulent comme de l'eau fraîche." Guy Dumur, *Le Nouvel Observateur*

"Riva-Borgeaud, remarquables" Armelle Heliet, *Le Quotidien*.

"Elles sont si magiques" Gilles Costaz, *Le Matin*.

"Le texte de Michel Garneau est superbe" José Barthoméuf, *Le Parisien*.

"Mis en scène par Gabriel Garran maître es transparence." Jean Lebrun, *La Croix*

833.16.16

1944. TROIS PRISONNIERS ITALIENS DÉBARQUENT EN ÉCOSSE...

LES COUS CAPTIFS

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT RICHELIEU - IMPÉRIAL PATHÉ - CLICHY PATHÉ MISTRAL - PAGODE - GAUMONT HALLES - HAUTEFEUILLE PATHÉ - LES MONTPARNOS - LES PARNASSIENS

14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - CYRANO Versailles JACQUES PRÉVERT Epinay-sur-Seine

LE PLUS CÉLÈBRE CABARET DU MONDE

LIDO

COCORICO

20h Dîner Dansant Champagne et Revue 378F

22h30 et 0h30 Champagne et Revue 285F

PRIX NETS SERVICE COMPRIS

116 bis, Champs Élysées - 563 11 61 et Agences

VASSA

LE NOUVEAU FILM DE GLEB PANFILOV

Distribué par les Films Cosmos

Un homme à ma taille

ANNETTE CARBUCCI

MARIGNAN PATHE • FRANÇAIS PATHE • MAXEVILLE

QUINTEPATHE • FORUM LES HALLES • CONVENTION ST CHARLES

PARAMOUNT MONTPARNASSE • UGC OPÉRA • LES IMAGES

PARAMOUNT MONTMARTRE • UGC ROTONDE

PERIPHERIE :

PARLY 2 • ARGENTEUIL • ARTEL Marne la Vallée • LES BUREAUX • CERGY Pontoise

LISELOTTE CHRISTIAN / ANEMONE / THIERRY LHERMITTE

DANIEL RUSSO / VOLKER BRANDT

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

SUZANNE FLON ROBERT HIRSCH GUY TREJAN

CHACUN SA VÉRITÉ de PIRANDELLO

FRANÇOIS PERIER

avec ANNIK ALANE SARAH LUGER PHILIPPE DEAESDIN ANTOINETTE MOYA GEORGES MONTILLIER ROSE THIERY MAURICE BARRIER EDITH PERRET ROBERT DESLANDES PIERRE LE RUMEUR MARIE-USE BONAME

LOCATION THEATRE 720.09.24 et AGENCES

GAUMONT / LIVRADOIS / FR.3 PRÉSENTENT

A NOS AMOURS.

UN FILM DE MAURICE PIALAT

avec pour la première fois à l'écran SANDRINE BONNAIRE

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT RICHELIEU - IMPÉRIAL PATHÉ - CLICHY PATHÉ MISTRAL - PAGODE - GAUMONT HALLES - HAUTEFEUILLE PATHÉ - LES MONTPARNOS - LES PARNASSIENS

14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - CYRANO Versailles JACQUES PRÉVERT Epinay-sur-Seine

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	58,00	68,42
AUTOMOBILES	58,00	68,42
AGENDA	58,00	68,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INSTITUT FRANÇAIS DE DEMOSCOPIE

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

- 23 ans d'expérience indispensable dans un cabinet d'études ou un service d'études d'annonces ;
- Maîtrise des techniques d'études qualitatives et quantitatives nécessaires.

Boire avec c.v. à :
M. GAUTIER - DEMOSCOPIE
26, rue de Chambéry, 75015 PARIS.

PETROCONSULT E.T.T.

INGÉNIEURS - ÉLECTRONICIENS

- 5 ans d'expérience courants de Foucault, 27 ans minimum ;
- 5 ans d'expérience en micro-processeurs et informatique, 27 ans minimum ;
- Débouche sur 2 ans d'expérience en hyperfréquences, 25 ans minimum.

Pour tous ces postes, l'ANGLAIS est indispensable.

Envoyer C.V. et références à : M. DIDOT, 25, rue Jean-Géraud, 75116 Paris ou tél. : 720-86-76.

emploi international

IMPORTANT GROUPE SAOUDIEN

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Pour sa société chargée de gérer ses installations touristiques en Tunisie, comprenant un parc immobilier, des installations sportives, un centre commercial et des installations sportives.

IL AURA POUR MISSION PRINCIPALE :

- Assurer le fonctionnement de la station touristique (copropriété, services généraux, budgets) ;
- D'organiser l'activité d'hébergement pour l'ensemble des visiteurs ;
- De mettre sur pied l'animation des stations.

Le candidat recherché, Tunisien de préférence, pratiquant couramment l'arabe, le français et une autre langue étrangère, aura acquis une formation supérieure commerciale, et si possible une expérience hôtelière.

Il sera imaginatif, ayant le goût des responsabilités et des qualités de manager.

Adresser lettre et c.v. à : Redec International, 4, place de la Concorde, 75008 PARIS, tél. DUB.

emploi régional

ASSOCIATION CULTURELLE

Importante ville de l'Ouest

DIRECTEUR

Haut niveau culturel. Expérience administration et gestion.

Adresser curriculum vitae et références contrôlables avant le 30 novembre à :

H.A.P. Hall petites Annonces 7 X - n° 96.271 - 44040 NANTES CEDEX.

Société Electro-Hydraulique

Pompes Salmson

FILIALE DU GROUPE THOMSON

recherche

Chef de groupe Méthodes

Vous êtes INGÉNIEUR de formation avec 3-8-5 ans d'expérience minimum.

Vous aimez le perfectionnement et à l'animation d'un groupe au sein d'un service méthodes.

Nous recherchons un homme ouvert et créatif ayant de la personnalité.

Votre mission sera :

- l'industrialisation des nouveaux produits ;
- la recherche et la mise au point de nouveaux équipements et procédés de fabrication ;
- l'établissement des programmes pour M.O., G.N., gammes et temps de fabrication.

Vous participerez à la réalisation d'un important programme d'investissement.

Poste basé à LAVAL.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 5. LM 203 ; à notre conseil :

B. PIZZETTA - 24, allée Saint-Clement - 72300 SOLESMES.

CRICA

Importante Caisse de Retraite de Cadres

recherche

assistante sociale

DIPLOMÉE D'ÉTAT

pour développer ses activités sociales en faveur de ses retraités.

Expérience dans un poste similaire souhaitée. Déplacements en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 5624 à Mme FACY - CRICA, 18, av. du Général-de-Gaulle, 92807 Putaux Cedex.

Etablissement financier de crédit-bail

recherche

jeunes diplômés

E.S.C. OU SIMILAIRE

Après une formation d'environ 2 ans à l'analyse des dossiers clientèle, leur carrière pourra être orientée vers le réseau commercial.

Un goût pour l'activité commerciale (proposition et négociation) et une totale disponibilité géographique après la période de formation sont nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 10427 à :

PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

D.O.O.

78, Champs-Élysées

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

pour maintenance et développements de produits de gestion sur micro (BASIC).

Tél. pour R.V. au 359-17-98.

REVUE D'ÉLECTRONIQUE

recherche

DESSINATEURS CATALOGUES

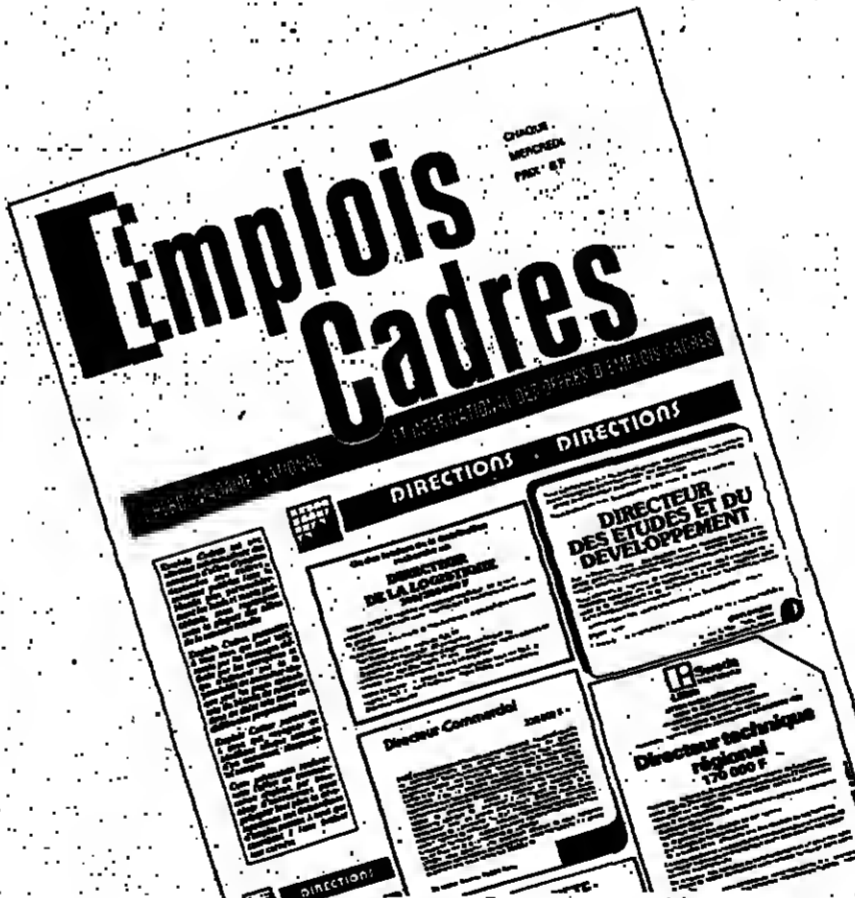
pour réaliser des catalogues à domicile.

URGENT. Contacter M. OESMARETZ au 286-04-46 heures bureau.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans *Le Monde* la semaine écoulée et une sélection d'annonces du *Herald Tribune*.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRES X 7 F (Frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au : « Monde », Service de la vente au numéro

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

SOCIAL

LA NÉGOCIATION SUR LE NOUVEAU SYSTÈME D'ASSURANCE-CHOMAGE

Le patronat veut amener l'Etat à abattre ses cartes

La négociation sur le nouveau système d'assurance-chômage (UNEDIC) est entrée dans sa phase cruciale, le 15 novembre au soir, avec la troisième séance de travail prévue au calendrier des partenaires sociaux. Du même coup, la négociation a pris aussi son aspect traditionnel : chaque parti a tenu de l'emploi pour deux millions de chômeurs de cérémonie à grand spectacle.

Mardi soir, donc, le C.N.P.F. devait fournir, d'entrée, un document chiffré précisant ses propositions de départ pour le futur régime d'assurance paritaire alimenté par la seule cotisation des salariés et des employeurs. L'organisation patronale laissait de côté l'autre volet du système qui, dans son esprit, relève de la solidarité nationale et, donc, de l'Etat, puisqu'il correspond à l'assistance due aux chômeurs de longue durée, aux jeunes et aux femmes à la recherche d'un premier emploi, ainsi qu'aux préretraités en contrat F.N.E.

Le chiffrage tant attendu, où l'on devait découvrir les demandes d'emploi relevant de la responsabilité d'un régime paritaire, selon le C.N.P.F., provoqua un beau tollé parmi les délégations syndicales, qui en prirent connaissance avant de livrer leurs réactions et leurs objections, en séance plénière. Tout cela en secret, puisqu'il ne fallait pas que cette ébauche soit livrée à la presse.

En fin de réunion, toutefois, les partenaires sociaux mettaient à l'ordre du jour de leur prochaine

rencontre, fixée au 23 novembre, la discussion sur un possible régime de solidarité, dont l'Etat aurait à assurer le financement. Et ils prévoyaient de se revoir le 29 novembre pour reprendre le débat sur les propositions du C.N.P.F. en matière de régime d'assurance.

Quelles sont donc ces propositions dont chacun admet et sait qu'elle ne pourront rester en l'état ?

Le C.N.P.F. préconise une indemnisation unique pour tous les chômeurs relevant du régime d'assurance qui se composerait d'une allocation journalière de 40 F (valeur au 1^{er} avril 1984) et d'une indemnité représentant 42 % du salaire antérieur, sans minimum garanti, mais qui ne pourrait excéder 70 % de la rémunération de référence.

Ensuite, le C.N.P.F. envisage trois durées d'indemnisation en fonction de l'âge. Les moins de 50 ans percevraient une indemnité pendant 6 mois, renouvelable tous les trois mois jusqu'à l'accrurance de 18 mois. Les chômeurs dont l'âge serait compris entre 50 et 55 ans percevraient une indemnité pendant 12 mois renouvelable tous les trois mois jusqu'à l'accrurance de 30 mois. Les chômeurs âgés de plus de 55 ans percevraient une indemnité pendant 18 mois et au maximum pendant 36 mois avec des prolongations de six mois.

Quant à la dégressivité appliquée au montant des indemnités, elle

serait également fonction de l'âge : elle interviendrait tous les six mois pour les moins de 55 ans, tous les neuf mois pour les plus de 55 ans. Pour les moins de 50 ans, elle serait de 15 %, pour les plus de 55 ans de 10 %.

Bénéficiaires du régime d'assurance ainsi défini les chômeurs ayant cotisé une année au cours des 18 derniers mois ou, encore, les personnes ayant cotisé six mois au cours des douze derniers mois, à condition d'avoir été affilié six ans au cours des quinze dernières années d'activité.

Selon les organisations syndicales, divisées sur les conséquences de ce premier projet, le « chiffrage » du C.N.P.F. éliminerait du système de l'assurance de 200 000 à 800 000 demandeurs d'emploi, alors que l'UNEDIC, sans compter les préretraités et les contrats F.N.E., en indemnise actuellement 1,2 million. Surtout seraient écartés de ce régime les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les travailleurs devenus chômeurs après la fin d'un contrat à durée déterminée ou d'une mission d'interim (ces derniers représentent 44,4 % des inscriptions à l'AN.P.E.).

Le C.N.P.F., de son côté, réplique que ce projet ne tient pas compte de ce qui devra être fait par le gouvernement et qu'il ne doit donc pas être comparé au régime antérieur. En fait, cette réunion consistait, à l'évidence, pour le patronat, à amener l'Etat à abattre ses cartes.

On en revient donc à la case départ : dans cette négociation, qui doit se poursuivre jusqu'au 14 décembre, on attend que le gouvernement annonce ses intentions. Une première heure d'espoir : un conseil interministériel aura lieu, sur ce sujet, le lundi 21 novembre.

LA POLITIQUE SALARIALE EN 1984

Le C.N.P.F. s'interroge sur une recommandation générale chiffrée

Alors que le gouvernement n'a toujours pas dévoilé ses recommandations salariales pour le secteur public, la politique salariale des entreprises en 1984 est au centre des débats. Contrairement à ce qui s'est produit en 1983, le patronat français ne descendra pas dans la rue pour s'opposer à l'instauration de fonds salariaux dont l'idée de départ était de geler une partie des augmentations de salaires pour alimenter le fonds consacré à l'investissement et éventuellement à la création d'emplois. Dans le rapport gouvernemental qui avait fait suite aux discussions entre les partenaires sociaux (le Monde du 20 octobre), M. Pierre Bérégovoy avait choisi la carte de la souplesse, refusant d'imposer la création de ces fonds et préconisant des négociations au niveau de l'entreprise ou de la branche professionnelle.

Le 15 novembre, lors de la réunion de la commission nationale de la négociation collective sur ce sujet, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a maintenu cette position, considérant qu'il s'agissait d'une idée importante que nous ne voulons pas imposer et qui rencontre de la part des entreprises, c'est aux syndicats et au patronat de jouer, d'ouvrir ou non des négociations pour aboutir ou non à des accords sur la collecte de l'épargne pour les investissements, la loi de finances 1984 ayant créé un cadre fiscal un peu plus incitatif. Le C.N.P.F. et F.O. ne cachent pas leur satisfaction. L'organisation patronale a eu gain de cause sur l'absence d'obligation et a adopté une attitude très ouverte — M. Bérégovoy l'a félicitée — en se déclarant prête à négocier. Au nom de F.O., M. Marc Blondel s'est

réjoui de constater qu'aucun accord n'était possible au niveau national interprofessionnel, mais là où il y aura négociation, le syndicat de M. Bergeron n'a pas dit qu'il pratiquerait la politique de la chaise vide. Comme la C.G.C. et la C.F.T.C., la C.G.T. est prête à négocier dès lors que les fonds salariaux sont basés sur le volontariat et qu'il n'y a pas de liaison directe avec la politique salariale. Quant à la C.F.D.T., organisation la plus motivée sur cette question, elle a mis en avant le fait que « toute latitude était laissée pour tenter de voir comment la négociation pourrait aboutir à la mise en place de ces fonds salariaux ».

De tels débats interviennent au moment même où le patronat s'interroge sur la politique salariale qu'il va mener en 1984. Le 20 mai 1983, M. Yvon Chotard avait donné aux branches des « consignes de forme » pour que les salaires ne dépassent pas 8 % en 1983. Le 8 octobre dernier, dans son interview au Monde, le vice-président du C.N.P.F. indiquait — ce que M. Gattax devait confirmer — qu'il n'attendait pas le gouvernement pour faire à la mi-novembre une recommandation aux branches professionnelles. Or cette orientation se heurte concrètement à des résistances dans le monde patronal agité, par un débat très ouvert. Toutes les fédérations acceptent une recommandation contrainte sur trois principes : le respect de la politique contractuelle, la désindexation des salaires sur les prix et les techniques de relèvement des salaires (en masse et en niveau). Mais le consensus patronal s'arrête là, un désaccord surgissant dès qu'il s'agit de savoir s'il faut recommander une norme chiffrée. Dans les branches confrontées

à des difficultés économiques, comme par exemple le bâtiment et les travaux publics, on opte pour une absence de norme générale, considérant que le libéré de fixation des salaires doit permettre d'aller en deça ou au-delà, suivant la situation économique, d'une augmentation des salaires de 4 % ou 6 % en niveau en 1984. Pour d'autres fédérations, au premier rang desquelles figure l'U.I.L.M.M., les négociations salariales s'annoncent tellement difficiles qu'il faut fixer une norme chiffrée, un butoir même, pour les relèvements salariaux.

Si le monde patronal réussit à faire son unité — de nouvelles réunions au C.N.P.F. devant avoir lieu la semaine prochaine — sur une recommandation salariale chiffrée, il restera à se mettre d'accord sur les niveaux d'augmentation et les dates de relèvement. L'U.I.L.M.M. s'orienterait dès cette semaine vers une augmentation de 4 % en niveau, la première relèvement de 2 % intervenant pas avant le 1^{er} juillet, et un rattrapage pouvant avoir lieu en fin d'année. Les branches voudraient, en effet, éviter toute augmentation des salaires au premier semestre 1984 à cause de l'effet report des relèvements intervenus en 1983. Là, en effet, où les salaires ont augmenté de 5 % en 1983, il y a un 4^{ème} effet report attendu de 4 % en masse salariale pour 1984, ce qui devrait conduire à un phénomène identique à celui de la fonction publique, — si on ne veut pas aller au-delà, à bloquer quasiment les salaires l'an prochain. Le patronat se déclare prêt à prendre ses responsabilités, mais une recommandation gouvernementale faciliterait sûrement ses débats internes...

MICHEL NOBLECOURT.

LA FORMATION DES JEUNES, DE 16 A 18 ANS

« Nous favorisons l'emploi parce que nous favorisons les formations portenses »

déclare M. Rigout

A l'issue de la rencontre nationale sur la formation des jeunes de 16 à 18 ans, les 14 et 15 novembre à Paris, M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, a réaffirmé la volonté du gouvernement d'assurer à tous les jeunes une formation professionnelle permettant une insertion dans des bonnes conditions, volonté déjà nettement marquée dans l'intervention du président de la République au cours de cette rencontre nationale le 14 novembre.

Pour M. Rigout, l'objectif qui s'était fixé le gouvernement — accueillir au total 800 000 jeunes — doit pouvoir être quasiment atteint en 1983-1984 si les crédits prévus pour 1984, en accroissement de 12,5 % sur 1983, sont votés par le Parlement, et si les entreprises accueillent leur effort. Selon le ministre, l'enseignement public doit pouvoir recevoir 135 000 jeunes de plus dans l'enseignement technique : 130 000 doivent pouvoir bénéficier de contrats d'apprentissage, 80 000 de stages de formation permanente ou de l'A.F.P.A. ; 130 000 des actions de « mise à niveau » destinées aux jeunes chômeurs ; 10 000 d'emplois d'initiative locale. Enfin 95 000 jeunes doivent être accueillis dans les stages destinés aux 16-18 ans, et 200 000 bénéficier du stages emploi-formation.

Pour les 16-18 ans le bilan établi à l'occasion de la rencontre a mis en évidence des points positifs, comme la mobilisation des collectivités locales et, en général, des « partenaires sociaux », syndicats et employeurs notamment. Cela a abouti à la mise en place de nombreuses permanences d'accueil, d'information et d'orientation : 812 fonctionnent actuellement, dont 500 ont été créées par des collectivités locales, ce qui correspond, avec les divers « antennes », à plus de 1 300 points d'accueil, et a permis de recevoir 167 000 jeunes en 1982-1983.

Un certain nombre de difficultés apparaissent dans le bilan. Ainsi les

stages de qualification n'ont pas été assez nombreux. Le niveau exigé à l'entrée est souvent trop élevé pour des jeunes dont la formation de base est médiocre (voir le Monde du 7 octobre). D'autre part, les contenus n'ont pas toujours correspondu à des qualifications ou à des branches professionnelles d'avenir. M. Rigout a, lui aussi, mis l'accent sur ce point, après M. Mitterrand, qui avait souhaité « un vent d'air frais sur les C.A.P. ». « Nous serons encore plus fermes pour refuser des agréments de stages de formation dépassés », a déclaré le ministre. Il ne faut pas tricher avec les jeunes. A l'entrée des formations, nous ne garantissons pas l'emploi, mais nous favorisons les formations portenses : 50 % des jeunes issus des stages de formation professionnelle ont trouvé un emploi ».

De même, sur le plan pédagogique, l'innovation attendue n'a pas toujours été au rendez-vous : l'alternance entre la formation proprement dite et le travail en entreprise n'a parfois été qu'une juxtaposition.

D'autre part, la réaction des entreprises a été inégale ; si les petites et moyennes entreprises ont offert des possibilités de stage, peu de grandes entreprises — y compris dans le secteur nationalisé — se sont mobilisées. « Il faut obtenir une meilleure implication des entreprises, quelles que soient leur taille et leur structure. C'est l'industrie tout entière qui doit être concernée », affirme M. Rigout. L'engagement des entreprises pose aussi un problème pour les contrats emploi-formation, dans M. Bertrand Schwartz, délégué à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, a souligné la nécessité pour offrir « un itinéraire » aux jeunes. Le démarrage de ces contrats a été lent, les entreprises attendant l'application des accords sur la formation professionnelle en alternance.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	8,1310 8,1385	+ 175 + 285	+ 320 + 375	+ 900 + 1020
S. can.	6,5770 6,5880	+ 145 + 190	+ 380 + 435	+ 845 + 970
Yen (100)	3,4655 3,4680	+ 170 + 190	+ 325 + 355	+ 890 + 1025
DM	3,8415 3,8445	+ 160 + 175	+ 305 + 335	+ 925 + 980
Finl.	2,7170 2,7185	+ 135 + 150	+ 265 + 285	+ 780 + 830
F.R. (100)	14,9770 14,9850	+ 485 + 490	+ 780 + 845	+ 1085 + 1220
F.S.	3,7660 3,7685	+ 275 + 300	+ 510 + 550	+ 1490 + 1565
L (1 000)	5,8265 5,8290	+ 280 + 365	+ 485 + 545	+ 1330 + 1510
E. (1 000)	12,8905 12,8970	+ 300 + 365	+ 595 + 705	+ 1770 + 1990

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/16	9 11/16	9 3/8	9 3/4	9 9/16	9 15/16	9 13/16	10 3/16
SE-IL	5 9/16	5 15/16	5 5/8	5 3/4	5 7/8	5 1/4	5 7/8	6 1/4
DM	5 3/8	5 7/8	5 11/16	6 1/16	6 1/8	6 3/4	6 3/16	6 9/16
F.R. (100)	8 3/4	8 3/4	8 1/2	8 1/2	8 3/4	8 3/4	8 1/2	8 1/2
F.S.	1 1/2	2 1/4	3 3/16	3 9/16	3 7/8	4 1/4	4 3/16	4 9/16
L (1 000)	14	17	16 1/8	17 1/8	16 3/8	17 1/8	17 3/8	18 3/8
E. (1 000)	13 13/16	9 7/16	8 7/8	9 1/2	8 15/16	9 1/16	9 1/16	9 13/16
F. (1 000)	12 1/8	12 3/8	12 1/4	12 1/2	12 3/8	12 5/8	13 3/4	14

NOUVEAU TRS-80
Modèle 100

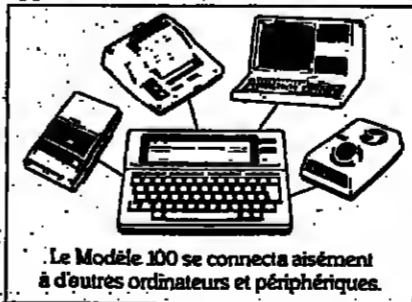
Dimensions: 21,5 x 31 x 5 cm. Poids: 1 kg 800. Modèle illustré: 24K (26-3802)

L'ordinateur portable autonome et multifonction.

Son langage BASIC Microsoft® et ses 4 programmes d'application intégrés font du TRS-80 Modèle 100 un ordinateur performant et prêt à l'emploi. Communication active avec d'autres ordinateurs, traitement de texte, agenda, fichier d'adresses et répertoire téléphonique sont les principales fonctions de ce véritable poste de travail qui se glisse aisément dans une mallette.

Sur piles comme sur secteur, le TRS-80 Modèle 100 peut assumer avec brio la fonction d'ordinateur de bureau. Ainsi, il reçoit et transmet, par ligne téléphonique, lettres, rapports ou autres documents. Et - même en position "arrêt" - il sauvegarde vos programmes et vos données pendant un

mois. Connecté à un autre ordinateur, à toute imprimante TRS-80 ou à un magnétophone à cassette, il offre des possibilités sans commune mesure avec ses dimensions. Son authentique clavier de machine à écrire et son écran ultra-lisible vous assurent une sécurité et un agrément d'utilisation appréciables en toutes circonstances.



Le Modèle 100 se connecte aisément à d'autres ordinateurs et périphériques.

Le Modèle 100 concrétise un nouveau concept informatique d'une grande diversité. Il ne vous reste qu'à en tirer profit. En bénéficiant des conseils, de la garantie et des services Tandy.

A partir de **5.995 F** (TVA 18,60% incl.)

Prix au 1^{er} septembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs.

Tandy
TANDY FRANCE S.A. Département TRS-80 (Moniteur J. Beaufort)
21-212 boulevard MacDonald - 75019 PARIS - Tél. 248-80-88
J'aimerais en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 100

Norm Rue Boite Localité Tél.

Profitez du crédit gratuit. Achetez maintenant et payez en 6 mensualités sans intérêt. Après acceptation du dossier par CETELEM. Frais de crédit pris en charge par TANDY. Assurance facultative en sus. TEG de 24,9%. Barème en vigueur en juin 83. Les conditions peuvent varier dans les magasins franchisés.



AGRICULTURE

LE CENTENAIRE DU PREMIER SYNDICAT PAYSAN

« Te Deum » pour l'unité

Pour célébrer la création, il y a cent ans, du premier syndicat agricole, en 1883, dans le Loiret-Cher, le F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. ont réuni, mardi 15 novembre, au Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, un millier de cadres des syndicats, plus un perterre d'anciens ministres, MM. Bonnet, Chirac, Houdet, Marcellin, Mélinier, et un nouveau, M. Rocard, des invités, M. Chotard pour le C.N.P.F., M. Menu pour la C.G.C., Bergeron pour F.O. Est-ce parce que le centenaire est bien jeune que la fête manque d'allégresse ? Bien jeune, car, dans les avatars du mouvement paysan, bien malin qui peut dire si le syndicat du Loiret-Cher doit être revendiqué par le F.N.S.E.A., née en 1946, ou le C.N.J.A., créé en 1956.

Tout au long de cette célébration plane l'ombre des absents. Celles des militants, dont l'action passée force le respect ? Oubliés, mais c'est surtout l'ombre des minoritaires d'aujourd'hui qui hante les discours. Font-ils donc si peur avec leurs 30 % ?

Dans une histoire du syndicalisme qui lui est propre, M. Guillaume a démontré comment les paysans, qui ont le sens naturel de la solidarité, ont été pervertis par les vilains politiciens de tout bord, au républicain par les bour-

geois. « L'accession aux responsabilités professionnelles [des générations de la Jeunesse agricole catholique] a été curieusement encouragée par la corporation de Vichy, tout simplement parce que la désignation des syndics (...) ouvrait plus largement les portes aux vrais agriculteurs du terrain. »

Bref, si l'histoire du mouvement paysan n'est qu'une longue suite d'oppositions et de sélections, c'est la faute aux autres. Ainsi la Confédération générale de l'agriculture (C.G.A.) de 1946 devient pour M. Guillaume « un amalgame des composantes du secteur agricole contrôlé politiquement ». Alors ? Unité ou amalgame ? Aujourd'hui l'Etat doit mesurer sa chance d'avoir en la F.N.S.E.A. « un interlocuteur capable d'engager le monde paysan ». Pour le C.N.J.A., M. Guyon développe le même thème, insistant, et c'est normal, sur l'expression des diversités manifestées par les jeunes, puisque, sur le fond, l'accord est essentiel.

Restait à recentrer le débat. M. Rocard le fit. Malignement, il fait remarquer que c'est un fonctionnaire, professeur d'agriculture (un bourgeois ?), qui suscita le premier syndicat paysan. L'action de l'Etat ? C'est le point d'équilibre entre son intervention et le marché, point qui se déplace

selon qui gouverne. « Mais sachons reconnaître, messieurs [les anciens ministres] qu'il n'y a pas dans l'agriculture française, d'un côté, les libéraux, de l'autre, les collectivistes. » L'unité enfin, dira M. Rocard, n'est pas monopole. Sinon pourquoi le pluralisme ne serait-il acceptable que pour l'enseignement ? Précisant sa position sur la question de la représentativité paysanne, le ministre tranche : dans les lieux de réflexion, on écoute tout le monde. « Il faut de la place pour les idées, non conformistes. » Dans les lieux où l'on gère le quotidien : place à ceux qui représentent le plus grand nombre. M. Guillaume visiblement grimaçant ne se satisfait pas de cette distinction.

De fait, le quiproquo reste constant entre l'unité d'une couche socio-professionnelle, où le rapport au travail et à la nature crée une civilisation, et la diversité des conditions sociales et économiques, qui conduit à des syndicalismes différents et que M. Guillaume balaye d'un revers de main sous le vocable inapproprié de « lutte de classes ». Cent années d'histoire des mouvements syndicaux n'auraient-elles pas mérité mieux que cette grand-messe un peu triste ?

JACQUES GRALL

AFFAIRES

Au cours
de son septième congrès

L'« ETHIC » DÉNONCE LE POIDS DES GRANDES ENTREPRISES PUBLIQUES SUR L'ÉCONOMIE

Au cours du septième congrès de l'ETHIC, le mouvement des Entreprises de taille humaine industrielles et commerciales, le président, M. Robert Lagane, s'en est pris au poids des grandes entreprises d'Etat sur le reste de l'économie. « Tout se passe comme si, dans les quinze principales entreprises publiques, deux millions de salariés, de cadres et de dirigeants avaient employé, malgré eux, pendant quatre ans, tout leur talent, tous leurs efforts, leur expérience et leur conscience professionnelle à appauvrir le pays d'une richesse qui dépasse la valeur totale de ces entreprises. » M. Berégovoy, ministre des affaires sociales, a demandé aux chefs d'entreprises d'« éviter les faux procès », et rappelle que le champ de l'intervention de l'Etat avait des limites « qui ne seraient pas dépassées ». Le ministre a encore souligné le « rôle essentiel » des entreprises moyennes.

L'ETHIC, enfin, a décidé d'accroître son aide à la création d'entreprises, de favoriser la coopération et la solidarité interentreprise et de réfléchir au droit de l'entreprise (droit fiscal, social et droit des sociétés).

La Confédération des P.M.E. passe de l'apolitisme à la « participation politique spécifique »

L'assemblée générale de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) s'est tenue le mardi 15 novembre, à Puteaux (Hauts-de-Seine). Alors que, l'an dernier, M. René Bernasconi — qui a été réélu président de l'organisation — avait fait un discours apaisant (la Confédération est « apolitique » avait-il rappelé), il a cette fois changé totalement de langage. C'est l'Etat qui a été visé, mais aussi le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.).

« Je réaffirme publiquement, a-t-il dit, la décision de la C.G.P.M.E. de transformer notre apolitisme traditionnel en « participation politique spécifique ». Cela veut dire que, désormais, nous ne sommes pas disposés à laisser les autres penser, agir et décider à notre place, le plus souvent sur notre dos. »

M. Bernasconi a estimé urgent de « dénationaliser toutes les entreprises » qui le sont et de « destituer l'entreprise privée ». La veille de l'assemblée, des délégués de la Confédération avaient remis dans leur circonscription à chaque parlementaire de la majorité (hormis aux élus de P.C.F.) une lettre dans laquelle sont rappelés les promesses faites — mais non tenues — selon l'organisation — aux petits chefs d'entreprise par M. François Mitterrand lors des élections présidentielles. Certains des destinataires ont refusé de la recevoir.

Une phrase de la lettre illustre le ton nouveau de l'organisation patro-

nale : « Attention à ce que vous voter, signer, ou cautionner. La vie des gens en dépend : notre vie, celle de nos cadres, de nos employés et ouvriers (...). Vous êtes comptable de chacune des faillites de votre circonscription, de chaque licenciement, de chaque misère. Oui, vous en êtes responsable personnellement, car c'est personnellement que vous vous êtes présenté au suffrage des citoyens. »

« Au nom d'un parti peu-être et aussi en appui d'un programme à tous égards rassurant et prometteur, mais d'abord en votre nom propre. »

An cours de leurs travaux, les participants à l'assemblée générale ont plus généralement dénoncé tous les freins qui empêchent un développement des P.M.E. (charges fiscales, réglementation de l'embauche et des licenciements...).

CONJONCTURE

L'AMÉLIORATION ACTUELLE EST TRÈS PRÉCAIRE

estime M. Blin

« La menace d'une dégradation irréversible et accélérée qui pesait sur l'économie française au début de l'année semble pour le moment écartée », écrit M. Maurice Blin, rapporteur général de la Commission des finances du Sénat dans sa note de conjoncture rendue publique mardi 15 novembre.

« Le freinage sévère de la consommation a permis une réduction significative du déficit commercial, poursuit M. Blin, et une reconstruction partielle des réserves de change. La taxation de l'immobilier en a détourné l'épargne au profit de la Bourse. La hausse des salaires a été contenue. »

Cependant selon M. Maurice Blin « cette amélioration est très précaire. L'inflation n'a pas été jugulée. La balance des paiements reste déficitaire. Le sort du franc n'est toujours pas assuré. Pour réduire les charges des entreprises, il faudra engager, à l'instar des autres pays de la Communauté européenne, une révision douloureuse du système de financement de la protection sociale. »

« Surtout, le redressement très partiel des grands équilibres se paie d'un dangereux immobilisme. L'économie consomme moins parce qu'elle est en hibernation. Après le « go » à tout va des dernières années, c'est le « stop » qui fige, au niveau le plus bas jamais connu, investissements productifs et équipements publics. Or, dans le même temps, la pression des dépenses sociales (santé, chômage) continuera de monter. Dès lors, le problème n'est plus économique mais politique. L'activité économique stagnera en effet aussi longtemps que la compétitivité des entreprises n'aura pas été rétablie. Cela suppose que soient réparés les dégâts d'une politique qui, pendant deux ans, a sacrifié l'investissement à la consommation, l'avenir au présent. Il y faudra du temps. »

Voici sur quelques points essentiels l'analyse faite par M. Blin :

● Le deuxième choc pétrolier est désormais résorbé : « Cette restauration » se traduit par une reprise de la croissance aux Etats-Unis et au Japon. Parallèlement, M. Blin souligne que la R.F.A. « n'est plus ce qu'elle était » (le climat des affaires s'est nettement amélioré, mais du fait surtout de la reprise de la consommation). L'affaiblissement relatif de la R.F.A. « pourrait peser désormais sur l'évolution du commerce extérieur de la France dont elle est, de loin, le premier client ».

D'une façon générale, la reprise américaine s'entraînera peut-être pas dans son sillage l'économie mondiale.

● En matière de productivité, la France perd de terrain sur ses voisins (les prix et les coûts salariaux pour certains produits augmentent beaucoup plus vite en France que dans les pays concurrents).

● Le différentiel d'inflation par rapport à nos principaux partenaires commerciaux s'est creusé. M. Blin parle, en ce qui concerne les prix, de « fausse victoire » (les prix contrôlés).

● Le redressement du commerce extérieur est fragile à cause notamment du différentiel d'inflation et du déclin des grands contrats passés avec l'étranger.

● L'endettement extérieur de la France s'est encore alourdi en 1983 (+ 12 milliards de dollars au cours des huit premiers mois). Le niveau de la dette extérieure atteindrait, selon M. Blin, environ 450 milliards de francs (56 milliards de dollars).

EN 1784, NOUS AVONS COMMENCÉ UNE AUTRE RÉVOLUTION AMÉRICAINE LA BANQUE.

Lorsque Boston n'était qu'un port animé de 17.000 habitants, James Bowdoin, patriote, philosophe, 2 fois

Gouverneur du Massachusetts, eut une idée nouvelle. Il fonda une Banque pour servir ses compatriotes.

Auparavant, lorsqu'on avait besoin d'argent, on était contraint d'obtenir dans les conditions difficiles un prêt d'un riche marchand. Toutefois, le lendemain du 4 juillet 1784, l'établissement qui est maintenant la Banque de Boston ouvrit ses portes. Depuis 200 ans, nous sommes un des leaders dans le domaine de la banque commerciale.

Nous avons été les premiers à proposer un prêt sans garantie, les premiers à faire un prêt à long terme sans garantie, les premiers à faire un prêt à long terme sans garantie.



BANK OF BOSTON

WORLD HEADQUARTERS BOSTON U.S. OFFICES IN DALLAS • CHICAGO • HOUSTON • LOS ANGELES • MIAMI • NEW YORK WORLDWIDE OFFICES IN ARGENTINA • AUSTRALIA • BAHAMAS • BARBAIN • BOLIVIA • BRAZIL • CAMEROON • CANADA • CAYMAN ISLANDS • CHINA • COSTA RICA • DOMINICAN REPUBLIC • FRANCE • GERMANY • GUATEMALA • HAITI • HONDURAS • HONG KONG • JAPAN • ITALY • KOREA • LUXEMBOURG • MEXICO • NIGERIA • PANAMA • PARAGUAY • PHILIPPINES • PUERTO RICO • SINGAPORE • SWITZERLAND • TAIWAN • THAILAND • UNITED KINGDOM • URUGUAY • VENEZUELA • ZIMBABWE

©1983 THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

1784

MÉDICAMENTS

Hausse de 2 % accordée aux petits laboratoires

Un avis paru au *Journal officiel* du 15 novembre autorise les laboratoires ayant réalisé en France au cours de leur dernier exercice un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de francs à majorer les tarifs des médicaments remboursables par la sécurité sociale de 2 %. Ces nouveaux prix seront applicables quinze jours après la réception par l'administration des barèmes que les intéressés devront obligatoirement fournir.

Toutes les autres firmes pharmaceutiques n'obtiennent rien ou très peu de chose : le rétablissement du droit de modifier leurs tarifs à l'intérieur de leurs gammes de produits, droit que leur avait été en juillet 1982 M. Jack Kallit, alors ministre de la Santé.

Les industriels sont mécontents. Une hausse générale de 2 % était en effet prévue dans le cadre des conventions signées avec les pouvoirs publics et devait être mise en application le 15 juillet dernier. Repoussée au 1^{er} octobre, puis encore retardée, elle vient une nouvelle fois d'être différée. Dans un communiqué, le S.N.I.P. (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) fait part de son indignation et de ses craintes. Pour lui, les pouvoirs publics n'ont pas tenu les engagements

pris consistant à fournir aux signataires desdites conventions les moyens d'augmenter leur budget de recherche, d'accroître leur effort d'investissement, de développer leurs exportations, enfin de créer des emplois. Globalement, une hausse générale aurait coûté 250 millions de francs, son montant est réduit à 6,4 millions environ, la hausse autorisée profitant à 10 % de la profession.

Pour le S.N.I.P., ce non-respect de la parole donnée est grave car la situation de l'industrie pharmaceutique ne cesse de se dégrader. Déjà, de 1981 à 1982, la rentabilité de cette industrie avait baissé, avec une marge brute ramenant de 4,12 % du chiffre d'affaires à 2,87 % et un résultat net comptable de 2,24 % à 0,8 %.

D'après le S.N.I.P., l'argument inflationniste ne tient pas. Le médicament ne pèse pas sur l'indice des prix, et une hausse de 2 % équivalait seulement à un relèvement de 0,044 % de cet indice, soit moins de 5 pour 10 000. La C.C.C. manifeste aussi ses inquiétudes, faisant valoir que, dans moins de dix ans, faute d'argent pour la recherche, le portefeuille « brevets » des entreprises sera vide. — A.D.

LE GROUPE AMÉRICAIN 3M
POSSÉDERA 100 % DU CAPITAL
DE SON USINE CHINOISE

Le groupe américain 3M (Minnesota Mining & Manufacturing) a obtenu l'autorisation des autorités chinoises de créer une filiale locale dont il détiendra 100 % du capital. C'est la première société dans le monde à obtenir ce droit. Auparavant, la règle imposait une participation chinoise. « Les Chinois démontrent leur désir (d'autoriser) de nouvelles formes d'investissements étrangers », a commenté M. Lewis Lehr, P.D.G. de 3M. L'usine que construira le groupe américain spécialisée dans les matériaux de bureau est très modeste : une trentaine de personnes seront employées dans le montage de produits électriques et de matériaux de télécommunications. Mais c'est la première percée d'une firme occidentale sur ces marchés.

PRÉVUE PAR LA LOI BANCAIRE

L'Association française des établissements de crédit est constituée

L'ensemble des réseaux financiers français vient de regrouper les divers organes centraux et associations professionnelles existants au sein d'un même organisme, l'Association française des établissements de crédit (A.F.E.C.), conformément aux dispositions du projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, actuellement examiné par le Parlement. Ce texte prévoit, dans l'exposé des motifs, l'affiliation de tous les établissements à une seule association professionnelle afin de donner tout son sens au concept de « communauté bancaire ».

Cette association a essentiellement pour objet de représenter, notamment auprès des pouvoirs publics, tous les intérêts communs à ses membres, mais elle pourra également « étudier toute question d'intérêt collectif, élaborer des recommandations, contribuer à améliorer

l'information du public et, le cas échéant, organiser la gestion des services communs à la profession ». Sur ce point, M. Jacques Delors avait précisé, lors de la présentation du projet de loi devant le Sénat, le 3 novembre dernier, que les différents organismes (1) qui composent l'A.F.E.C. conservent leurs compétences, notamment en matière réglementaire. Voté en première lecture à main levée par la Haute Assemblée, ce texte devrait être soumis au début du mois de décembre à l'Assemblée nationale.

Dans l'immédiat, l'A.F.E.C. a constitué son bureau autour de M. Jacques Moreau (Crédit coopératif), président ; MM. Jean Dromer (banques inscrites), Jacques Bonnot (Crédit agricole), Aymar Solanet (caisses d'épargne), vice-présidents ; M. Alain Le Corre (banques populaires), trésorier ;

M. Pierre Vieillecroze (établissements financiers), secrétaire, ainsi que M. Théo Braun (Crédit mutuel).

Son siège social a été fixé au 36, rue Taibout, Paris 9^e, une façon élégante de garder un lieu avec l'A.F.B., dont l'entrée est rue Lafayette, de l'autre côté du même immeuble.

S.M.

(1) L'Association française des banques (A.F.B.), l'Association professionnelle des établissements financiers (A.P.E.F.), l'Association nationale des sociétés de développement régional (ANSDER), la Caisse centrale de crédit coopératif, la Caisse nationale de crédit agricole, la Fédération nationale du crédit agricole, le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, la Chambre syndicale des banques populaires et la Confédération nationale du crédit mutuel.

LE B20 DE BURROUGHS
POUR CEUX QUI
VEULENT LA BONNE
INFORMATION DISPONIBLE
AU BON MOMENT



Partager des données entre plusieurs micro-ordinateurs est une bonne idée. Malheureusement, ils n'ont pas été conçus pour.

Résultat: l'information n'est accessible qu'à un seul utilisateur. Les autres n'ont plus qu'à attendre.

Heureusement, il y a le B 20 de Burroughs. Spécialement conçu pour travailler aussi bien en partageant les ressources communes à une grappe de B 20 qu'en poste de travail autonome.

Avec le B 20, plusieurs personnes d'un même service peuvent utiliser (et actualiser) la même information, en même temps. Essayez donc avec la plu-

part des micro-ordinateurs actuels: l'écran vous répondra poliment "Votre demande est irrecevable."

Et, puisqu'il s'agit de partager, le B 20 va encore plus loin. Non seulement il partage les données, mais aussi les périphériques: une imprimante branchée sur l'un des postes de travail est à la disposition de l'ensemble.

Le B 20 de Burroughs n'a pas fini de vous étonner. Pour connaître les autres raisons qui en font le choix le plus judicieux en micro-informatique, renvoyez simplement le bon ci-contre.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

Le petit système de gestion B 20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer: Direction du Marketing
Système B20
S.A. Burroughs
95015 Cergy-Pontoise Cedex

L.M. 11173

© 1983 BURROUGHS CORPORATION

En octobre

Les ventes de voitures neuves ont reculé de 7,1 %

Les ventes de voitures neuves en France ont enregistré, en octobre, un recul de 7,1 % sur celles d'octobre 1982. La chambre syndicale des constructeurs automobiles estime toutefois que avec 170 000 unités, ces ventes « se maintiennent à un niveau convenable ». « La baisse, qui est du même ordre que celle enregistrée en septembre 1982 (- 7,2 %), est moins marquée que ce que l'on attendait, compte tenu du fait qu'octobre 1982 avait été particulièrement élevé », ajoute la C.S.C.A.

En octobre, les constructeurs nationaux ont été plus touchés (- 8,8 %) par le recul du marché que leurs concurrents étrangers (- 3,2 %). Les immatriculations de Renault (61 687) ont diminué de 19,1 %, tandis que celles de Citroën progressaient de 15,8 % (avec 21 539 unités), et que celles de Peugeot-Talbot augmentaient légèrement (+ 1,6 %), malgré la poursuite de la chute des ventes de Talbot (- 17,9 %, avec 7 078 véhicules). Les immatriculations de Peugeot croissent, en revanche, de 9 %.

Sur dix mois, la part du marché des voitures françaises atteint 67,4 % avec 34,7 % pour Renault et 32,7 % pour Peugeot S.A. La pénétration des voitures étrangères, en hausse de 5 % sur les dix premiers mois de 1982, se stabilise, depuis plusieurs mois, à 32,6 % du marché français.

Sidérurgie

COCKERILL-D.R.C. EST MISE EN LIQUIDATION DE BIENS

L'entreprise sidérurgique Cockerill D.R.C. d'Hautmont, près de Maubeuge, a été mise en liquidation de biens mardi 15 novembre. Filiale du groupe belge Cockerill-Sambre, elle était en règlement judiciaire depuis le 29 juin dernier et aucun plan de sauvegarde n'a pu être mis au point.

Avec environ sept cent quinze emplois, l'usine d'Hautmont fabriquait des ronds à tubes, dont le marché s'est écroulé. Les autorités gouvernementales françaises et locales ont demandé à l'usine s'il était intéressé. Mais ce groupe, qui ferme entièrement son usine de Virreux, située sur le même marché, a décliné la proposition. D'autres tentatives ont été faites, Cockerill-Sambre étant prêt à faire un geste, malgré ses graves problèmes, mais aucune n'a pu se concrétiser.

Le maire communiste d'Hautmont, M. J.-C. Wasterlain, a demandé au premier ministre une intervention « d'urgence » du gouvernement auprès du « patronat belge » et la réunion de la table ronde prévue par M. Le Garrec avant le 15 novembre.

• Zanussi va supprimer 5 600 emplois. — Le constructeur italien d'appareils électro-ménagers Zanussi a obtenu l'accord des syndicats sur un plan de suppression de 5 600 de ses 24 000 emplois sur trois ans. Le groupe qui a perdu 650 millions de francs l'an dernier cherche à concentrer ses activités et à se défaire en particulier de Ducati Electronics à Bologne.

Magnétoscopes

TOSHIBA ADOPTE LE FORMAT V.H.S. EN EUROPE

Nouvelle victoire dans les magnétoscopes pour le format V.H.S. Le groupe japonais Toshiba, rallié jusqu'ici au format BETA développé par Sony, va fabriquer et vendre en Europe du V.H.S., concurrençant le BETA au Japon et aux Etats-Unis.

Toshiba, qui a annoncé cette décision mardi 15 novembre, a l'intention d'assembler des magnétoscopes V.H.S. dans son usine de télévisions près de Plymouth, en Grande-Bretagne. Une cinquantaine de personnes seront recrutées pour un volume de production prévu de dix mille unités par mois.

Le rapprochement de Toshiba, après les décisions de Philips et de Grundig, promoteurs du format V 2000, de fabriquer des V.H.S. pour les vendre hors d'Europe, confirme la suprématie mondiale du format V.H.S.

D'autre part, la multiplication des usines d'assemblage japonaises en Europe, en association ou pas avec des groupes européens, complique la tâche des autorités européennes dans leurs négociations sur la limitation des exportations japonaises. Britanniques et Allemands veulent exclure ces matériels assemblés des quotas globaux autorisés aux Japonais. Philips le refuse.

En bref

• Manurhin est schémé en deux sociétés en nom collectif. — Le volet financier du redressement de Manurhin ayant finalement été bouclé (le Monde du 15 novembre), la firme peut engager sa restructuration industrielle. Elle sera divisée en deux sociétés en nom collectif « Matra-Manurhin », distinguant les affaires militaires et civiles, chacune étant rattachée à la division correspondante de la firme de Vélizy. D'autre part, deux filiales seront reprises par Matra : Lebrauch (carrosserie automobile) et L'Epée (pendulettes). Sagita (machines automatiques) sera restructurée. — (A.F.P.)

• Boiron, numéro un français des produits homéopathiques (42 % du marché national), crée une filiale aux Etats-Unis. — Cette implantation survient après la récente prise de contrôle du laboratoire américain John A. Bormann and Son, de Philadelphie. C'est la troisième filiale étrangère créée par la firme pharmaceutique lyonnaise, déjà installée en Italie (1979) et en Inde (1982). Pour 1983, Boiron prévoit un chiffre d'affaires de 245 millions de francs (+ 20,5 %). La firme aura vendu à l'étranger pour 7 millions de francs de médicaments fabriqués à Lyon et touché plus de 20 millions de francs de redevances.

• Des importateurs allemands d'autocars démontent un « nouveau camp de Poitiers ». — Une dizaine d'importateurs d'autocars d'occasion ont bloqué le 14 novembre le service de contrôle des véhicules automobiles du Bas-Rhin, installé à Geispolsheim, pour protester contre les tracasseries administratives. Ils affirment qu'on cherche à les décourager d'importer des autocars, notamment d'Allemagne fédérale où sont achetées quatre cents autocars d'occasion chaque année. — (A.F.P.)

PARIS
15 novembre
Offense

Legère progression de l'or à Londres avec l'once de métal précieux à 383,25 dollars (+ 0,65 dollar). A Paris, le lingot s'est d'abord inscrit à 1.000 050 F puis 100 200 F (+ 200 F). Le napoleon a reproduit son cours précédent de 651 F. Le volume des transactions a un peu augmenté : 12,83 millions de francs contre 10,89 millions de francs.

NEW-YORK
Plus calme

VALEURS	Cours de	
	14 nov.	15 nov.
Alcoa	43 3/4	43 3/4
A.T.T.	62 1/2	62
Bank of America	41 1/2	41 1/2
Case Western	41 1/2	41 1/2
Chrysler	52 3/4	52 3/8
Ch. of Port of New York	40 1/2	40 1/2
Eastman	38 1/8	37 5/8
Exxon	38 1/8	37 5/8
General	84 3/4	83 7/8
International	58	58 1/2
General Electric	57 1/8	57 1/8
IBM	117 1/2	117 1/2
General Motors	71 1/4	70
Johnson	127 1/2	126 1/2
Kodak	127 1/2	126 1/2
A.T.T.	42	42 3/4
Occidental Oil	29 3/8	29 1/8
Rockwell	40 7/8	40 1/4
Steel	36 3/4	36 3/4
U.S. Steel	34 3/8	34 3/8
U.S. Steel	21 7/8	21 7/8
Westinghouse	49 1/4	49 1/4
Steel Corp.	48 5/8	48 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

La marge brute serait de 11 milliards de francs après exploration, soit d'un montant voisin à celle de l'exercice écoulé.

REYDEL-INDUSTRIES. — Au vu du dépouillement des ordres sur cette valeur récemment introduite au second marché de la Bourse de Lille, la Chambre syndicale des agents de change a pu coter un cours de 460 F, mardi 15 novembre, 2 833 actions de la société ayant été échangées à ce cours, les ordres d'achat

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)		
	14 nov.	15 nov.
Valeurs françaises	146,8	146,5
Valeurs étrangères	147,8	147,4

C* DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)	
Indice général	14 nov. 15 nov. 142,8 143,3
JEUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets privés du 16 nov.	12 1/2 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	

1 dollar (en yens)	15 nov. 234,80	16 nov. 234,75
--------------------------	----------------	----------------

Dans la quatrième colonne, figurent les cours de clôture des actions de la compagnie.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +
--------------	---------	---------------	---------------	---------------	--------

libellés « au mieux » ou à des limites
égales ou supérieures à 460 F ayant été
portés à consommation de 10 % au moins.

CREDIT D'EQUIPEMENT DES P.M.E. — Cet établissement spécialisé a consacré 18 milliards de francs au financement de l'investissement des petites et moyennes entreprises au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours, ce qui marque une augmentation importante de 43 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette enveloppe se décompose en 8,4 milliards de francs représentant 16 900 accords de prêts à moyen terme (plus de 83 %) et 9,6 milliards de francs (plus 20 %) sous la forme de 35 600 accords de crédits à court moyen terme (crédits professionnels).

Le crédit d'équipement des P.M.E. constate que la demande de prêts à long terme a été particulièrement forte au cours de ces neuf premiers mois dans le secteur de l'industrie où le montant des prêts accordés a doublé par rapport à 1982. Cette véritable explosion s'explique autant par la baisse générale des taux d'intérêt et par la nécessité pour un certain nombre d'entreprises de continuer à investir que par la simplification intervenue dans les procédures d'octroi de ces mêmes prêts.

VALEURS		% de nom.	% de coupon	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours	VALEURS		Cours princ.	Dernier cours
3 %	28	0,377	Dalmat-Vieljeux	512	612	Poncher	180	155 10	Phénixmar	235	237	Toussaint	422		
5 %	38	3,948	Or. Htg. P.A.C.B.	110 80	116 70	Profilor Tutos Est	5 98	5 45	Proton	0 45	0 35	Trem Bl	48 90		
5 %	71	0,877	Or. Ind. Ind.	270 20	280	Provocat ex-Lim.	35	35	Cal. Religion	302	308 80	Dysson c 1 000	280		
Emp. 7 % 1973	96,65		Or. Ind. Ind.	251 90	259 40	Providence S.A.	420	420	Gen	117 10	120 50	Troyat indus	16 45	18 40	
Emp. 6 % 1973	112,26	4,56	Orag. Trav. Pch.	290	290	Publicis	889	936	Gleno	117 10	120 50	Vieljeux Houtm	300	305	
5,50 % 78/83	88,82	4,01	Daz-Lamotte	230	230	Rail. Sud. E.	154	152 80	Goodyear	350	333	West Rand	72	75 50	
5,50 % 78/83	88,80	8,173	Dunko	970	970	Rassemble Indus.	50 80	81	Grenes et Co	459	459				
5,50 % 78/83	91 09	1 154	Ed. V. Vieljeux	990	951	Reillon	498	440	Grand Métallurg	53 80	62				
13,25 % 80/87	99,85	0,60	Eco. V. Vieljeux	2300	2300	Rouffign-Zen	130	130	Saf Oil Canada	143	147				
13,25 % 80/87	101 10	1 169	Eco	415	420	Rouffign-Zen	85	84 20	Saf Oil Canada	541	570				
13,25 % 81/89	101 15	13,32	Eurochemie	220	225	Rochefortins S.A.	80	58 80	Houseyvel Inc.	1400	1340				
16,75 % 81/87	110 48	3,068	Electro-Sing	220	225	Rochefortins S.A.	18	18 80	Houyvel Inc.	119 80					
16,75 % 81/87	110 95	13,63	Electro-Sing	465	465	Rochefortins S.A.	118	113 40	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				
16,75 % 81/87	110 70	13,63	Electro-Sing	147	146	Rochefortins S.A.	61 80	61 80	Ind. Linc.	488	488 80				

SECOND MARCHÉ

A.G.P.-D.D.	975	970
Alger	30	07
Amiens	1875	1 01
Antenne Interurbain	185	101
Antwerp, Milan	130	130
A.M.S.	130	265
Autobus	1402	1417
Bus Bureau	400	403
Canal	475	478
Canalizing	239	237
Canal	239	237
Canalizing	2440	2445
Canal	220	220
Canalizing	463	462

Hors-cote		
Al-Industrie	5 08	5 70
Alger	170	20
Calcutta de Pic	29 50	30 50
C.G. Maritime	445	446
C.M. L.L.	70	3 90
Canal	2 10	2
Canal	1 70	1 70
Canal	51 80	
Canal	130	
Canal	70	88
Canal	129	129
Canal	112 30	38
Canal	227	225

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
---------	-------------------------	---------------

SICAV 15/11

[illegible]

Étrangères

330
275
-380
1250
545
230
83
88 80
84
725
34510
-118
143
33 50
88 50
478
108 80
420
30
478
680
14 80
718
-78
365
682
275
76 20

Règlement mensuel

Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compen.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%
1910	4.5 % 1972	1500	1910	1910	+ 0.32	240	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910	1910	1910	1910	+ 0.22	566	Escompteur	755	751	751	+ 0.75	450	Pointet	443	440	441	+ 0.48	820	B. Osmann	908	900	899	- 1.10	74	Mitsubishi	77.80	77.80	77.80	+ 0.12						
1910	1910																																		

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES		AUX BUREAUX		AU MONTRE LÉON DE L'ON			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
---------------------	-------	-------

	préc.	15/11
De 50 à 100	100000	100000

Dr fin (an finjot)	100000	100230
Finan transmissio (20 fr)	851	881

Prix française (10 fr)	376
Prix suisse (20 fr)	646	653

Pièce lince (20 fr)	812	625
Souverain	756	772

Pièce de 20 dollars	3970	3965
Pièce de 10 dollars	1750	1750

Pièce de 6 dollars	1100
Pièce de 50 pence	4085	4080
Pièce de 10 florins	850	850

	000	000
--	-----	-----

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

• **Prevalence** = the proportion of a population that has a disease at a particular point in time

